

PRÉFACE À LA PREMIÈRE ÉDITION

Parmi les changements qui ont récemment affecté ce qu'on a pris depuis peu l'habitude d'appeler le paysage politique français, aucun peut-être n'est plus déconcertant pour qui cherche une explication rationnelle des faits politiques que la soudaine émergence et la rapide progression du Front national. Tout concourt à un effet de surprise : la soudaineté de son apparition après une éclipse d'une vingtaine d'années, qui avait conduit les observateurs à conclure à la disparition définitive de cette tendance et à en inférer que les Français étaient désormais guéris de toute tentation extrémiste ; la rapidité de sa propagation dans un corps électoral qui n'a pas la réputation d'être particulièrement instable ; l'ampleur enfin d'une progression qui a atteint à l'élection présidentielle un taux tout à fait inattendu, et ce à l'occasion de la consultation qui passait pour être la plus défavorable à un candidat dont aucun de ses électeurs ne pouvait raisonnablement penser qu'il avait la moindre chance d'accéder au second tour. On sait l'électeur français attaché à voter utile : il n'aime pas perdre sa voix et il était capable de discerner qu'en votant pour Jean-Marie Le Pen il n'affaiblissait pas seulement les candidats de droite, perspective qui pouvait le séduire, mais qu'il faisait le jeu de ceux dont il était le plus éloigné. Comment donc expliquer un tel phénomène ? Depuis quelque temps, toutes les analyses tournent autour de ce paradoxe et tentent de lui apporter réponse.

La lecture des textes que rassemble le présent ouvrage comporte à cet égard deux leçons dont la portée ne s'arrête pas à l'objet qui les inspire. D'abord que, si rien en politique n'est inintelligible, l'explication n'est pas nécessairement de type rationnel : en d'autres termes, le comportement des acteurs obéit certes à une logique dont l'observateur doit chercher à déchiffrer le principe, mais ce n'est pas celle de la pure raison. Il en est déjà ainsi en économie, où les choix et les décisions des agents

et en particulier des consommateurs déconcertent souvent les économistes : c'est qu'ils ne se conduisent pas comme ils le devraient si leur comportement était réglé par la rationalité et dicté par un calcul de maximisation des profits. A plus forte raison en est-il ainsi en politique où l'électeur, le citoyen, le militant, s'engage avec toute sa personnalité : le souci de ses intérêts individuels ou de groupe, ou l'idée qu'il s'en fait et qui ne coïncide pas toujours avec leur réalité objective, mais aussi ses souvenirs, conscients ou inconscients, son imaginaire, ses aspirations, ses rêves, sa sensibilité. Aussi interfèrent sentiments et ressentiments, possible et souhaitable.

Seconde leçon, qui s'impose à travers la lecture de ces pages et que la conclusion énonce avec netteté et vigueur : il n'y a pas de principe unique d'explication. Le succès d'une formation politique, surtout s'il prend de l'ampleur, est nécessairement la résultante d'une pluralité de facteurs convergents. On le vérifie sur le cas du Front national dont l'électorat amalgame plusieurs composantes différentes ; par exemple, il juxtapose un noyau politisé à forte teneur idéologique à une masse qui d'ordinaire ne s'intéresse guère à la politique et dont l'adhésion a la signification d'un vote de protestation globale ; à cet égard, le Front national a pris le relais du Parti communiste dans l'exercice de ce que Georges Lavau a appelé la fonction tribunitienne. Non pas que les électeurs du Front national viennent en masse du Parti communiste, mais le Front national comble le vide creusé par le vieillissement du Parti communiste et sa participation au gouvernement durant trois années. Pareillement, du point de vue des appartenances religieuses, l'électorat de Jean-Marie Le Pen associe deux extrêmes : une minorité intégriste dont les convictions religieuses sont déterminantes et commandent les choix politiques, et une masse qui se trouve compter, avec les électeurs communistes, les plus détachés de la pratique, les plus éloignés de l'Eglise catholique et généralement les plus incultes religieusement. La leçon mérite d'être retenue chaque fois qu'on entreprend de rendre compte d'un grand fait d'opinion.

La comparaison avec l'expérience d'autres pays suggère une autre réflexion d'importance : les conditions qui paraissent avoir eu une part à la naissance et au succès du Front national se retrouvaient réunies ailleurs et cependant les autres pays n'ont pas connu de phénomène analogue, au moins dans pareilles proportions. Signe qu'il n'y a pas en politique de causalité

mécanique et présomption que les faits politiques sont de ceux qui expriment le plus la singularité des histoires et des cultures nationales. Jointe à d'autres observations, comme le tour particulier pris par la crise de 68 et l'absence de terrorisme en France alors que la gauche aurait fort bien pu basculer dans le recours à la violence, la chose porte à mettre en doute l'affirmation que notre pays serait à la veille d'abdiquer son exceptionnalisme : le Front national où se retrouvent des traits familiers à notre histoire m'inclinerait à croire que la France conservera longtemps encore des caractères originaux, pour le meilleur et hélas, aussi, pour le pire !

Tout commencement ayant généralement des antécédents, on se demandera tout naturellement, en présence de ce qu'on a appelé le phénomène Le Pen, où le situer parmi les traditions politiques et à laquelle des droites le rattacher ? On notera au passage que c'est la seule formation à ne pas avoir contesté qu'elle fût à droite ; au temps, avant 1981, où tous se défendaient d'être à droite et recouraient à des périphrases pour se définir, Jean-Marie Le Pen était le seul candidat à se réclamer de la droite et à revendiquer hautement l'honneur d'en porter les couleurs. Il est vrai qu'il ne se disait pas d'extrême droite, tout en en étant indiscutablement : son discours présentait donc, par rapport à sa position réelle, la même déclinaison que les autres. On peut découvrir au Front national un air de parenté avec la plupart des autres tendances de droite. Il a recueilli la postérité de celle qui se définit depuis deux cents ans par le refus de la Révolution et son programme économique, ou ce qui en tient lieu, relèverait plutôt d'une inspiration libérale par la défiance à l'égard de l'intervention de l'Etat, la confiance dans l'initiative privée, l'éloge de la libre entreprise. Mais si ces références dessinent des passages possibles et trahissent des emprunts, elles ne suffiraient pas à constituer une véritable filiation. Le Front national s'inscrit de toute évidence dans une autre lignée : celle de la droite qui a toujours associé un comportement de protestation globale et une « préférence nationale ». Il est la postérité de cette droite que Zeev Sternhell a baptisée révolutionnaire et que je préfère appeler contestataire, car ses aspirations au changement, pour sincères qu'elles soient, ne sont pas véritablement révolutionnaires, sauf chez une poignée d'activistes qui ont un goût invétéré de l'aventure et que la violence fascine. On retrouve dans les thèmes du Front national et les motivations de sa

clientèle les deux faces du nationalisme : un attachement sincère à l'identité nationale, l'amour de la patrie, le culte de son passé, une juste appréciation de son originalité, mais aussi l'envers de ces sentiments légitimes, une crainte obsessionnelle de tout ce qui est suspect d'en altérer la pureté, la peur du changement, l'inquiétude de l'avenir, un repli frileux sur la préservation du passé, un nationalisme d'exclusion. Toutes choses qui se trouvaient déjà assemblées dans les crises et les crispations des cent dernières années.

Si le Front national se rattache à cette lignée, il n'en est pas la pure réitération. Il ne le pourrait pas, ne serait-ce qu'à cause de la différence des temps et des situations : la France de 1988 n'est plus celle de 1888. Depuis l'apogée du boulangisme, la société s'est profondément transformée. Le succès du Front national trouve précisément une de ses explications dans la mutation qui a modifié le visage de la France dans les vingt-cinq dernières années. Il exprime un refus du changement et une réaction contre ses conséquences : il canalise l'inquiétude, le désenchantement de tous ceux qui ne reconnaissent plus leur pays tel qu'ils l'aiment, la société dans laquelle ils avaient grandi, les valeurs auxquelles ils sont attachés. Le présent livre montre bien cet aspect par rapport à l'explosion urbaine : le Front national est une conséquence d'une urbanisation précipitée dont les effets n'avaient été ni prévus ni corrigés. A cet égard, le succès du Front national est proche du poujadisme qui était, lui aussi, protestation contre certaines formes de modernisation. Qui sait s'il n'y a pas aussi une certaine analogie avec le mouvement de mai 68 qui était aussi une réaction contre ce type de modernisation ? Mouvement Poujade, événements de 68, écologie, Front national : autant de phénomènes qui traduisent dans l'ordre de la politique et de l'idéologie les incidences de la mutation sociale. Venant après le tapage fait autour de la Nouvelle droite, sur laquelle les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ont déjà publié le livre de Mme Duranton-Crabol, la poussée du Front national manifeste que la droite ne reste pas à l'écart des renouvellements.

René Rémond

CHAPITRE I

ORIGINE ET FORMATION DU FRONT NATIONAL (1972-1981)

La presse nationale, et dans une certaine mesure le parti lui-même, s'accordent pour dater l'irruption du Front national (FN) sur la scène politique de l'élection municipale partielle de Dreux, en septembre 1983. Ce faisant, on occulte le fait qu'à cette date le FN existe depuis déjà onze ans, puisqu'il est officiellement fondé à Paris le 5 octobre 1972. Ainsi, si l'on excepte le groupuscule de P. Sidos, l'Œuvre française, il est aujourd'hui la plus ancienne formation d'extrême droite encore active sous une dénomination qui n'a jamais changé. Pendant toute la période étudiée, le FN est un mouvement faiblement implanté et structuré, ne pouvant prétendre incarner la totalité, ou la majorité, d'une droite nationaliste éclatée en plusieurs tendances dont la principale est représentée par le Parti des forces nouvelles (PFN). Il s'agit ici de cerner les différentes étapes de l'évolution idéologique et organisationnelle du Front, pour mettre à jour les ruptures stratégiques et les conflits de courants qui l'ont agité avant qu'il se structure en parti politique inséré dans le jeu parlementaire en 1981-1983.

D'ORDRE NOUVEAU À LA CRÉATION DU PFN : « NATIONALISTES » ET « NATIONAUX » EN FRANCE DE 1972 À 1974

La distinction entre nationalistes et nationaux, acceptée par l'extrême droite elle-même pour la période postérieure à la guerre d'Algérie, aide à comprendre la querelle que vont se livrer FN

et PFN pour le leadership de cette famille politique¹. La création du FN est, au départ, une initiative des dirigeants d'Ordre nouveau, mouvement nationaliste fondé en 1969 après la dissolution d'Occident, et qui semble avoir réuni à son apogée environ 5 000 militants, pour la plupart jeunes et/ou étudiants, implantés notamment à Paris, Lyon, Nice et Marseille. Rompant avec la pratique uniquement activiste d'Occident, Ordre nouveau se voulait une tentative de désenclavement du nationalisme, chroniquement divisé et privé d'appareil politique depuis l'auto-dissolution des comités Tixier-Vignancour en janvier 1966. Conseillé par de vieux militants comme G. Jeantet (doriotiste), F. Brigneau (maurassien) et H. Charbonneau (Action française et Milice), ON avait participé aux élections municipales de Paris en 1971, et souhaitait donc jouer le jeu démocratique. L'échec relatif des listes parisiennes conduisit le 2^e congrès, en juin 1972, à lancer l'idée d'une structure unitaire qui préparerait les législatives de 1973 en poursuivant un double objectif : d'abord, concrétiser la suprématie d'ON qui deviendrait le « fédérateur de la droite » et atténuerait les retombées négatives d'un regain d'activisme perceptible dans les facultés ; ensuite, imiter le succès électoral du MSI italien qui, après avoir absorbé le parti monarchiste et adopté le sigle de *Destra Nazionale*, avait atteint aux élections de 1972 son score maximal². L'échec des multiples velléités unitaires antérieures, tel le Centre de ralliement national animé par R. Holeindre (1969), rendait l'entreprise difficile, pour des raisons à la fois personnelles et idéologiques. Malgré tout, l'été 1972 sera consacré à contacter d'anciens OAS comme J. Reimbold et le capitaine Curutchet, G. Bidault et son groupe « Justice et liberté », F. Brigneau alors journaliste à *Minute*, et les nationalistes-européens du mensuel *Militant*. Par principe dogmatique, la Restauration nationale monarchiste restera à l'écart, comme, pour des motifs tactiques, l'équipe venue d'Europe-Action qui avait fondé le GRECE trois ans plus tôt.

L'initiative venant des « nationalistes », l'ouverture vers la droite nationale issue du combat pour l'Algérie française devait être symbolisée par la présence d'un homme cumulant l'expé-

1. Cette distinction est attestée par le titre du livre de Bergeron (Francis) Vilgier (Philippe), *La droite en mouvement : nationalistes et nationaux en France, 1960-1981*, Paris, Editions Vastra, 1981.

2. La flamme tricolore, emblème du FN, est semblable à celle du MSI, désormais allié au Front dans le groupe « Eurodroite » au Parlement européen.

rience du poujadisme, de l'antigaullisme et du tixiérisme : ce sera J.-M. Le Pen, ancien directeur de la campagne Tixier, puis retiré de la politique active. L'expérience des « comités TV » est importante pour l'histoire future du FN : en effet, la nébuleuse tixiériste avait partiellement réussi à mobiliser ensemble des fractions aussi différentes que la droite conservatrice antigaulliste (P. Arrighi, A. de Lacoste-Lareymondie), le néo-fascisme d'Occident et le néo-paganisme « européeniste » de J. Mabire ou D. Venner. Oscillant sans cesse entre un nationalisme sans compromis et la tentation du ralliement au meilleur candidat antigaulliste, la campagne Tixier préfigurait largement les futures hésitations stratégiques du FN. Par ailleurs, la disparition de comités TV allait donner naissance à deux mouvements qui verront transiter par eux nombre de cadres actuels du FN : ce sont l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (ARLP) et le Mouvement jeune révolution (MJR). Avant de rallier en 1969 la majorité pompidolienne, l'ARLP et sa section de jeunesse « Jeune alliance » formeront D. Chaboche, J.-C. Varanne ou C. Baeckroot. Le MJR, groupe solidariste qui se réclamait de l'OAS-métro jeunes et du capitaine Sergent, comptera dans sa mouvance R. Marie, J.-P. Stirbois et M. Collinot. Son idéologie confuse de « troisième voie » entre capitalisme et marxisme préconisait l'association capital-travail, le syndicalisme corporatif, la disparition des partis politiques traditionnels. Rétrospectivement, le FN de 1988 apparaît comme une synthèse de ces trois courants de l'extrême droite : l'activisme (filière « Jeune nation »/Occident/Ordre nouveau/PFN) ; l'antigaullisme de droite (filière OAS/ARLP) ; la tendance solidariste-intégriste (filière MJR/Groupe action jeunesse/chrétiété-solidarité)¹. Le premier bureau politique du Front, en octobre 1972, traduit bien l'équilibre précaire entre nationalistes et nationaux puisque chaque responsable inféodé à une tendance est « doublé » par un adjoint appartenant à l'autre².

Le premier programme frontiste, issu lui aussi d'un compromis

1. Le FN a attiré aussi des transfuges du royalisme (G.-P. Wagner, J.-F. Chiappe, J. Bourdier, Gérard de Gubernatis) ; des poujadistes (M. Bouyer, J. Tauran) et quelques anciens militants de partis collaborationnistes (R. Gaucher, ancien RNP ; S. Jeanneret, ancien chef de cabinet d'A. Bonnard).

2. Composition du bureau, octobre 1972 : J.-M. Le Pen, président ; F. Brigneau (Ordre nouveau), vice-président ; A. Robert [ON], secrétaire général ; R. Holcindre (lépéniste) secrétaire général adjoint ; P. Bousquet (*Militant*) trésorier ; P. Durand (lépéniste), trésorier adjoint.

entre nationalisme-révolutionnaire et conservatisme, paraît dans le numéro de novembre 1972 du *National*. Dès cette date sont identifiables certains thèmes de ce que P.-A. Taguieff nomme « national-populisme » et que résume parfaitement ce titre de décembre 1972 : « Avec le FN, fâchons-nous ! » S'affirmant comme « la droite sociale, populaire, nationale », le FN se pose en alternative au gaullisme et au communisme, veut une « troisième voie entre lutte des classes et monopoles ». Prenant prétexte de certains scandales politico-financiers, il dénonce l'affairisme et la décadence du pouvoir. Cependant, son programme économique ne reprend pas les idées interventionnistes d'Ordre nouveau, mais réclame, au contraire, la réduction au strict minimum du secteur public et nationalisé, ainsi que le confinement de l'Etat à son rôle d'arbitre des intérêts catégoriels. Or, paradoxalement, le programme en vingt points de 1972 n'est qu'une collection d'intérêts corporatistes, selon une ligne politique que F. Duprat formulera plus tard, en assignant au FN le rôle de « réceptacle de tous les mécontentements ». La défense du petit commerce et la « diffusion de la propriété par le mutualisme » sont donc, dès la création, des idées forces. Au plan social, même ambiguïté sur deux thèmes majeurs : l'immigration et la natalité. Le FN de 1972 s'oppose à l'immigration sauvage seulement dans la mesure « où elle met en péril la santé des Français » ; reprenant le langage d'Ordre nouveau, il qualifie les résidents étrangers de « minorités sauvages » inassimilables, sans établir de lien automatique entre immigration et chômage¹. Le comble de l'absurde est atteint lorsque le Front réclame ... la révision de la loi de 1920 sur l'avortement, alors que la même mesure, prise par S. Veil, ouvrira la campagne frontiste sur le prétendu « génocide des enfants français » ! Dans le domaine des institutions et de la politique étrangère, la cohérence est plus grande : instauration d'un régime présidentiel et du scrutin proportionnel ; refus de l'Europe intégrée à laquelle on oppose l'Europe des patries. De plus, suivant en cela la ligne d'Ordre nouveau, le FN réclame la « création d'une entité palestinienne au Moyen-Orient ».

Les législatives de mars 1973 vont être préparées sur ces bases, mais à partir de fortes divergences tactiques : ON doit maintenir

1. En 1967, le Rassemblement européen de la liberté (REL) réclamait l'expulsion des résidents maghrébins uniquement ; dans la « Charte politique » d'ON, en 1970, la question de l'immigration n'est même pas mentionnée.

son avantage en contrôlant l'appareil frontiste et la désignation des candidats, comme le souhaite la base qui tolère mal l'implication dans le jeu électoral ; les nationaux veulent faire contre-poids en tentant de récupérer J. Soustelle et son mouvement « Progrès et liberté », implanté à Lyon, qui reste cependant en dehors de la formation d'extrême droite. La méfiance entre les deux courants entraîne déjà des contradictions insurmontables. Ordre nouveau, qui contrôle la préparation du scrutin, rédige un manifeste intitulé « Défendre les Français », dont l'idée force est la mobilisation des secteurs sains du pays face à la décadence de la morale, des institutions et du prestige national. Il s'agit là d'une copie de la théorie des « corps sains » professée en Italie par le MSI : recherche de soutien dans l'armée, la police, le clergé antiprogressiste, les Anciens combattants, la jeunesse. Le FN y rajoute « la formation de nouvelles élites puisées au plus profond de notre peuple ». Or, le 4 mars, les candidats FN, pour la plupart membres d'Ordre nouveau, n'obtiennent que 108 000 voix (1,32 %). Face à l'échec, les deux tendances réagissent inversement : lors de son congrès d'avril 1973, ON réclame une intensification de l'activisme et le retrait du Front, alors que J.-M. Le Pen privilégie le renforcement du parti et nomme V. Barthélémy, ancien adjoint de Doriot, au secrétariat administratif. La scission est déjà virtuellement consommée lorsque ON provoque à Paris, le 21 juin, un meeting sur le thème « Halte à l'immigration sauvage », au cours duquel un orateur se livre à une violente dénonciation de la loi Pleven réprimant la discrimination raciale, et fustige le poids politique et médiatique supposé de la communauté juive, dans des termes franchement antisémites¹. Ce qui, ajouté aux heurts avec la Ligue communiste et la police, provoque la dissolution d'ON et de l'organisation trotskyste, décidée par R. Marcellin. Victime d'un excès de confiance dans son impunité ou manipulé par certains services policiers, ON connaît donc le même sort que Jeune nation et Occident, faute d'avoir su négocier le virage du parlementarisme.

Entre l'été 1973 et la campagne présidentielle de 1974, va se décider la rupture définitive du Front, qui sera suivie d'une division durable entre les deux tendances. En effet, « Faire front », qui succède à ON, utilise le Front comme base de repli

1. Propos de F. Brigneau rapportés par Rollat (Alain) in *Les hommes de l'extrême droite*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, p. 59.

avec pour objectif l'élimination de la tendance Le Pen, grâce à la nomination de ses dirigeants aux postes clés de l'appareil. Devant le refus des « nationaux », un FN bis se crée autour d'A. Robert (Ordre nouveau) jusqu'à ce qu'une décision de justice donne à Le Pen seul le droit d'utiliser le sigle. La droite nationaliste aborde l'élection de mai 1974 dans les pires conditions : déchirée, privée de presse nationale, devant faire face à d'autres candidatures concurrentes dont celle de B. Renouvin (royaliste) et J. Royer (soutenu par l'Œuvre française et certains intégristes)¹. L'hebdomadaire *Minute* soutenant V. Giscard d'Estaing, la candidature Le Pen n'est appuyée que par *Rivarol*, le FN et certains groupuscules nationalistes-révolutionnaires proches des *Cahiers européens* de F. Duprat². Ordre nouveau, qui a choisi de s'insérer dans la majorité, travaille pour la campagne de Giscard, avec pour objectif de constituer l'aile droite du cartel UDR/républicains indépendants. Cette même stratégie les conduira, en 1976-1977 à se rapprocher du RPR, puis, en 1980-1981, du Centre national des indépendants (CNIP). Recueillant 0,74 % des voix au premier tour, Le Pen doit reconstruire le FN sans sa composante principale.

LA STRATÉGIE DE CONSTRUCTION DU FN 1974-1978

La période 1974-1978, qui s'achève en fait avec le désastre des élections européennes de 1979, est celle du développement d'un véritable parti de la droite nationale, doté de structures régionales, d'une presse régulière et d'organes dirigeants. Pour accroître son audience, le FN devra utiliser le réservoir des militants que sont les groupuscules nationalistes-révolutionnaires. Ce choix, dicté en partie par la concurrence avec le Parti des forces nouvelles, l'amènera à autoriser la double appartenance, puis à donner une place prépondérante aux hommes et aux thèmes de

1. Le seul point commun de B. Renouvin avec l'extrême droite est la référence au royalisme. La NAF puis la NAR se sont progressivement mais totalement dégauchées de cette famille, soutenant localement la gauche non communiste et dénonçant, l'une des premières, la « Nouvelle droite ».

2. *Rivarol*, hebdomadaire lancé en janvier 1951, a été fondé par d'anciens pétainistes épurés, accueillant certaines plumes de *Je suis partout*. F. Duprat y tient chronique dans les années 1970.

la frange la plus extrémiste du parti. Ainsi se constitueront en son sein des tendances, comme les connaît le MSI italien.

1974 est une année charnière marquée par l'arrivée au Front de F. Duprat, qui deviendra animateur de la Commission électorale en continuant à diriger ses propres publications, dont les *Cahiers européens*. Théoricien nationaliste-révolutionnaire, issu de l'extrême gauche, puis passé par Jeune nation et Occident, ce professeur d'histoire avait également siégé au bureau politique d'Ordre nouveau, tout en étant correspondant et collaborateur de nombreuses revues néo-nazies, françaises et étrangères¹. Son idéologie, exaltant à la fois le national-socialisme dans sa version strassérienne et les ouvrages plus récents de J. Evola, avait pour base un antisémitisme omniprésent, populaire et anticapitaliste dans la tradition de Drumont et des ligues antijuives de la fin du XIX^e siècle. Dès 1962, sous le pseudonyme de F. Solchaga, il diffusait en France les travaux de l'école historique « révisionniste » et reprenait la théorie d'H.E. Barnes qui contestait la responsabilité nazie de la seconde guerre mondiale². Juste après la guerre des Six-Jours (juin 1967), il avait participé avec P. Rassinier et M. Bardèche au numéro de *Défense de l'Occident* intitulé « L'agression israélienne », et qui est un texte fondateur de l'antisionisme-antisémite le plus radical, puisqu'il nie le droit d'Israël à l'existence. Proche, selon ses dires, de certains milieux palestiniens et du Parti populaire syrien³, fondateur d'une Association France-Palestine, il est aussi un des précurseurs des thèses sur la négation du génocide des juifs, avant que R. Faurisson, en 1978, ne s'exprime sur ce sujet. Lorsqu'il rejoint le FN, fin 1973, F. Duprat vient de rompre avec le journal néonazi de P. Clémenti, *Le Combat européen*.

Dès janvier 1974, dans le premier numéro des *Cahiers européens* (hebdomadaire), Duprat articule la stratégie du FN autour de trois pôles : l'antiparlementarisme et l'opposition intégrale au système démocratique ; l'autorisation pour tout adhérent du Front d'appartenir simultanément à toute autre formation nationaliste ; enfin, paradoxalement, l'acceptation de négociations

1. Notamment *Défense de l'Occident*, la *Revue d'histoire du fascisme* qu'il anime et, le journal belge *L'Europe réelle*.

2. *Paris-Droit Nationaliste*, 9, 1962.

3. Duprat (François), *Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Paris, Albatros, 1972, p. 211, et *Défense de l'Occident*, numéro spécial, juillet-août 1967, intitulé « L'agression israélienne ».

ponctuelles avec la droite lors de scrutins locaux ou nationaux, lorsque le Front est accepté en tant que tel. Il s'agit donc à la fois de récupérer les déçus des partis de droite modérés, de faire du FN un parti-charnière indispensable à la constitution d'une majorité ; d'être complémentaire, et non substituable, aux petites formations d'extrême droite implantées localement.

A partir de 1974, comme le montre une étude de contenu du *National*, se produit une inflexion sensible de l'idéologie frontiste qu'on peut attribuer à l'arrivée des nationalistes-révolutionnaires ou de théoriciens, comme J. Ploncard d'Assac¹, liés au courant contre-révolutionnaire maurrassien : la décadence de la France est attribuée aux « corps étrangers » et, de manière plus globale, aux forces du « mondialisme » dont la Commission trilatérale est supposée être l'exemple parfait. L'origine du déclin national se trouve, pour Ploncard d'Assac, dans « la conspiration de 1789 » dénoncée par l'abbé Barruel et J. Robinson². Ce n'est plus uniquement l'immigration clandestine qui est dénoncée, mais l'atteinte à l'identité nationale, la France ayant atteint, pour le *National*, le « seuil des antagonismes raciaux ». Le FN se situe alors dans la ligne des partis xénophobes comme l'Action nationale suisse, le National Front et les powellistes en Grande-Bretagne. Pourquoi, et dans quelles conditions, a eu lieu cette mutation idéologique ? On peut avancer la nécessité de se démarquer du parti concurrent, le PFN, créé en novembre 1974 et dont les media relaient plus volontiers les actions. Mais il faut surtout comprendre en détail le processus d'intégration des groupuscules nationalistes, préconisé par F. Duprat, et avalisé par la direction du parti. La période 1968-1975 voit proliférer, à Paris et en province, les mouvements dissidents d'Ordre nouveau opposés à la voie légaliste comme à tout aggiornamento idéologique du fascisme. A l'exemple des partisans allemands ou italiens de l'ultra-droite, et souvent en référence au groupe « Jeune Europe » du Belge J. Thiriart, se constituent des cellules locales qui élaborent l'idéologie de « troisième voie », d'alternative au système, dont Franco « Giorgio » Freda est le théoricien le plus connu.

1. J. Ploncard d'Assac, collaborateur d'Henry Coston depuis la fin des années 1920, a appartenu au PPF. Exilé au Portugal de 1945 à 1974, il fut le conseiller de Salazar. Collabore actuellement à *Lectures françaises*.

2. Barruel (abbé Augustin), *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme, (1798-1799)*, 3^e édition en 2 volumes, Vouillé, Diffusion de la pensée française, 1973, 1103 p.

Leurs références historiques sont la République de Salò et le national-socialisme de Strasser, souvent aussi les fascismes de Degrelle, Codreanu et Primo de Rivera. Leur maître à penser contemporain est J. Evola. Fascinés par la rhétorique et les méthodes de l'extrême gauche extra-parlementaire (notamment le passage à la lutte armée), les nationalistes-révolutionnaires revendiquent leur anticapitalisme et, plus encore, leur opposition à l'esprit bourgeois. Anti-Américains, ils soutiennent certaines luttes du Tiers Monde ; par-dessus tout, ils sont antisionistes : Israël est pour eux le symbole moderne de l'Etat colonial soutenu par les Etats-Unis, ce qui les rapproche des Palestiniens les plus radicaux. Pour eux, le juif est à la fois symbole de la puissance d'argent, de l'esprit cosmopolite et de l'idée révolutionnaire : c'est parmi ces groupes que l'on trouve les diffuseurs des « Protocoles des sages de Sion » comme des ouvrages de M. de Poncins, E. Malynski ou H. Coston. En France, cette nébuleuse de réseaux informels comprend notamment le « Devenir européen » (Nantes), « Peuple et nation » (Lyon), le CDPU (Aix-en-Provence) et les Groupes nationalistes révolutionnaires (GNR) de F. Duprat. Implantés en milieu étudiant comme dans les banlieues populaires autour de Paris ou dans le Nord, ils constituent un vivier de recrutement pour le Front qui s'en rapproche progressivement : pendant la présidentielle de 1974, F. Duprat organise les « comités d'union des nationaux », derrière J.-M. Le Pen ; au même moment est créé le Front national de la jeunesse (FNJ) qui est lancé avec le concours des néo-nazis de l'Action européenne ou des « Jeunesses d'action européenne » vestiges du Nouvel ordre européen. Les *Cahiers européens* servent de point de jonction et accueillent, à partir d'octobre 1974, comme codirecteur M. Fredriksen, dirigeant de la FANE, le plus ouvertement national-socialiste des mouvements français. Pourtant, connaissant la marginalité extrême de cette famille politique, on peut s'étonner de l'importance que lui accorde J.-M. Le Pen, qui par deux fois adresse un message aux lecteurs des *Cahiers* : en juin 1974, il déclare que « la place des nationalistes-révolutionnaires est au sein du FN, qui autorise la double appartenance et respecte les choix idéologiques de ses adhérents » ; avant les municipales de 1977, il leur demande de rejoindre le Front pour « le grand combat anticomuniste »¹. Or les choix idéologiques

1. Pages de couverture des *Cahiers européens* de juin 1974 et de mai 1977.

des lecteurs des *Cahiers* sont clairs, puisque l'hebdomadaire diffuse l'ouvrage apologétique de Duprat, *Histoire de la Waffen SS*, et qu'il propose, pour la première fois en France, des livres « révisionnistes » : c'est par ce canal que sera plus tard connu le livre de R. Harwood, *Did six million really die ?*¹. Malgré cela, il est indéniable que les GNR ont constitué, au moins jusqu'en 1978, une tendance informelle au sein du FN, disposant de sa presse, de ses connexions avec l'étranger (Flandre belge, Italie, Allemagne, Grande-Bretagne) et d'une organisation propre. Dans leur stratégie de constitution d'un « pôle révolutionnaire », ils seront aidés par le groupe « Militant », intégré au Front depuis l'origine et représenté dans ses instances nationales.

Militant, journal mensuel qui paraît depuis 1966, représente la tendance « national-européenne » du FN. Ses animateurs, dont certains ont appartenu à des partis collaborationnistes, ont souvent milité à « Europe-action », partisan de l'Europe des ethnies, du néo-paganisme, et d'un racisme dépourvu de toute velléité de justification scientifique (contrairement à celui de la « Nouvelle droite » prenant appui sur la sociobiologie), qu'on peut appeler « racialisme », par référence à des modèles anglo-saxons. Anticomuniste, *Militant* fait de l'unité européenne le seul rempart contre le marxisme, et rejette la notion de bloc atlantique. Le bulletin consacre de longs articles au Proche-Orient et se prononce pour le remplacement d'Israël par un Etat palestinien. Son antijudaïsme le conduit à refuser la possibilité de double nationalité franco-israélienne, et à demander la révision de toutes les naturalisations prononcées depuis au moins la fin de la colonisation en Algérie. Pourtant, surtout à Paris et dans sa région, les dirigeants de *Militant* deviennent cadres du FN, notamment P. Bousquet, son premier trésorier², P. Pauty (responsable de la commission Défense) et l'historien A. Delaporte, membre du comité central.

Militant sera d'ailleurs le bulletin interne du FN entre 1974 et septembre 1975 ; c'est en 1981 que le groupe quittera le Front pour fonder le « Parti nationaliste français ».

L'intégration de cadres et adhérents nouveaux, sans permettre

1. Sur ce point, l'article fondamental de Monzat (René), « Voyage au sein du FN », *Cahiers Bernard Lazare*, janvier 1984, p. 44.

2. Ancien franciste, volontaire sur le front de l'Est, P. Bousquet a été responsable d'*Europe-Action*, puis du Rassemblement européen de la liberté, d'où *Militant* est issu, une autre aile aidant à fonder la « Nouvelle droite ».

d'atteindre les effectifs d'Ordre nouveau, rend possible la diffusion du *National* à 10 000 exemplaires (1975) et l'installation d'organes permanents du parti : en février 1975, sont formées cinq commissions nationales traitant de la défense nationale, de la famille, des institutions et des élections, de la jeunesse et des écoles, des problèmes économiques et sociaux. Victor Barthélémy, avant son départ en 1976, structure les fédérations provinciales : des « inspecteurs régionaux » coiffent les secrétaires départementaux, qui encadrent les sections. Le modèle communiste inspire la dénomination des instances nationales, « comité central » et « bureau politique » renouvelé par un congrès. Contrairement à Ordre nouveau, le FN n'a pas de direction collégiale, mais un président, de fait inamovible, assisté d'un ou deux vice-présidents sans envergure politique (Dr H. David, J.-F. Chiappe). Le mensuel *Le National* est doublé par des éditions de province et des suppléments locaux, mais sa diffusion reste inférieure à *Rivarol* ou *Aspects de la France*. Dans les lycées et les facultés, le FNJ, dirigé par C. Baekroot, ne peut rivaliser avec le « Groupe union droit » (proche du PFN) ou le « Groupe action jeunesse ». Parti embryonnaire, le FN des années 1974-1978, représentant moins de 1 % des votants, doit d'abord affiner ses propositions politiques et les faire apparaître comme une alternative crédible à celles de la droite libérale conservatrice représentée par les giscardiens et les gaullistes.

Tant au PFN qu'au FN, l'impression avait prévalu, après la victoire de Giscard, que le président élu avec l'appoint des voix nationales se devrait de mener une politique de droite. Le PFN avançait, à l'appui de cette idée, la présence dans les rangs giscardiens d'anciens partisans de l'Algérie française (H. Bassot) et de militants d'Occident (A. Madelin, G. Longuet). Dès février 1975 pourtant, *Le National* titre « La droite contre Giscard » et affirme son opposition formelle à toute ouverture au centre gauche. Sur les problèmes de société, le FN craint une défaite idéologique de la droite, qui serait incarnée par le vote de la loi Veil, l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans, ou l'action antimilitariste des « comités de soldats ». L'extrême droite soupçonne le président, la bourgeoisie d'affaires, une partie du patronat et de la classe politique de céder au « mondialisme ». L'intégration européenne, la mondialisation des échanges et le libéralisme économique sont en contradiction avec les objectifs populistes du FN, et plus encore avec l'ultra-dirigisme des natio-

nalistes-révolutionnaires, qui avec F. Duprat préconisent l'économie autarcique et la nationalisation des secteurs clés de la production. C'est pour cela que le Front peut parler de la « trahison » de la droite libérale, et s'affirmer comme « la vraie droite ». Cette originalité ne lui assure cependant pas de couverture médiatique : le PFN, par des actions de rue spectaculaires, et quelques campagnes fameuses (dont l'appel du « sergent Dupuy » contre les comités de soldats) est davantage connu que son rival. Victime des recompositions du paysage politique (ouverture au centre gauche, création du RPR), le FN paraît ne pas créer l'événement, n'agir que par réaction. Il trouve un exutoire dans la « défense du monde libre » face au communisme, manifestant contre la chute de Saïgon et du Cambodge ; il s'inquiète du retour à la démocratie dans l'Europe méditerranéenne (« révolution des œillets », mort de Franco, départ des colonels grecs) et dénonce la perte d'influence occidentale en Afrique (perte des colonies portugaises, guerre du Shaba, critiques contre l'Afrique du Sud). Mais, en politique intérieure, les propositions frontistes restent figées sur la défense des valeurs traditionnelles.

Lors des élections municipales de 1977, le FN prouve ses difficultés de positionnement en s'alliant localement, avec la majorité, six ans avant l'accord de Dreux, dans des communes de moyenne importance comme Courbevoie, Mérignac, Villefranche-sur-Mer. Cet épisode inconnu de l'histoire frontiste prend même un relief particulier à Toulouse, où le parti obtient une élue, ainsi qu'une mairie rurale du département de Haute-Garonne. Si la présence de candidats FN sur les listes majoritaires dans le Midi est le résultat d'une implantation ancienne, aucune nécessité locale ne dictait un tel accord à Courbevoie ou Mérignac, comme d'ailleurs la majorité n'avait aucun intérêt à rechercher l'appoint du PFN en lui offrant des sièges sur ses listes à Paris, Toulon, ou Aix-en-Provence¹.

L'évolution va se poursuivre en 1978 lors des élections législatives, qui vont constituer un tournant dans l'histoire du mouvement.

1. L'accord FN-majorité s'est fait à Antibes, Talence, Millau, et dans certaines communes rurales du Sud-Ouest.

LE TOURNANT DU « NATIONAL-POPULISME » 1978-1981

Alors même qu'il bénéficie de l'appui des groupes nationalistes-révolutionnaires, le Front, sous la pression sans doute d'une partie de l'appareil et de Le Pen, amorce un virage idéologique qui se traduit par la parution d'un manifeste économique intitulé « Droite et démocratie économique », d'inspiration nettement populiste. Le Front y dénonce « le trop d'Etat » et l'arbitraire fiscal, l'importance exagérée des charges fiscales des PME, l'influence destructrice des « syndicats politiques » dans l'entreprise. Le libéralisme qu'il défend tend principalement à redonner sa place à l'initiative personnelle, à favoriser les petites et moyennes entreprises, à limiter les dépenses de protection sociale et le taux des prélèvements obligatoires (notamment l'impôt sur le revenu). Face à des mouvements protestataires comme le CID-UNATI ou l'Union des Français de bon sens (UFBS) de G. Furnon, le FN vise ainsi l'électorat des commerçants et artisans, des petits entrepreneurs et des employés ou cadres moyens, qui reprochent au parti giscardien ses liens avec le monde financier et industriel, et au mouvement néo-gaulliste la timidité de sa politique sociale. Ce faisant, il rompt implicitement avec les idées interventionnistes, et le soutien à l'économie organique, annoncés par la tendance Militant-GNR qui prône la limitation des investissements étrangers, la nationalisation des banques, l'autosuffisance alimentaire. Les deux programmes ne sont cependant diamétralement opposés qu'en apparence, et l'habileté des « modérés » du FN consiste bien à détourner le potentiel révolutionnaire, même diffus, des éléments extrémistes, en substituant à la haine des trusts et du « capitalisme apatride » l'apologie de l'ascension sociale par l'initiative privée. Ce revirement est toutefois facteur de tension entre des candidats aux élections souvent issus de la mouvance nationaliste-révolutionnaire et l'appareil frontiste : les militants NR n'acceptent pas le programme économique du parti ; il refusent la prédominance de l'anticommunisme dans le discours de Le Pen, non parce qu'ils ne craignent pas l'Union de la gauche, mais parce que la riposte qu'ils envisagent à une victoire socialo-communiste n'est pas celle des notables conservateurs. Duprat lance à cette époque un bulletin intitulé *Année Zéro*, et fait l'apologie des actions déstabilisatrices menées, dans

le Chili d'Allende, par un groupe comme « Patria y Libertad ». Pour aussi grotesque que paraisse, dans le contexte français, la tentation « golpiste », ces références sont unanimes dans le milieu NR, qui refuse de s'insérer dans une coalition contre le « péril communiste » du type « Front national anticommuniste » après 1968.

Or, en 1978, le pourcentage de candidats ayant antérieurement ou simultanément milité dans un groupe néo-fasciste ou néo-nazi est relativement élevé. En 1973, on peut estimer à une douzaine de candidats les anciens de *Jeune nation*, *Europe-Action*, *Militant* ou la FANE ; sauf dans des départements comme la Seine et la Loire où l'élément NR est sur-représenté. En 1978, un tiers environ des 137 candidats est NR, principalement à Paris, en Seine-Saint-Denis ou dans la Seine-Maritime, fief de Duprat. Les NR sont particulièrement nombreux dans les départements où le parti est très peu implanté en termes de sections, dans les régions à faible densité de population, dans les endroits où l'extrême droite n'a pas de tradition historique : ainsi dans des départements ruraux comme les Vosges, la Nièvre, la Haute-Marne, la Haute-Loire et les Alpes de Haute-Provence... Au total, le score du FN est de 1,6 %. Il est inférieur à celui du PFN, et souvent de l'UFBS. On peut attribuer cet échec au réflexe de « vote utile » face à l'Union de la gauche, et à une inadéquation entre le programme du parti et ses représentants.

Entre les deux tours des élections survient un événement encore inexplicable : le 18 mars, F. Duprat meurt dans l'explosion de sa voiture. Cet attentat prive l'aile NR de son théoricien, et interrompt la parution des *Cahiers européens*. Les Groupes nationalistes révolutionnaires, malgré leur reprise en main par A. Renault, secrétaire général du FN, perdent leurs militants au profit de groupes locaux (Devenir européen ; CEDADE en Provence ; Front uni du Hainaut), de *Militant* ou de la FANE néonazie, dont le leader Fredriksen a été candidat du Front en Seine-Saint-Denis¹. La disparition des GNR et de leur fondateur est pour le FN, dans une certaine mesure, un signal qui va précipiter l'évolution idéologique du parti. Comment, en effet, lever l'hypothèque que fait peser sur le développement du FN le regain d'activité des groupes antisémites ou révisionnistes, dont

1. Fondée en 1966, la Fédération d'action nationale et européenne eut également pour membre important M. Faci, membre du FNJ.

les menées sont largement répercutées par les media ? Les pseudo-historiens, dont R. Faurisson, commencent à s'exprimer en 1978-1979, et les deux revues qui leur servent de tribune, *Défense de l'Occident* et les *Cahiers européens*, ont pour collaborateurs réguliers Duprat et A. Renault. Or le révisionnisme, l'antisémitisme/antisémisme et la glorification du passé nazi sont des créneaux très étroits, des facteurs de marginalisation. Sous la pression de trois faits politiques, le FN va donc modifier, en 1978-1980, ses méthodes de recrutement et ses thèmes de mobilisation : ce sont l'émergence médiatique de la « Nouvelle droite » (été 1979) ; l'arrivée au FN de la fraction « Union solidariste » ; le renouveau de l'intégrisme catholique.

La « Nouvelle droite » existe en fait depuis 1968-1969, autour du GRECE et de sa revue *Nouvelle Ecole*, puis du mensuel *Éléments*¹. Sa volonté d'élaborer une « contre-culture » de droite, par une action strictement métapolitique, aboutit à un corpus doctrinal foisonnant, qui utilise les sciences du comportement, en particulier pour légitimer un discours anti-égalitariste dont on doit souligner qu'il est apparu dans les media à l'été 1979, soit au moment où le FN amorçait son renouvellement idéologique. On peut alors poser l'hypothèse suivante : la droite conservatrice, en reprenant les idées du GRECE par club de l'Horloge interposé, les a d'abord reformulées pour abandonner l'anti-économisme au profit de l'ultra-libéralisme. Ce faisant, elle a fourni au FN les armes pour la concurrencer sur le terrain électoral en réhabilitant trois idées : la supériorité de l'Occident et sa déculpabilisation par rapport au fait colonial ; l'inégalité des individus et des aptitudes des peuples ; le confinement de l'Etat hors de l'économie et le rétablissement nécessaire de la souveraineté populaire, supposée confisquée par la technocratie. Ainsi, par exemple, l'idée du référendum d'initiative populaire sur des questions de société (rétablissement de la peine capitale ; arrêt de l'immigration) est-elle commune aux « nouveaux républicains » du club de l'Horloge comme aux frontistes, soucieux de redonner la parole au peuple contre l'oligarchie politique (la « bande des quatre »). La rivalité entre les deux mouvements va d'abord tourner au désavantage du GRECE, qui souhaite

1. Cf. Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle droite. Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988.

se cantonner à la réhabilitation des « mythes fondateurs » de l'Europe sans participer au jeu électoral : ceux de ses cadres, souvent parmi les fondateurs, qui jugent nécessaire de poursuivre le combat culturel au sein d'un parti passent au FN à partir de 1981, notamment J.-J. Mourreau, chargé de la communication ; P. Millau (ancien responsable de « Nation-armée ») ; J.-Y. Le Gallou (club de l'Horloge) ; J.-C. Bardet (co-fondateur des CAR) ou l'universitaire lyonnais P. Vial. Ainsi pour perdurer, le GRECE doit se rapprocher des groupes nationalistes-révolutionnaires italiens, de revues comme *The Scorpion* (Grande-Bretagne) ou *Orientations* (Belgique) et adopter une thématique radicalement étrangère au public frontiste : éloge de la différence culturelle érigée en absolu ; neutralisme ; supranationalisme européen ; soutien à un Tiers Monde indépendant des blocs. Le FN, lui, n'y perd qu'un de ses cadres régionaux (G. Sincyr, inspecteur régional de Toulouse, devenu délégué national du GRECE) et gagne un vivier d'experts venus de la haute administration comme du privé, agents de la modernisation du parti.

L'intégrisme catholique, pour sa part, réapparaît en février 1977, lors de l'occupation par les abbés Ducaud-Bourget et Coache de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, alors livrée aux fidèles de la Fraternité Saint-Pie X, dirigée par Mgr Lefebvre. Jusque-là, notamment à son apogée des années 1955-1960 (la « Cité catholique »), l'intégrisme était demeuré en marge des formations d'extrême droite « politiques », publiant des revues doctrinales comme *Itinéraires*, *Verbe* (devenu *Permanences*) ou *Ordre français*. Comme il est incontestable que le traditionalisme et l'intégrisme anticonciliaires débordent, dans leur audience, les cénacles extrémistes, le FN a tenté d'exploiter au maximum cette chance d'élargir son assise. Dans un premier temps, le PFN semble plus proche de Mgr Lefebvre que le Front ; puis, avec le passage de F. Brigneau et R. Gaucher chez les lepénistes, le FN incorpore à son discours des thèmes comme l'invocation de Jeanne d'Arc, la « France des cathédrales », l'identification culture nationale/culture chrétienne, qui sont absents des revues nationalistes-révolutionnaires, plutôt néo-paganistes. Le rapprochement entre FN et intégristes se fait en trois étapes : en 1980-1981 se constitue le centre Charlier, dirigé par R. Marie ; à l'automne 1980, se tient à Paris la première « Journée d'amitié française », en présence de Le Pen et de nombreux groupes nationaux-catholiques ; en mai 1981, la « Fête de Jeanne d'Arc » voit défiler côte à côte,

dans le cortège traditionnel, le FN, la Contre-réforme catholique, les amis du colonel Chateau-Jobert, les royalistes. Mais, surtout, le mensuel *Présent*, lancé en 1975 par R. Marie, devient quotidien en novembre 1981, dirigé par une équipe comprenant P. Durand, F. Brigneau, J. Madiran, qui est le principal théologien laïc de l'intégrisme. Servi sur abonnement, *Présent* soutient le Front sans adhérer au jeu démocratique, et semble très proche des comités *Chrétienté-solidarité*, autre création de R. Marie. C'est dans ce journal que s'est exprimé en premier l'antijudaïsme théologique et politique, hérité de Maurras et de l'Eglise d'avant Vatican II, qui a par la suite permis aux dirigeants frontistes de dénoncer ouvertement l'influence supposée toute-puissante du « lobby juif » en France. Les autres idées majeures de *Présent* sont la lutte contre le clergé progressiste et l'engagement humanitaire de l'Eglise (campagne contre le CCFD), le refus de l'œcuménisme et de la liberté des cultes, la valorisation de la doctrine sociale de l'Eglise et d'auteurs comme A. de Mun, Le Play, Veuillot ou La Tour du Pin. *Présent*, comme *Chrétienté-solidarité*, joue en fait le jeu de l'entrisme, comme l'atteste le rapide passage de R. Marie au CNIP. L'objectif reste la constitution, à l'intérieur du mouvement, d'une tendance disposant de sa presse, de ses organes de formation, de ses références doctrinales, mais qui ne souhaite pas (pas encore ?) tenter l'aventure de créer un parti national-catholique autonome, imitant en cela l'attitude des intégristes dans tous les pays européens où existe un parti d'extrême droite organisé.

L'arrivée au FN de l'Union solidariste, en décembre 1977, va précipiter la mutation du parti. Dirigés par J.-P. Stirbois et M. Collinot, les solidaristes sont passés, de 1966 à 1970, par de multiples groupuscules : MJR, Mouvement solidariste français, Action populaire, ou, à Toulouse, « Vecteur » qui sert de lien avec l'intégrisme. Dernier-né, le « Groupe action-jeunesse » se distingue, vers 1975, par un activisme débridé, une intense rivalité avec le reste de l'extrême droite étudiante et une participation active aux combats des chrétiens libanais contre les Palestiniens. En 1977, repris en main par J.-G. Malliarakis, il devient exclusivement anti-américain et antisioniste, ce qui le prive de tout débouché politique et décide le passage au FN de l'Union solidariste, qui souhaite former une tendance autonome. Celle-ci se caractérise par un anti-atlantisme prononcé, la méfiance envers le néo-libéralisme, une appréhension plus « raciale » de l'im-

migration et un refus de former coalition avec la droite sans imposer à celle-ci les thèses du FN. Consciente du risque que représente pour la crédibilité du parti la présence d'éléments néonazis, la tendance solidariste va proposer et, progressivement, obtenir un changement stratégique consistant à privilégier l'implantation locale à travers le militantisme « de terrain », surtout dans les communes tenues par le PS ou le Parti communiste. A Dreux, par exemple, Stirbois apparaît en 1978, soit cinq ans avant son élection au conseil municipal. Dans ces villes moyennes touchées par la récession, l'immigration est un thème porteur : les solidaristes le privilégient et, lors des législatives de 1978, est utilisé le slogan « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop », premier exemple de lien causal établi entre la présence des étrangers et la montée du chômage.

La crise interne éclate au grand jour lors de la publication, en avril 1980, dans *Notre Europe*, d'une lettre de P. Pauty, fondateur de *Militant*, annonçant sa démission du FN et donnant comme explication les « manigances talmudiques de l'équipe solidariste » et le fait que Le Pen soit « devenu un jouet entre les mains des sionistes », accusations d'autant plus surprenantes que certains solidaristes (le CDPU notamment) ont toujours soutenu les groupes terroristes palestiniens. Encore mal assurée de sa puissance, l'ex-Union solidariste n'obtient pas gain de cause puisque Pauty réintègre le Front. Plus encore, lors des législatives de 1981 où le FN recueille 0,18 % des voix, la tendance néonazie aligne encore certains candidats : J.-P. Dutrieux, fondateur du « Mouvement populiste français », se présente à Arras ; D. Burdeyron, dirigeant de « Peuple et nation » à Lyon, avocat de R. Faurisson, se présente dans le Rhône, et ce quelques mois seulement après que l'attentat de la rue Copernic eut provoqué la dissolution de la FANE¹. La victoire de la gauche en mai 1981 marque donc l'apogée de la démobilisation frontiste : l'échec de la liste commune avec le PFN aux européennes de 1979 interdit toute union des nationalistes ; les menées antisémites de 1979-1980 rendent plus difficile l'utilisation d'un « antisionisme » destiné à contourner la loi Pleven ; la faiblesse de l'implantation locale n'a pas permis à Le Pen d'être candidat, faute de parrainages, à l'élection présidentielle. Seul un afflux massif de militants

1. Laquelle paraît hors de cause dans une action qu'on ne peut imputer uniquement à des néo-nazis.

transfuges de la droite conservatrice, effrayés par l'entrée du PC au gouvernement, va permettre au FN d'élargir son audience en se présentant comme la seule force d'opposition. Fin 1981, la tendance « Militant » quitte le FN, ou est invitée à le quitter. Elle forme début 1982, avec le MNR (Malliarakis) et l'Œuvre française (Sidos) un éphémère « Regroupement nationaliste ». Ces départs sont compensés par l'arrivée de cadres issus du PNF (R. Hélie, O. Cazal) qui transitent par le Centre national des indépendants et paysans, structure moribonde lorsque d'anciens dirigeants d'Ordre nouveau l'investissent après l'échec de la candidature Gauchon à la présidentielle de 1981.

Il faudra encore attendre deux ans pour que le FN recueille, lors des élections de Dreux, d'Aulnay, et ensuite aux européennes de 1984, les fruits de sa lente évolution vers un conservatisme populiste. Un essai de bilan, à l'issue de 1981, peut être fait : électoralement, le Front représente toujours moins de 1 % des votants. Pourtant, il a réussi en moins de dix ans à faire cohabiter des hommes venus d'horizons politiques hétérogènes, à se doter d'un leader ne disposant, au sein du parti comme dans l'ensemble de l'extrême droite, d'aucun adversaire sérieux, d'un embryon d'appareil. Si *RLP-Hebdo* compte alors moins de 1 000 abonnés, il jouit du soutien de l'hebdomadaire *Minute*, et, à un degré moindre, de celui de *Rivarol*, destiné à un public plus âgé, marqué par la collaboration. Sa tactique désormais sera l'opposition résolue et sans nuance tant au socialisme qu'au libéralisme, avec pour objectif de cesser d'être une force d'appoint pour devenir l'épicentre d'une droite en pleine recomposition. Le 23 avril 1981, *RLP-Hebdo* demande aux frontistes de s'abstenir lors du scrutin présidentiel, pour protester contre le boycott dont le FN aurait été l'objet de la part de la droite lors de la recherche des parrainages : c'est le début de la lutte contre la « bande des quatre ». Le 10 mai suivant, jour du second tour, est baptisé « Premier jour de la réaction nationale » par le Front qui défile devant la statue de Jeanne d'Arc. Par la suite, la prolifération des clubs de réflexion lui permettra d'augmenter son assise dans les milieux socio-professionnels, et la disparition progressive du PNF fera de lui la seule composante structurée du nationalisme. Ces mutations réelles ne doivent pas faire oublier que, de 1972 à 1988, certains dirigeants sont demeurés, sans interruption, au Front (P. Durand, R. Holeindre) ; que l'histoire du FN ne commence pas avec sa progression électorale, mais bien dans

sa période groupusculaire. Cette continuité, la visite annuelle de Le Pen sur la tombe de F. Duprat en témoigne, et l'affaire dite du « détail » s'explique peut-être mieux si l'on se rappelle l'oraison funèbre publiée par *Le National* à la mort de celui-ci :

Et puis enfin, pour mieux conditionner nos concitoyens, il y avait tous ces tabous hérités du second conflit mondial. En tant qu'historien soucieux de vérité historique, tes patientes études t'avaient amené à remettre en question ces mensonges nourriciers, à t'attaquer à tous ces tabous et préjugés grâce auxquels l'ennemi a réussi, depuis plus de trente ans, à imposer son exécrable domination¹.

1. Prononcée par un militant anonyme, cette éloge est rapportée par Dumont Serge et al., « Le système Le Pen », EPO/Vic ouvrière, Anvers 1985, p. 150.

CHAPITRE 2

LES ÉTAPES D'UNE IMPLANTATION ÉLECTORALE (1972-1988)

Depuis l'implantation du suffrage universel, le paysage politique français a été à plusieurs reprises secoué par de fortes poussées électorales d'extrême droite. Sous la Troisième République, A. Siegfried parle de ce tempérament plébiscitaire qui s'exprime sous les formes du bonapartisme, du boulangisme et du nationalisme :

Depuis la Révolution..., le tempérament bonapartiste, boulangiste, nationaliste ... (quelque nom qu'on lui donne) est resté profondément injecté dans les veines du peuple français... Si l'on se plaçait au point de vue de la république parlementaire, on pourrait dire qu'il y a là un virus que la France n'élimine pas et qui, d'une façon intermittente comme la fièvre, réapparaît périodiquement, avec la même violence et aux mêmes endroits¹.

Cette logique de la « poussée de fièvre » permet encore de rendre compte des principales poussées d'extrême droite sous la Quatrième République et lors des vingt-cinq premières années de la Cinquième République. En 1956, un violent mouvement de résistance au fisc, le mouvement Poujade, capte 11,6 % des suffrages exprimés et amène plus de cinquante députés à l'Assemblée nationale. Mais cet emportement poujadiste, qui a saisi une France essentiellement rurale et rétive devant une modernisation économique et sociale accélérée, disparaît dès 1958 (tableau 1). Quelques années plus tard, un autre combat passéiste — le refus

1. Siegfried (André), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Genève-Paris-Gex, Slatkine Reprints, 1980 (1^{re} éd., 1913), p. 495.

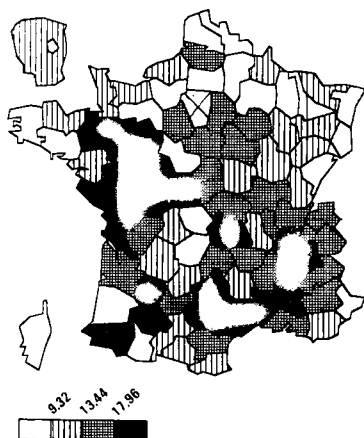
de l'indépendance de l'Algérie — mobilise, au référendum du 8 avril 1962, 9,2 % des suffrages exprimés. Trois ans plus tard, l'éternel avocat de l'Algérie française, J.-L. Tixier-Vignancour, n'attire plus que 5,2 % des suffrages exprimés lors du premier tour de l'élection présidentielle. L'extrême droite semble avoir connu son dernier soubresaut. La scène politique, au cours des années 1960 et 1970, est entièrement occupée par une droite et par une gauche qui s'affrontent autour de la meilleure manière d'utiliser les mannes de la croissance. La révolte de Mai 68 et l'exploitation de la peur du désordre ne profitent aucunement à l'extrême droite qui recueille péniblement 0,1 % des suffrages exprimés aux élections législatives du 23 juin 1968. La poussée régulière de la gauche des années 1970 et les craintes d'une « France rouge » ne nourrissent pas davantage un courant politique qui, dans l'indifférence générale, s'est dotée, en 1972, d'un nouveau parti : le FN.

LE DÉSERT ÉLECTORAL DE L'EXTRÊME DROITE 1972-1981

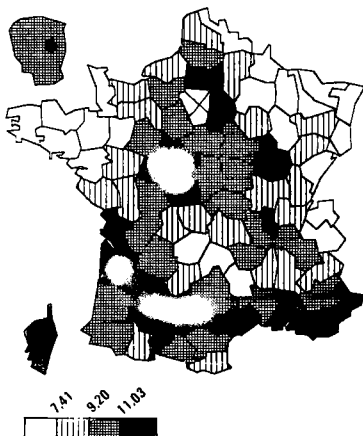
Lorsque le FN est créé, le 5 octobre 1972, l'un des objectifs essentiels est de fédérer plusieurs groupuscules d'extrême droite afin de peser électoralement. L'ambition des fondateurs est grande : ils veulent présenter 400 candidats aux élections législatives de 1973. Le 4 mars 1973, l'extrême droite (tous courants confondus) ne parvient à présenter que 115 candidats et ne rassemble que 0,52 % des suffrages exprimés. Le 5 mai 1974, J.-M. Le Pen ne recueille qu'à peine 0,8 % des suffrages exprimés et ne dépasse le seuil de 1 % que dans 8 des 95 départements français. Même à ce très bas niveau, on retrouve une structure géographique caractéristique du vote « Algérie française » : le littoral méditerranéen, le Sud-Ouest, la vallée de la Loire moyenne et la région parisienne (cartes 2, 3 et 4).

Aux élections européennes du 10 juin 1979, le FN est « doublé » par le « frère ennemi », le Parti des forces nouvelles, qui présente in extremis la liste de l'Union française pour l'Eurodroite dirigée par J.-L. Tixier-Vignancour. Bien que légèrement supérieur au score de J.-M. Le Pen, le résultat enregistré par la liste d'Eurodroite (1,3 % s.e.) reste extrêmement modeste. Celle-

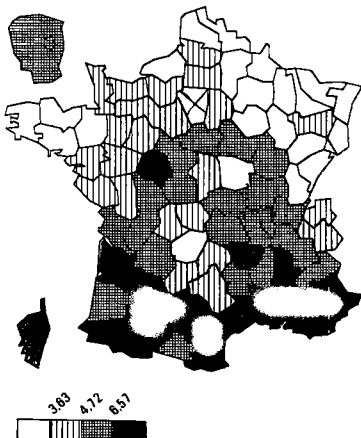
Carte 1. Élections législatives 1956.
P. Poujade plus extrême droite



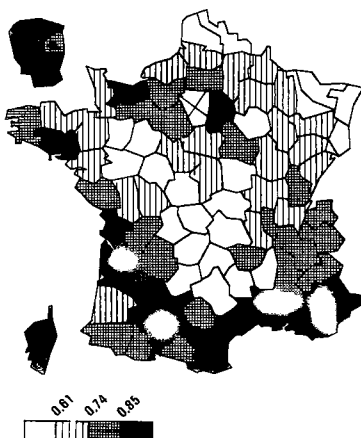
Carte 2. Référendum 8 avril 1962.
Vote "non"



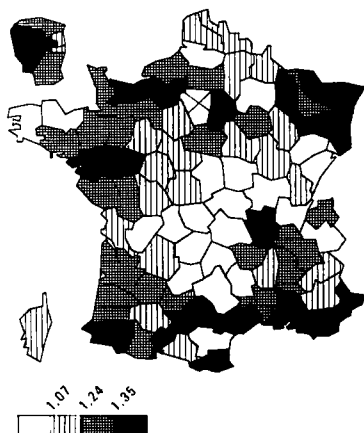
Carte 3. Élection présidentielle 1965.
J.-L. Tixier-Vignancour (premier tour)



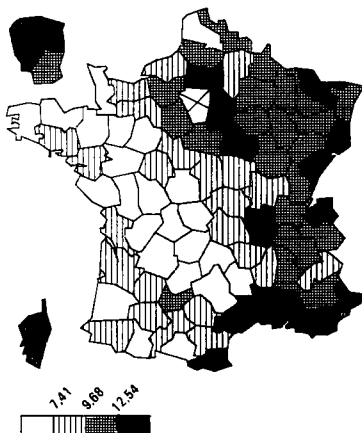
Carte 4. Score J.-M. Le Pen.
Élection présidentielle 1974 (premier tour)



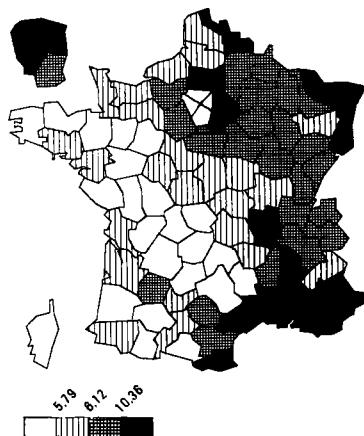
Carte 5. Élections européennes 1979
Eurodroite



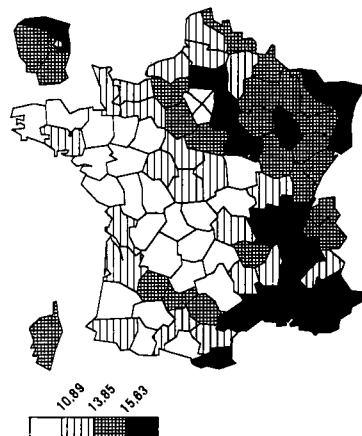
Carte 6. Élections européennes 1984.
Liste FN



Carte 7. Élections législatives 1986.
Front National



Carte 8. Score J.-M. Le Pen.
Élection présidentielle 1988 (premier tour)



ci ne dépasse, avec peine, les 2 % que dans 4 départements : Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Paris et Var. Le niveau global d'influence électorale reste très faible mais la structure d'implantation géographique est plus proche qu'en 1974 de celle de la droite traditionnelle (carte 5).

En 1981, ni le président du FN, J.-M. Le Pen, ni l'animateur du Parti des forces nouvelles, P. Gauchon, ne peuvent recueillir les 500 signatures d'élus indispensables pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. En pleine embellie socialiste des élections législatives du 14 juin 1981, l'extrême droite ne peut présenter que 160 candidats (dont 74 pour le seul FN) et n'attire que 0,4 % des suffrages exprimés. L'arrivée de la gauche au pouvoir ne déclenche aucune poussée de l'extrême droite dans le corps électoral. Et pourtant, trois ans plus tard, plus de 2 000 000 d'électeurs apportent leur soutien à la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries, emmenée par J.-M. Le Pen.

LES PRODROMES DE LA PERCÉE DU FN 1982-1983

L'érosion de la gauche aux élections cantonales des 14 et 21 mars 1982 (la gauche passe de 56,4 %, s.e. en 1976 à 49,5 % en 1982) bénéficie essentiellement au RPR et à l'UDF. Dans un scrutin local, où elle n'a jamais été à l'aise, l'extrême droite ne parvient à présenter que 65 candidats (pour un nombre total de 7 491 candidats dans 1 945 cantons) et ne recueille que 25 273 voix, soit 0,20 % des suffrages exprimés. Ce mauvais résultat national cache cependant, ici où là, quelques bonnes performances électorales : Dreux-Ouest, 12,62 % ; Dreux-Est, 9,58 % ; Pont-de-Cheruy, 10,34 % ; Grande-Synthe, 13,30 %. Tous ces cantons sont situés en zone urbaine ou péri-urbaine. Néanmoins, cette poussée est loin d'affecter tous les cantons urbains et, par exemple, dans les 4 cantons marseillais (Marseille 13, 16, 20-A, 20-B) où elle est présente, l'extrême droite oscille plus modestement entre 2 et 3 % des suffrages exprimés.

Un an plus tard, lors des élections municipales des 6 et 13 mars 1983 qui voient la crise de confiance vis-à-vis de la gauche s'accroître, l'extrême droite a du mal à occuper le terrain des 36 890 communes de métropole. Dans certaines grandes villes,

elle parvient cependant à présenter des listes (10 des 20 arrondissements parisiens, Nice, Montpellier) ; dans d'autres villes, elle parvient à figurer sur des listes de droite traditionnelle (Dreux, Grasse, Antibes, Toulon, Béziers, Aix-en-Provence). Enfin, à Roubaix et Marseille par exemple, apparaissent des listes sécuritaires dont les préoccupations ne sont pas très éloignées de celles des listes d'extrême droite. Très imparfaitement représentée, l'extrême droite ne recueille que 27 970 suffrages (soit 0,1 % s.e.) et 211 des 501 278 sièges de conseillers municipaux. Ces médiocres performances nationales ne doivent pas cacher, ici et là, quelques bons résultats : 5,9 % pour la liste Marseille-Sécurité dans le premier secteur de Marseille, 9,6 % pour la liste « Roubaix aux Roubaisiens », 11,3 % pour la liste du FN dirigée par J.-M. Le Pen dans le 20^e secteur de Paris. Ces bons résultats sont tous enregistrés dans des contextes urbains à forte population immigrée et où le sentiment d'insécurité est aigu. En ce début d'année 1983, on a l'impression que certains terrains urbains peuvent faire sortir l'extrême droite de son isolement électoral.

Cependant, dans l'immense majorité des cas, le mécontentement politique et sociétal profite à l'opposition de droite traditionnelle qui ravit à la gauche 30 des 220 villes de plus de 30 000 habitants. L'extrême droite n'a pas encore acquis la « visibilité » politique qui lui permettrait de capitaliser son électorat potentiel.

Les élections partielles de la fin de l'année 1983 vont le lui permettre. Dans deux élections municipales partielles (Dreux, Aulnay-sous-Bois) et dans une élection législative partielle (2^e circonscription du Morbihan), le FN s'impose comme un partenaire électoral de poids.

Le 4 septembre 1983, à Dreux, sur un terrain « travaillé » depuis plusieurs années par les époux Stirbois, la liste du FN emmenée par J.-P. Stirbois rassemble 16,7 % des suffrages exprimés. La liste RPR-UDF dirigée par J. Hieaux choisit, pour battre la liste sortante de gauche, de fusionner entre les deux tours avec la liste du FN. Cette alliance locale de la droite traditionnelle avec l'extrême droite est avalisée, sauf quelques voix isolées, par les directions nationales de l'UDF et du RPR. Au second tour, la liste RPR-UDF-FN l'emporte largement sur la liste de gauche : plus de 55 % des électeurs de Dreux approuvent l'alliance avec l'extrême droite permettant de battre la gauche. Un mois plus tard, à Aulnay-sous-Bois, une liste du FN

attire 9,3 % des suffrages exprimés. En meilleure position qu'à Dreux, la liste d'opposition dirigée par le RPR refuse l'alliance avec le FN pour le second tour. Enfin, le 11 décembre 1983, le leader du FN rassemble 12 % des suffrages exprimés dans la 2^e circonscription du Morbihan. La « victoire » de Dreux a libéré un espace politique pour l'extrême droite.

L'extrême droite semble renaître de ses cendres, mais cette renaissance n'est alors perceptible que dans des élections partielles et des sondages. Reste à savoir si elle peut relever le défi d'une élection dans le cadre national.

L'EXPLOSION ÉLECTORALE : LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES 17 JUIN 1984

Au soir du 17 juin, le résultat de la liste dirigée par J.-M. Le Pen est retenu comme étant le trait le plus significatif et important du scrutin : avec 11,2 % (s.e.) et plus de 2 million d'électeurs, la liste du FN se rapproche du niveau atteint par les listes poujadistes et d'extrême droite aux élections législatives du 2 janvier 1956 (12,8 % s.e. et 2 744 562 électeurs).

Cependant, malgré la ressemblance des niveaux et la filiation poujadiste du leader du FN, l'électorat d'extrême droite a une structure d'implantation géographique très largement différente de celle du poujadisme (cartes 1 et 6). En 1956, le vote Poujade était enraciné surtout dans des régions rurales : Maine, Vendée, Poitou, Berry, Bourbonnais, Quercy, Rouergue et Cévennes. En 1984, dans la plupart des bastions du poujadisme, le FN réalise des scores médiocres : Maine-et-Loire, 7,2 % ; Mayenne, 6,2 % ; Charente-Maritime, 7,9 % ; Deux-Sèvres, 5,3 % ; Gers, 7,7 %. Largement émancipé des anciennes terres poujadistes, le FN de 1984 l'est aussi (à un moindre degré) des terres du vote « Algérie française ». En 1962 et 1965, celui-ci était avant tout structuré par la présence des Pieds-Noirs nombreux en Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (cartes 2 et 3). En 1984, tout en gardant le bastion de la bordure méditerranéenne, l'extrême droite pousse son avantage dans la France urbaine du Sud-Est, de l'Est et du Nord. Le vote d'extrême droite ne traduit plus la plainte d'une France du passé, comme

en 1956, 1962 et 1965, mais exprime plutôt le mal de vivre d'une France urbaine et moderne, touchée par la crise. La géographie de l'implantation du FN échappe, pour une bonne part, à l'implantation traditionnelle de l'extrême droite. Elle recouvre à la fois des terres de gauche (Languedoc, Provence) et des terres de droite (Est, Alpes du Nord). La logique de l'implantation du FN semble être plus sociale que politique. Aucune relation forte n'apparaît entre l'évolution de la droite classique de 1981 à 1984 et le niveau du FN en 1984 (le coefficient de corrélation au niveau départemental est de -0.09). Même absence de relation entre l'évolution de la gauche de 1981 à 1984 et le niveau atteint par le FN en 1984 (coefficient de corrélation entre évolution de l'électorat communiste et niveau de l'électorat Le Pen : -0.27 ; coefficient de corrélation entre évolution de l'électorat socialiste et niveau de l'électorat Le Pen : 0.36).

En revanche, de forts liens apparaissent entre certaines caractéristiques sociales (urbanisation, taux de population immigrée) et implantation du vote FN. Les zones de force du FN appartiennent à la France des grandes métropoles urbaines (tableau 2) et des importantes concentrations de population immigrée. Sans être parfaite, la corrélation entre le pourcentage de population étrangère (ou maghrébine) et le niveau du vote FN est forte au niveau départemental (coefficient : 0.89)¹. Le terrain d'élection du FN est celui des grandes agglomérations cosmopolites : Roubaix-Tourcoing, Paris et la région parisienne, Nancy-Metz, Mulhouse-Belfort, Lyon-Saint-Etienne, Montpellier-Marseille-Nice. Dans nombre de communes de ces agglomérations urbaines, le FN rassemble environ un électeur sur cinq : Roubaix, 19,1 % (s.e.) ; Mantès-la-Jolie, 19,2 % ; Dreux, 19,3 % ; Mulhouse, 18,7 % ; Saint-Priest, 20,7 % ; Rillieux-la-Pape, 21,2 % ; Saint-Etienne, 17,1 % ; Montpellier, 19,7 % ; Marseille, 21,4 % ; Toulon, 22,3 % ; Nice, 22,8 %.

1. Il faut noter cependant que cette corrélation forte au niveau départemental a tendance à disparaître dès que l'on passe à un niveau plus fin. Par exemple, dans une enquête relative à la relation entre le pourcentage d'étrangers et le vote en faveur du FN dans les 532 communes du département de l'Isère, le coefficient de corrélation entre ces deux variables est de 0.09 en 1984, 0.11 en 1986 et 0.05 en 1988 (cf. Ivaldi (Gilles), *Le Front national dans le département de l'Isère*, mémoire de diplôme, IEP de Grenoble, 1988). La liaison statistique entre les deux variables, forte au plan départemental et inexistante au plan communal, traduit le fait que la présence d'étrangers et d'immigrés ne structure que très indirectement le vote en faveur du FN.

On aurait pu imaginer que ce succès, recueilli dans une élection européenne sans enjeu clair et mobilisateur (56,8 % seulement de participation électorale), ne connaisse aucun lendemain et que l'électorat du FN se reclasse à l'occasion des élections cantonales de mars 1985 sur les candidats de la droite traditionnelle. Tel n'est pas le cas.

LA CONFIRMATION LOCALE :
LES ÉLECTIONS CANTONALES
10 et 17 MARS 1985 ¹

Avant de trouver des voix, l'extrême droite a trouvé des candidats : 1 521 candidats en mars 1985 contre 65 candidats en mars 1982. Ces candidats attirent 8,8 % des suffrages exprimés (5,7 % inscrits) : un record pour l'extrême droite dans des élections locales. Ce score laisse supposer que le FN est aux environs de 10 % des suffrages exprimés en termes d'influence nationale. En effet, il n'a pu recenser ses soutiens électoraux dans un quart environ des cantons où il est absent. Là où il est présent, il tient bien son électorat et progresse même en zone urbaine. Par exemple, dans les 90 cantons de la région Rhône-Alpes où il est présent en 1985, le FN passe de 7,1 % des électeurs inscrits en 1984 à 7,4 % en 1985. Les cantons où l'extension de l'électorat est particulièrement sensible sont toujours des cantons urbains : Bourg-lès-Valence, + 1,4 ; Echirolles-Est, + 2,2 ; Grenoble 6, + 1,5 ; Saint-Etienne Sud-Ouest 2, + 1,2 ; Givors, + 1,4 ; Lyon 12, + 1,5 ; Saint-Fons, + 2,3 ; Villeurbanne Nord-Ouest, + 1,7 ; Villeurbanne Sud, + 1,8.

Pour la première fois, l'extrême droite semble avoir réussi à « fixer » son électorat dans une élection qui, a priori, ne lui était pas favorable (élection locale, à forte dimension notabiliaire). Le FN s'installe en milieu urbain. Les départements ruraux restent souvent pour lui de véritables « terres de mission ». Le Cantal, la Corrèze et l'Aveyron ont, par exemple, accordé moins de 1 % de leurs suffrages au FN (d'ailleurs souvent absent dans de nombreux cantons). En revanche, l'extrême droite réalise d'excellents scores dans les cantons urbains où elle contrôle parfois plus de

1. Perrineau (Pascal), « Le Front national : un électorat autoritaire », *Revue politique et parlementaire*, 918, juillet-août 1985, p. 24-31.

20 % des suffrages exprimés (Cannes-Centre ; Nice 8, 11 et 14 ; Aix-en-Provence Sud-Ouest ; l'ensemble des cantons renouvelables à Marseille et à Montpellier ; Tourcoing Nord-Est ; Lyon 2 ; Strasbourg 10 ; Toulon 2, 5 et 9 ; Montfermeil ; Alfortville Nord, Perpignan 1).

Fort de cette influence, le FN peut maintenir ses candidats dans 114 des 1 231 cantons non pourvus à l'issue du premier tour. Dans un premier temps, irrité par les directives nationales de l'UDF et du RPR qui refusent le désistement en faveur d'un candidat FN arrivé en tête à l'issue du premier tour, J.-M. Le Pen annonce, le lundi 11 mars, que les candidats du FN ayant obtenu plus de 10 % des inscrits ou étant arrivés en seconde position au premier tour, se maintiendront au second tour. Le leader du FN précise que cette position est une réponse « aux attaques scandaleuses des états-majors politiques du RPR et de l'UDF qui préfèrent la victoire d'un socialiste plutôt que celle d'un FN ». Après avoir soufflé le froid, le mercredi 13 mars, le bureau politique du FN souffle le chaud et « demande à tous les candidats dont le maintien permettrait l'élection d'un communiste ou d'un socialiste de retirer leur candidature et de soutenir activement ceux des candidats de l'opposition qui condamneraient publiquement l'ostracisme dont nous sommes victimes ». A la suite de cette nouvelle directive, on ne retrouve plus que 50 candidats du FN au second tour : 10 sont opposés à un candidat de gauche, 13 à un candidat de droite et 27 participent à des « triangulaires ».

A part le canton de Marseille 2, où J. Roussel (soutenu par le FN) est élu contre H. Santoni (RPR), le FN échoue dans 49 cantons. Partout ses scores sont inférieurs aux reports escomptés, que le candidat du FN se soit trouvé en position de duel avec un candidat de gauche, en concurrence avec un candidat de la droite classique ou mêlé à une « triangulaire ». Dans aucun des 10 cantons où il était opposé à la gauche, le FN ne parvient à rassembler une majorité d'électeurs — même là où la droite était, dans son ensemble, très majoritaire au premier tour.

La moitié environ de l'électorat de la droite classique semble avoir refusé de voter au second tour pour le candidat FN (c'est le cas, par exemple, à Montpellier 7, Apt, Marseille 9 et 17, Roubaix Est, Avignon Sud, Saint-Fons, Châtillon-sur-Chalaronne). Lorsque le FN défend seul les couleurs de la droite au second tour, les reports de la droite traditionnelle sur le candidat d'extrême droite sont défectueux. En revanche, dans les nombreux

cantons où l'électorat FN est en position clef pour faire élire un candidat de la droite classique au second tour, il semble qu'il se reporte, en général, assez bien sur celui-ci. Par exemple, dans les 15 cantons isérois où il y a deux tours et un candidat du FN au premier tour (qui rassemble en moyenne 10,9 % s.e.), la droite classique ne perd, au second tour, que 1,9 % des suffrages exprimés par rapport au total des voix de droite du premier tour. Cependant, l'appréciation de ces mouvements de report d'un tour à l'autre doit être prudente dans la mesure où il est impossible de distinguer dans l'évolution des voix d'un candidat ce qui est dû à la mobilisation de son électorat potentiel, ce qui est dû aux échanges entre l'abstention et la participation et, enfin, ce qui relève des éventuels transferts de l'électorat potentiel de l'adversaire.

Avec ces élections cantonales de mars 1985, le FN montre qu'il faut compter avec lui, même dans une élection locale, mais que son pouvoir est plus un pouvoir d'empêcher ou de favoriser l'élection des candidats de la droite traditionnelle que de permettre l'élection de ses propres candidats. Sur 2 044 cantons soumis à renouvellement, le FN n'en obtient qu'un au soir du 17 mars. Le scrutin majoritaire à deux tours ne permet au FN que de jouer les « supplétifs ». La représentation proportionnelle prévue pour les élections législatives et régionales du 16 mars 1986 lui laisse espérer un changement de rôle.

LA CONFIRMATION NATIONALE : LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 16 MARS 1986

A la veille des élections législatives du 16 mars, on peut constater que l'extrême droite enregistre depuis deux ans de bons résultats mais cela uniquement dans des élections intermédiaires sans enjeu national ni sanction. Tel n'est pas le cas le 16 mars 1986. Les élections législatives vont dégager une nouvelle majorité parlementaire et le FN risque de pâtir d'un « vote utile » à droite. Ce phénomène de « vote utile » entame l'électorat d'extrême droite : les sondages « sortie des urnes » évaluent à environ un tiers le pourcentage d'électeurs de J.-M. Le Pen de 1984 qui rejoignent, en 1986, la droite classique. Malgré cette perte, le

FN se maintient aux alentours de 10 % des suffrages exprimés, car les « brebis égarées de la droite traditionnelle » sont remplacées, en 1986, par de nouveaux électeurs moins politisés et en provenance (dans la proportion d'un sur deux) de l'abstention ou de la non-inscription¹. Ce chassé-croisé d'électeurs permet aux listes législatives du FN de rassembler 2 760 880 électeurs (soient 9,9 % s.e.) et d'envoyer 35 des siens siéger au Palais-Bourbon. Avec 7,4 % des électeurs inscrits, le FN n'a jamais été aussi bien implanté électoralement (en 1984, il ne réunissait que 6 % des inscrits). Aux élections régionales, le FN attire 9,6 % des suffrages exprimés (7,1 % inscrits), fait rentrer dans 21 des 22 conseils régionaux métropolitains plus de 130 conseillers régionaux et assure la victoire du candidat de la droite classique à la présidence régionale dans six régions (Haute-Normandie, Picardie, Franche-Comté, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées). En Provence-Alpes-Côte-d'Azur, bien que la droite classique dispose de la majorité relative, une alliance est passée entre celle-ci et le FN. Ces soutiens ou accords sont récompensés par l'entrée du FN dans plusieurs exécutifs régionaux : une vice-présidence dans trois régions (Haute-Normandie, Picardie, Languedoc-Roussillon) et deux en Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Cette implantation électorale renforcée a les mêmes assises géographiques qu'en 1984 et 1985 (carte 7). La polarisation entre la France située à l'Est d'une ligne Le Havre-Valence-Toulouse et la France située à l'Ouest s'est même renforcée. Les 13 départements où le vote FN progresse (à la fois vis-à-vis des inscrits et des suffrages exprimés) sont tous (sauf la Manche) situés à l'Est de la ligne Le Havre-Valence-Toulouse. En revanche, tous les départements où le FN enregistre une chute (en termes de pourcentage des inscrits) sont localisés (sauf les deux Corse) à l'Ouest de cette ligne. De 1984 à 1986, le FN se renforce dans certains de ses bastions et s'affaiblit dans ses « terres de mission ». Le terrain de l'urbanisation et de l'immigration alimente continûment l'électorat du FN. C'est sur un terrain urbain populaire que le FN résiste le mieux électoralement

1. Perrineau (Pascal), « Le Front national : un électorat de la crainte », *CFDT-Aujourd'hui*, 88, février 1988, p. 22-32.

de 1984 à 1986¹. Cet enracinement du FN dans les villes populaires atteste la prolétarianisation de son électorat. L'évolution du vote FN correspond toujours plus à une logique sociale qu'à une logique politique. En effet, ni l'évolution de la droite classique, ni celle de la gauche ne semblent éclairer l'évolution du FN de 1984 à 1986 (coefficient de corrélation entre l'évolution de la droite classique et l'évolution de l'extrême droite : - 0.32, coefficient de corrélation entre l'évolution du PC et l'évolution de l'extrême droite : 0.12, coefficient de corrélation entre l'évolution du PS et l'évolution de l'extrême droite : - 0.21). L'électorat du FN est un nouvel électorat qui ne s'inscrit véritablement dans aucune tradition politique préexistante. Comme tout électorat protestataire, il s'est formé à partir de multiples courants que l'approche écologique (au niveau départemental) ne peut saisir dans toute leur diversité.

LA MARÉE LEPÉNISTE :
L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
24 AVRIL 1988²

L'élection présidentielle est d'habitude peu propice à l'expression électorale des candidats extrémistes. Or le 24 avril, avec 4 367 269 voix, soit 14,4 % des suffrages exprimés, J.-M. Le Pen établit le record historique d'implantation électorale de l'extrême droite en France. L'enjeu présidentiel élevé et la piètre image présidentielle du candidat n'ont pas empêché plus de quatre millions d'électeurs de déposer dans l'urne un bulletin au nom de J.-M. Le Pen. Cette exceptionnelle poussée lepéniste s'est faite selon certaines lignes de force géographiques et sociales.

L'extrême droite s'est partout renforcée mais la poussée reste inégalement répartie dans l'espace national. La progression est forte en Picardie, dans l'Est, en Rhône-Alpes, dans les Hautes-Alpes et dans le Var. Ces régions et départements sont des zones d'implantation traditionnelle du FN depuis 1984 et appartiennent

1. Jaffré (Jérôme), « Front national : la relève protestataire », p. 211-229, dans Dupoirier (Elisabeth), Grunberg (Gérard) éd., *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 216.

2. Perrineau (Pascal), « Les ressorts du vote Le Pen », p. 19-21, dans Habert (Philippe), Ysmal (Colette) éd., *L'élection présidentielle 1988*, Paris, *Le Figaro*/Études politiques, 1988, p. 194.

tous à cette France située à l'Est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan (carte 8). L'extrême droite se renforce essentiellement, comme en 1986, dans ses zones de force. Seuls, à l'Ouest de la ligne ci-dessus, quatre départements enregistrent une forte poussée de l'influence lepéniste : le Morbihan où J.-M. Le Pen bénéficie de son statut « d'enfant du pays », le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne situés dans cette vallée de la Garonne où la surenchère politique et un certain populisme enflamment épisodiquement les esprits ; enfin, la Haute-Loire, vieille terre de droite qui jouxte les bastions urbains du lepénisme que sont devenus les départements de la Loire et du Rhône. L'extrême droite puise sa substance électorale auprès de tous les courants politiques. Plus les forces politiques traditionnelles (PC, PS, RPR-UDF) perdent (ou gagnent peu) de suffrages de 1981 à 1988, plus le niveau électoral atteint par J.-M. Le Pen est élevé (tableau 3). Cette « vampirisation » des divers électorats traditionnels est également sensible au niveau sociologique (tableau 4). Contrairement au poujadisme de 1956, enfermé dans son bastion de petits travailleurs indépendants, ou du tixiérisme de 1965 replié sur un électorat de Pieds-Noirs et de quelques métropolitains nostalgiques de la France coloniale, le lepénisme de 1988 plonge ses racines dans tous les milieux sociaux. Cependant, il atteint et dépasse même les 20 % dans deux mondes : celui de la boutique et celui de l'atelier. En 1988, J.-M. Le Pen a réalisé la synthèse du poujadisme d'antan et de la protestation ouvrière. En 1984, il avait surtout attiré le monde de la boutique et des cols blancs. En 1986, tout en gardant les premiers, il avait perdu nombre des seconds et les avait remplacés par une plèbe en colère. En 1988, la fusion politique de ces diverses clientèles est en cours. Cette fusion s'opère autour d'une protestation commune. On retrouve, en 1988, les préoccupations qui taraudent l'électorat d'extrême droite depuis quatre ans : immigration et insécurité (tableau 5). Ces inquiétudes urbaines permettent de comprendre les très hauts niveaux atteints par J.-M. Le Pen dans des départements comme les Bouches-du-Rhône (26,40 % s.e.), le Gard (20,59 %), la Moselle (19,91 %), la Seine-Saint-Denis (19,81 %) ou encore le Rhône (18,03 %). Mais elles ne permettent pas d'épuiser la réalité du vote lepéniste dans des départements comme le Bas-Rhin (21,94 %), le Haut-Rhin (21,71 %), les Alpes-de-Haute-Provence (16,72 %), l'Ain (16,09 %), l'Yonne (15,73 %) ou encore le Lot-et-Garonne (15,42 %). Dans certains de ces

départements, comme l'Ain et le Lot-et-Garonne, où les couches sociales moyennes traditionnelles sont encore nombreuses, la thématique antifiscale et anti-étatisme du leader du FN a séduit un électorat de type poujadiste. On retrouve des traces de cette motivation poujadiste dans la bonne place réservée au problème des impôts dans les motivations de vote de l'électorat lepéniste (tableau 5). En revanche, parmi les thèmes peu privilégiés par cet électorat figure celui de la construction de l'Europe. Ce thème, dont les vertus et les charmes ont été vantés par les trois grands candidats, n'a pas fait recette à l'extrême droite. Cette réticence vis-à-vis de l'Europe traduit non seulement une inquiétude à l'égard de l'échéance du grand marché unique de 1993 mais aussi la pérennité, ici et là, d'une vieille tradition nationaliste. Dans nombre de départements de l'Est (Meuse, Vosges, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin) où un nationalisme cocardier a connu quelques succès historiques (en 1919, les listes du Bloc national battaient des records dans ces départements), J.-M. Le Pen a récupéré une partie de l'héritage. Ce nationalisme, dans une tradition toute barrésienne, est un nationalisme de rétraction, recroquevillé sur l'hexagone : la faible importance que les électeurs lepénistes accordent au rôle de la France dans le monde est, à cet égard, très significative (tableau 5). La récupération de cet héritage nationaliste s'est faite d'autant plus facilement que l'évolution libérale et européenne du mouvement gaulliste depuis sept ans le laissait en déshérence.

Les motivations, qui amènent au vote Le Pen, sont donc plurielles et attestent l'hétérogénéité politique des électeurs lepénistes. Celle-ci s'est exprimée dans la diversité des choix de second tour des électeurs de J.-M. Le Pen ainsi que dans leurs reclassements à l'occasion des législatives. Dans le sondage « sortie des urnes » réalisé le 28 avril par l'institut CSA, seuls 54 % des électeurs lepénistes déclarent avoir l'intention de voter pour J. Chirac le 8 mai¹. 29 % choisissent l'abstention au second tour, alors que 17 % affirment avoir l'intention de voter pour F. Mitterrand. Le 8 mai, sur 100 électeurs de J.-M. Le Pen qui se rendent aux urnes, 22 votent pour F. Mitterrand et 78 pour J. Chirac². D'origines sociales très diversifiées, venus au vote

1. Sondage « sortie des urnes » CSA, réalisé le 24 avril 1988 auprès de 5 424 électeurs.

2. Sondage « sortie des urnes » CSA, réalisé le 8 mai 1988 auprès de 3 993 électeurs.

Le Pen à partir de motivations diverses, les électeurs lepénistes font preuve d'une grande dispersion politique quand J.-M. Le Pen n'est plus présent dans la compétition électorale. Ce caractère composite est également décelable dans les intentions de vote des électeurs lepénistes dans la perspective d'élections législatives anticipées.

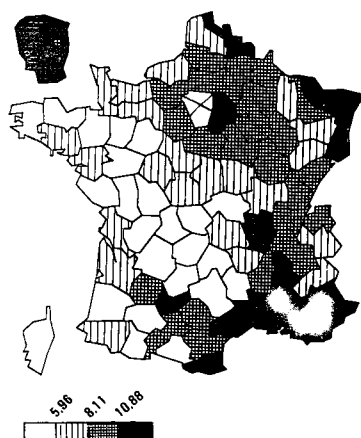
LE REFLUX LÉGISLATIF :
LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
12 ET 19 JUIN 1988¹

Un mois et demi avant les élections législatives, 57 % seulement des électeurs lepénistes prévoient de voter pour un candidat du FN aux législatives, 20 % affirment leur intention de revenir vers un candidat de droite modérée, 7 % vers un candidat de gauche et 14 % ne donnent pas de précision ou déclarent une intention d'abstention ou de vote blanc ou nul². Ces électeurs sont remplacés pour une part par des électeurs qui n'avaient pas choisi J.-M. Le Pen le 24 avril : 3 % des électeurs d'A. Laguiller, 1 % des électeurs d'A. Lajoinie, 2 % des électeurs d'A. Waechter, 2 % des électeurs de R. Barre et 1 % des électeurs de J. Chirac ont l'intention de voter pour un candidat du FN aux législatives. Au terme de ce chassé-croisé d'électeurs, l'extrême droite se retrouve avec 9,5 % d'intentions de vote, soit un score très proche de celui des législatives de 1986 (9,9 %). Le 5 juin, elle rassemble 9,8 % des suffrages exprimés. Le reflux n'a rien d'une déroute et ramène l'extrême droite sur ses positions des années 1984-1986 (carte 9). Ce reflux est dû à une démobilisation des électeurs de J.-M. Le Pen, à une offre politique très partisane, à la prégnance de la logique notabiliaire dans le cadre du scrutin majoritaire à deux tours et à la stratégie de candidature unique adoptée par l'URC. Le très fort mouvement d'abstention, qui caractérise les élections législatives, semble toucher particulièrement les zones de force du lepénisme, et notamment nombre de circonscriptions de l'Est où J.-M. Le Pen avait enregistré un vif succès le 24 avril :

1. Perrineau (Pascal), « Front national : la drôle de défaite », art. cité p. 30-31 dans Habert (Philippe), Ysmal (Colette), dir., *Élections législatives 1988*, Paris, *Le Figaro*/Études politiques, 1988, p. 178.

2. Sondage « sortie des urnes » CSA, 24 avril 1988.

Carte 9. FN plus divers extrême droite.
Élections législatives 1988 (premier tour)



par exemple, dans la 3^e circonscription du Haut-Rhin, dans les 5^e et 7^e circonscriptions de Moselle, l'abstention progresse de 17 à 23 points et le FN perd de 10 à 12 points entre le 24 avril et le 5 juin. Une partie de l'électorat lepéniste protestataire lors de la présidentielle, venue de l'abstention, y retourne à l'occasion des législatives. Chez certains électeurs, la rancœur vis-à-vis de la classe politique prend successivement deux formes : le vote Le Pen à l'élection présidentielle, puis l'abstention aux législatives. Il faut dire que nombre de candidats du FN sont des « obscurs et des sans-grade ». Contrairement aux législatives de 1986, où le FN avait réussi une véritable opération de « lifting politique » en attirant à lui des notables de la droite traditionnelle¹, en 1988, il est surpris par la précipitation des échéances électorales et élabore à la hâte une liste de candidats au profil très militant. Une certaine « dénotabilisation », qui avait commencé avec les départs de B. Chauvierre, d'Y. Briant et d'O. d'Ormesson, se poursuit avec l'éloignement de G. Le Jaouen, dans la Loire, et le retour, à Paris, d'E. Frédéric-Dupont sous les bannières de la

1. Perrineau (Pascal), « Quel avenir pour le Front national ? », *Intervention*, 15, janvier-février-mars 1986, p. 33-41.

droite classique. Cette difficulté à recruter au-delà du vivier militant a d'autant plus handicapé le FN que ces élections législatives ont été empreintes d'une forte logique notabiliaire. PC, PS, RPR et UDF disposent d'un solide réseau d'élus locaux dont beaucoup sont candidats aux élections législatives. A gauche comme dans la droite classique, ces candidats implantés souvent depuis longtemps « tirent » leur formation politique vers le haut et lui permettent de progresser par rapport aux niveaux enregistrés lors de l'élection présidentielle. Tel n'est pas le cas du FN qui ne dispose que de 32 députés et de 137 conseillers régionaux élus de fraîche date. Cette absence d'un réseau dense d'élus désavantage le FN et entraîne le transfert de nombreux électeurs de J.-M. Le Pen vers les candidats des grandes formations et particulièrement ceux du RPR et de l'UDF. Ce transfert est accentué par la stratégie de candidature unique retenue par l'URC, stratégie qui rend hautement improbable l'arrivée en tête de la droite d'un candidat du FN. Annoncée officiellement le 17 mai, l'Union du rassemblement et du centre suscite une réaction très vive du leader du FN : « La candidature unique me semble être une violation de la philosophie du scrutin à deux tours... Partout où l'UDF et le RPR présenteront des candidats uniques, ils prendront le plus grand risque de voir le candidat du Front national se maintenir au second tour.¹ » Jean-Marie Le Pen avait fait ses comptes : alors qu'il arrivait, à l'élection présidentielle, en tête de la droite dans 124 des 555 circonscriptions métropolitaines, il ne parvenait à faire mieux que J. Chirac et R. Barre rassemblés que dans 7 circonscriptions. La stratégie d'union retenue par la droite classique rend ainsi quasi impossible l'arrivée d'un candidat du FN en tête de la droite. Cette perspective ne peut que nourrir le « vote utile » de nombreux électeurs d'extrême droite en faveur du candidat de l'URC. En effet, au soir du 5 juin, le FN n'est en tête de la droite que dans 9 circonscriptions (8 dans les Bouches-du-Rhône, 1 dans le Var). Après avoir menacé le RPR et l'UDF de « faire élire dans chaque circonscription le candidat socialiste », J.-M. Le Pen change de discours d'autant plus facilement que la droite classique oublie ses engagements de ne passer aucun accord avec le FN. L'accord de désistement conclu entre J.-C. Gaudin et J.-M. Le Pen amène le retrait des candidats de l'URC au profit des

1. *Le Monde*, 19 mai 1988.

candidats du FN dans 8 des 16 circonscriptions des Bouches-du-Rhône alors que celui-ci retire ses candidats dans les 8 autres circonscriptions au profit de l'URC. Cet accord fait des émules dans certaines circonscriptions du Var, des Alpes-Maritimes ou encore du Gard. La menace de maintien n'est mise à exécution que dans 4 circonscriptions (2^e des Pyrénées-Orientales, 5^e du Haut-Rhin, 13^e du Rhône et 5^e du Var). Cette reconnaissance des candidats d'extrême droite comme seuls et uniques représentants de la droite au second tour est une véritable victoire politique pour le FN qui n'avait jusqu'alors réussi à séduire que quelques maires en difficulté dans le cadre d'élections partielles. L'accord des Bouches-du-Rhône marque l'intégration provisoire de l'extrême droite dans la famille de l'union de la droite. Cette ouverture de la droite classique à l'extrême droite offre à celle-ci une « respectabilité » politique dont elle pourra se prévaloir pour les échéances électorales à venir. Cependant, dans l'immédiat, l'accord a toutes les allures d'un marché de dupes dans la mesure où il sert davantage à sauver des candidats de l'URC en difficulté qu'à faire élire des candidats du FN. Représentant unique de la droite au second tour dans 9 circonscriptions, le FN pouvait l'emporter « sur le papier » dans 6 circonscriptions où les droites étaient majoritaires au premier tour (dans les Bouches-du-Rhône : 50,4 % dans la 10^e circonscription, 51,5 dans la 9^e, 51,9 % dans la 12^e, 57,6 % dans la 3^e, 60,3 % dans la 5^e ; dans le Var : 61,7 % dans la 3^e). Il ne l'emporte que dans la 3^e circonscription du Var où Y. Piat obtient 53,7 % des suffrages exprimés. Cet échec à emmener la droite à la victoire est dû à la fois à la mobilisation de la gauche et d'une partie des abstentionnistes du premier tour mais aussi à la défection d'une partie des électeurs de la droite classique. Dans l'ensemble des 9 circonscriptions où il affrontait seul la gauche, le FN perd, au second tour, 1,98 % des électeurs inscrits par rapport au total des voix de droite du premier tour¹. De majoritaire au premier tour (52,2 % s.e.), la droite devient minoritaire au second tour (46 %). Cet échec ne doit pas cacher le fait que les candidats du FN ont amélioré de 13,49 % des électeurs inscrits leur score du premier tour. Cette poussée très sensible n'a pu se faire que grâce aux reports d'une large majorité des électeurs de la droite classique « libérés » et « décomplexés » par des leaders de l'URC

1. Cf. Perrineau (Pascal), « Front national : la drôle de défaite », art. cité.

leur expliquant que le FN était une droite comme les autres¹. Cependant, ces reports ne sont suffisants que pour acquérir le siège de Hyères dans le Var. Partout ailleurs, la gauche l'emporte : cinq des huit sièges marseillais sont à gauche. En revanche, dans les nombreuses circonscriptions où l'URC a besoin des voix des électeurs du FN pour battre la gauche, les reports sur le candidat de droite classique sont très bons : selon le sondage « sortie des urnes » CSA réalisé le 12 juin, 91 % des électeurs du FN qui sont allés voter au second tour ont choisi le candidat de la droite classique². Lors du second tour de l'élection présidentielle, 78 % seulement des électeurs de J.-M. Le Pen avaient choisi J. Chirac. La discipline des électeurs d'extrême droite s'est sensiblement améliorée et l'accord Gaudin n'y a pas peu contribué.

Ce processus d'homogénéisation des droite classique et extrême pose deux problèmes. D'une part, il accélère les tendances centrifuges qui traversent les diverses composantes de l'URC et renforce la volonté d'autonomie politique de certains centristes. D'autre part, il érige l'extrême droite en « cheval de Troie » de la droite classique. A ce premier élément de « décomposition politique » de la droite, il faut en ajouter un deuxième : la « libéralisation » et « l'eupéanisation » à marche forcée du courant gaulliste ont libéré un espace politique pour l'extrême droite. La droite populaire et nationaliste, longtemps représentée et canalisée par le mouvement gaulliste, semble souvent se regrouper sous la bannière de J.-M. Le Pen. Un des défis majeurs lancés à la droite classique est la reconquête de cet espace nationaliste et populaire. Enfin, dernier défi — de nature sociologique celui-là — celui de la « vampirisation » de la base populaire de la droite classique par l'extrême droite. En effet, J.-M. Le Pen a attiré l'essentiel de la clientèle populaire de la droite ainsi qu'une part importante de ces nouveaux électeurs auprès desquels les vieilles forces politiques se revivifient. Le candidat du FN rassemble sur son nom, le 24 avril, 20 % des ouvriers, alors que J. Chirac et R. Barre en rassemblent péniblement à eux deux 16 %. Chez les

1. En considérant que tous les électeurs de gauche du premier tour se reportent sur le candidat de gauche au second, que tous les électeurs d'extrême droite se reportent sur le candidat du FN, que 55 % des électeurs abstentionnistes du premier tour et ayant été voté au second se portent sur le candidat de gauche, que tous les électeurs du premier tour sont allés voter au second, on peut estimer que 69 % des électeurs de la droite classique se sont reportés sur le FN.

2. Sondage « sortie des urnes » CSA, le 12 juin 1988, auprès de 3 895 électeurs.

jeunes de dix-huit-vingt-quatre ans, J.-M. Le Pen obtient un pourcentage de 17 % nettement supérieur à la moyenne nationale, alors que J. Chirac, avec 12 %, est très nettement sous-représenté et R. Barre, avec 17 %, légèrement sur-représenté. Le 5 juin, les candidats du FN obtiennent 19 % des suffrages ouvriers et 15 % des suffrages des jeunes¹. Ce dynamisme social et démographique de l'extrême droite pose de redoutables problèmes à une droite classique à la recherche d'un souffle nouveau. Plus que celui-ci, la droite traditionnelle trouve un ballon d'oxygène provisoire dans le mode de scrutin majoritaire à deux tours. Aux élections législatives de juin 1988, grâce à ce mode de scrutin, le nombre des députés du FN est ramené de trente-cinq à un et la formation d'extrême droite perd ainsi une bonne part de sa « visibilité » politique. Aux élections cantonales du 25 septembre 1988, l'effet répété du mode de scrutin majoritaire et l'enjeu très localisé provoquent une forte érosion de l'influence électorale du FN. Avec 5,2 % des suffrages exprimés (soit environ 7 % au plan national, si l'on tient compte du fait que le FN n'a pas de candidats dans un quart des cantons renouvelables), le FN enregistre sa plus mauvaise performance depuis quatre ans. Celle-ci ne doit pas préjuger des résultats électoraux à venir. Les élections municipales de mars 1989 et les élections européennes de juin 1989 sont à la représentation proportionnelle ou comportent un élément proportionnaliste et redonneront plus d'espace politique au FN. Mais, à la fin de l'année 1988, de nombreux éléments favorisent l'érosion du FN : la succession d'élections au scrutin majoritaire où les bulletins de vote en faveur du FN ne débouchent pas sur des élus, la nouvelle — et tardive — attitude de fermeté du RPR et de l'UDF qui tentent d'isoler le FN, la faiblesse et les divisions internes de l'appareil du FN qui a du mal à dégager des candidats ayant une certaine notabilité et, enfin, la crispation du parti et de son leader sur des thèmes et des attitudes de l'extrême droite de toujours. Cependant, la logique sociale (la crise économique et son cortège d'effets sociaux) qui sous-tend l'implantation électorale du FN et la crise de la représentation politique qui voit la capacité d'intégration des électorats par les grands partis classiques di-

1. Cf. sondage « sortie des urnes » CSA, 24 avril 1988 et sondage post-électoral SOFRES réalisé pour la presse de province auprès d'un échantillon national de 1 000 électeurs interrogés du 14 au 16 juin 1988.

minuer, sont deux éléments durables qui permettent de dire qu'on reparlera encore du FN¹.

1. Toutes les cartes de ce chapitre ont été réalisées au Centre d'information des données socio-politiques (Grenoble) sous la direction de Bernard Bouhet. Pour chaque scrutin, nous avons classé les départements par ordre décroissant des valeurs (% des suffrages exprimés) obtenues par les candidats d'extrême droite, puis découpé cette distribution en quartiles.

Tableau 1. Tableau général des suffrages d'extrême-droite
sous la Cinquième République (France entière).

	Elections	Suff. Extrême- droite	%inscr.	%expr.
1958	Législatives (1er tour)	526.644	1,9	2,6
1962	Référendum (accords d'Evian)	1.809.074	6,6	9,2
1962	Législatives (1er tour)	139.200	0,5	0,8
1965	Présidentielle (1er tour)	1.250.208	4,4	5,2
1967	Législatives (1er tour)	124.862	0,4	0,6
1968	Législatives (1er tour)	18.933	0,1	0,1
1973	Législatives (1er tour)	122.498	0,4	0,5
1974	Présidentielle (1er tour)	190.921	0,6	0,8
1978	Législatives (1er tour)	210.761	0,6	0,8
1979	Européennes	265.911	0,8	1,3
1981	Législatives (1er tour)	90.422	0,2	0,4
1984	Européennes	2.210.334	6,0	11,2
1986	Législatives (1er tour)	2.760.880	7,4	9,9
1988	Présidentielle (1er tour)	4.375.894	11,5	14,4
1988	Législatives (1er tour)	2.391.973	6,3	9,8

Tableau 2. Taille des communes et niveau du
vote Le Pen en 1984 (% exprimés).

Communes	Vote Le Pen
Moins de 3.500 hab.	9
De 3.500 à 9.000 hab.	10,3
De 9.000 à 30.000 hab.	11,9
De 30.000 à 100.000 hab.	13,3
Plus de 100.000 hab.	15,3

Tableau 3. Evolution des forces politiques de 1981 à 1988
et niveau de J.M. Le Pen en 1988 (% inscrits).*

Evolution (1981-1988)		Niveau de J-M. Le Pen (1988)
PC	perdes faibles - 3,9	(23) 9,5
	perdes sensibles - 6	(29) 11
	perdes fortes - 7,4	(25) 10,8
	perdes très fortes - 9,6	(19) 13,6
PS	gains faibles + 2,1	(27) 13
	gains sensibles + 3,8	-(28) 11,6
	gains forts + 5,7	(24) 9,4
	gains très forts + 8,3	(16) 8,8
Droite trad.	perdes faibles - 6,1	(14) 9,2
	perdes sensibles - 8,3	(26) 10,4
	perdes fortes - 10,4	(38) 11,2
	perdes très fortes - 13,7	(17) 12,5

* Entre parenthèses figure le nombre de départements appartenant à chaque classe.

Tableau 4. L'évolution du vote d'extrême-droite de 1984 à 1988 dans les catégories sociales (%).

	1984	1986	1988
<u>Ensemble électoral</u>	11	10	15
<u>Sexe</u>			
Homme	13	12	19
Femme	9	7	11
<u>Age</u>			
18-24 ans	12	9	17
25-34 ans	11	8	15
35-49 ans	12	9	18
50-64 ans	11	12	14
65 ans et +	9	9	11
<u>Profession de l'électeur</u>			
Agriculteur	13	11	20
Patron ind. et com.	21	14	27
Prof.lib., cadre sup.	12	9	11
Cadre moyen	13	10	15
Employé	12	7	14
Ouvrier	9	11	20
Sans profession	14	9	15
<u>Religion</u>			
Catho.prat.régulier	-	9	12
Catho.prat.irrégul.	-	11	13
Catho.non prat.	-	10	19
Autres religions	-	6	10
Sans religion	-	7	10
<u>Secteur d'activité</u>			
Salarié du privé	13	12	16
Salarié du public	9	7	12
Indépendant	17	13	25
Chômeur	13	14	17

Sondage "sortie des bureaux de vote", BVA réalisé le 17 juin 1984 auprès de 7.500 électeurs; sondage "sortie des urnes", BVA effectué le 16 mars 1986 auprès d'un échantillon de 4.229 électeurs; sondage "sortie des urnes", CSA effectué le 24 avril 1988 auprès d'un échantillon de 3.424 électeurs.

Tableau 5. Les motivations de vote (%).

Au moment de voter, quels sont les problèmes qui ont le plus compté pour vous? (plusieurs réponses possibles).

Electorats :	Le Pen	Chirac	Barre	Mitterrand	Lajoinie	Total
Immigrés	59	21	17	13	12	22
Violence, insécurité	55	44	31	21	18	31
Chômage	41	41	41	47	59	45
Impôts	24	20	18	20	27	20
Sécurité sociale	21	20	16	28	41	24
Compétitivité de l'économie française	21	35	35	16	12	23
Education, formation	20	26	33	31	33	29
Inégalités sociales	18	17	19	43	50	21
Rôle de la France dans le monde	16	32	20	17	9	21
Construction de l'Europe	15	28	21	20	7	21
Haussse des prix	13	11	12	17	34	15
Privatisations	7	11	5	6	18	8
Environnement, écologie	6	5	8	9	16	11

Sondage "sortie des urnes", CSA réalisé le 24 avril 1988
auprès d'un échantillon de 5.424 électeurs.

CHAPITRE 3

UN NOUVEL ACTEUR POLITIQUE

Au milieu des années 1980, la stabilité du système politique français est mise en cause par l'apparition éclatante d'un nouveau protagoniste, le FN. Sa rapide ascension électorale offre l'occasion d'étudier sur le vif la naissance d'un parti et les conditions de sa réussite politique, dans la lignée des travaux de S.M. Lipset et S. Rokkan sur le changement des systèmes partisans¹.

NAISSANCE D'UN PARTI

Le Front n'est pas, stricto sensu, un nouveau parti. Sa date de naissance remonte en effet à 1972. Mais de très faibles résultats électoraux et une présence politique insignifiante le relèguent alors parmi les nombreux groupuscules d'extrême droite.

Le FN se présente aux élections quelques mois après sa fondation avec l'ambitieux objectif d'« arrêter le processus de décadence intellectuelle, morale et physique où nous sommes engagés »². Pour réaliser ce programme, le nouveau parti ne

1. Cf. Lipset (Seymour M.), Rokkan (Stein), « Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments : An Introduction » in Lipset (Seymour M.), Rokkan (Stein), eds., *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, 1967, p. 50. Une utilisation de leur schéma est présentée par Seiler (Daniel-Louis) in *Partis et familles politiques*, Paris, PUF, 1980. Sur la création de nouveaux partis, voir également les travaux plus récents de Harmel (Robert H.), Robertson (John D.), « Formation and Success of New Parties : A Cross-Analysis Survey », *International Political Science Review*, 6 (4), 1985, p. 501-524. Sur le problème de la durée de vie des partis cf. Pedersen (Mogens), « Toward a New Typology of Party Life-Spans and Minor Parties », *Scandinavian Political Studies*, 51 (1), 1982, p. 1-16.

2. Voir la brochure du FN « Défendre les Français », Paris, 1973.

peut compter que sur une organisation assez squelettique, concentrée à Paris et dans le Sud-Est. Les 100 candidats (sur 473 circonscriptions) que le FN présente aux élections législatives de 1973 sont pour moitié à Paris et dans la région parisienne¹. Contrairement aux espoirs des responsables du jeune parti d'extrême droite, les urnes rendent un verdict très amer : 106 527 voix, moins d'1 % des suffrages exprimés.

Jusqu'en 1982, le parti de J.-M. Le Pen ne réussit pas à dépasser ce score. Même si l'on calcule le pourcentage dans les seules circonscriptions où il y a des candidats du FN, le résultat reste assez modeste : aux alentours de 2 % en 1973 et de 1 % en 1978 et 1981².

Un cycle électoral positif commence avec les municipales de 1983 : la formation politique de J.-M. Le Pen attire l'attention des commentateurs et des forces politiques grâce aux 11,3 % de voix que son leader obtient dans le 20^e arrondissement de Paris. Toutefois le vrai changement se situe le 4 septembre 1983 quand, aux élections municipales partielles de Dreux, le FN recueille 16 % des suffrages exprimés. C'est une véritable rupture non seulement à cause de l'ampleur du soutien électoral, mais à cause de quatre données nouvelles. Il s'agit du premier de toute une série de succès sans précédent concentrés en l'espace de quelques mois à la fin de 1983. C'est la première fois que le FN est accrédité comme interlocuteur au même titre que les autres partis. Autre innovation, il joue un rôle décisif dans la constitution d'une majorité. Enfin, dernière nouveauté, les media s'intéressent à un événement dont le FN est le protagoniste à la faveur du débat virulent à l'intérieur de la droite classique, et des accusa-

1. Un recueil détaillé des données sur la participation du FN aux élections de 1973 est fourni par Laux (Henri), *La formation du « Front national pour l'Unité française »*, Mémoire, Paris, Institut d'Etudes politiques de Paris, 1974.

2. C'est seulement lorsque l'on considère les résultats circonscription par circonscription qu'émergent les maxima révélateurs. En 1973, par exemple, dans cinq circonscriptions le FN dépasse les 3,5 % des suffrages exprimés, atteignant un maximum de 5,2 % dans le 15^e arrondissement de Paris où se présente J.-M. Le Pen. En 1978, c'est encore le président du FN qui obtient le meilleur résultat avec 3,9 % des voix dans le 5^e arrondissement de Paris, tandis que J.-P. Stirbois obtient 2 % à Dreux. Même aux législatives de 1981, qui marquent le point le plus bas de la courbe électorale du FN depuis sa fondation, J.-M. Le Pen obtient 4,4 % des suffrages exprimés dans le 17^e arrondissement de Paris. Le résultat des cantonales de 1982 est encore modeste et passe complètement inaperçu. L'extrême droite recueille au total 0,6 % des voix et la présence des candidats du FN (65 au total) est limitée à 3 % à peine des cantons. Mais dans cinq cantons les candidats du FN passent la barre de 10 % et dans cinq autres celle des 5 %.

tions véhémentes de la gauche déchaînées par l'alliance à Dreux du RPR et du FN (la liste dirigée par le RPR contient neuf membres du FN dont le secrétaire national, J.-P. Stirbois).

Les élections de Dreux ont donc placé le FN au carrefour du système d'alliances de l'opposition. L'écho du résultat très favorable de Dreux, amplifié par la réussite aux élections municipales d'Aulnay et à l'élection législative partielle de la deuxième circonscription du Morbihan, (terre natale de J.-M. Le Pen où il se présente comme candidat), permet au FN d'avoir une place de choix dans tous les media¹. L'invitation à l'émission télévisée « L'heure de vérité », du 13 février 1984, consacre J.-M. Le Pen comme homme politique à part entière. Son image en sort renforcée : après l'émission, le baromètre mensuel de la SOFRES montre que les intentions de vote pour le FN sont passées de 3,5 à 7 %². Et c'est encore une sous-estimation. Les élections européennes de 1984, les cantonales de 1985 et les législatives de 1986 démontreront, en effet, la capacité du FN à rassembler environ 10 % des suffrages exprimés.

Quels sont les facteurs de ce succès ? Comment le FN a-t-il réussi, en l'espace de deux ans (1983-1985), à s'implanter dans le système politique français ? Pour essayer de répondre à cette question, on s'interrogera sur une série d'hypothèses relatives au contexte électoral — mode de scrutin et type d'élection — et à l'évolution du système politique — changement dans la dynamique du système partisan, expression de nouvelles demandes, difficultés des partis traditionnels à les prendre en charge.

LES FACTEURS « ÉLECTORAUX »

Mode de scrutin. Selon l'hypothèse « classique » de M. Duverger, l'introduction du mode de scrutin proportionnel favorise l'augmentation du nombre des partis, bien qu'il « s'agisse

1. Les données relevées par le Service d'orientation des programmes audiovisuels montrent qu'en 1982 le FN n'était même pas compté comme unité individuelle dans le calcul du temps de parole alloué aux partis dans les programmes télévisés. Il est distingué des autres partis en 1983, et crédité de 41 minutes sur les trois chaînes nationales ; en 1984, le temps du FN grimpe à 2 heures et 57 minutes et arrive à 4 heures et 24 minutes en 1985. (Données aimablement fournies à l'auteur par le Service d'orientation des programmes audiovisuels.)

2. SOFRES, *Opinion publique 1985*, Paris, Gallimard, 1985, p. 200.

essentiellement de petits partis »¹. En outre, le système proportionnel offre même aux partis mineurs et/ou extrémistes une chance de représentation parlementaire très élevée en annulant la logique des alliances inhérentes au système majoritaire à deux tours et en éliminant l'appel au vote utile. Le seuil d'accès est certainement plus bas dans un système proportionnel que dans un système majoritaire. Le FN a donc profité de l'abaissement de ce seuil à l'occasion des élections européennes de 1984 à la proportionnelle² et de l'introduction du même type de scrutin aux législatives de 1986.

Type d'élection. L'enjeu d'une élection varie en fonction du niveau du scrutin et de l'importance des thèmes porteurs du débat électoral. Plus l'enjeu est décisif, plus l'accès au système partisan est difficile. Un nouveau parti, relégué à une extrémité du champ politique, n'a aucune possibilité de succès quand l'enjeu correspond à des choix vitaux qui engagent toute la communauté nationale, à moins qu'un processus de radicalisation vertigineux ne soit en cours (la République de Weimar est le cas classique). En d'autres termes, si l'enjeu est la présidence de la République, les positions extrémistes seront refusées par les électeurs. Si, au contraire, l'enjeu n'est pas aussi crucial, l'électeur peut distribuer son vote sur les listes marginales : c'est le cas des élections à basse compétitivité comme les européennes ou les élections locales (municipales et cantonales).

On peut dire que le FN a profité d'élections « sans enjeu », qu'il s'agisse des élections partielles à Dreux, Aulnay et dans le Morbihan en 1983, ou des européennes en 1984³. D'une part,

1. Duverger (Maurice), *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1973, p. 283. L'hypothèse de M. Duverger a été récemment vérifiée dans Shamir (Michal), « Changes in Electoral Systems as "Interventions". Another Test of Duverger Hypothesis », *European Journal of Political Research*, 12 (1), 1985, p. 1-10. Toutefois, le débat sur ce point est encore très vif : voir la critique de Sartori (Giovanni), *Parties and Party Systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 95-104 et, à partir de prémisses différentes, Lakeman (Enid), « The Case for Proportional Representation » in Lijphart (Arend), Grofman (Bernard), eds., *Choosing an Electoral System : Issues and Controversies*, Londres, Praeger, 1984, p. 41-51 (spéc. p. 46). Pour un avis divergent, voir Parodi (Jean-Luc), « La représentation proportionnelle et le système institutionnel », *Pouvoirs*, 1985, p. 43-51 (spéc. p. 44).

2. Aux élections européennes de 1979, élection à la proportionnelle, le FN ne présente pas de candidats. La liste Tixier-Vignancour est conduite par le Parti des forces nouvelles.

3. Cf. Le Gall (Gérard), « Une élection sans enjeu, avec conséquences », *Revue politique et parlementaire*, 86 (910), 1984, p. 9-47, et Parodi (Jean-Luc), « Les cinq absents de l'élection européenne », *ibid.*, p. 45-56.

l'équilibre et le destin du système n'étaient pas mis en cause, d'autre part, les thèmes apparaissant dans le débat politique figuraient (surtout à Dreux) parmi les chevaux de bataille classiques du FN (sécurité et immigration), tout en n'étant pas décisifs pour le système politique.

En résumé, les facteurs « électoraux » — l'introduction du scrutin proportionnel et sa mise en œuvre dans une élection nationale *sans enjeu* (européennes 1984) et la succession des élections (d'abord les élections locales/partielles, ensuite les élections nationales) — ont été favorables à la percée du FN. Mais cette modification du système électoral constitue une condition nécessaire mais non suffisante pour l'entrée en scène d'un nouvel acteur politique.

LES FACTEURS SOCIO-POLITIQUES

Si le contexte institutionnel était assez favorable à l'affirmation d'un nouveau parti, pourquoi le succès a-t-il souri au FN et non pas à une autre formation mineure, par exemple celle des écologistes ? Pour répondre à cette question, il faut faire appel à des variables de caractère socio-politique. Face à la solidité des clivages autour desquels le système politique français se structurait, y a-t-il eu une polarisation et une radicalisation de l'affrontement politique favorables à l'entrée du FN dans le système partisan ? Y a-t-il eu une modification des priorités et des préoccupations de l'électorat qui n'a pas trouvé à s'exprimer dans les partis traditionnels ? Y a-t-il eu, enfin, développement d'une crise de confiance plus marquée à l'égard du système politique français, susceptible d'ouvrir la voie à des attitudes protestataires ?

La polarisation. Les auteurs de *France de gauche, vote à droite* ont souligné l'évolution vers la gauche de l'électorat français au cours des années 1970. Dans les années 1980, la tendance s'inverse. De 1981 à 1986, la proportion des Français qui se classent à gauche est passée de 42 à 36 %, au profit de ceux qui se classent à droite, de 31 à 37 %¹. Toutefois, ce déplacement d'un

1. Sondage SOFRES, *Le Nouvel Observateur*, 21-27 février 1986. L'intitulé de la question est le suivant : « On range parfois les Français en deux catégories, ceux qui sont de gauche et ceux qui sont de droite. Dans laquelle de ces deux catégories vous rangez-vous ? »

pôle à l'autre de l'axe gauche-droite ne signifie pas pour autant une augmentation de la polarisation. Cette dernière impliquerait nécessairement que le centre se vide en faveur d'un seul ou des deux extrêmes ; que la distance idéologique entre les partis augmente, même si la distribution des préférences reste « normale » ; qu'une compétition de nature centrifuge, et dans laquelle les partis modérés sont à la poursuite des partis extrémistes, s'établisse¹. On aurait alors les conditions idéales pour le développement d'un parti extrême.

En France, au début des années 1980, surtout après le passage à l'opposition de l'UDF et du RPR, on assiste effectivement à droite à une radicalisation des positions politiques. Selon l'interprétation de P.-A. Taguieff,

un nouveau courant est apparu dans l'espace idéologique français depuis 1981 (qui) peut être nommé le *national-libéralisme*..., rassemblement sur la base des valeurs conjointes du nationalisme, à tendance xénophobe, et du libéralisme économique intégral, à tendance expressément antisociale... Du FN aux marges du RPR et de l'UDF où s'exerce l'influence du club de l'Horloge et des CAR, en passant par le CNIP, le « libéralisme national » nous paraît émerger, sinon déjà comme un pôle idéologique et politique autonome, du moins comme une thématique transversale et dynamique, telle la préfiguration doctrinale d'un nouveau regroupement politique².

Cette vague néo-conservatrice investit et conditionne les programmes des deux partis modérés. Comme l'écrit C. Ysmal, « on assiste, en effet, à un glissement progressif du RPR et d'une partie de l'UDF vers une conception extrêmement conservatrice pour ne pas dire réactionnaire de la société française et des valeurs que celle-ci doit défendre »³.

1. Sartori (Giovanni), *Parties and Party Systems*, op. cit., p. 342-351.

2. Taguieff (Pierre-André), « La démagogie à visage républicain », *Revue politique et parlementaire*, 87 (915), 1985, p. 87. Du même auteur, voir « La stratégie culturelle de la Nouvelle droite en France, 1968-1983 » in Union des écrivains, *Vous avez dit fascisme ?*, Paris, Arthaud/Montalba, 1984, p. 13-152, et « Les droites radicales en France », *Les Temps modernes*, 41 (465), 1985, p. 1780-1842.

3. Ysmal (Colette), « Le RPR et l'UDF face au FN : concurrence et connivence », *Revue politique et parlementaire*, 86 (913), 1984, p. 6-20. D'avis contraire, c'est-à-dire plutôt favorable à la thèse d'un RPR en voie de déradicalisation, cf. Shonfeld (William), « Le RPR et l'UDF à l'épreuve de l'opposition », *Revue française de science politique*, 36 (1), 1986, p. 14-28. Même Jaffré (Jérôme), « Les surprises de la droite » in SOFRES, *Opinion publique 1986*, Paris, Gallimard, 1986, p. 57-66, met en évidence une diminution de l'écart entre les positions du PS et de l'UDF-RPR sur une série de thèmes sauf sur l'insécurité et l'immigration pour lesquels, au contraire, la distance s'élargit.

Les effets de ce nouveau climat politique se reflètent très clairement dans la manière dont les militants du RPR, interviewés à l'occasion des deux congrès nationaux en 1978 et 1984, se placent sur l'axe gauche-droite et situent le RPR et l'UDF¹. La radicalisation est considérable : les délégués du RPR (grap. 1) ont abandonné une position « centriste » et se sont déplacés en masse vers le centre droit et la droite. De la même façon, la perception qu'ils ont de leur propre parti et de l'UDF fait apparaître un penchant très prononcé vers l'extrémité droite de l'axe gauche-droite. La distance idéologique a donc augmenté grâce à la dilatation du continuum idéologique et politique provoquée par l'UDF et le RPR.

Face à la légitimation de positions politiques dures, d'un langage et d'un style « plus musclés », le FN, qui depuis plus d'une dizaine d'années menait son combat sur les estrades peu fréquentées de l'extrême droite, a pu se présenter comme le représentant accrédité d'une droite radicale. En d'autres termes, l'agrandissement de l'espace politique vers la droite au-delà des frontières précédemment établies a rappelé sur la scène un acteur jusqu'alors considéré « hors jeu ».

Les nouveaux thèmes. L'irruption dans le champ politique de thèmes inédits favorise l'accès au système d'un parti qui est porteur de ces nouvelles demandes. A notre avis, l'une des raisons expliquant la percée du FN remonte à l'existence souterraine d'une série de problèmes et d'attitudes qui n'avaient, jusqu'alors, pas trouvé d'expression politique adéquate. En particulier, au début des années 1980 montent à la surface deux thèmes qui sont l'expression de ce qu'on appelle l'« anomie urbaine »² : l'insécurité et l'immigration. Ceux-ci sont représentés en quasi-monopole par le FN ; en outre, les attitudes manifestées par ce parti à l'égard de ces deux thèmes sont partagées par une fraction de Français bien supérieure à l'électorat lepéniste.

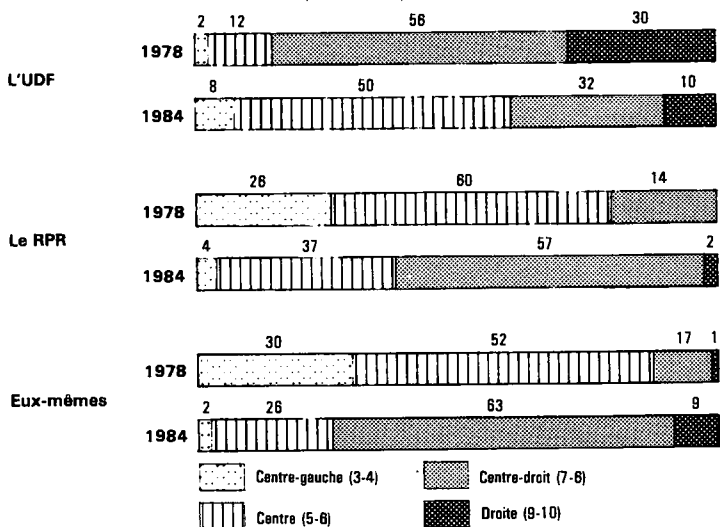
En ce qui concerne le problème de l'insécurité, l'étude d'Adorno sur *La personnalité autoritaire*³ a montré que la tension et l'anxiété provoquées par une sensation de menace

1. Bréchon (Pierre), Derville (Jacques), Lecomte (Patrick), *Les cadres du RPR*, Grenoble, Cahiers du CERAT, 1986, p. 131.

2. Perrineau (Pascal), « Front national : l'écho politique de l'anomie urbaine », *La France en politique*, Paris, Fayard-Esprit-Le Seuil, 1988, p. 22-38.

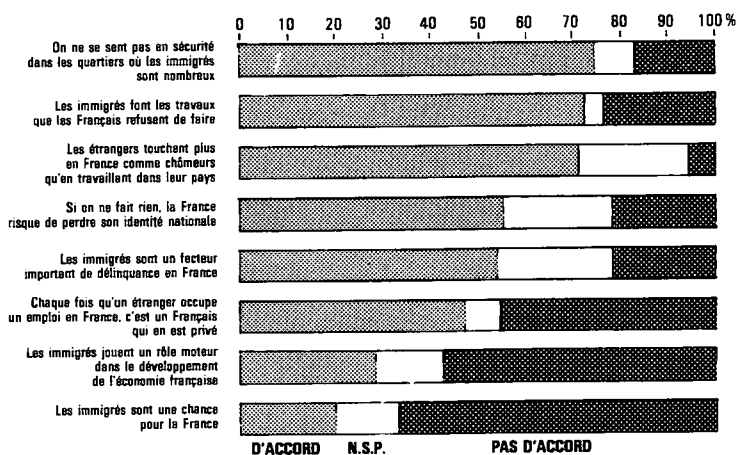
3. Adorno (Theodore W.) et al., *The Authoritarian Personality*, New York, Harper and Brothers, 1950.

Graphique 1. Auto-classement et classement
de l'UDF et du RPR
sur l'axe gauche/droite par les congressistes du RPR
(1978 et 1984)



Source. Bréchon (Pierre), Derville (Jacques), Lecomte (Patrick), *Les cadres du RPR*, Grenoble, Cahiers du CERAT, 1986, p. 131.

Graphique 2. Les attitudes à l'égard de l'immigration



Source. BVA, sondage "Les Français et l'immigration", novembre 1985.

(réelle ou perçue comme telle envers soi ou son groupe primaire) débouchent sur une éruption libératrice et/ou s'attachent à un symbole rassurant tel que « l'Etat fort ». On verra donc si on trouve des traces d'une demande de *law and order* et si celle-ci est liée, sinon causée, par un sentiment largement répandu de tension et d'insécurité.

Une première forme d'insécurité est liée à la perception de l'avenir et à son degré d'incertitude. Si l'on reprend le célèbre schéma d'Inglehart¹, force est de constater que, même si le pourcentage des « matérialistes » s'est stabilisé entre 11 et 12 %, le rapport entre attitude « matérialiste » et « post-matérialiste » en France est de 3 à 1, tandis qu'en Europe il est de 2 à 1². Des recherches analogues³ montrent comment, confrontée à un choix rigide entre défense de la liberté et sécurité (garantie d'un poste de travail, droits sociaux acquis, etc.), la majorité des interviewés français privilégie l'aspect « matérialiste », celui de la sécurité.

L'autre versant de la sécurité concerne l'intégrité personnelle, la protection que l'Etat est censé garantir au citoyen, face à la criminalité et à la délinquance. Le sentiment de danger pour soi-même ou ses propres biens affecte environ la moitié des Français (45 %). Un taux analogue (41 %) de Français estiment n'être même pas en sécurité chez eux et le pourcentage monte à 71 % quand on présente aux interviewés des situations à risque élevé telles que « les rues et les lieux publics la nuit ».

A la lumière de ces données, il semblerait que la situation, en France, ait atteint de hauts niveaux de tension. Mais, en réalité le pire est passé : le tableau 1 montre, en effet, comment dans la décennie qui va du milieu des années 1970 au milieu des années 1980 le citoyen ne se sent pas plus menacé qu'auparavant. Au contraire, le taux des « inquiets » tend à diminuer, passant de 70 % en 1975 à 59 % en 1984. Autrement dit, c'est dans la

1. Inglehart (Ronald), *The Silent Revolution*, Princeton. Princeton University Press, 1977.

2. Inglehart (Ronald), « New Perspectives in Value Change », *Comparative Politics*, 17 (4), 1985, p. 485-532.

3. Le thème de la structure des valeurs a été examiné récemment par Stœtzel (Jean), *Les valeurs du temps présent. Une enquête européenne*, Paris, PUF, 1983 ; Girard (Alain), Stœtzel (Jean), « Les Français et les valeurs du temps présent », *Revue française de sociologie*, 26 (1), 1985, p. 3-31. Dans ce dernier article, on trouve des données repérées à partir d'indicateurs analogues à ceux de R. Inglehart ; la majorité soutient en fait les valeurs post-matérialistes.

période précédente qu'il faut chercher l'origine du fort sentiment d'insécurité observé en 1975 (tableau 1).

On retrouve le même phénomène en ce qui concerne l'attitude envers la peine de mort. La série historique des sondages sur le sujet révèle que, de 1960 à 1969, les citoyens en faveur (tableau 2) de la peine capitale sont en nette minorité et représentent environ un tiers du total. Entre 1969 et 1971, on assiste à un brusque renversement des attitudes : on passe de 33 % pour la peine de mort en 1969 à 53 % en 1971. En l'espace de deux ans un cinquième de la population a changé d'avis et a rejoint le camp opposé. Depuis, les supporters de l'abolition ne parviennent plus à renverser la tendance. Même après l'abolition de la peine de mort votée en 1981, les défenseurs du texte gouvernemental restent toujours nettement minoritaires. Le changement d'attitude remonte lui aussi à une période lointaine, fin des années 1960-début des années 1970, caractérisée certainement par une forte turbulence sociale mais pendant laquelle on ne traitait pas de la sécurité avec l'insistance actuelle.

Quelle que soit l'origine de cette demande sécuritaire, elle est certainement provoquée par une situation latente de stress et de tension qui a stimulé anxiété et peur. Mais ce n'est ni la prétendue « croissance » de la peur (qui, comme on l'a signalé, ne monte pas), ni la montée de la criminalité (qui, au contraire, monte, mais qui n'est en aucun cas en relation avec la peur)¹ qui ont favorisé une demande de *law and order*. Celle-ci vient plutôt du refoulement de ces inquiétudes pendant plus d'une décennie. Le FN, faisant levier sur la peur, a réussi à canaliser et à donner une expression à un sentiment qui bouleversait en sourdine la France. La politisation de ce problème a permis aux électeurs, qui y attribuaient beaucoup d'importance, de se libérer de leur anxiété à travers l'identification avec le FN. En effet, dans les motivations de vote de l'électorat lepéniste l'insécurité revêt une importance beaucoup plus marquée que chez les autres électeurs de droite².

1. Lagrange (Hugues), « La perception de la violence par l'opinion publique », *Revue française de sociologie*, 25 (4), 1984, p. 636-657.

2. Aux élections européennes de 1984, respectivement 30 et 26 % des électeurs du FN désignent l'insécurité et les immigrés comme les deux problèmes qui ont le plus compté au moment du vote. Par contraste, ceux qui ont choisi la liste Veil attribuent une certaine importance à la sécurité (17 %) mais bien après des problèmes tels que les libertés, le chômage, l'Europe et ils dédaignent totalement

Le thème de l'immigration, c'est-à-dire celui de la défense de l'identité culturelle et raciale de la France, comme celui de l'insécurité, a été introduit dans le champ politique par le FN. Alors qu'aucun parti ne l'avait à l'ordre du jour, le FN l'intègre dans son premier programme électoral au printemps de 1973. J.-M. Le Pen lui-même y consacre la dernière partie de son discours durant l'émission télévisée précédant les législatives de 1973, bien que les accents utilisés soient différents de ceux qu'il emploiera dans les années suivantes¹. Et encore, à la veille des élections il lance, dans une tribune libre du *Monde*, le thème de l'immigration en des termes qui deviendront d'actualité².

S'il est devenu l'objet d'un débat passionné, le problème de la présence des étrangers en France ne revêt pas une importance comparable à celle de l'insécurité. Différents sondages indiquent que le pourcentage de ceux qui en font un critère fondamental de choix électoral atteint dans l'ensemble de l'électorat 6 % (sondage SOFRES, « sortie des urnes », juin 1984). Toutefois, les sympathisants du FN attribuent à ce thème un poids remarquable (autour de 26 %). Surtout sur le problème de l'immigration, les Français réclament des solutions en accord avec le programme du FN. Le graphique 2 présente un spectre d'attitudes où émergent certains points clés de l'idéologie xénophobe : l'immigré comme facteur de danger quand il n'est pas isolé ; l'immigré comme « facteur important » de la délinquance et, enfin, l'immigré comme élément de pollution de la pureté et de l'identité française. Plus significatif encore, 51 % des Français suggèrent, pour résoudre le chômage, le renvoi des immigrés³. C'est la mesure qui recueille le plus d'avis favorables.

Les deux aspects cruciaux du « nouveau courant » d'obédience conservatrice-réactionnaire, que nous avons pris en considération (sécurité et immigration), ont contribué, grâce aussi au nouveau climat culturel qui s'installe à la charnière des années 1970 et

le problème des immigrés. Sondage « sortie des urnes », SOFRES, juin 1984. La même tendance se retrouve au moment des élections de 1986 : le thème de la sécurité est choisi par 18 % des électeurs du FN contre 8 % dans l'électorat total ; celui des immigrés par 46 % des électeurs du FN contre 15 %. Sondage « sortie des urnes », IFOP, mars 1986.

1. Cf. Lorian (Joseph), Criton (Karl), Dumont (Serge), *Le système Le Pen*, Anvers, EPO, 1985, p. 102.

2. Cf. l'article de Le Pen (Jean-Marie), « Contre l'immigration », *Le Monde*, 8 mars 1978.

3. SOFRES, *Opinion publique 1984*, Paris, Gallimard, 1984, p. 221.

1980, à assurer le succès électoral du FN identifié comme le porte-parole le plus authentique de ces exigences. Le FN a été en mesure de représenter les sentiments qui agitaient en profondeur l'électorat français. Ces thèmes, même s'ils ont contraint les partis à s'y mesurer, ne sont pas prioritaires dans les préoccupations des Français. Mais une part non négligeable de l'électorat vote pour le FN sur ces bases-là. Le FN a su interpréter et « politiser » des thèmes prioritaires pour une certaine partie de l'électorat et non traités par les autres partis.

La crise de représentation. L'une des raisons du succès du FN ne réside-t-elle pas dans la difficulté plus générale du système partisan à exprimer et articuler les demandes de la société ? On trouve des signes révélateurs, au cours des dernières années, d'un processus de démobilisation de l'électorat accompagné d'un manque de confiance envers la politique, les institutions, les partis, les hommes politiques. Le système politique français, après avoir récupéré en crédibilité et solidité, semble, au milieu des années 1980, de nouveau contesté.

L'acceptation des institutions de la Cinquième République est un fait désormais acquis pour la presque totalité des Français au point que F. Goguel affirme que « les institutions de la Cinquième République font l'objet parmi les Français d'un consensus dont n'avaient jamais bénéficié celles de la Troisième et de la Quatrième République »¹.

Si la légitimité du régime est hors de discussion, quand il s'agit d'évaluer l'efficacité de leurs propres institutions et de leur fonctionnement, les Français laissent voir quelques préoccupations. En effet, 42 % des Français considèrent, en 1985, que « la démocratie en France » ne fonctionne « pas très bien ou pas bien du tout ». Le scepticisme est encore plus vif quant au fonctionnement des institutions : 54 % des Français trouvent, en 1985, que « les institutions en France fonctionnent plutôt mal ou très mal » et à peine 38 % émettent un verdict positif².

Toutefois le véritable point faible du système est dans le rapport entre les citoyens et les partis. La méfiance vis-à-vis des

1. Goguel (François), « Vingt-cinq ans après, la bonne santé des institutions françaises », *Projet*, 1984, p. 731-740.

2. Sur le fonctionnement de la démocratie, cf. SOFRES, *Opinion publique 1986*, Paris, Gallimard, 1986, p. 95 et sur celui des institutions, Sondage BVA, mai 1985.

partis politiques reste forte¹. Les réponses aux questions concernant soit la confiance accordée aux partis ou aux hommes politiques, soit l'activité politique en général, révèlent un profond sentiment de détachement et de désintérêt envers la politique.

La confiance dans les hommes politiques, et dans leur capacité à s'intéresser aux problèmes quotidiens des gens, a subi une forte érosion passant de 53 % en 1977 à 38 % en 1985 (tableau 3). En outre, 62 % des Français ne sont pas satisfaits de la façon dont « les hommes politiques traitent les grands sujets qui concernent la vie des Français » (sondage SOFRES, août 1984). Le corollaire de ces attitudes est la conviction massive (82 %) que les hommes politiques ne disent pas la vérité². C'est l'activité politique en tant que telle qui est mise au banc des accusés : seulement la moitié des Français est disposée à la considérer comme une « activité honorable », alors qu'en 1979 les deux tiers des Français étaient encore bien disposés à son égard (sondages SOFRES, avril 1979, décembre 1983). *Last but not least*, moins de la moitié des Français en 1985 considère que la suppression des partis serait grave³.

Ainsi, malgré la légitimité désormais acquise par les institutions, une grande partie de l'opinion publique, même si elle n'est pas majoritaire, est très critique par rapport au fonctionnement de la démocratie. La tendance au rejet de la politique s'accroît à partir de la fin des années 1970. On note un détachement à l'égard du monde politique, un manque de confiance dans les capacités de la représentation politique qui s'insèrent dans une crise de confiance plus globale.

Pour mesurer celle-ci, nous avons utilisé deux indicateurs : le premier se rapporte au moral de la nation face à l'évolution de la situation économique et sociale, l'autre au sentiment de dignité et de fierté nationales saisi à travers le rôle de la France dans le monde. En ce qui concerne l'humeur d'ensemble des Français, un tiers seulement déclare, en mars 1985, que les choses vont bien⁴, mais si l'on se réfère à l'évolution des attentes des Français

1. Charlot (Jean), « La transformation de l'image des partis politiques français », *Revue française de science politique*, 36 (1), 1986, p. 5-13.

2. BVA, sondage « sortie des urnes », mars 1985.

3. Selon l'enquête de l'OIP, 46 % des Français considèrent que « il serait grave de supprimer les partis politiques ». OIP, *La France des régions*, dossier *Le Monde*, 1986, p. 78.

4. SOFRES, *Opinion publique 1985*, op. cit., p. 21.

de 1981 à 1986 (tableau 4), on note qu'en réalité le pessimisme atteint son maximum en 1984, lorsque 70 % des Français voient l'avenir en noir. On retrouve la même tendance en ce qui concerne le sentiment de fierté nationale. À partir de 1982, de plus en plus de Français ont le sentiment que le rôle de la France dans le monde s'affaiblit (tableau 5). Ces indicateurs de démoralisation nous suggèrent donc qu'au moment de la percée du FN fin 1983, un état de malaise et de frustration très diffus en même temps qu'une série d'autres facteurs, tels que le discours politique fortement nationaliste du FN, ont permis son succès.

Les années décisives pour la percée du FN (1983-1985) ont été extrêmement favorables à l'apparition dans le système d'un nouveau parti porteur d'un nouveau style, d'une thématique et d'un langage explosifs par rapport aux équilibres et aux partis traditionnels. L'alternative politique représentée par le FN, voilée de populisme et d'attitudes *anti-establishment*, mêlée à un détachement vis-à-vis du monde officiel de la politique a trouvé un auditoire attentif et disponible, grâce à la crise de représentation qui atteint le système politique. À cet état d'insatisfaction envers la politique, se sont ajoutées une atmosphère de démoralisation et de perte de confiance ainsi que l'apparition d'un climat culturel qui a légitimé certains des thèmes propres à l'extrême droite dont deux, insécurité et immigration, ont trouvé dans le FN leur propre vecteur.

En résumé, cette analyse a souligné l'importance de quatre éléments dans l'émergence du parti de J.-M. Le Pen.

Au cours de la période étudiée, le mode de scrutin associé au type d'élection a été le premier facteur clé. Sans l'aiguillon institutionnel fourni par le système proportionnel et sans le *timing* électoral marqué par la succession d'élections locales et partielles suivies par des élections nationales sans enjeu, le FN serait difficilement sorti des « dix ans de luttes obscures et de sarcasmes »¹.

Le second facteur tient à la polarisation et à la radicalisation croissante de la société française. La victoire de la gauche en 1981 et le passage à l'opposition de l'UDF et du RPR ont

1. Ainsi s'exprime J.-M. Le Pen le soir du succès du FN à Dreux, 4 septembre 1983. Cité dans Lorient (Joseph), Criton (Karl), Dumont (Serge), *Le système Le Pen*, op. cit., p. 193.

provoqué un processus de révision idéologique à l'intérieur de ces deux partis et l'affirmation d'un style agressif et d'un langage virulent au service d'une politique conservatrice. Cette évolution a élargi l'espace politique en direction de la droite permettant au FN de s'insérer et de gagner pour la première fois une place parmi les acteurs politiques légitimes. Le processus de polarisation amorcé par la droite a surtout profité au FN dans la mesure où, dans une phase de radicalisation, c'est toujours le parti extrême qui contraint les partis modérés à le suivre sur son terrain.

Le troisième facteur tient à l'apparition de nouveaux enjeux tels que l'immigration et l'insécurité. Dans la société française, des préoccupations du type « matérialiste », qui ne trouvaient pas de débouché politique, sont restées latentes pendant plusieurs années. Le climat culturel inauguré par la Nouvelle droite a amené à la surface des thèmes qui n'avaient pas droit de cité dans le débat politique. Bien que ces thèmes soient perçus comme vitaux par une certaine portion de l'électorat, ils n'ont pas gagné une place telle que les références classiques de l'identité partisane et du comportement électoral en soient bouleversées. Toutefois, cette fraction des électeurs qui est sensible aux thèmes de la sécurité et de l'immigration l'est de façon très intense.

Le quatrième facteur est la crise de la représentation politique. Dans la période cruciale pour le succès du FN (1983-1984), le climat de méfiance envers la politique et les partis, la démoralisation générale sur les perspectives de la France et le pessimisme envers l'avenir sont à leur zénith. Cette crise de représentation et l'élargissement du fossé entre le citoyen et la politique ont alimenté un auditoire sensible au message « antisystème et *anti-establishment* » du FN.

Dans cette analyse des conditions optimales qui permettent à un parti mineur de s'affirmer, on mentionnera rapidement enfin deux autres facteurs qui, au-delà de ceux qui ont été présentés, ont pu être décisifs pour le FN : il s'agit du rôle des mass-media et de l'existence d'une organisation bien structurée avec à sa tête un chef connu, estimé et surtout capable d'exploiter efficacement le système de communication de masse.

Plus que la structure organisationnelle du parti, concentrée à Paris et dans le Sud-Est, la ressource majeure est celle de son leader, bénéficiant d'un passé politique, et d'une expérience considérables (président de la Fédération des étudiants nationalistes

des années 1950, député en 1956 avec P. Poujade) et surtout de remarquables talents de tribun populaire.

Les media ne s'y sont pas trompés, qui ont accordé au « phénomène Le Pen » une place considérable. Et si la plupart des commentateurs ont adopté un ton critique à l'égard du leader du FN, il a su réagir en alternant savamment les accents du mépris et ceux du martyr, persécuté par les « maîtres de la politique » qui ne supportent pas une voix différente, celle de tous les exclus au nom desquels il prétend parler.

Tableau 1. Sécurité personnelle.

Avez-vous l'impression d'être aujourd'hui plus, autant ou moins en sécurité qu'il y a quelques années?

	1975	1976	1980	1982	1984
Plus	2	4	3	3	5
Autant	27	26	28	31	33
Moins	70	67	67	64	59

SOFRES, Opinion publique, 1985, Paris, Gallimard, 1985, p. 322.

Tableau 2. Attitudes envers la peine de mort.

	Pour la peine de mort	Contre la peine de mort
<u>IFOP</u>		
1960	39	50
1961	31	46
1962	34	46
1969	33	58
1971	53	39
1972	54	27
<u>SOFRES</u>		
1978	58	31
1979	55	37
1980	38	34
1981	62	33
1982	50	38
1983	56	36
1984	64	32
1985	65	29

SOFRES, Opinion publique 1985, Paris, Gallimard, 1985,
p. 320.

Texte de la question :

- 1960-1969 : Êtes-vous pour ou contre la peine de mort?
 1971-1972 : Pensez-vous qu'à l'heure actuelle en France
 il faut ou non abolir la peine de mort?
 1978-1981 : Vous personnellement êtes-vous pour ou
 contre la peine de mort?
 1982-1985 : Vous personnellement êtes-vous pour ou
 contre le rétablissement de la peine de
 mort?

Tableau 3. Les hommes politiques et le citoyen.

A votre avis, dans l'ensemble, les hommes politiques se préoccupent-ils beaucoup, un peu, très peu, ou pratiquement pas de ce que pensent les gens comme vous?

	Sept. 1977	Sept. 1979	Déc. 1983	Oct. 1985
Beaucoup/un peu	53	47	45	38
Très peu/pratiquement pas	42	48	51	58
Sans opinion	5	5	4	4

SOFRES, Opinion publique 1986, Paris, Gallimard, 1986, p. 241.

Tableau 4. Evolution du pessimisme (%).

Les choses ont tendance à aller plus mal.

Novembre 1981	40	Novembre 1984	70
Novembre 1982	51	Novembre 1985	49
Novembre 1983 ...	62	Novembre 1986	48

Baromètre Figaro-Magazine/SOFRES.

Tableau 5. Le rôle de la France dans le monde (t):

	Se renforce	S'affaiblit	Pas de changement
1970	33	22	33
1979	26	35	36
1980	22	35	32
1981	22	32	35
1982	18	44	26
1983	15	50	25
1984	18	44	29
1985	22	46	30
Mars 1986	23	38	38

Baromètre FIGARO MAGAZINE/SOFRES.

CHAPITRE 4

UNITÉ ET DIVERSITÉ DES DIRIGEANTS FRONTISTES

Le FN n'a pas connu une seule « émergence ». Si sa première date de naissance officielle est 1972, quatre actes fondateurs successifs (Dreux 1983, européennes 1984, cantonales 1985, législatives et régionales 1986) scandent son histoire et constituent quatre naissances successives, tant le parti s'en est trouvé transformé — le FN 1988 n'ayant plus grand-chose à voir avec ses moutures précédentes. Comme on le verra, à chaque scrutin correspondent des « séquences partisans » distinctes au cours desquelles les modalités de fonctionnement mais aussi les stratégies de recrutement et de représentation du FN ont changé.

Mais, si la modification sensible du système des positions partisans nationales, qui s'organise autour des différents mandats électifs ou des postes que vont détenir les élites du FN au sein de l'appareil partisan, s'accompagne, depuis 1984, d'une modification parallèle du type d'acteurs qui le représentent, on est fondé à se demander si cette modification a pour conséquence de modifier aussi le type d'acteurs qui le dirigent dans les faits ; on verra à l'analyse que cela ne va pas de soi¹.

S'il est exact que plusieurs types d'acteurs à l'insertion partisane différente cohabitent au sein du FN, on verra que la division du travail politique, la répartition des pouvoirs et les options stratégiques ne renvoient pas forcément à un clivage *anciens/modernes* que viendrait redoubler un clivage *durs/modérés*. La non-euphémisation du discours politique, la fidélité aux discours

1. Ce texte, rédigé avant les différents scrutins de 1988, ne prend pas en compte les transformations ayant affecté depuis le FN, même si nos conclusions restent valables pour la période non étudiée ici.

originellement marqués du FN, l'orthodoxie idéologique ne sont pas simplement les monopoles d'une « vieille garde » et renvoient à d'autres repères moins évidents que l'ancienneté partisane. Repères attestant de l'hétérogénéité d'un FN traversé comme toute organisation politique par des tendances et des sensibilités non uniquement réductibles à une ou deux lignes de partage.

C'est donc à travers l'étude de la différenciation progressive des instances nationales du FN, la prise en compte des modifications et des ajustements des élites en leur sein, puis à travers un début de mise en rapport des acteurs en présence et de leurs discours ou modalités d'intervention, que nous allons tenter de montrer que la division du travail politique — mais aussi la répartition du pouvoir politique entre élites frontistes — est bien plus complexe qu'on ne l'a montré ou pensé jusqu'ici et cela pour deux raisons essentielles. D'abord, parce qu'il existe sans doute des différences entre ceux que l'on identifie comme les représentants du FN et ceux dont certains indices laissent penser qu'ils en sont les dirigeants effectifs. Ensuite, parce que les classements divers qui tendent à scinder en deux générations, voire en deux familles concurrentes, les dirigeants du FN ne sont pas forcément toujours pertinents.

DIFFÉRENCIATION DES INSTANCES NATIONALES DU FN MODIFICATIONS ET AJUSTEMENTS DES ÉLITES

Jusqu'en 1984, le FN est organisé autour d'un bureau politique omnipotent, statutairement élu par les membres du comité central eux-mêmes élus par un congrès regroupant les adhérents et délégués du parti. L'élection du bureau politique n'est cependant qu'une reconduction pure et simple du bureau précédent. Les nouvelles recrues n'y sont acceptées que par cooptation. L'élection ne constitue alors qu'une ratification a posteriori de ces cooptations. Ce bureau, gouverné par J.-M. Le Pen et administré par J.-P. Stirbois, exerce la direction du parti¹. Le FN s'appuie alors sur une instance dirigeante unique occupée par une équipe

1. Voir Birenbaum (Guy), *Les stratégies du Front national, participation au champ politique et démarcation*, mémoire pour le DEA de sociologie politique, Paris I, 1985.

de fidèles-fondateurs (aux caractéristiques et aux parcours cependant hétérogènes) puisque la quasi-totalité des membres du bureau politique d'alors sont des membres originels ou très anciens du FN¹.

De cette instance dirigeante unique et oligarchique on va passer, par le jeu des consultations électorales, à *des lieux* dans lesquels différents types d'acteurs vont graviter. Les élections européennes de 1984 offrent au FN ses premiers élus et une seconde instance apparente : le groupe parlementaire européen.

La liste du *Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries* et son comité de soutien, par les personnalités qui y apparaissent, avaient été présentés, par la plupart des observateurs, comme des tentatives de mise en avant d'élites nouvelles, moins marquées. En fait, l'observation montre, d'une part, que sur 81 candidats on trouvait 52 responsables frontistes. L'analyse de la place des 29 non-frontistes (tableau 1) présents sur la liste révèle, d'autre part, qu'ils n'étaient placés en position d'être élus que s'ils présentaient, à travers leurs profils spécifiques, un intérêt particulier pour le FN. D'où la nécessité d'observer, en premier lieu, les 10 élus. Il s'agit de 5 membres du bureau politique (J.-M. Le Pen, J.-P. Stirbois, M. Collinot, J.-M. Le Chevallier, D. Chaboche), d'une compagne de la « traversée du désert » (M. Lehideux) et du principal fédérateur des mouvements catholiques traditionalistes (R. Marie). Seuls trois députés dépendent dans ce groupe : M. de Camaret (n° 2), G. Pordéa (n° 4) et O. d'Ormesson (n° 5) ; tous trois placés de manière visible cumulent les ressources de respectabilité et de notoriété faisant globalement défaut au FN de l'époque. On sait cependant ce qu'il est advenu depuis du ralliement de O. d'Ormesson (démissionnaire du groupe parlementaire), alors que M. de Camaret (décédé) a été remplacé par le premier non élu, R. Gaucher (dont le cursus va de Vichy à *National Hebdo*) et que G. Pordéa n'aura « servi » que le temps d'une élection. A l'heure qu'il est, par le jeu des désistements, le 12^e et le 13^e de liste sont députés européens. On trouvait encore sur la liste, éligibles en cas d'une réussite plus large, quelques autres non-frontistes : G. Devèze (ancien député et sénateur) et M. Kouah, « caution immigrée », ainsi que Marguerite de Mac

1. J.-M. Le Pen, J.-P. Stirbois, M. Collinot, R. Holeindre, R. Gaucher, D. Chaboche, A. Dufraisse, A. Jamet, P. Durand, M. Bayvet, C. Lang, J.-F. Jalkh, P. Dupuch, J.-P. Reveau, etc.

Mahon, « duchesse de Magenta », qui plus est croix de guerre et chevalier de la Légion d'honneur, et J. d'Orgeix, à la fois artiste, homme de lettres et médaillé olympique. On pouvait aussi repérer plus loin sur la liste six candidats « anonymes » (dont quatre se présentant comme des « mères de famille ») sans ressources remarquables. Leur présence était sans doute issue de la volonté de faire figurer sur cette liste des « Français moyens ».

L'élection européenne n'amène donc pas une modification notable des élites et une différenciation réelle des instances : parmi les dix députés européens, ceux qui ne sont pas en même temps membres du bureau politique ont uniquement la « légitimité historique » des premiers élus nationaux du FN. Ils restent des « élites-vitrines » sous la double domination du président du parti, J.-M. Le Pen et du président du groupe, J.-M. Le Pen...

Le processus de modification des élites va s'accélérer, de 1985 à 1986, à tous les échelons du parti, avec en point d'orgue la double élection de mars 1986. Les cantonales impliquent, en effet, des candidatures sur l'ensemble du territoire. Cette contrainte conduit le bureau politique à susciter sur le terrain un recrutement plus large. Au niveau local, ce ne sont plus l'ancienneté partisane et une certaine méritocratie qui vont déterminer le choix des candidats. De nouvelles règles de fonctionnement s'instaurent (qui n'iront pas sans remous internes), basées sur une différenciation des fonctions partisans et électives, qui visent à faire assurer la représentation du FN par un nouveau type d'acteurs plus spécialisés, plus compétents, plus présentables. Outre la représentation du parti sur la majorité du territoire, l'élection implique des meetings de soutien aux quatre coins du pays. J.-M. Le Pen ne peut pas alors continuer à assurer à lui seul la promotion du discours du FN et le soutien à tous les candidats. Contraint de déléguer, il va soumettre cette délégation à une exigence : la reproduction fidèle par les orateurs d'un discours politique qui tend à se standardiser et à s'euphémiser. On se trouve alors en présence de deux phénomènes convergents : élargissement du recrutement au local et euphémisation générale des discours.

Le véritable tournant va cependant s'effectuer, après le succès des cantonales¹, avec la préparation des régionales et des légis-

1. 1 521 candidats dans les trois quarts des cantons renouvelables et une moyenne de 8,8 % des voix.

latives. La stratégie d'ouverture du parti, pratiquée au niveau de ses représentations locales, va être reproduite au niveau de sa représentation nationale et influencer sur la configuration des instances de l'organisation. La modification à venir du FN en *Rassemblement national* est alors en gestation. Ainsi le FN, qui se définissait dans son programme de 1983 comme le « fer de lance de l'opposition nationale », se veut désormais « la locomotive d'un rassemblement de divers droites, de socio-professionnels et indépendants »¹, d'où le ralliement d'une nouvelle promotion d'acteurs aux caractéristiques bien ciblées. Mais il ne faut pas perdre de vue que ce renouvellement des élites n'est pas uniquement stratégique, les précédents succès du FN ayant fortement contribué à objectiver et à valoriser sa marque ; celui-ci se présente désormais comme un nouvel espace disponible dans un marché politique encombré, permettant alors à des acteurs d'investir, en échange d'une position ou d'un mandat, des capitaux personnels.

On trouve bien apparemment, le 16 mars, dans le groupe parlementaire du FN, la sanction de ce renouvellement de personnel. Ce groupe compte 35 personnes. On y recense du point de vue de l'ancienneté partisane plusieurs strates d'acteurs ; les *ante 84*, 15 députés « historiques » ; la *promotion 84*, 3 députés ; la *promotion 85*, 5 députés, qui ne seront plus que 4 après la démission de B. Chauvierre ; la *promotion 86*, 12 « nouveaux », qui ne seront plus que 11 après l'exclusion de Y. Briant, dont les cursus présentent de l'intérêt puisque ces recrues ont toutes des ressources particulières (tableau 2).

Les nouveaux arrivants, élus députés, possèdent en effet des ressources utilisables par l'organisation. Ce sont des notables, hauts fonctionnaires, avocats, médecins, universitaires, dont certains ont déjà une expérience politique (au CNIP, au RPR, voire dans certains gouvernements). Leurs attributs les éloignent donc à première vue de l'imagerie traditionnelle du personnel d'extrême droite. Cela d'autant plus qu'ils vont systématiquement mettre en avant à l'Assemblée le caractère de respectabilité, de sérieux et de compétence, tant de leurs propositions que de leur personne. Cela dit, la présence de 15 compagnons de la « traversée du désert » (1972-1983) et de 8 autres frontistes (soit 23 députés sur

1. *Le Courrier de l'Ouest*, 6 septembre 1985.

35 puis 33) atteste déjà du maintien d'une certaine fidélité à la ligne partisane originelle¹.

Que signifie alors l'équilibre entre *anciens* (15) et *nouveaux* (12 puis 11) instauré par l'élection ? La question posée ici est en fait celle du rôle du groupe parlementaire en tant qu'instance nationale du FN. Autrement dit, les députés du FN sont-ils aussi ses « patrons » ? Plutôt sont-ils tous à part égale ses « patrons » ou y a-t-il des députés dont la fonction n'est qu'une fonction de représentation et/ou d'expertise ?

De la comparaison des effectifs du groupe parlementaire et de l'actuel bureau politique du FN², il ressort que si 12 frontistes sont à la fois députés et membres du bureau politique, parmi ces 12 il n'y a que 2 recrues de la promotion 1986 (B. Mégret et F. Bachelot) et 1 recrue de la promotion 1984 (B. Gollnisch). Les 9 autres députés et membres du bureau politique sont des anciens (6 de 1972, 1 de 1974, 1 de 1977 et 1 de 1981). D'où un premier enseignement sur la place restreinte dans le dispositif frontiste des députés depuis peu affiliés au FN. A ces 12 « cumulards » s'ajoutent, dans le bureau politique, 9 autres frontistes non-députés qui se distribuent ainsi : 7 de 1972, 1 de 1979 et 1 de 1984. Ce qui donne le total suivant : sur 21 membres du bureau politique, 13 sont des frontistes « historiques », 4 des compagnons de longue date et 3 seulement véritablement des recrues récentes aux profils et attributs relativement atypiques (le quatrième récent étant R. Marie, représentant les catholiques traditionalistes).

On peut donc constater une sur-représentation nette au sein du bureau politique d'anciens frontistes et une quasi-absence des « élites vitrines » des promotions 1985 et 1986 qui, si elles repré-

1. Il est intéressant de noter, en termes de vitesse de promotion et de mobilité au sein de l'organisation, que parmi les vingt-trois acteurs, déjà frontistes avant d'être élus députés, on trouve, outre des responsables nationaux du parti : J.-M. Le Pen, J.-P. Stirbois, R. Holeindre, J.-F. Jalkh, D. Chaboche, J.-P. Reveau ; sept secrétaires départementaux du FN en mars 1985 (soit un an avant les législatives) : A. Peyron (Alpes-Maritimes), R. Perdomo (Bouches-du-Rhône), G. Freulet (Haut-Rhin), B. Gollnisch (Rhône), J. Bompard (Vaucluse), J.-P. Schenardi (Val-de-Marne) et Y. Piat (Landes) — exclue en octobre 1988.

2. Depuis la rédaction de cette étude, des changements sont intervenus dans l'organigramme du FN. Le bureau politique a coopté en novembre 1988 cinq nouveaux membres : M. Lehideux, J.-Y. Le Gallou, J.-C. Martinez, P. Sergent et G.-P. Wagner. Par ailleurs, B. Mégret a été nommé, le 29 septembre, délégué général du FN.

sentent le FN à l'Assemblée nationale et sur la scène politique, n'en assument pas apparemment la direction interne effective.

Dans le but de confirmer ou d'infirmer ces premiers constats, il faut étendre ce type de questions à tout le noyau dirigeant en s'interrogeant, plus largement, sur la répartition réelle des positions au sein du FN en comparant les effectifs respectifs de toutes les instances nationales repérables et non plus simplement du bureau politique ou du groupe parlementaire¹. Il y en a désormais cinq : il s'agit non plus seulement du bureau politique, du groupe parlementaire européen et du groupe parlementaire mais de deux autres instances apparues en 1987, l'état-major de campagne et le comité de soutien de J.-M. Le Pen. On doit prendre également en compte un certain nombre de positions dans des cercles, des associations et des organes de presse qui sans être des instances officiellement frontistes, gravitent à une telle proximité du FN qu'elles constituent bien des ressources mobilisables pour ceux qui peuvent s'en réclamer².

Ces comparaisons d'effectifs permettent de repérer les frontistes qui cumulent plusieurs positions dans et près du FN ainsi que leur ancienneté dans le parti. Ce repérage conduit à formuler trois constats principaux : plus les instances vont se multiplier et plus on va y identifier certains acteurs identiques ; plus ces frontistes vont cumuler des positions dans ces instances et plus on va alors en déduire, par hypothèse, qu'ils sont influents, qu'ils exercent le pouvoir ; les cumuls ainsi décrits neutralisent largement la multiplication des instances repérées.

Il reste que ces constats posent à l'analyse de sérieux problèmes méthodologiques et théoriques : d'une part, peut-on prétendre identifier, à partir du recensement des cumuls de position dans les instances partisans et dans des associations périphériques, les dirigeants effectifs d'un parti ? En effet, en décidant d'étudier les cumuls de position des dirigeants dans plusieurs instances et dans des groupes limitrophes, on prend le risque de faire un peu

1. Il est à noter, cependant, que nous ne prenons par en compte ici les instances locales, ni les « démembrements » locaux de l'organisation de campagne (ainsi F. Bachelot est directeur de la campagne présidentielle de J.-M. Le Pen sur Paris).

2. Nous ne tenons compte ici que des positions dans des groupes ou des journaux « limitrophes » ; une étude exhaustive devrait identifier comme des ressources intra-partisanes les positions dans des groupes éloignés de l'appareil partisan et les « prestations » dans des media locaux ou nationaux non rattachables directement au FN.

rapidement de ces instances et groupes hétérogènes des lieux réels et égaux de pouvoir « en soi ». Or le degré de réalité ou d'intensité du pouvoir des instances partisans, voire des pouvoirs conférés aux dirigeants par leur détention de positions dans ces instances, dépend de bien des données complexes tenant certes à l'organisation mais aussi aux acteurs en présence et à leurs situations de concurrences et/ou d'interactions les plus diffuses. La multipositionnalité dans les instances et groupes périphériques, le cumul de positions par des frontistes ne sont donc que des indices certes nécessaires mais non suffisants à l'établissement d'une topographie réelle du ou des pouvoirs au sein du FN. Un « système des positions internes », comme le nomme M. Offerlé, qui consisterait à définir seulement « quelles sont les positions de pouvoir et quels en sont les titulaires »¹, apparaît insuffisant. Non pas que l'on doive supposer qu'il existe, hors de ces instances et de ces groupes, des espaces de pouvoir où conspirent des éminences grises aux pouvoirs occultes, mais parce que l'on ne peut prétendre identifier si simplement ce que sont les modes relationnels d'acquisition, d'attribution et de perte de pouvoirs. Modes basés, dans ou hors des instances légitimes, sur des interconnaissances, des transactions, des solidarités, dont le dévoilement nécessite un appareillage théorique et empirique dont nous faisons ici l'économie.

Par ailleurs, la notion de « dirigeant » largement utilisée jusqu'ici fait aussi problème. Parti du repérage et de la définition de cinq instances nationales et de groupes limitrophes, nous avons noté la présence de 52 acteurs dont nous avons fait le postulat qu'ils constituaient le groupe des dirigeants nationaux du FN. Mais, sous le label unifiant de « dirigeant », on range sans doute des acteurs aux ressources, aux profils, aux intérêts et donc aux positions fortement hétérogènes.

Ces précautions prises, on peut tirer les enseignements du cumul et non-cumul de position des dirigeants nationaux du FN (tableau 3).

— 23 frontistes n'occupent qu'une seule position : 7 sont de la promotion 1986 et 1987, 3 de 1985, 5 sont de 1984 — soit 15 frontistes relativement récents qui n'occupent qu'une position — 2 de 1978 et 1981, 6 enfin de 1972.

1. Offerlé (Michel), *Les partis politiques* Paris, PUF, 1987, p. 69.

— 11 frontistes occupent seulement deux positions : 4 sont de la promotion 1986, 1 de 1985 — soit 5 frontistes récents occupant deux positions —, 1 de 1983, 1 de 1974, 4 de 1972. Il y a ici un point d'équilibre entre nos deux principales promotions repères (1972, 1986).

— 9 frontistes occupent 3 positions : 1 est de la promotion 1985, 1 de 1984, 1 de 1981, 6 de 1972 — soit une absence totale des élus de 1986 et la présence de 7 « historiques ».

— 6 frontistes occupent 4 positions : 1 est de la promotion 1986, 1 de 1984, 1 de 1979, 3 de 1972 — soit la présence d'un seul véritable « élu vitrine », F. Bachelot, le frontiste de 1984 étant R. Marie. De plus en plus, donc, la « vieille garde » s'impose.

— 3 frontistes occupent plus de 4 positions : B. Mégret (1986) et J.-P. Stirbois (1977)¹ occupent à parité 5 positions et J.-M. Le Pen cumule les 6 positions possibles. Il est donc intéressant de constater que l'on ne retrouve au sommet de l'organisation, cumulant 5 positions, qu'une très récente recrue. On peut avancer que sa multipositionnalité dans les instances partisans obéit à une considération stratégique : la mise en avant d'un membre de ces nouvelles élites frontistes qui représentent le parti à l'Assemblée, dans les débats publics et dont le profil légitime donne un gage de respectabilité au FN (sans compter ce qu'il apporte en « ressources humaines » comme leader des CAR).

Pour en revenir aux données globales, il ressort donc une tendance nette : plus le nombre de positions détenues s'accroît, moins on trouve de frontistes issus de la promotion 1986 et plus on trouve de frontistes « historiques ». A notre question initiale : Les députés du FN sont-ils tous, à part égale, ses « patrons », ou y a-t-il des députés dont la fonction n'est qu'une fonction de représentation et/ou d'expertise ?, on peut donc répondre qu'il apparaît, en prenant comme repères les cumuls de position et en se tenant à ce critère, que les députés et, plus largement, les représentants élus du FN ne sont pas vraiment ses « patrons ». Un frontiste sera d'autant plus « cumulard » et donc d'autant plus incontournable, a priori, dans les processus de décision qu'il aura de l'ancienneté partisane. Si deux exceptions existent,

1. J.-P. Stirbois, décédé dans un accident de voiture le 5 novembre 1988, a été remplacé dans ses fonctions de secrétaire général par Carl Lang, adhérent au FN depuis 1978 et membre du comité central depuis 1982.

puisque F. Bachelot. et B. Mégret occupent respectivement 4 et 5 positions, rappelons qu'il faut ensuite « passer » tous ceux qui occupent 3 positions avant de retrouver des élus de 1986. Ces derniers n'occupent donc majoritairement qu'une ou deux positions, leur nombre s'accroissant plus le nombre de positions détenues décroît. A s'en tenir au niveau national, on peut donc faire ici l'hypothèse de la limitation à une fonction de représentation et/ou d'expertise de la majorité des plus récents frontistes, de ceux que la presse nomme les *modernes*.

Des *modernes* qui, à travers leurs compétences, leurs ressources personnelles et leurs profils moins marqués, servent le FN en lui offrant une surface politique et sociale différente et qui, en outre, se servent du FN qui leur procure sans aucun doute le capital politique qu'ils ne peuvent pas ou ne peuvent plus acquérir ailleurs. Mais des *modernes* dont il serait inexact de conclure qu'ils forment un groupe homogène d'acteurs modérés, la face respectable en quelque sorte de l'édifice frontiste. La réalité est bien plus complexe et le clivage *anciens/modernes* n'est plus pertinent si l'on considère la fidélité à la ligne du FN, ce qu'on appellera ici l'orthodoxie idéologique, puisqu'on va voir comment certains, labellisés *modernes*, produisent un discours extrême.

ÉLÉMENTS POUR UNE MISE EN RAPPORT DES ACTEURS, DE LEURS DISCOURS, DE LEURS MODALITÉS D'INTERVENTION

De la répartition des *anciens* et des *modernes* constatée dans et près des instances partisans, on a un peu trop tendance à extrapoler une division du travail politique, voire un clivage quasi idéologique intra-partisan. D'un côté, les *anciens* — dont les passés individuels additionnés se confondent avec des repères historiques et organisationnels précis (la collaboration au gouvernement de Vichy pour R. Gaucher, l'Algérie française voire l'OAS, le poujadisme, les comités Tixier-Vignancour, Ordre nouveau pour la plupart) — seraient virulents, extrémistes et partisans d'un FN campé sur ses positions originelles. De l'autre côté, les *modernes* — parachutés au premier plan, offrant au FN, en échange d'un mandat, leur passé ou leur virginité politique, leurs compétences et leur légitimité — seraient modérés, posséderaient

seuls la maîtrise d'un discours politique policé et euphémisé et voudraient faire du Front un parti de rassemblement, ouvert vers sa gauche (la « droite »), dégagé de ses options extrémistes originelles.

Tout d'abord, cette opposition *anciens-durs/modernes-modérés* ne correspond pas à la réalité : la virulence n'étant ni le monopole, ni le « domaine réservé » des *anciens*. Ensuite, il serait illusoire de constituer ces *modernes* en un groupe homogène ; différents types d'acteurs aux passés et présents différenciés cohabitent sous cette appellation et ne gèrent pas la parole frontiste de la même manière¹.

Un certain nombre d'exemples vont permettre de montrer que, de la même façon que les représentants du parti ne sont pas forcément ses dirigeants, ces récents frontistes ne sont pas non plus seulement des « vitrines » respectables. Nous avons, certes, montré précédemment² que la « normalisation » du FN s'accomplit par le fait, entre autres, que les élites frontistes, et en particulier les nouvelles élites, mettent systématiquement en avant leur sérieux à travers un quasi-système d'expertise interne, chacun intervenant sélectivement selon sa compétence et au nom de celle-ci, sur les grands problèmes du moment. Les fonctions de représentation et d'expertise ainsi définies doivent être cependant nuancées en ce qu'elles participent de la stratégie globale du parti. Car si les représentants frontistes les plus récents revendiquent le statut légitimant d'experts — à l'extérieur comme à l'intérieur du parti —, ils savent être aussi des experts aux discours et comportements marqués par leur appartenance partisane. En effet, si au sein du FN ces frontistes donnent à voir

1. Ce qui est en jeu ici, c'est le rapport des acteurs à l'orthodoxie idéologique et non les questions de « dissidence » et d'orthodoxie « partisane » ; questions qui renvoient à la fois à des enjeux sur le pouvoir à l'intérieur de l'organisation et, surtout, à la capacité différentielle des acteurs à gérer ces enjeux — en fonction des capitaux personnels ou plutôt du type de capitaux détenus par les acteurs ; en fonction des ressources (non uniquement politiques d'ailleurs) déléguées à certains d'entre-eux, et pas à d'autres, par le parti ; en fonction de la spécificité de leurs implantations locales et de leurs relations personnelles avec les acteurs d'autres organisations ; en fonction d'interactions, de transactions relationnelles basées sur des solidarités (antérieures ?) ; etc.

2. Nous renvoyons à nos articles : Birenbaum (Guy), « Les stratégies du Front national », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 16, octobre 1987, p. 3-20 ; Birenbaum (Guy), François (Bastien), « Le Front national joue les ambiguïtés », *Projet*, 208, novembre 1987, p. 55-64.

par moment l'image d'acteurs modérés, dans les enceintes et hémicycles où ils sont confrontés aux experts des autres partis, ils savent adopter — quand le jeu politique le rend nécessaire et sur certains thèmes sensibles inscrits au titre d'enjeux prioritaires dans l'agenda interne frontiste (éducation, sida, drogue, immigration, etc.) — un discours marqué et virulent répondant aux exigences stratégiques de la démarcation du FN dans la compétition et des comportements correspondant à ce que se doivent d'être les comportements d'experts labellisés « FN ».

De nombreux exemples attestent de la géométrie variable des attitudes de ces « représentants/experts ». Ainsi J.-C. Martinez, universitaire, agrégé de droit public, est l'un de ces députés dont le profil et le cursus n'ont à première vue rien de commun avec ceux des membres des autres promotions frontistes. Il est considéré en plusieurs matières (droit, fiscalité, éducation) comme l'un des spécialistes du FN. Cependant, chargé depuis 1986 du rapport sur le budget de l'Education nationale, J.-C. Martinez a fait de ses rapports des diatribes d'une telle violence que le président de la commission des Finances a dû lui demander de faire disparaître, après lecture du pré-rapport, un certain nombre d'expressions. En effet, selon celui-ci, « l'échec de l'Education nationale est le produit de l'accouplement des pédagogues et des syndicalistes, des pervers de l'Education nationale et des ratés de l'enseignement ». J.-C. Martinez parle par ailleurs de « génocide culturel », des « Trissotins pédago-pathogènes qui prolifèrent dans le bouillon de culture des organismes théoriquement chargés de la recherche » et fait état « d'attouchements pédagogiques exercés sur une génération d'enfants » jugeant que les établissements pédagogiques sont les lieux d'une « perversion », certains des membres de leur personnel étant des « cellules pathogènes ayant échappé à la radiation », et que les instituteurs du SNI sont « les barbares installés aux frontières de l'Empire romain ». On voit donc bien ce en quoi la logique de l'expertise et de la respectabilité des *modernes* est largement pondérée par la prise en compte de leurs propos et actes.

Ainsi F. Bachelot qui, lui non plus, n'a rien, a priori, d'un « fantassin de l'extrême droite ». Ancien cadre du RPR et secrétaire général adjoint de la Fédération nationale des électroradiologistes, puis fondateur et délégué des chambres de commerce des professions libérales, il va pourtant apporter son titre de médecin à la croisade « anti-sida ». Car, si au même titre

que l'Education nationale, le sida est un enjeu sur lequel l'intervenant frontiste se doit de fournir un discours sérieux, ce « spécialiste » doit aussi ajuster ses prises de position aux problématiques en cours sur le sujet au sein du FN. Il va ainsi tenter de démarquer le traitement frontiste du sida du traitement offert par ses concurrents politiques. D'où les multiples propos « marqués » du docteur Bachelot : détournant la catégorie des populations à risques, il met en garde, entre autres, dans *Libération* du 13 février 1987, les Africains à qui il va falloir « expliquer qu'ils ne peuvent pas tout faire dans leur vie sexuelle » et les « Israélites » du fait de la « circoncision » mais aussi des « rasoirs mécaniques »... On voit bien ici comment en établissant implicitement une relation entre immigration et sida, en se faisant le révélateur de modes de transmission « cachés » et le pourfendeur d'usages contaminants « méconnus », F. Bachelot produit un discours lié à la logique particulière du discours que se doit de tenir sur cet enjeu l'expert du FN¹. Encore une fois, on constate donc que l'on ne saurait attribuer le monopole de la virulence aux frontistes les plus anciens ni forcément la maîtrise de l'euphémisation aux frontistes les plus récents.

Parmi ceux qui sont identifiés comme les *modernes*, certains savent donc endosser, à l'instar des *anciens* et lorsque les enjeux, la concurrence et la logique de démarcation de l'organisation l'imposent, les thèses et les discours frontistes les plus orthodoxes. Il reste qu'une fois cette virulence constatée on peut penser pouvoir la comprendre en passant par l'examen du passé des acteurs.

On doit cependant constater que les 12 députés arrivés en 1986 et dits *modernes* ne constituent en rien un groupe homogène. On peut repérer dans ce groupe trois types d'acteurs que leurs passés ou leurs relations rendent inassimilables. Certains sont de nouveaux impétrants à la virginité politique peu contestable : c'est le cas de J.-C. Martinez, F. Bachelot, ou encore G. Le Jaouen

1. F. Bachelot a été exclu du FN en septembre 1988, après avoir fait part de son désaccord avec J.-M. Le Pen à la suite des propos de ce dernier sur M. Durafour (« Durafour-crématoire »). En fait, la critique de F. Bachelot s'explique moins par une soudaine prise de conscience du caractère antisémite des discours frontistes, que par un échec dans sa tentative pour le contrôle de la fédération de Paris. Il en va de même pour P. Arrighi qui se désolidarise également de J.-M. Le Pen au moment où il est dessaisi de son leadership sur la fédération de Marseille.

(démissionnaire depuis mars 1988) qui n'ont ni un passé d'extrémistes ni un passé politique important. D'autres sont des « super-notables » au passé irréprochable en ce qu'il est conforme à la représentation de ce que se doit d'être le passé d'un homme politique : en témoignent les cursus (tableau 2) de F. Porteu de la Morandière, de P.-A. Chambrun ou B. Mégret. D'autres enfin, derrière les attributs socio-professionnels ou notabiliaires mis en exergue, ont un passé politique ou des appartenances associatives « marqués ». C'est le cas, par exemple, de P. Arrighi, archétype visibilisé du notable label « Rassemblement national », mais qui est l'un des acteurs du putsch corse en 1958, que l'on retrouve ensuite aussi bien proche de l'OAS que dans les comités Tixier-Vignancour ; de P. Ceyrac, neveu de l'ancien président du CNPF, mais qui est l'un des responsables de la CAUSA, officine de la secte Moon et qui, s'il rejoint le Front en 1986, connaît, en fait, J.-M. Le Pen depuis longtemps ; de G. Domenech, ancien député MRP et rédacteur en chef du *Méridional*, mais qui s'illustre dès août 1973 en y publiant un article dans lequel il encourage les Français à se défendre *manu militari* contre les délinquants arabes ; de M. de Rostolan, ancien vice-président du CNIP, mais qui milite dans sa jeunesse dans l'organisation étudiante d'extrême droite Occident, dont on dit qu'il a participé à l'attaque de l'université de Rouen en 1967 et que l'on retrouve aussi proche de la CAUSA mooniste ; de E. Frédéric-Dupont qui, même s'il a pu apparaître comme un notable respectable du 7^e arrondissement de Paris après une carrière ministérielle, a un passé qui se confond de 1958 à 1962 avec celui de J.-M. Le Pen dans des groupes proches de l'OAS. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, dans le groupe parlementaire, on trouve aussi, parmi ceux qui étaient déjà présentés comme des *modernes* en 1984-1985, des acteurs dont leur passé ou leurs prises de position sont caractéristiques. Ainsi, ne citons ici que P. Descaves, dont est mis en avant sur toutes les listes le statut socio-professionnel (commissaire aux Comptes, par ailleurs cofondateur et vice-président du SNPMI, président du syndicat national des professions libérales et conseiller prud'hommal), alors qu'il a vu son père, commissaire de police en Algérie, être assassiné par des membres du FLN en 1959 et que lui-même, responsable de l'OAS, sera interné après le putsch des généraux, s'évadera et restera trois ans dans la clandestinité. Dès lors, la respectabilité de ces *modernes* et leur opposition aux *anciens* sont largement

remises en cause par ces éléments d'un passé ou de positions souvent autocensurés.

La diversité des trois types d'acteurs recensés sous le générique *modernes* interdit donc de faire de ce groupe un ensemble homogène, au moins au regard de ce critère. En revanche, en mettant en rapport ces acteurs et leurs discours ou modalités d'intervention, on s'aperçoit que ce ne sont pas forcément ceux qui ont un passé « marqué » qui se montrent aujourd'hui les plus virulents. La dichotomie *anciens/modernes*, couramment utilisée pour appréhender et qualifier les dirigeants nationaux du FN, fait donc problème.

Autant elle semble efficiente si l'on se contente de mesurer à son aune les positions occupées par les frontistes — on constate alors que les dirigeants effectifs du parti, repérés par leur multipositionnalité, se recrutent plus parmi les plus anciens de ses membres —, autant elle perd tout sens lorsque l'on tente de mesurer, en la prenant en compte, l'orthodoxie idéologique — on constate alors que les *modernes* ne sont pas forcément des *modérés* et, en affinant encore, on découvre que parmi les *modernes* les plus virulents on ne trouve pas forcément ceux que leur passé semble prédisposer à l'orthodoxie.

C'est que les observateurs ont sans doute présupposé à tort l'unité sociologique et idéologique des dirigeants du FN et, peut-être, qu'ils ont omis de considérer combien justement l'unité et la diversité des dirigeants sont des enjeux dans les luttes symboliques pour la définition et la représentation de toute organisation. Mais c'est aussi qu'il faut rechercher ailleurs les raisons d'éventuels clivages internes. La mise en avant d'« élites-vitrines » à travers les promotions successives n'étant rendue possible (notamment lorsqu'elle procède du débauchage d'acteurs venant d'autres partis ou disposant de « ressources » politiques préexistantes) que dans la mesure où le FN peut fournir une marque institutionnalisée, c'est-à-dire peut déléguer à ceux qui s'en réclament une partie même de la force de sa marque ou l'autorité que vaut à l'acteur le droit qui lui est désormais reconnu de parler au nom d'une personne collective, la transformation de son personnel n'obéit pas seulement à une stratégie partisane. Il y a là une rencontre entre des « compétences » — sociales, culturelles ou proprement politiques — personnelles et collectives,

qui permet de valoriser tout autant la marque que ceux qui s'en réclament. Mais parce qu'au sein du FN certains lui doivent tout alors que d'autres ne doivent qu'à eux-mêmes, l'orthodoxie des acteurs reste variable car différenciellement subordonnée à leur détention personnelle de ressources préexistantes et/ou à leur capacité d'appropriation de ressources déléguées par le parti.

Tableau 1. *Les candidats non responsables frontistes
aux élections européennes de 1984*
(d'après la liste officielle)

Michel de Camaret (n° 2-élu)

Ambassadeur. Ancien ambassadeur de France auprès du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne de Strasbourg. Commandeur de la Légion d'honneur. Compagnon de la Libération. Military Cross. Croix de guerre, sept citations. TOE.

Gustav A. Pordéa (n° 4-élu)

Docteur en droit, ancien diplomate. Président délégué de la Fondation pour l'Europe. Consul honoraire de la République de Pologne en exil (Londres).

Olivier d'Ormesson (n° 5-élu)

Exploitant agricole. Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945. Croix du combattant. Médaille de Dunkerque. Médaille d'honneur départementale et communale de vermeil. Maire d'Ormesson-sur-Marne. Conseiller général du Val-de-Marne. Député européen sortant.

Bernard Antony, dit Romain Marie (n° 6-élu)

Directeur de société. Président des comités Chrétienté-solidarité.

Gilbert Devèze (n° 12-élu, 1987)

Exploitant forestier. Agriculteur. Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1940 et 1940-1945. Croix des combattants volontaires. Médaille de la résistance. Officier de la Croix de la vaillance de l'armée polonaise libre. Ancien député. Ancien sénateur. Ancien sénateur de la Communauté.

Mourad Kaouah (n° 14)

Ancien député d'Alger, Ancien combattant 1939-1945. Croix de guerre. Trois citations. Médaille du combattant de l'Europe.

Marguerite de Mac-Mahon, Duchesse de Magenta (n° 16)

Exploitant agricole et forestier. Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945.

Jean de Thonel, chevalier d'Orgeix (n° 20)

Artiste dramatique (Jean Paqui). Sportif. Homme de lettres. Champion international d'équitation. Médaille de bronze aux J.O. de Londres. Champion international de voltige aérienne.

Myriam Baekroot (n° 25)

Mère de famille. Expert-comptable stagiaire.

Danielle Peiffert (n° 26)

Professeur de lycée à Metz.

Alain du Peloux de Praron (n° 27)

Conseil immobilier. Vice-président de la commission culturelle du CNIP. Délégué national et président de Paris du cercle Renaissance. Médaille du mérite européen. Médaille de la ville de Paris.

Guy Viarengo (n° 29)

Directeur commercial. Croix commémorative d'Algérie.

Roland Bader (n° 32)

Chef d'entreprise PMI. Ancien champion d'Alsace et de France de natation. Ancien champion de France de sauvetage.

*Ronald Perdomo** (n° 33)

Diplômé d'études supérieures de droit public. Avocat au barreau de Marseille. Vice-président de la corporation des étudiants en droit et de l'association générale des étudiants d'Aix-en-Provence.

Robert Hemmerding (n° 42)

Directeur d'une entreprise de confection féminine. Délégué SNPMI. Juge des référés au Conseil des prud'hommes de Paris. Médaille de la résistance. Croix de guerre. Ancien capitaine FFL.

André Hérin (n° 45)

Artisan. Commerçant, membre de la chambre de commerce de Dunkerque. Membre du SNPMI.

Jean-Marie Cuny (n° 50)

Editeur libraire à Nancy. Directeur de la revue *Lorraine-Populaire*.

Anne Firmin (n° 53)

Avocate au barreau d'Abbeville.

Henri Le Guichaoua (n° 55)

Commissaire aux Comptes. Ancien officier supérieur en retraite. Médaille des évadés. Président départemental du CNIP, Pyrénées-Atlantiques.

Paul Malaguti (n° 57)

Chef d'entreprise. Grand invalide de guerre.

Yves Almes (n° 67)

Ancien directeur de société. Ancien membre du comité économique et social d'Ile-de-France. Conseiller prud'hommal de Paris.

Francine Jeannin-Naltet (n° 68)

Professeur. Mère de famille.

Guy Harle d'Ophove (n° 69)

Conseiller en marketing. Membre du comité directeur du SNPMI de l'Oise. Président de la section activités diverses au Conseil des prud'hommes de Compiègne.

Chantal Rubi (n° 74)

Mère de famille. Infirmière.

Philippe Naibo (n° 75)

Cultivateur (Lot-et-Garonne). Coureur cycliste amateur.

Albert Lepine (commandant) (n° 76)

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945 et TOE.

Hubert de Rouge (n° 79)

Attaché de direction.

Gilles Neret-Minet (n° 80)

Commissaire-priseur. Conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine.

*Bruno Gollnisch** (n° 81)

Docteur en droit. Professeur de japonais. Doyen de faculté de Lyon.

*Elus députés du FN en 1986.

Tableau 2. Les "Modernes", les douze non frontistes élus députés
du Rassemblement national en 1986

	Département	Profession	Carrière politique	Signe particulier
P. Arrighi (67 ans)	Bouches du Rhône	Conseiller d'état (Ecole libre des sciences politiques, ENA)	Elu à l'Assemblée nationale en 1956 (rad. soc.) et 1958-1962 (UNR). Maire rad. soc. Elu RPR à l'Assemblée régionale corse	Algérie française. Organisateur avec Salan de l'insurrection corse, mai 1958. Comités Tixier- Vignancour. Rencontre J.-M. Le Pen à cette époque
F. Bachelot (46 ans)	Seine-Saint- Denis	Médecin	RPR (1976-1986)	Secrétaire général adjoint de la Fédé. nat. des électro-radio- logistes. Délégué général des Chambres de prof. libérales
Y. Briant (34 ans)	Val d'Oise	Chef d'entreprise	RPR (1978-1983). Actuel secr. général du CRIP (exclu du groupe parlementaire RN)	Nageur de combat à Aspretto. Membre du club de l'Horloge
P. Ceyrac (42 ans)	Nord	Cadre de direction		Rasp. de la CAUSA (conf. d'assoc. pour l'unité des sociétés amé- ricaines), filiale de la secte NDOR. A connu J.-M. Le Pen en fac. de droit
P.-A. de Chambren (58 ans)	Gard	Administrateur de sociétés	Maire de Montrodât (depuis 1954). Député NRP de Lozère (1962-1966). Sec. d'Etat au commerce extérieur (3e cab. Pompidou, 1966-1967). Député app. ODR de Lozère (1967- 1973). Vice prés. de la comm. des Affaires étr. de l'Ass. nat. (1968-1969, 1970-1971)	Membre du comité d'honneur du NRAP (exclu en 1986)
M. de Hostolan (43 ans)	Essonne	Directeur de sociétés	Adhère au CNIP (1973), membre du bureau des jeunes. Sec. gén. départ. Membre du comité dir. puis vice-prés. nat. Crée au CNIP en 1985 une tendance favorable au FR: Renaissance indépendante Dirige à l'Assemblée une comm. (non officielle) contre l'IVG avec H. Rolland (RPR), C. Boutin (UDF)	A appartenu à Occident. Assiste en 1984 à la convention pan- américaine de la CAUSA, préside le comité français pour la ré- élection du prés. Reagan. Prés. du cercle Renaissance. Membre du comité d'adm. de l'assoc. nat. Population et Avenir
G. Domenech (66 ans)	Bouches du Rhône	Journaliste	Conseiller général du canton de Peyrins (1958-1964). Député NRP des Basses-Alpes (1958-1962)	Rédac. en chef du <u>Méridional</u> . Coll. de <u>National-Hebdo</u> , <u>Minute</u>
E. Frédéric-Dupont (86 ans)	Paris	Avocat (docteur en droit, Ecole libre des sciences politiques)	Cons. eutic. de Paris (1933-1943, 1945-1947, 1953-1971). Cons. de Paris depuis 1971. Adj. au maire de Paris. Député depuis 1936. Ministre des relations avec les Etats associés (1954). FIP puis CHI puis CNIP puis RPR puis RN	Algérie française. Front nat. des combattants (1957), Front nat. pour l'Algérie française (1960). Rencontre J.-M. Le Pen dans cas org. et contribue à son élection comme député sous l'étiquette CHI

G. Le Jannan (55 ans)	Loire	Agriculteur		Prés. du syndicat agricole de Sainte-Foix-Saint-Sulpice (affilié FNSEA)
J.-C. Martinez (43 ans)	Hérault	Universitaire (agrégé de droit public et de science politique)		Rapporteur de l'association fiscale internationale
B. Mégret (38 ans)	Isère	Ingénieur des Ponts et Chaussées Polytechnicien, ch. de mission au commissariat général au Plan (1975-1978). Ingénieur d'arrond. à la DDE de l'Essonne (1977-1979). Cons. tech. au cabinet du ministre de la Coop. (1979-1981). Dir. adj. des infrastruct. et des transp. de la région Île de France (depuis 1981)	RPR (Candidat en 1981). Prés. fondateur des Comités d'action rép. (1982) et des FAR (1984)	Prés. de la comm. des Aff. étrang. du club de l'Horloge. Membre du conseil d'administration
F. Portou de la Morandière (60 ans)	Pas de Calais	Directeur de sociétés (docteur en droit)		Admin. de l'Office national des anciens combattants. Ancien prés. de l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord. Ancien prés. général adj. de l'Union nat. des combattants

Tableau 3. Cumul et non cumul de positions des dirigeants
nationaux du FN en mai 1988

Dirigeant	Année d'adhésion	Membre du bureau pol.	Député europ.	Député	Poste dans l'état- major de campagne	Fonction dans comité/soutien	Resp. d'assoc. et journaux proches du FN
J.-M. Le Pen	1972	+	+	+	+	+	+
		Président	Président du groupe	Président du groupe	Candidat	Candidat	Promotion, soutien assurés par tous les journaux et assoc. rattachés
J.-P. Stirbois	1977	+	+	+	+		+
		Secr. gal.		Vice-prés. du groupe	Secr. gal. FN		Directeur pol. des pages "Les dernières nouvelles du Front", <u>National-Hebdo</u>
B. Mégret	1986	+		+	+	+	+
		"officiels" non-élu		Vice-prés. du groupe	Directeur propagande	Président	Président des Comités d'action rép., de la Fédération pour l'avenir et le renouveau, billet hebdo. <u>National-Hebdo</u>
D. Chabocha	1972	+	+	+	+		
		Vice-prés.		Vice-prés. bureau du groupe	Actions catégorielles		
B. Antony	1984	+	+		+		+
					Formation		Comités d'action pol. et soc., Centre Charlier, ARAIF Comités Chrétienté-solidari- té, <u>Présent</u>
J.-M. Le Chevallier	1979	+	+		+	+	
					Finances, contacts internationaux	Secr. gal.	
F. Bachelot	1986	+		+	+		+
				Bureau du groupe	Actions catég.		Cercle nat. de la santé
P. Darand	1972	+			+	+	+
					Finances	Trésorier	Directeur de <u>Présent</u>
R. Boleindra	1972	+		+	+		+
					Chargé de mission		Cercle nat. des combattants
M. Collinot	1972	+	+		+		
					Grandes manifest.		
B. Gollinisch	1984	+		+	+		
				Bureau du groupe	Argumentaire		
M. Becherroot	1972	+		+	+		
		Trésorier			Formation		

J.-F.Schabardi	1981	+		+	+	Meetings, actions militantes	
J.-P.Reveau	1972	+		+	+	Trésorier Finances	
R.Gaucher	1972	+	+				+
			1987				<u>Dir.de National-Hebdo</u>
P.Sirgue	1972			+	+	Réseaux, actions catégorielles	+
							Circle national de préfér. Ass.nationale des élus
J.-P.Wagner	1972			+	+	Proc. juridique et élect., formation	+
							Conseil édit. à <u>Présent</u>
R.Spieler	1985			+	+	Meetings, actions militantes	+
							<u>Alsace-Renouveau</u>
Y.Piat	1972	+		+		Secrétaire	
J.-F.Jalkh	1974	+		+			
J.Touran	1972	+			+	Proc.juridique et électorale	
A.Dufresse	1972	+					+
							Entreprises mod.et liberté
M.Lehideux	1972		+				+
							Circle nat.Femmes d'Europe AGRIF
J.-C.Martinez	1988			+	+	Bureau du groupe Idées	
P.Ceyrac	1988			+	+	Propagande	
G.Domenech	1988			+			+
							4e de couverture <u>National-Hebdo</u> , billet dans <u>Minute</u>
M.de Rostolan	1986			+			+
							Circle Renaissance/Alliance nat.population et avenir
J.-Y.Le Gallou	1985				+	Argumentaires	+
							Club de l'Horloge/Alliance nat.Population et avenir
J.-F.Touze	1983				+	Courrier	+
							Collabo.rég. <u>National-Hebdo</u>

A. Janet	1972	+				
N. Bayvet	1972	+				
G. Pordea	1984		+			
G. Devèze	1984		+			
			1987			
R. Palmieri	1984		+			
			1987			
P. Arrighi	1986			+		
P.-A. Bompard	1972			+		
P. de Chambrun	1986			+		
P. Descaves	1984			+		
E.-Frédéric-Dupont	1986			+		
G. Freulet	1985			+		
G. Harlory	1985			+		
H. Le Jacouen	1986			+		
R. Pardo	1972			+		
J. Peyrat	1972			+		
A. Peyron	1972			+		
F. Porteu de la Morandière	1986			+		
J. Roussel	1984			+		
P. Sergent	1985			+		
J.-B. Biaggi	1984				Actions catégor.	
C. Lung	1978				+	
					Calendrier	
J.-J. Bourreau	1987				+	
					Communication	
N. Bild	1981					+
						Front nat. de la jeunesse

* Ou année d'affiliation pour ceux qui n'appartiennent pas formellement au FN mais au RN.

CHAPITRE 5

SOCIOLOGIE DES ÉLITES DU FN (1979-1986)

L'émergence récente et soudaine du FN au sein du système politique pose de redoutables problèmes à l'analyste des bases sociales de ce parti. Avant 1983, la marginalité du Front explique que cette formation politique soit peu étudiée. Une seule enquête a été réalisée auprès des délégués à un congrès national : celle conduite par R. Cayrol et moi-même en 1978 dans le cadre du projet européen « Middle level elites », dirigé par K. Reif et R. Cayrol. Cette enquête est toutefois trop ancienne pour être tenue comme significative du parti actuel. Elle peut, cependant, permettre de connaître l'héritage sur lequel s'est bâtie l'expansion de l'organisation.

En ce qui concerne la période récente, on ne dispose d'aucun renseignement sur les adhérents ou même les militants (les délégués). Il faut donc avoir recours à des données portant sur des catégories davantage publiques telles que les candidats aux élections, les élus nationaux ou régionaux. Toutefois, ce type de données pose un certain nombre de problèmes qui, à bien des égards, limitent sinon leur intérêt, tout au moins leur signification.

Les renseignements biographiques utilisables — fiches Bérard-Quélin, *Who's who*, brochure publiée par le FN sur les élus régionaux — sont beaucoup plus lacunaires que ceux recueillis dans le cadre d'une enquête par questionnaire. Ils le sont d'autant plus dans le cas spécifique du FN. Ses élites, sans doute parce qu'elles sont moins intégrées dans les règles du jeu social, sans doute aussi parce qu'elles ont un sens aigu de leur *privacy*, répondent beaucoup moins que leurs homologues des autres partis à certaines « questions traditionnelles ». Ainsi, à consulter

les notices du *Who's who*, on s'aperçoit que les députés frontistes n'indiquent pratiquement jamais la profession de leur père, le type d'études suivies, les écoles fréquentées... Déjà naturellement pauvres, ces renseignements sont encore appauvris par le nombre considérable de sans réponse.

Les données concernant des élites sont, comme on le sait, faiblement représentatives de la réalité partisane. Plus on monte dans la hiérarchie du parti, plus joue la loi de la sélection qui profite aux catégories bourgeoises et privilégiées. Le problème rebondit lorsqu'il s'agit d'élus du suffrage universel dans la mesure où le parti peut avoir une stratégie de conquête électorale qui le conduit à présenter des candidats non pas représentatifs du parti mais les plus aptes, selon lui, par leurs qualités propres, leur surface sociale ou politique, à « faire des voix ».

Ces considérations amènent à considérer avec prudence le tableau des bases sociales du FN.

L'HÉRITAGE

L'enquête réalisée en novembre 1978 par R. Cayrol et moi-même auprès des délégués au congrès de Rueil-Malmaison peut être considérée comme une bonne approximation de la base militante du FN à l'époque. Sur les 150 délégués présents, 92 ont répondu au questionnaire, soit un taux de réponse (60 %) normal dans ce type d'étude. Etant donné le caractère groupusculaire du parti dans ces années (10 000 adhérents revendiqués mais sans doute pas plus de 2 000 à 3 000 en fait), les délégués ont une bonne chance d'être représentatifs de leur base. Le FN porte d'ailleurs bien des marques de ce caractère groupusculaire.

Un parti masculin et jeune

Comme le montre le tableau 1, le FN apparaît comme une formation essentiellement masculine puisque les femmes n'y représentent que 14 %. Etant donné la faiblesse du nombre de délégués interrogés (92 sur un total de 150 délégués, il est vrai), il est impossible de caractériser plus précisément l'adhérente du FN (elles ne sont que treize dans l'échantillon). Au demeurant, l'originalité du parti ne repose pas sur la dimension de sa

mobilisation auprès des femmes. Elle tient plutôt à sa structure d'âge. A l'époque — et c'est sans doute là une conséquence directe de son statut groupusculaire et extérieur au système politique — le FN est une formation extrêmement jeune : 17 % des délégués ont moins de vingt-cinq ans, 35 % ont entre vingt-cinq et trente-quatre ans. En revanche, les personnes d'âge mûr ou âgées sont beaucoup moins nombreuses et nettement sous-représentées par rapport à leur poids dans la population : elles comptent pour 13 % contre 33 % au sein de la population.

Cette jeunesse des militants est significative du rapport du FN à l'histoire de l'extrême droite en France. Seule une minorité d'entre eux ont pu, en effet, vivre directement (à l'intérieur des formations politiques) ou comme effet d'environnement des événements comme les ligues, le pétainisme et la collaboration, voire même la lutte pour la préservation des colonies ou la campagne de Tixier-Vignancour en 1965. Les « vieux routiers » potentiels (nés avant 1940, ce qui leur « donne » plus de vingt-cinq ans en 1965) ne composent que 37 % du FN. Pourtant, il faut noter que peu d'entre eux ont milité avant de rejoindre le Front puisque seulement 30 % ont appartenu antérieurement à une autre organisation (ligues, PSF, groupes existant entre 1945 et 1965).

De fait, la génération du FN peut être qualifiée de « post-soixante-huitarde » si l'on admet que ce terme peut qualifier non seulement les acteurs des événements de Mai 68 mais aussi leurs adversaires. Il est remarquable que 55 % de la génération vingt-cinq-quarante ans soit passée par Occident, Ordre nouveau ou d'autres groupes. Toutefois, le FN mobilise au-delà puisqu'aussi bien 45 % de cette tranche d'âge sont des adhérents directs et puisque naturellement les plus jeunes n'ont guère eu le temps de militer ailleurs.

Privilegiés et classes moyennes

La jeunesse des adhérents explique la présence importante des étudiants : 4 % au sein de la population mais 13 % au sein du FN. Au demeurant, tous les délégués de moins de trente ans fréquentent l'université : 80 % sont en droit, 10 % en médecine. Pour le reste, on peut relever trois traits :

— Une très légère sur-représentation des commerçants, artisans (aucun patron) qui sont 8 % au sein du parti au lieu de 5 % dans la population. On constate que ceux-ci sont particuliè-

rement âgés : 57 % ont, en effet, plus de cinquante ans, alors que cette catégorie ne représente que 23 % du parti.

— Une très claire sur-représentation des membres des professions libérales (8 %) et des cadres supérieurs (26 % avec les professeurs). Celle-ci semble inférieure à celle remarquée dans le cas de l'UDF et du RPR ou du PS, mais cela est dû au poids des étudiants qui, dans le futur, rejoindront ces catégories. Par rapport au PS, le FN se distingue d'évidence par la quasi-absence des enseignants du secondaire et du supérieur. Les cadres supérieurs du Front ont, en outre, la caractéristique d'appartenir presque en totalité au secteur privé (95 %). On peut en conclure qu'une importante partie du FN (32 %) appartient à des catégories privilégiées bien pourvues en capital économique et social.

— Parallèlement, coexiste une fraction plus populaire (11 % d'employés et 7 % d'ouvriers), certes sous-représentée par rapport à son poids au sein de la population mais aussi plus importante (au niveau comparable des délégués) qu'au sein du RPR et de l'UDF, voire du PS.

Etudiants en droit ou en médecine, membres des professions libérales, cadres supérieurs du secteur privé, il est vrai que le centre de gravité du FN s'établit plutôt du côté de la bourgeoisie. Toutefois, les classes moyennes salariées ou indépendantes sont loin d'être négligeables (29 %). En fait, à la fin des années 1970, le parti présente une structure sociale relativement diversifiée, plus diversifiée que celle du RPR et surtout de l'UDF. C'est en particulier une formation politique plus populaire que ces homologues conservatrices.

C'est, d'ailleurs, une impression aussi contrastée que donne une répartition des délégués selon leurs origines sociales (tableau 1) : 39 % d'entre eux ont eu un père cadre supérieur ou membre des professions libérales, 30 % ont vécu dans des familles de classes moyennes (salariées ou non) ; 25 % toutefois sont issus de milieux populaires employés ou ouvriers. Ce taux est largement supérieur à ceux notés au sein du RPR et plus encore au sein de l'UDF. Une étude de la mobilité sociale est malheureusement difficile en raison de la faiblesse des effectifs de l'échantillon. En cette absence, on peut conclure que le FN, s'il présente bien certains traits d'un parti conservateur classique, présente

aussi des caractéristiques originales : sa jeunesse, son caractère notablement plus populaire qu'on le mesure en termes de la profession du délégué ou selon les origines sociales.

Un parti dégagé de la pratique religieuse

Un dernier trait original du FN, qui le distingue des autres partis conservateurs, vient de la faible insertion de ses militants dans l'univers du catholicisme. En effet (tableau 2), près d'un quart des délégués de 1978 se déclare « sans religion » ; un autre quart s'affirme « catholique pratiquant » (au lieu de 41 et 42 % à l'UDF et au RPR) ; la masse des délégués se réclame du catholicisme mais sans le pratiquer. Une partie de ceux-ci, cependant, a dû être élevée dans des milieux pratiquants. On constate, en effet, que 45 % des militants ont fréquenté l'enseignement privé, soit un taux tout à fait comparable à ce qui se passe au sein de l'UDF et du RPR.

Ces données font cependant justice du vieux débat autour de l'influence au sein du FN du catholicisme intégriste. Si celle-ci existe, elle ne peut être qu'extrêmement limitée. Au demeurant, ce détachement à l'égard de la pratique religieuse s'inscrit bien dans les rapports complexes de l'extrême droite française avec le catholicisme et l'Eglise que souligne très bien Pierre Milza¹. Au niveau intellectuel, tout se passe comme si l'adhésion à un parti d'extrême droite impliquait une rupture avec certaines valeurs spécifiquement catholiques : légitimisme, respect des institutions et des notables...

LE FN DEPUIS 1984

Eu égard aux distorsions que nous évoquions en introduction, quel visage présentent les élites du FN ? Quel type de parti se dessine à travers elles ? Le FN — par comparaison avec les élites du RPR ou de l'UDF — possède-t-il des caractéristiques spécifiques ?

A considérer les tableaux 3, 4 et 5, on voit, selon les données disponibles, que le FN ne ressemble pas exactement à un parti conservateur traditionnel.

1. Milza (Pierre), *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.

Un parti masculin et jeune

Comme dans tous les partis politiques et, a fortiori, lorsqu'il s'agit d'élites, les femmes sont peu nombreuses. Si on considère les candidats aux élections européennes, seul groupe où celles-ci sont relativement présentes en nombre (11 sur 81), on peut suggérer que demeure au sein du parti un idéal féminin traditionnel : 7 d'entre elles sont, en effet, « mères de famille » comme on le dit dans les courtes biographies qui, sur la liste officielle, suivent les noms des candidats. Toutefois l'originalité du parti de J.-M. Le Pen réside toujours dans la « jeunesse » de ses élites : 37 % des candidats aux élections européennes de 1984 ; 46 % des élus régionaux et encore 41 % des députés de 1986 ont moins de quarante-cinq ans, ce qui est tout à fait rare dans le personnel politique de ce niveau. D'après l'enquête réalisée par l'OIP (tableau 4), on peut mesurer l'écart entre les élus régionaux du FN et ceux des autres partis. Cette jeunesse des élites (confirmée au niveau des députés puisque, si 41 % des élus nationaux du Front ont moins de quarante-cinq ans, ce n'est le cas que de 30 % de ceux de l'UDF et de 32 % de ceux du RPR) est sans doute liée au caractère nouveau de l'expansion du parti. Toute formation qui se reconstitue (on l'a vu pour l'UNR en 1958, le PS dans les années 1971-1975) ou connaît des résultats électoraux inhabituels (on le sait pour l'UDR en 1968 ou le PS en 1981) tend, en effet, à recruter des adhérents et à promouvoir des élites moins âgées que celles des partis installés.

Le poids des travailleurs indépendants

La distribution par profession, y compris celle émanant (candidats aux cantonales) du parti lui-même, montre tout d'abord la sous-représentation des employés et des ouvriers au sein des élites du parti. En revanche, s'affirme le pôle des travailleurs indépendants qui représentent 49 % des candidats lors des élections européennes de 1984 ; 40 % chez les candidats aux cantonales de 1985 ; 49 % parmi les élus régionaux et 67 % parmi les députés. Le premier trait ne marque pas une spécificité du FN. Les catégories populaires sont, en effet, exclues dans les élites de tous les partis politiques à l'exception du Parti communiste. En revanche, on peut se demander si la sur-représentation des travailleurs indépendants n'est pas propre au parti de J.-M. Le Pen.

La comparaison s'impose, ici, avec les élites de même niveau du RPR et de l'UDF. Malheureusement, celle-ci n'est possible que pour les députés. A considérer le tableau 5, on peut conclure que ce poids des non-salariés est un signe pathologique (au sens clinique du terme) de la nature du FN. En effet, les groupes parlementaires du RPR et de l'UDF continuent à s'organiser prioritairement autour des cadres supérieurs, salariés certes de haut niveau mais situés différemment dans la structure économique et sociale. Au-delà de la constatation, quelle est la signification de ce phénomène ? On peut faire deux hypothèses. La première ressort du choix d'une stratégie à la fois électorale et politique : partisan du libéralisme économique et de l'idéologie sécuritaire, le FN aurait volontairement choisi des candidats et « fabriqué » des élus à large surface sociale mais surtout particulièrement représentatifs de cette idéologie. Comme pour prouver qu'on ne défend pas des valeurs à travers des représentants qui n'y sont pas naturellement ou socialement attachés. Les élites pourraient ainsi être grandement décalées par rapport aux militants et aux adhérents.

La seconde hypothèse consiste à supposer que les catégories indépendantes — relativement peu présentes dans le FN de 1978 — sont devenues désormais l'un des axes autour duquel s'organise le parti de J.-M. Le Pen. Rien n'indique, en effet, que les candidats ne sont pas aussi choisis dans le vivier du parti ; en outre, l'importance des catégories indépendantes est validée par les rares monographies locales ; enfin, elle correspond bien à la radicalisation de ces groupes sociaux notables depuis 1981. Importance ne signifie cependant pas, au sein des adhérents, domination. Le FN est certainement beaucoup plus composite que ne le sont ses élites.

Conséquence du poids des travailleurs indépendants

Les cadres supérieurs sont certes sur-représentés par rapport à leur poids dans la population française mais moins que dans la plupart des formations politiques (à niveau comparable toujours). Ceux-ci gardent toutefois les caractéristiques que nous avons relevées en 1978 chez les délégués. Ainsi note-t-on la faible place occupée par les enseignants (moins de 4 % parmi les candidats aux élections cantonales, entre 1,5 et 2,5 % parmi les candidats aux élections européennes de 1984 et les élus régio-

naux). Les 10 % de professeurs que comprend le groupe parlementaire ne doit pas faire illusion en raison de la faiblesse du groupe parlementaire (3 enseignants du supérieur sur 31 députés) ; se confirme aussi le fait que les cadres supérieurs non enseignants travaillent dans le secteur privé : c'est le cas de 80 % des députés, de 75 % des élus régionaux qui appartiennent à cette catégorie socio-professionnelle.

Un parti non pratiquant mais traditionaliste

Les données concernant la pratique religieuse sont extrêmement fragmentaires puisqu'elles ne concernent que les élus régionaux (tableau 6). Elles confirment cependant que ceux-ci sont notablement moins catholiques pratiquants réguliers que leurs homologues RPR et surtout UDF. En fait, comme l'on note peu de personnes se déclarant sans religion, ils sont d'origine et de tradition catholique mais dégagés de l'institution ecclésiale. L'origine est confirmée par le tableau 7 où l'on voit que 59 % des députés ont totalement ou partiellement accompli leurs études dans l'enseignement privé. Le détachement peut certes s'expliquer par le mouvement global de déchristianisation qui toucherait le FN comme l'ensemble de la société. Toutefois, il pose sans doute le problème des rapports entre le FN et l'Eglise non seulement en termes d'opposition activisme-extrémisme/légitimisme, comme nous le suggérons à propos des militants de 1978, mais surtout en termes de contradiction entre les positions du FN et celles de l'Eglise. Il serait décisif de savoir si les pratiquants irréguliers ou les non-pratiquants le sont par indifférence ou par opposition.

Pour terminer, l'on peut attirer l'attention sur une notation qui, au-delà de la sociologie, concerne les valeurs et qui confirme le traditionalisme du FN. Les diverses biographies des élites — alors qu'elles sont muettes sur les questions traditionnelles — comprennent des renseignements concernant les états de service militaire. Le tableau 8 résume ces données. Si les organisations d'anciens combattants ne font guère recette (à la différence de ce qui se passe au sein du Mouvement social italien ou du Parti néo-nazi allemand), les états de service chez les non-militaires de métier (qui comptent pour 7 % chez les députés et les élus régionaux) sont loin d'être négligeables. Un tiers des conseillers régionaux qui ont vécu la seconde guerre mondiale ou les conflits

coloniaux ont choisi de s'y engager ; 26 % des plus jeunes continuent à suivre des pelotons d'officiers de réserve et éprouvent le besoin de le signaler...

Il n'y a certes pas lieu de s'en étonner dans un parti qui se réclame du nationalisme et de la France aux Français. Au-delà de cette partielle concordance (qui, toutes classes d'âge confondues, concerne tout de même 30 % des élus régionaux) entre une idéologie et une pratique — l'adhésion au FN — se pose toutefois tout le problème de « l'être » d'un adhérent au parti de J.-M. Le Pen et de « l'être » du parti lui-même. Le FN est, en effet, l'une des rares formations politiques françaises à ne proposer aucune vision de ses bases sociales. Le parti est ouvert à tous les *Français* qui en partagent les objectifs, ce qui n'exclut a priori personne parmi les nationaux. Ce projet n'est certes pas atteint au niveau des élites ; mais on peut se demander s'il ne l'est pas d'autant moins que le FN ne cherche à représenter aucun groupe particulier.

Tableau 1. Sociologie des délégués RPR, UDF et FN 1978-1979 (s).

	FN	RPR	UDF
<u>Sexe</u>			
Homme	88	89	80
Femme	14	11	20
<u>Age</u>			
Moins de 25 ans	17	5	6
25-34 ans	35	19	18
35-44 ans	14	22	23
45-54 ans	19	30	25
55-64 ans	10	21	16
65 ans et +	3	3	12
<u>Catégorie socio-professionnelle</u>			
Agriculteur	-	3	2
Industriel	3	2	8
Artisan et commerçant	8	10	4
Profession libérale	8	13	12
Cadre supérieur	24	27	30
Professeur	2	9	5
Profession intermédiaire	16	15	13
Instituteur	1	2	1
Employé	11	3	4
Ouvrier	7	2	1
Autre	1	3	2
Etudiant	13	7	3
Femme au foyer	-	7	6
Retraité	4	4	9
<u>Profession du père</u>			
Agriculteur	5	12	10
Industriel, artisan et commerçant	15	24	23
Profession libérale	12	9	10
Cadre supérieur	27	22	28
Profession intermédiaire	15	11	11
Employé	12	7	4
Ouvrier	13	10	9
Autre, sans réponse	1	5	5

Enquêtes réalisées par R. Cayrol et C. Ysnel.
RPR, novembre 1978; FN, novembre 1978; UDF,
février 1979.

Tableau 2. Pratique religieuse des délégués RPR, UDF et FN 1978-1979 (s)

	FN	RPR	UDF
<u>Pratique religieuse</u>			
Catholique pratiquant	24	42	41
Catholique non pratiquant	47	47	39
Autre	2	3	7
Sans religion	26	7	12
Sans réponse	1	1	1
<u>Enseignement suivi</u>			
Public toujours	51	54	48
Privé toujours	15	19	22
Public/privé	30	23	26
Sans réponse	4	4	4

Enquêtes réalisées par R. Cayrol et C. Ysnel.
RPR, novembre 1978; FN, novembre 1978; UDF,
février 1979.

Tableau 3. Sociologie des cadres et élites du FN
1984-1986 (%)

	1984 Candidats élec.euro.	1985 Candidats élec.cant.	1986 Elus régionaux	1988 Députés
<u>Sexe</u>				
Homme	86	-	92	97
Femme	14	-	8	3
<u>Âge</u>				
25-34 ans	10	-	10	6
35-44 ans	27	-	36	35
45-54	28	-	23	23
55-64 ans	18	-	24	23
65 ans et +	17	-	7	13
<u>Catégorie socio- professionnelle</u>				
Agriculteur	9	4	6	6
Industriel	20	11	22	19
Commerçant, art.	3	11	5	3
Profession lib.	17	14	16	39
Cadre supérieur	27	19	32	33
Armée, police	3	5	5	-
Fonctionnaire	-	8	-	-
Prof.intermédi.	5	9	10	-
Employé	1	8	1	-
Ouvrier	-	5	1	-
Autre	6	-	-	-
Femme au foyer	9	1	2	-
Retraité	-	7	-	-

Candidats aux élections européennes : calculs effectués par nous-mêmes, sur la liste officielle complétée par nos recherches sur un fichier des candidats FN depuis 1973 et un fichier de militants. Députés : Who's who ou fiches biographiques publiées par la société parisienne de presse. Elus régionaux : brochure publiée par le FN Dans les conseils régionaux, les 137 élus de Jean-Marie Le Pen. Candidats aux élections cantonales : statistique établie par le FN.

Tableau 4. Âge comparé des élus régionaux (%)

	PC	PS	UDF	RPR	FN
24-39 ans	18	16	11	16	33
40-49 ans	29	45	24	32	28
50-59 ans	33	29	41	27	18
60 ans et +	18	9	24	24	19

Percheron (A.) ed. La région, An I, Paris, PUF, 1987.

Tableau 5. Députés RPR, UDF et FN en 1986 (%)

Profession	FN	RPR	UDF
Agriculteur	6	4	5
Industriel	19	10	10
Commerçant et artisan	3	1	5
Profession libérale	39	30	28
Cadre supérieur	33	52	46
Profession intermédiaire	-	2	4
Employé	-	-	-
Ouvrier	-	1	-
Autre, sans réponse	-	-	2

Tableau 6. Pratique religieuse des élus régionaux RPR, UDF et FN (%)

	RPR	UDF	FN
Cathol.pratiquant régulier	32	41	16
Cathol.pratiquant irrégulier	29	23	30
Cathol. non pratiquant	31	25	35
Sans religion	3	3	7
Autre, sans réponse	5	9	11

Percheron (Annick) ed, La région.... op.cit.

Tableau 7. Scolarité des députés du FN (%)

Public toujours	26
Privé toujours	36
Privé et public	23
Sans réponse	15

Who's who

Tableau 8. Attributs militaires des élus régionaux (%)

Association d'Anciens combattants

Oui	9
Non/pas signalé	91

Officiers engagés (seconde guerre mondiale, guerres coloniales; chez ceux qui en ont l'âge).

Oui	37
Non/pas signalé	63

Officiers de réserve. (chez ceux qui n'ont pas fait les guerres).

Oui	26
Non/pas signalé	74

CHAPITRE 6

LE DROIT CHEMIN OU LES MÉCANISMES DE L'ADHÉSION POLITIQUE

La plupart des recherches qui ont porté sur le phénomène d'adhésion à un parti ou à un mouvement tel que le FN, ont choisi de s'intéresser à l'aspect psychologique de l'adhésion. Tentant de dépasser les limites des théories marxistes et s'inspirant des théories psychanalytiques, ces études ont essayé de définir des lois générales expliquant le processus d'adhésion en termes d'attitudes, de personnalité de l'individu. Une autre approche consistait à cerner l'aspect idéologique afin de dégager la spécificité de certains partis¹. La psychologie sociale propose une manière différente d'aborder l'étude des motivations d'adhésion à un parti. L'individu n'est plus l'objet d'étude privilégié : l'influence du groupe de son aspect structurant (aspect d'autant plus saillant lorsque le groupe répond aux caractéristiques d'une minorité) deviennent des facteurs d'explication prépondérants. Au-delà du contenu idéologique, les interrelations entre individus d'un même groupe, d'une part, et entre groupe et monde extérieur, d'autre part, servent d'articulation à l'adhésion.

Comment comprendre le magnétisme du FN sur une partie de la population ? Les études récentes sur les phénomènes d'influence soulignent que le processus d'adhésion s'articule surtout

1. Voir notamment Billig (Michael), *Fascists : a social psychological view of the National Front*, Londres, Academic Press, 1978, 393 p., dans la lignée des travaux sur « La personnalité autoritaire ». Cf. en particulier : Adorno (Theodor W.), Frenkel-Brunswik (Else), Levinson (Daniel J.), Sanford (R.N.), *The Authoritarian Personality*, New York, Harper and Brothers, 1950, 989 p. ; Cantril (H.), *The psychology of social movements*, New York, John Wiley and sons, inc., Londres, Chapman and Hall Limited, 1951 (1^{re} éd. 1941), 274 p. ; Christie (R.), Jahoda (M.), *Studies in the scope and method of The Authoritarian Personality*, Glencoe, Free Press, 1954, 250 p.

sur la notion de conversion et que plus le groupe apparaît comme une minorité convaincue, plus il a de chance de drainer à lui de nouveaux membres. Si l'on reprend la théorie du changement d'un point de vue génétique et si l'on analyse la percée récente du FN comme conséquence de styles de comportement précis (*consistance, investissement, autonomie, rigidité, équité*), alors on appréhende « l'effet Le Pen » dans sa spécificité évidente : à savoir l'influence d'une minorité sur une majorité. Les études sur les phénomènes minoritaires ont toujours porté sur des minorités progressistes — dites de gauche. Nous pensons, cependant, qu'il est intéressant de tenter l'analyse d'une minorité de droite pour deux raisons : 1. le modèle élaboré par Moscovici¹ est-il applicable à toute minorité active ? 2. une minorité active n'est-elle pas la condition nécessaire de l'émergence et de l'existence d'un mouvement social ?

L'interview d'adhérents du FN² a permis de mettre en relief les processus psycho-sociologiques sous-jacents du phénomène d'adhésion au FN. Nos interviewés évoquent des raisons personnelles pour expliquer leur adhésion. Le type d'éducation, l'influence de la famille interviennent :

Qu'est-ce qui m'a poussé à ça ? ben, ma formation politique, j viens plutôt du euh ... ma famille, enfin tout le monde, mon père déjà euh... j'ai été élevé dans un contexte un peu euh... (soupon) disons à me diriger vers le Front national plus que vers un autre parti (cadre technico-commercial au chômage, 35 ans).

L'amour de la patrie est également important :

Je n'ai jamais fait de politique personnellement, tout en étant très patriote, très attachée à, aux valeurs françaises, mais le Front national là, à l'heure actuelle, correspond exactement à un besoin chez les Français, chez les Françaises, de défendre euh... certaines valeurs que nous trouvons, moi personnellement je trouve que, euh... c'est un mouvement qui, qui m'apporte vraiment ce que je voulais, sur tous les plans : parler de la famille, de la patrie, de Dieu même, alors que maintenant c'est quelque chose de disparu en France dans bien des mouvements politiques (retraîtée de l'armée, 63 ans).

1. Moscovici (Serge), *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF, 1982, (1^{re} éd. 1979), 275 p.

2. Interviews semi-directives effectuées pendant le premier semestre de 1985 auprès d'un échantillon diversifié de cinquante adhérents (cf. annexe).

Le souci d'ordre par rapport à la décadence perçue comme générale joue aussi un rôle :

C'est un parti qui a beaucoup d'idées conservatrices au fond, des idées, seulement des idées de France propre, des idées nationalistes. Il y a qu'aux réunions du Front national où il y a le drapeau français, où on chante *La Marseillaise*, où on parle de la famille et de la patrie, et, on refuse un petit peu tout ce qui s'est passé de mauvais pour la France ces dernières années, les lois genre les lois sur l'avortement, l'Eglise qui suit un mauvais parcours, des choses comme ça. Moi, je trouve que le Front national remet tout un peu dans l'ordre, dans l'ordre que je désirais suivre toute ma vie (assistante sociale à la retraite, 65 ans).

Des raisons plus spécifiquement politiques servent aussi d'explication à l'adhésion. La seconde guerre mondiale a beaucoup marqué les uns, tandis que d'autres évoquent le Vietnam ou l'Algérie...

Pour quelles raisons ? eh bien, j'suis d'venue très anticomuniste. J'ai longtemps vécu au Cambodge et mon mari et beaucoup d'ma famille et d'mes amis ont été massacrés là (femme, professeur de lycée, 45 ans).

Les raisons ? Facile. Euh... Pied-noir d'origine... euh quitter l'Algérie euh... droite euh... dans la famille depuis des années et j'ai suivi l'mouvement... en v'nant en France ; et depuis quelques mois, là, je suis adhérente à ce parti (femme au foyer, 55 ans).

Le socialisme « masqué » de V. Giscard d'Estaing a parfois servi de détonateur pour certains qui ont exprimé leur irritation comme suit :

J'ai voté socialiste en mai 1981. Oui ! Ça peut paraître aberrant mais c'est comme ça. C'est-à-dire que j'ai des idées, j'les défends jusqu'au bout. J'ai absolument pas voté par idéologie euh... pour le candidat socialiste. C'était absolument contre Giscard. J'men foutais : c'était n'importe qui ! C'était Pierre, Paul ou Jacques à la place de Mitterrand, je votais contre Giscard. C'était un vote sanction. C'que personne n'a compris c'est qu'on voulait plus voir de, de Giscard, parce que l'UDF représente un parti bourgeois euh au mauvais sens du terme. La frange libérale, conservatrice, quoi ! C'est une nébuleuse si on peut dire, qui n'existe pas à proprement parler, uniquement pour servir de majorité à Giscard. C'est des gens, disons c'que je qualifierai d'mauvais intellectuels. Arriver à diriger le pays comme il l'a dirigé, aller s'agenouiller sur la tombe de Lénine, non ! Aller déposer une gerbe de roses au mausolée de Lénine, non ! En politique extérieure, y a beaucoup à y r'procher... C'était pas un homme intègre, loin s'en faut ! J'sais pas si t'es au courant des affaires des diamants qui a eu lieu avec Bokassa... ? Bon, c'était loin d'être un homme intègre, c'était même à c'niveau là une belle ordure, c'que j'qualifierai de belle ordure. Euh, quand on dirige un pays, il faut

être honnête et... l'UDF, ça représente, c'est la petite bourgeoisie arriviste ! (interne en pharmacie, 25 ans).

D'autres sont déçus par l'arrivée au pouvoir de F. Mitterrand :

En 1981, y a un gugus qui s'est fait élire et qui s'est foutu d'la gueule du monde et qui s'est foutu d'ma gueule. Voilà ! Et comme j'ai horreur d'être trahi, j'ai horreur de cela. Mitterrand, y s'est fait élire sous des tas d'promesses et puis il a pas tenu ses promesses. Y s'est foutu d'la gueule du monde. Et les députés socialistes, y se sont foutus d'la gueule du monde... C'est tout ! (comédien au chômage, 35 ans).

Cependant les raisons données par les adhérents renvoient également à une genèse particulière du processus d'adhésion, étayée par une représentation de soi par comparaison à autrui¹, donc une différenciation sociale² du fait du sentiment de négation par des acteurs « supérieurs » (que soient ainsi désignés la « bande des quatre » — RPR, UDF, PS et PC — ou les représentants d'une éventuelle conspiration mondiale visant à subvertir par l'immigration et le marxisme le monde occidental).

La conversion au FN révèle en fait un paradoxe : elle souligne le caractère sectaire de l'engagement militant qui sert à renforcer la cohésion minoritaire tout en aidant l'individu à se situer et dans le groupe et par rapport au monde extérieur. En devenant membre du FN, l'individu peut non seulement se situer mais acquérir une dimension sociale. Le parti va révéler un comportement caché, individuel et de surcroît le socialiser. De ce fait, le socio-groupe se transforme en psycho-groupe. Dans la mesure où le FN est minoritaire, il permet à celui qui s'y associe de se distinguer. « C'est assez dans ma nature de ne pas être comme tout le monde », dit par exemple une adhérente, tandis qu'une autre renchérit : « Maintenant, quand je vais quelque part, j'annonce la couleur ! » Les qualités d'anticonformiste et d'original sont reconnues à tout inscrit. La stigmatisation dont les adhérents font l'objet donne par ailleurs au groupe sa force et sa cohésion. Une étudiante de vingt ans précise : « Quand vous arrivez et vous dites "ch'ui au FN" et qu'vous avez l'air d'une jeune fille bien sage, les gens vous disent "euh, tiens, c'est bizarre, euh" et posent des tas d'questions. Ça les intrigue ! » L'hostilité de la

1. Festinger (Leon) in Faucheux (Claude), Moscovici (Serge), *Psychologie théorique et expérimentale*, Paris, Mouton, 1971, p. 77-103.

2. Lemaire (Gérard), « Social differentiation and social originality », *European Journal of Social Psychology*, 4, 1974, p. 17-52.

société rapproche des gens venus d'horizons divers dans un même destin, les confine dans un même espace, limité mais propre, d'où un sentiment de bien-être chez les adhérents, puisqu'il y a appropriation d'un lieu qui, de public et politique, devient privé. Etant donné que l'individu se retrouve, se reconnaît dans sa participation aux activités du parti, il y a projection d'attentes individuelles dans le groupe et concrétisation de ses attentes dans le projet minoritaire. Le parti propose un retour de l'identité du peuple à lui-même, c'est en cela qu'il suggère un bien-être existentiel à ses membres.

L'analyse de nos entretiens révèle que les trois quarts des personnes interviewées se sentent mieux depuis qu'elles ont adhéré au parti. « J'ai retrouvé un peu mon équilibre psychologique. J'ai l'impression de me sentir mieux. J'ai l'impression d'avoir traversé le désert et puis j'ai trouvé la source » (comédienne au chômage, 30 ans). Certains parlent d'un « sentiment de renaissance au sein de cette grande famille ». Alors que la déviance était le lot des adhérents avant leur entrée au parti, l'adhésion leur fournit un moyen de se démarginaliser : ils sont dorénavant « heureux » et parlent de leur « bonheur » d'avoir retrouvé des gens qui pensent comme eux. Ils sont originaux sans être marginaux. La conformité aux normes du parti remplace désormais la conformité aux normes « dégénérées » de la société française d'aujourd'hui.

J'suis heureuse de pouvoir euh vivre dans c'milieu-là, de retrouver quelque chose euh, cette essence, quoi ! Je retrouve euh des, des gens qui ont les mêmes idées... que moi euh, les mêmes principes euh, les mêmes bases, les mêmes structures... (femme, 55 ans, sans profession).

En plus de l'aspect structurant du groupe, c'est la recherche d'autres semblables (cf. la récurrence de l'adjectif « mêmes ») qui suscite l'adhésion, reconforte... Gerard¹ pense qu'une minorité se consolide face à une menace extérieure et au travers de la compétition entre groupes. L'estime de soi des adhérents est également renforcée à travers la cohésion du groupe. Si la minorité permet l'appropriation d'un lieu propre, elle autorise aussi l'identification à des autrui semblables. Tandis que le

1. Gerard (Harold B.), « When and how the minority prevails » in Moscovici (Serge), Mugny (Gabriel), Van Avermaet (Eddy) (sous la dir.), *Perspectives on minority influence*, Cambridge, Paris, Cambridge University Press, Maison des sciences de l'homme, 1985, p. 171-186.

rapport au monde extérieur et à la société reste fondé sur l'expérience d'autrui différent et menaçant, le rapport aux autres membres du groupe se fonde, lui, sur une participation commune qui annule les divergences. Il y a réduction d'angoisse dans l'affiliation à un autrui semblable. Chacun donne quelque chose de soi (chacun investit son temps, son énergie et son argent pour le parti) et est en quelque sorte absorbé par le groupe devenu référence privilégiée. L'adjectif « mêmes » répété indique la certitude d'une similitude absolue d'identité entre les membres du parti et souligne l'aspect spéculaire de l'adhésion, comme de l'appartenance au FN.

La conscience d'appartenir à une minorité précise cet aspect identitaire et favorise la transformation d'un ressentiment envers d'autres groupes en sentiment pour les membres de son propre groupe, unis par un même projet.

C'est dur de toute façon de toujours faire partie d'une minorité, et j'ai toujours eu le sentiment de faire partie d'une minorité puisque j'ai toujours été très à droite. Et la droite « droite » en France, depuis des années, elle est quasiment inexistante. Et puis tout à coup, il y a quelque chose qui fait ressurgir cela, il y a des valeurs qui sont galvaudées, alors plus que jamais je me sens d'extrême droite et je suis contente quand un parti peut me représenter. Je me reconnais totalement dans ce parti... Je me sens très à l'aise au milieu des gens qui y adhèrent. Pour la dernière campagne en particulier, on a vu des gens de tous les horizons sociaux. Il y avait un courant qui passait. C'était assez extraordinaire. Peut-être parce qu'il est minoritaire aussi, parce que à partir du moment où il serait très important, je ne sais pas s'il aurait la même portée pour moi, et si cela représenterait la même chose (femme au foyer, 45 ans, mari médecin).

C'est le caractère minoritaire du FN qui assure un retour à l'essence, aux valeurs immuables, à un ordre originaire. Il atténue la déception qui est souvent le fait des préoccupations privées et contraint l'adhérent à se mêler à l'arène publique¹. C'est parce qu'il est minoritaire que le FN attire :

Le jour où le FN sera un parti de masse, un parti à grande échelle, avec de nombreux adhérents, je ne pense pas que j'y rest'rai. Je le quitt'rai, car je n'aime pas être carté et ils n'auront plus besoin de moi. Pour l'instant, chaque adhésion fait du nombre, et c'est ça qui est important (homme, 24 ans, étudiant).

1. Hirschman (Albert), *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983, 255 p.

Le FN serait majoritaire dans le pays : obligatoirement, je pense qu'il me décevrait à un moment donné. Enfin je pense. Je pense que le combat ne serait pas tout à fait le même. C'est une impression que j'ai (femme au foyer, 45 ans, mari médecin).

Ces discours soulignent l'importance de la situation, du contexte particulier d'émergence du FN, de même que la nécessité d'un discours minoritaire. La situation n'est pas entièrement du côté des choses : elle reçoit son sens et jusqu'à sa réalité de la liberté de chacun tout en lui reflétant sa facticité et celle des choses. Cette ambiguïté prend tout son sens lorsqu'il s'agit d'analyser des situations où des groupes d'hommes sont aux prises. L'émergence du FN s'inscrit alors dans une sorte de prométhéisme psycho-social. L'action minoritaire du parti, dont l'expression majeure est la simplicité, lève le voile de l'ambiguïté habituellement de mise dans le discours politique. Ceci permet à l'adhérent de saisir le sens de sa propre histoire en fonction de son appartenance au parti.

Face à la crise socio-économique, le FN développe une logique qui semble sans failles pour les adhérents, adopte un discours consistant et fournit les moyens de décoder l'univers, d'agir sur la réalité. C'est cette action qui sert de vecteur à l'influence minoritaire. La genèse de l'adhésion est complexe, mais elle s'élabore très souvent à partir d'un seul thème. Prenons l'immigration comme exemple :

1. Le FN révèle la relation de cause à effet entre l'immigration, le chômage et l'insécurité (Dreux, septembre 1983).

2. A cette révélation succède une phase d'incubation par la société (chacun se sent impliqué par le point de vue anémique qu'expose le FN et prend parti pour ou contre)¹.

3. Le FN persiste et signe dans la consistance de son comportement : le clivage idéologique s'enracine dans les mentalités et les gens prêtent désormais attention, sans s'en apercevoir, à des phénomènes qu'ils préféreraient ignorer jusque-là. Le lien de causalité entre l'immigration, le chômage et l'insécurité leur pose problème². Ils comparent leurs propres réponses à celles du FN

1. Les media font une large publicité à l'effet Le Pen.

2. Cette causalité par imputation est mobilisée parce que l'état actuel de la société française est inquiétant, ne concorde plus avec la représentation habituelle de la France, « grande puissance ». Le phénomène de bouc émissaire et la théorie du complot peuvent être produits par ce type de causalité.

et changent insensiblement. La majorité (et ce terme désigne à la fois le pouvoir et la population)¹ valide de plus en plus les thèmes de la minorité (quelques mois avant les élections législatives de mars 1986, les autres partis politiques argumentent sur le sujet de l'immigration).

4. Si cette phase de validation indique que l'influence minoritaire est en train d'opérer (la récupération du discours sur l'immigration), elle est cependant simultanée avec une phase d'ignorance pluralistique. Les gens changent de point de vue en privé mais continuent à tenir un discours majoritaire, conforme, en public. Ce n'est que lorsque les opinions privées deviennent publiques que le changement est effectif.

5. La conversion est le dernier stade du processus d'adhésion. Pour qu'elle se réalise, il faut que quelqu'un dans la minorité lève le voile du secret, affiche ouvertement sa conviction. Un effet « boule de neige » s'ensuit et l'adhésion scelle l'intériorisation du discours minoritaire, auparavant extérieur et rejeté.

Nous laissons ici la parole à l'un des adhérents que nous avons interviewés : la genèse du processus d'adhésion est, en effet, clairement exprimée dans son discours.

Mon itinéraire commence lorsque j'ai pris ma carte, il y a six mois environ. Je n'ai pas adhéré dans le flot qui a suivi « l'Heure de vérité », ni dans le flot qui a suivi les européennes. Mais j'entendais à la radio systématiquement *tous les soirs* : meeting de Jean-Marie Le Pen, trois blessés ; les CRS sont obligés d'intervenir pour les dégager ! *Tous les soirs, c'était comme ça ! ... Un jour, j'ai déménagé, j'ai atterri dans le 20^e arrondissement ...* A la mairie, j'ai fait une demande de HLM. Quand j'ai vu les gens qui attendaient, je me suis dit : « Tu n'en auras pas. Aucune chance ! » *On le sait, on le voit* (des usines qui travaillent 24 heures sur 24) ! Les femmes se battaient pour avoir des tickets de cantine, des femmes arabes. Ce n'est pas normal que les gens prennent une aide comme un dû. *Malheureusement, il n'y avait pas un seul Blanc !* Bien sûr, il y en a de moins en moins dans le quartier. C'est invivable ! C'est la dépression psychologique permanente ! (Tam-tam à 3 heures du matin, pendant le Ramadan) ... C'est invivable ! ... Il y a un café. Pendant le Ramadan, il est ouvert toute la nuit. Pendant le Ramadan, la religion islamique dit qu'on jeûne la journée et on se rattrape la nuit. Cela dure une trentaine de jours, fin juillet. *A la Cité universitaire, je trouvais ça pittoresque* : le matin, on traîne au lit, on supprime les cours

1. Mugny (Gabriel), *The power of minorities*. Londres, Academic Press, 1982, 169 p.

ennuyeux, mais quand on travaille... Il faut se lever à six heures et demie et si vous ne pouvez pas vous endormir avant trois heures du matin à cause des hurlements — quotidiennement ! Dans l'Est parisien, ce sont les pressions que les gens subissent. On se fait agresser, voler, violer ! ... *L'émigration, elle existe ! Ce n'est pas le cheval de bataille de Le Pen* (homme, 22 ans, technicien).

Nous avons souligné les passages qui précisent le caractère consistant de la minorité (« tous les soirs » indique la répétition et renvoie au stade de la révélation). L'incubation apparaît au niveau du déménagement, de l'entrée dans la vie active de ce jeune homme : un changement dans son mode de vie, la confrontation au monde du travail et l'arrivée dans le 20^e arrondissement (noter le verbe « atterrir » qui, en plus de son sens familier, peut aussi renvoyer au mot « atterrir » du fait de leurs racines communes, c'est-à-dire signifier l'abatement, la consternation, l'accablement) vont aider à la validation des thèmes frontistes par cet adhérent qui note l'absence « malheureuse » de Blancs à la mairie du 20^e. L'ignorance pluralistique est signifiée dans l'énoncé « on le sait, on le voit ». Le changement est indiqué dans « à la Cité universitaire, je trouvais ça pittoresque ». Le passage d'une opinion privée à une opinion publique n'est possible que lorsque ce jeune homme rencontre enfin un membre du FN. « J'ai rencontré un jour une personne qui m'a parlé de lui (Jean-Marie Le Pen), de l'être humain : ce n'est pas le même portrait que celui que l'on donne à la radio. » La transformation du changement (imposé tout d'abord de l'extérieur et perçu au niveau privé seulement) en changement plus général et complet (perçu au niveau collectif) s'opère à travers cette rencontre. L'utilisation d'un verbe au passé dans la première proposition et d'un verbe au présent dans la seconde annule la rupture entre opinion privée et opinion publique. « C'est ainsi que je me suis retrouvé militant ... L'intolérance, elle est en face. Il m'est arrivé deux ou trois fois de dire à des demoiselles que je militais pour Jean-Marie Le Pen. Ça été au revoir ! »

L'adhésion produit un effet paradoxal : elle démarginalise l'individu en l'intégrant à un groupe qui partage son point de vue, mais elle provoque aussi une marginalisation par rapport à la société dans son ensemble. Les adhérents sont stigmatisés du fait de leur appartenance au FN. Un état de dissonance cognitive en découle mais, au lieu d'intérioriser cette dissonance, les adhérents vont chercher à la réduire.

Par rapport aux copains que je pouvais avoir, il y en a beaucoup qui ne m'ont plus parlé, comme si, du jour au lendemain, on devenait fasciste, on avait de grandes dents qui poussaient, les ongles qui s'allongeaient et des poils qui poussaient partout ... J'ai rencontré des gens intolérants ; quand je leur ai dit que j'étais militant au FN, ils m'ont dit : « On ne veut plus te voir. »

Cette métaphore rend bien compte du sentiment de marginalisation des adhérents (noter qu'elle renvoie à l'histoire du *Petit Chaperon rouge*, les adhérents considérant que la société les assimile trop facilement à « l'affreux loup » de cette histoire).

Pour réduire la dissonance qui découle de cette stigmatisation, les adhérents ont deux solutions :

1. Ils ignorent les réactions hostiles de la majorité. « Je suis arrivée à un âge où je ne me fatigue plus à rencontrer ou fréquenter des gens qui ne pensent pas comme moi » (femme, 39 ans, sans profession).

2. Ils s'investissent complètement dans les activités partisans, participent au collage d'affiches, aux meetings, aux fêtes du parti (Bleu, blanc, rouge), dépensent leur énergie et leur argent pour la cause du FN¹. « Il est plus sain de coller des affiches que de passer son temps au café à picoler ! » dit par exemple un étudiant de 23 ans.

L'investissement est l'un des styles de comportement qui va aider le FN dans son entreprise d'influence sur la majorité. Les recherches sur la dissonance cognitive² ont mis en lumière le rôle que jouent l'effort, l'investissement psychologique, dans la justification et le changement du comportement. Quand un individu ou un groupe se donne beaucoup de peine pour mener à bien certains desseins, il suscite chez les autres deux appréciations : 1. il accorde une grande confiance à son propre choix ; 2. il a une grande capacité d'autorenforcement. Ce style de comportement permet, par ailleurs, aux autres styles que sont l'autonomie et la consistance de s'exprimer pleinement. « Le FN dit la vérité » est une formule qui condense l'indépendance de jugement et d'attitude, et qui reflète la détermination d'agir selon ses propres principes tout en réduisant la variabilité des réponses. Le discours se veut clair et simple.

1. Le FN serait le seul parti en France à vivre des dons et cotisations de ses membres.

2. Festinger (Leon), *A theory of cognitive dissonance*, Evanston (Ill.), Row, Peterson, 1957, 291 p.

Plus l'information est concise, dépourvue de preuves et de démonstration, plus elle a d'autorité ... [Elle] n'acquiert cependant d'influence réelle qu'à condition d'être constamment répétée, et le plus possible, dans les mêmes termes ... La chose affirmée arrive, par la répétition, à s'établir dans les esprits au point d'être acceptée comme une vérité démontrée¹.

Dans le processus d'acquisition et d'organisation de l'information venant de l'environnement, la consistance joue un rôle décisif. Le FN véhicule une représentation manichéenne de la société et il répète inlassablement que le monde est divisé entre les « bons » et les « méchants ». Il fait preuve d'une certaine rigidité, mais ce style de comportement n'est pas uniquement le fait de la minorité, il est aussi fonction de la manière dont les autres, la majorité, réagissent par rapport à cette minorité. L'influence n'est donc pas un processus à sens unique, de la source sur la cible, mais un processus à double sens, de la source sur la cible *et* de cette dernière sur la source. C'est de la tension entre l'action minoritaire et la réaction majoritaire que naît la possibilité de l'influence, partant le changement.

Cependant, un style de comportement trop rigide peut ne pas provoquer l'effet désiré : la société peut s'arrêter à ce style pour refuser net l'influence. La minorité se doit alors de modifier son comportement — de le rendre plus équitable. Le FN s'est sans doute inspiré d'un comportement consistant et rigide au départ, mais il a vite opté pour un style équitable, c'est-à-dire qu'il a eu le souci d'une réciprocité, la volonté d'engager un dialogue dans ses interactions avec la société. Les propositions du FN à la majorité (cette fois politique, c'est-à-dire au RPR et à l'UDF, en vue d'un accord pour le second tour de la présidentielle de 1988) s'inscrivent dans cette volonté d'ouverture aux autres, soulignent le choix d'un style équitable par rapport à l'objet d'influence.

Les styles de comportement sont modulables suivant l'effet désiré. Si le FN est devenu plus équitable dans ses rapports avec la société, il a gardé une certaine rigidité en son sein afin de sceller le consensus minoritaire. L'équité ne signifie pas l'absence de consistance. Le FN continue son entreprise de séduction sur

1. Citation de Gustave Le Bon, tirée de *La psychologie des foules* in Paicheler (Geneviève), *Psychologie des influences sociales*, Paris, Delachaux et Niestlé, 1985, p. 55.

la société en choisissant soigneusement certains thèmes qui ne peuvent que soulever les passions : l'immigration, le sida, la décadence morale. De fait, ces thèmes renvoient à des représentations sociales précises et c'est autour d'un système de représentations sociales que s'actualisent les styles de comportement. L'identité nationale permet de construire une série de représentations sociales et d'articuler l'influence sur des oppositions : Français/étranger, ordre/désordre, déclin/régénération... « C'est de cette possibilité de s'intégrer dans, ou de créer, des représentations sociales que dépendent la possibilité, la profondeur et la stabilité de l'influence »¹.

L'énoncé « les Français d'abord » souligne que l'identité nationale est bien le noyau de la représentation proposée par le FN. Cette identité n'est pas conçue comme un « feuilletage », ainsi que le suggèrent les différents auteurs qui ont contribué à un ouvrage collectif sur l'identité, sous la direction de C. Lévi-Strauss². La notion d'identité nationale implique l'idée d'opposition à tout ce qui est extra-national, étranger, importé, et véhicule une représentation dichotomique de la société qui s'articule sur le couple bien/mal. L'adjectif « national » inscrit l'opposition comme une donnée intrinsèque de cette représentation sociale et de cette recherche identitaire. Mais cette identité ne semble pas avoir d'existence propre puisqu'elle ne se définit que par rapport à ... Le système d'interprétation du monde désigné par le FN ne peut alors apparaître comme rationnel. La disparition d'éléments auxquels s'opposer entraînerait l'inadéquation d'une représentation dichotomique de la société. Mais la fragilité rationnelle de ce système d'interprétation est compensée par l'apparente vigueur des styles de comportement. Ceux-ci permettent au FN d'être socialement reconnu, mais aussi de se poser comme seul détenteur de la vérité. Ainsi, le FN devient une minorité orthodoxe³ aux yeux de la majorité. Dans la mesure où ce parti fonde sa stratégie sur un processus d'action/réaction (au stimulus minoritaire doit correspondre une réponse majoritaire, sinon l'influence ne peut opérer), il entretient un *conflit* sans cesse renouvelé avec les instances majoritaires. Pour ce faire,

1. *Ibid.*, p. 30.

2. Lévi-Strauss (Claude) (sous la dir.), *L'identité*, Paris, Le Seuil, 1979, 344 p.

3. Deconchy (Jean-Pierre), « The paradox of "orthodox minorities" : when orthodoxy infallibly fails » in Moscovici (Serge), Mugny (Gabriel), Van Avermaet (Eddy) (sous la dir.), *Perspectives on minority influence*, op. cit., p. 187-200.

il a transformé des conflits intra-individuels en conflits inter-individuels. La causalité par imputation qui les caractérise (« les responsables de la décadence actuelle sont... » et ils citent en vrac les hommes politiques, les autres partis, le laxisme, le chômage, l'insécurité, la libération des mœurs, etc.) découle de ce glissement. La maturation d'un conflit intérieur, personnel, produit une dissonance dans un premier temps, mais elle peut prendre forme et sens dans son expression sociale, c'est-à-dire dans le groupe. Celui-ci fournit les moyens de décoder l'univers en fonction de catégories simplifiées, il permet aux adhérents de distinguer le bon grain de l'ivraie et de choisir le « droit chemin ».

Ce n'est pas la particularité des adhérents (leur caractère, leur origine socio-professionnelle, leur âge, leur sexe ou d'autres variables de ce genre) qui importe, mais le rapport social qu'ils ont instauré avec la société et le pouvoir, et la non-différenciation implicite qu'ils font entre eux-mêmes (acteurs, source d'influence) et les autres (cible de l'influence) dans la majorité. Tout en prenant systématiquement le contre-pied des positions majoritaires, et en étant consistant, le FN savait qu'il devait s'adresser à la population de manière à la séduire. « Mes idées, ce sont les vôtres ! » illustre ce point. A la suite des diverses crises politique, économique et sociale de ces dernières décennies, la population éprouvait le besoin d'entendre un discours rassurant, de comprendre les causes de ces problèmes. Un courant social se dessinait petit à petit, qui s'opposait timidement aux normes alors en vigueur, qui refusait les idées universalistes, cosmopolitiques, voire socialistes. Le FN n'a fait qu'exploiter des clivages existants depuis la Révolution de 1789, depuis l'affaire Dreyfus ou Mai 68. En cela, il est bien une minorité orthodoxe : il s'inspire d'un sentiment d'insatisfaction dans la population pour réactiver des vieilles querelles, pour se poser en sauveur et pour défendre les valeurs traditionnelles. Il épouse les idéaux reniés un temps par la société de manière plus conforme, il est plus orthodoxe que le système qu'il dénonce.

L'influence d'une minorité n'est possible que parce qu'il existe, dans la majorité, des désirs latents de changement, et parce que le système en vigueur ne fonctionne plus aussi bien qu'auparavant. Une situation anxiogène est un facteur important pour l'émergence d'une minorité. Le support collectif est nécessaire pour expliquer l'adhésion à un parti politique, et ceci est d'autant plus pertinent lorsqu'il s'agit d'analyser un parti comme le FN.

Les mots « Front » et « national » nous renseignent à la fois sur les styles de comportement de ce parti (la lutte, le combat y sont essentiels, et on peut l'envisager comme une *minorité active*), et sur les représentations sociales qu'il utilise dans sa tentative d'influence (elles sont dichotomiques et s'articulent sur l'opposition bien/mal). Si les théories de la personnalité nous renseignent sur les individus qui adhèrent à ce genre de parti, si l'idéologie nous informe sur la spécificité de ces mouvements, une approche psycho-sociale, qui cerne les styles de comportement et les représentations, nous paraît aborder le phénomène de façon plus originale. L'individuel, l'idéologique *et* le collectif sont nécessaires pour appréhender la totalité d'un tel phénomène.

CHAPITRE 7

LE CERCLE DES SYMPATHISANTS

Les enquêtes par sondage permettent habituellement de distinguer dans le public trois niveaux de réponse aux appels du FN, suivant une ampleur décroissante. Le cercle le plus large illustre une sensibilité diffuse aux thèmes majeurs de la propagande frontiste, inégalement distribuée parmi les familles politiques et touchant essentiellement les préoccupations sécuritaires et l'attitude envers les immigrés. Un deuxième ensemble, plus restreint, recense les intentions de vote en faveur du FN et les votes déclarés lorsque l'occasion s'en présente. Enfin, moins nombreux encore, des enquêtés acceptent de reconnaître dans le FN, parmi une liste de partis ou mouvements politiques, celui « dont ils se sentent le plus proche ou, disons, le moins éloigné », suivant la formulation ordinairement utilisée dans les questionnaires. C'est ce dernier étage qu'on peut viser pour étudier les « sympathisants » du FN.

Ce groupe n'est pas très large et seules des enquêtes fondées sur de gros échantillons peuvent lui donner une taille suffisante pour justifier une analyse de ses structures internes. C'est le cas de l'ensemble d'enquêtes conduites pour l'Observatoire interrégional du politique en octobre et novembre 1987¹. Elles ont porté sur deux types d'échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus : d'une part, un échantillon national de 2 000 personnes ; d'autre part, 17 échantillons régionaux de 700 personnes chacun. C'est, au total, 13 959 réponses qui ont été recueillies. Pour situer les sympathisants du FN par rapport

1. Je tiens à remercier Annick Percheron, responsable de l'OIP, de m'avoir autorisé à utiliser ces données et Jean Chiche, ingénieur au CNRS, de m'avoir aidé à les exploiter.

aux autres familles politiques, quatre groupes ont été constitués, comprenant respectivement les personnes « se déclarant proches... » du PC, du PS, des deux formations principales de la droite classique (RPR et UDF confondus), enfin du FN. Ce qui donne la distribution suivante :

Se déclarent proches de...		(en %)
Parti communiste	742	5,3
Parti socialiste	3 462	24,8
Droite	3 258	23,3
Front national	400	2,9
Autres et sans réponse	6 097	43,7

Les enquêtes de l'OIP ne comprenant pas de question sur les intentions de vote, il n'est pas possible de situer ce groupe des 400 sympathisants par rapport à l'électorat potentiel de J.-M. Le Pen ou de son parti à l'automne de 1987. Rappelons cependant que d'autres enquêtes ont montré que les sympathisants du FN ne se retrouvaient pas tous, et en toutes circonstances, parmi ses électeurs. Dans cette famille politique comme dans les autres, le niveau de la mobilisation, la nature du scrutin, la disposition des candidatures et les considérations tactiques organisent des choix électoraux qui ne répondent pas mécaniquement aux préférences partisans.

Nous ferons l'hypothèse qu'il s'agit ici d'un « noyau dur », suffisamment assuré de ses opinions et de leur convergence avec les thèses du FN pour assumer explicitement sa sympathie avec ce dernier. C'est une position très minoritaire, dont la statistique révèle qu'elle est encore plus difficile à prendre à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche. Pour renvoyer à une distinction classique dans l'étude des forces politiques, ce groupe serait plus proche du cercle des adhérents et des militants que des couronnes extérieures de l'électorat. On ne peut, pour autant, présumer son homogénéité. Surgi de la crise sociale et culturelle que la France traverse depuis une décennie, le FN emprunte aussi aux multiples héritages idéologiques et organisationnels de notre extrême droite. Sous quelle forme s'opère donc, dans les mentalités individuelles, la combinaison de ces divers éléments ? S'agit-il, comme le pense P. Milza¹, d'un populisme ultra-conservateur qui reprend le

1. Milza (Pierre), *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.

vieux fonds des ligues et de Vichy, et qu'on ne saurait à proprement parler qualifier de « fasciste » ? Peut-on, au contraire, discerner les éléments d'un projet révolutionnaire et totalitaire, qui se nourrirait de la décomposition du système démocratique ? Voit-on simplement la réunion, à la faveur de la crise, de ces tempéraments autoritaires qui sont habituellement dispersés dans tous les secteurs de l'opinion publique ? Les trois hypothèses ne sont peut-être pas complètement exclusives et, sur la base d'un matériau sommaire, on se bornera à rechercher ce qui rejoint chacune d'entre elles.

LA DROITE EXTRÊME

La première image des sympathisants du FN nous est proposée par leur « auto-positionnement » sur l'axe gauche-droite. Sur une échelle en sept positions dont on a regroupé les valeurs (1 + 2 + 3 = gauche ; 4 = centre ; 5 + 6 = droite ; 7 = extrême droite), les quatre familles retenues se répartissent ainsi :

<i>Parmi les sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Se classent à				
gauche	83	71	2	4
centre	9	20	30	14
droite	2	3	63	34
extrême droite	—	—	1	34
sans opinion	6	6	5	14
	100	100	100	100

Le clivage gauche-droite est net, voire brutal, et les sympathisants du FN s'y inscrivent clairement. Ils ne sont pas vraiment plus nombreux à se classer à gauche que les sympathisants de la droite classique et sensiblement moins enclins à se placer au centre. Mais ils sont à peu près les seuls à revendiquer la position la plus à droite, pour un tiers d'entre eux. Notons cependant qu'ils sont davantage portés à refuser de choisir : 14 % contre 5 et 6 % dans les autres familles partisans. On retrouve d'ailleurs cette tendance dans les réponses à une autre question de l'enquête : « En France aujourd'hui, certains se situent par rapport

à la gauche et à la droite, d'autres refusent ce classement. Vous-même, vous situez-vous...

<i>Parmi les sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Se situent				
plutôt à gauche	85	76	1	4
plutôt au centre	4	9	24	10
plutôt à droite	1	2	61	63
cela ne veut rien dire	9	12	12	21
sans opinion	1	1	2	2
	100	100	100	100

Il apparaît donc que deux sympathisants du FN sur dix récusent la distinction gauche-droite quand on leur en offre ouvertement la possibilité, alors qu'il n'y en a guère plus d'un sur dix dans les autres tendances. Mais cette fuite concerne plutôt les « centristes » du FN, et le gros du bataillon reste fermement ancré à droite.

Cette disposition se retrouve évidemment sur une large gamme de problèmes, dans la proximité entre la droite classique et les sympathisants du FN. De façon générale, la coupure entre les gauches et les droites marque l'écart principal, mais les sympathisants du FN accentuent presque toujours la différence. On peut en prendre la mesure avec la question qui fait réagir à la suppression éventuelle d'un certain nombre d'institutions et de libertés politiques et sociales :

<i>Parmi 100 sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Disent qu'il serait très grave de supprimer				
le droit de grève	73	66	32	29
les syndicats	70	57	28	20
les écoles libres	38	40	57	55
le droit de manifester	66	60	40	35
l'héritage	50	53	65	69

Sur tous ces points, sauf un seul, le FN se situe donc dans ce qu'on pourrait nommer la droite extrême : proche de la droite classique (qui comprend, rappelons-le, les centristes de l'UDF),

il force le trait mais n'exprime pas une polarisation nettement différente. Le cas particulier des « écoles libres » — qui traduit au demeurant un certain consensus — vaut qu'on s'intéresse aux sentiments religieux.

FAIBLESSE DE LA NORME RELIGIEUSE

Dans ce domaine spécifique de l'attachement aux valeurs et aux institutions religieuses, qui marque fortement les familles de la droite, les sympathisants du FN sont quelquefois plus proches de la gauche, en tout cas assez sensiblement différents des sympathisants de la droite classique. On en trouve l'expression dans les niveaux de pratique déclarée :

<i>Parmi les sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Vont à la messe au moins quelques fois par mois	4	9	27	12
Vont à la messe pour les grandes fêtes ou se déclarent croyants.....	43	55	58	55
Se déclarent catholiques mais pas croyants.....	23	18	7	16
Se déclarent sans religion.....	25	13	4	12
Appartiennent à d'autres religions ou ne répondent pas.....	5	5	4	5
	100	100	100	100

En définitive, les sympathisants FN sont presque aussi nombreux que les sympathisants socialistes à se dire non croyants ou sans religion et pas beaucoup plus attachés à la pratique régulière. Ces traits se reproduisent dans d'autres indicateurs de l'attitude envers la religion :

<i>Parmi 100 sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Disent qu'ils ne prient jamais.....	67	53	27	49
Disent qu'ils n'ont pas confiance dans l'Eglise.....	49	40	22	44

Faut-il rattacher ce phénomène à la méfiance de l'extrême droite organisée envers l'Eglise institutionnelle ? Il est probable que les choix de la hiérarchie catholique et le comportement du clergé et des mouvements spécialisés, dans le domaine des « problèmes de société », ne vont pas sans heurter un public plus ou moins formé dans la tradition de l'alliance conservatrice — voire réactionnaire — entre le parti de l'ordre et les autorités religieuses. Mais cette réaction proprement intégriste ne peut être que minoritaire, touchant ce petit nombre que la pratique régulière ou la prière fréquente signalent comme la clientèle potentielle des courants traditionalistes. En réalité, cette défiance envers l'Eglise catholique s'intègre à une attitude assez générale de rejet des institutions et des pouvoirs dans la société actuelle.

HOSTILITÉ AU SYSTÈME POLITIQUE ET SOCIAL

L'ampleur de ce rejet ressort assez bien des réponses à une batterie de questions portant sur les institutions publiques et les agents économiques et sociaux :

<i>Parmi 100 sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Disent qu'ils n'ont pas confiance dans				
l'école.....	18	14	18	33
la justice.....	64	49	41	62
les syndicats.....	28	45	70	75
la police.....	44	36	19	35
l'armée.....	45	37	18	25
le patronat.....	72	57	26	43
l'administration.....	42	42	43	56
les banques.....	39	30	22	38
les élus.....	40	41	39	54
les media.....	52	42	45	54
les entreprises.....	36	25	14	29

Sauf en ce qui concerne les syndicats, l'attitude des sympathisants du FN se distingue assez fortement de celle des sympathisants de la droite classique. A propos de l'école, elle marque même une tendance à la rupture avec un consensus assez général. Mais le plus souvent, elle traduit un penchant à la contestation radicale qui la rapproche parfois de l'attitude également protes-

tataire des sympathisants du PC. Un profond sentiment d'exclusion peut expliquer la vigueur de la réaction envers les media et surtout les élus. Une tradition « poujadiste » peut rendre compte de la défiance envers l'administration. Mais comment interpréter une telle zone d'hostilité au patronat, aux banques, voire aux entreprises ? C'est en vérité l'ensemble du corps social qui se trouve mis en question.

Ces jugements défavorables renvoient évidemment à une lecture pessimiste de la société française et de la position personnelle des intéressés au sein de celle-ci :

<i>Parmi 100 sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Ont l'impression que, dans la vie de tous les jours, les gens comme eux vivent moins bien qu'avant.....	60	44	39	56
Disent qu'ils sont pessimistes en ce qui concerne :				
leur propre avenir.....	47	34	31	43
l'avenir de la France.....	58	41	39	62

Dès lors, on peut comprendre que les sympathisants du FN soient plus nombreux que les partisans de la gauche et de la droite modérées à souhaiter un profond changement de société et qu'ils rejoignent sur ce point les sympathisants du Parti communiste, au moins dans l'expression formelle de leur révolte. Sur une échelle de 1 à 5 allant de « Je pense qu'il faut changer complètement la société » à « Je pense qu'il ne faut pas du tout changer la société », les réponses se distribuent de la façon suivante :

<i>Parmi les sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Se situent en position :				
1.....	29	11	8	27
2.....	32	32	20	25
3 + 4 + 5.....	34	54	68	43
Sans opinion.....	5	3	4	4
	100	100	100	100

Bien entendu, il ne serait pas raisonnable de tirer de ces notations limitées une interprétation « révolutionnaire » du FN. J'y soupçonne cependant la présence d'un noyau activiste, porteur d'une idéologie assez cohérente et nettement hostile aux principes fondamentaux de la démocratie libérale et pluraliste. D'ailleurs, la référence à « l'activisme », qui renvoie à notre histoire récente, n'est pas du tout gratuite : elle suggère qu'il s'agirait là d'un groupe plus participant, plus militant peut-être, et sans doute plus largement issu de la « généalogie » organisationnelle du FN.

LE CRITÈRE DE L'INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE

<i>Parmi les sympathisants...</i>	PC	PS	Droite	FN
Déclarent s'intéresser à la politique :				
beaucoup.....	17	10	9	16
assez.....	29	34	36	31
peu.....	33	40	41	28
pas du tout.....	19	16	14	25
sans réponse.....	1	—	—	—
	100	100	100	100

Il n'est pas étonnant de trouver parmi les sympathisants du FN une proportion relativement élevée de personnes se déclarant fortement intéressées par la politique, en même temps qu'un gros contingent d'indifférents avoués. C'est, à la fois, le profil habituel des tendances extrémistes et le reflet des origines diverses du public frontiste. Dans cette distribution, nous pouvons identifier un facteur important d'orientation des attitudes politiques et sociales des partisans de J.-M. Le Pen.

Reprenons les jugements portés sur les institutions et les acteurs sociaux, en négligeant ceux qui sont tellement défavorables qu'ils ne peuvent connaître que de faibles variations internes (la justice, les syndicats). Pour le reste, considérons trois groupes : les lieux de formation et d'expression de l'opinion pluraliste (l'école, l'Eglise, les media), les instruments de l'action étatique (la police, l'armée, l'administration) et les agents de l'économie (le patronat, les entreprises, les banques). Soumettons-les au critère du niveau d'intérêt pour la politique :

<i>Parmi 100 sympathisants du FN qui déclarent s'intéresser à la politique...</i>	Beau- coup	Assez	Peu	Pas du tout
Disent qu'ils n'ont pas confiance dans :				
l'école.....	44	39	28	24
l'Eglise.....	59	45	39	39
les media.....	73	51	58	41
la police.....	30	34	35	37
l'armée.....	19	17	28	37
l'administration.....	64	55	58	50
le patronat.....	36	37	40	57
les entreprises.....	25	23	33	33
les banques.....	52	38	31	36

A quelques détails près, l'architecture de ce système d'opinions apparaît avec une grande netteté. A un pôle se situent les plus « politisés », profondément hostiles à tout ce qui exprime la culture démocratique et plus favorables, dans l'ensemble, aux forces de l'ordre et à l'entreprise privée. Seules, dans cette dernière catégorie, les banques suscitent la méfiance : le mythe de « la banque juive » flotterait-il encore dans les esprits ? A l'autre pôle, les moins politisés répartissent souvent leurs réponses dans des proportions comparables à celles que connaissent la gauche et la droite modérées : ainsi se révèlent-ils singulièrement proches des sympathisants du PS quand il s'agit de juger l'Eglise, la police, l'armée, le patronat ou les media.

ENJEUX POLITIQUES ET ENJEUX SOCIAUX

Derrière ces appréciations divergentes, on trouve probablement deux schémas d'interprétation de la crise de la société française et deux projets pour surmonter celle-ci. Pour les uns, la crise n'est sans doute pas récente et elle s'analyse plutôt comme un processus de décadence : la solution est d'abord politique. Pour les autres, les difficultés actuelles sont d'ordre social et doivent prioritairement être traitées comme telles. Deux questions permettent d'aborder cette hypothèse : la première recense le « principal sujet d'inquiétude » des personnes interrogées, la seconde leur demande quelle devrait être « la priorité pour le gouvernement dans les prochaines années ». L'une et l'autre font apparaître une préoccupation dominante — le chômage — mais les

choix des sympathisants du FN sont modulés par le niveau d'intérêt pour la politique :

<i>Parmi 100 sympathisants du FN qui déclarent s'intéresser à la politique...</i>	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
Disent que le chômage est leur principal sujet d'inquiétude	27	38	50	46
Pensent que la priorité pour le gouvernement est de :				
créer des emplois	25	40	55	54
moderniser l'économie	22	19	6	3
assurer la sécurité	17	10	9	4

D'un certain point de vue, « créer des emplois » et « moderniser l'économie » répondent au même objectif, mais les différences de formulation renvoient évidemment à une conception plus ou moins politique de l'action gouvernementale. De même, l'idée des « fonctions régaliennes de l'Etat », si chère à J.-M. le Pen, n'emporte l'adhésion que d'une minorité politisée, y compris dans le domaine sensible de la sécurité.

Ce noyau politisé est disponible pour un engagement, à condition que celui-ci réponde à ses attentes. En effet, lorsqu'on demande aux sympathisants du FN si « pour défendre (leurs) idées, (ils) sont prêts à faire partie d'une organisation ou d'une association », les réponses varient beaucoup suivant la nature de l'association envisagée :

<i>Parmi 100 sympathisants du FN qui déclarent s'intéresser à la politique...</i>	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
Font partie ou seraient prêts à faire partie de				
une association pour la défense des droits de l'homme	14	14	23	27
une association pour la paix et le désarmement	31	36	52	47
un parti politique	48	24	12	3

Il n'est pas surprenant que la possibilité d'engagement dans un parti soit directement liée à l'intérêt exprimé pour la politique en général. Mais cet intérêt n'est pas un facteur de participation indifférenciée : les formes d'engagement connotées à gauche sont appréciées avec d'autant plus de réserve qu'on est plus intéressé

à la politique. C'est aussi qu'il existe une forte relation entre l'intérêt pour la politique et l'auto-positionnement des sympathisants du FN sur l'axe gauche-droite :

<i>Parmi les sympathisants du FN qui déclarent s'intéresser à la politique...</i>	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
Se classent :				
à l'extrême droite	58	40	32	13
à droite	33	43	40	17
au centre	5	8	13	29
à gauche ou sans réponse	4	9	16	41
	100	100	100	100

Au total, une première constatation se dégage : certains traits marquants de l'orientation *politique* des sympathisants du FN sont engendrés par la présence d'un groupe minoritaire mais relativement compact, aux convictions affirmées et disposé à s'investir dans l'action partisane. A travers son interprétation du système politique, ce groupe illustre bien certaines constantes de l'extrême droite organisée en France. On y retrouve quelques-unes des « dimensions du nationalisme » que G. Michelat et J.-P. Thomas avaient identifiées en 1962¹, mais quelques-unes seulement. Au-delà s'étend le vaste champ des valeurs morales et des règles de vie, organisatrices des conduites quotidiennes dans la famille, la profession, les relations de voisinage. En apparence moins lié aux enjeux proprement politiques, ce domaine exige cependant d'être exploré.

LA PERSONNALITÉ AUTORITAIRE

Si nous reprenons le titre même de l'ouvrage classique du groupe de Berkeley², souvent contesté mais rarement démenti, c'est que nous avons la conviction que la typologie dressée dans l'Amérique des années 1940 — et appuyée à l'expérience de

1. Michelat (Guy), Thomas (Jean-Pierre H.), *Dimensions du nationalisme. Enquête par questionnaire (1962)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1966.

2. Adorno (Theodor) et al., *The Authoritarian Personality*. New York, Harper and Row, 1950.

l'Europe des années 1930 — conserve toutes ses vertus heuristiques. Le tableau suivant situe les sympathisants du FN, parmi les autres courants, au regard d'un certain nombre de valeurs privées et de normes sociales :

Parmi les sympathisants...	PC	PS	Droite	FN
Se disent tout à fait d'accord avec les opinions suivantes :				
la peine de mort devrait être rétablie.....	35	29	41	69
la religion est un domaine où on ne devrait pas faire trop de changements.....	20	22	32	38
les travailleurs immigrés et leur famille devraient être intégrés le plus vite possible dans la société française...	32	33	17	9
Estiment tout à fait condamnable moralement :				
l'homosexualité.....	23	22	32	42
l'avortement.....	16	14	24	27
Sur une échelle de 1 à 5, allant de « Je suis partisan d'une société avec une hiérarchie et des chefs » à « Je suis partisan d'une société sans hiérarchie et sans chef », se classent en position 1.....	18	22	42	48

On peut regretter le petit nombre des références, bien inférieur évidemment à ce qu'apportaient les deux ouvrages signalés plus haut. Encore faut-il indiquer, par souci d'exactitude, que n'ont pas été retenus les items qui n'apparaissaient guère discriminants, parce qu'ils révélaient un large accord « autoritaire » (sur le mode d'éducation des enfants), ou qu'ils exprimaient un rejet quasi unanime (la drogue ou l'alcoolisme), ou encore qu'ils témoignaient d'une permissivité générale (la cohabitation hors mariage ou le travail noir). Il n'en reste pas moins que les opinions recensées dessinent les très grandes lignes d'un tempérament autoritaire, identifié par quelques dimensions fondamentales : l'attachement à la hiérarchie, qui peut déboucher sur le culte du chef ; le recours privilégié à la force, voire à la violence, institutionnalisée dans la peine de mort ; le report des difficultés sur un « bouc émissaire », hier le juif, aujourd'hui l'immigré ; et même, cet « intérêt exagéré pour les questions sexuelles »

(suivant la formule d'Adorno) dont les propos du leader du FN offrent périodiquement des illustrations.

On voit bien que ces attitudes s'étalent au-delà des sympathisants du FN, souvent très largement. Elles nous disent les peurs et les fantasmes de la société française d'aujourd'hui, mais sans nous donner les moyens d'en suivre la genèse dans les consciences individuelles. Cependant, nous pouvons imaginer comment le FN, et son noyau dur hérité de notre histoire, a offert un point d'accrochage privilégié à ces tendances diffuses. Si nous analysons deux réponses de dimension intégrale — l'approbation de la peine de mort et le goût de la hiérarchie —, nous percevons ce mécanisme :

Se disent tout à fait d'accord pour rétablir la peine de mort (% par case)

<i>Parmi les sympathisants du FN qui se classent...</i>	A l'extrême droite	A droite	Ailleurs et sans op.
et qui s'intéressent à la politique :			
beaucoup + assez.....	77	72	63
peu + pas du tout.....	75	66	62

Se classent dans la position la plus favorable à la hiérarchie (% par case)

<i>Parmi les sympathisants du FN qui se classent...</i>	A l'extrême droite	A droite	Ailleurs et sans op.
et qui s'intéressent à la politique :			
beaucoup + assez.....	68	60	44
peu + pas du tout.....	44	38	34

L'approbation de la peine de mort, si répandue dans l'opinion, ne distingue pas parmi les sympathisants du FN suivant leur degré de politisation et à peine plus selon leur position sur l'axe gauche-droite. Le FN capitalise dans ce cas, quasiment à hauteur de sa fraction la plus dure, une demande dont il a su faire un bon thème propagandiste, avec l'aide de relais d'opinion organisés. En revanche, les proportions vont du simple au double

pour revendiquer une société hiérarchisée et commandée, quand on passe des « centristes » et non classés qui n'ont guère ou pas d'intérêt pour la politique, aux partisans d'extrême droite plus ou moins fortement politisés. Et ces derniers ne sont, en définitive, pas beaucoup moins nombreux à célébrer l'autorité du chef (68 %) qu'à réclamer l'application de la peine capitale (77 %). On peut se demander si le développement d'une crise sociale plus profonde, et l'apparition d'un leadership crédible, ne favoriseraient pas l'agrégation de désirs épars à un pôle idéologique d'une telle densité.

UNE EXTRÊME DROITE AUTHENTIQUE ?

Bien entendu, la question reste ouverte si l'on se tient aux données utilisées ici. Les sympathisants du FN ne sont pas des « fascistes », au sens précis que l'histoire a donné à ce terme, même s'il s'en trouve à l'évidence parmi eux. C'est P. Milza qui rappelle justement que ni l'observateur ni le citoyen n'ont intérêt à se payer de mots, en agitant à contretemps des épouvantails illusoire. Mais il paraît tout aussi inexact de ne voir dans l'aventure de J.-M. Le Pen et de son mouvement qu'une entreprise de régénération de la droite conservatrice : ce serait prendre le masque pour le visage réel.

Celui-ci est, à la fois, mieux identifié et plus préoccupant. Les sympathisants du FN sont enracinés dans une tradition politique antidémocratique, traditionaliste et xénophobe qui forme le fonds commun de l'extrême droite française depuis un siècle. C'est, en effet, ce courant qui a pu trouver des expressions massives au temps des ligues, de Vichy ou du poujadisme. C'est en période de crise qu'il surgit avec une dimension significative et nous sommes dans ce moment-là. Mais dans la France très contemporaine, l'extrême droite n'avait pu se révéler vraiment que dans certains segments du corps social : dans les classes moyennes indépendantes menacées par la modernisation, avec P. Poujade — ou parmi les Pieds-Noirs meurtris par l'exode, avec J.-L. Tixier-Vignancour. Aujourd'hui, l'atteinte est plus inquiétante, parce qu'elle est plus diffuse. Le FN a fédéré, en les stimulant sans cesse, des angoisses généralisées : la peur du chômage, la hantise sécuritaire, la quête de l'identité et même la terreur des

épidémies. Sur ces bases, il a proposé un exutoire aux sentiments autoritaires plus ou moins latents dans toute communauté. Rien ne permet encore de dire, à coup sûr, quel peut être le produit de cette rencontre malsaine entre d'innombrables frustrations et un projet politique qu'on avait cru, trop vite, éliminé de notre collectivité nationale.

CHAPITRE 8

POURQUOI VOTENT-ILS FRONT NATIONAL ?

La conviction que les sondages donnent au moins autant d'indications sur les questions que posent et que se posent les professionnels de la représentation, que sur les façons de voir et de penser des gens interrogés, justifie l'intérêt du recours à l'entretien pour comprendre les raisons d'électeurs du FN de se servir de cette « marque électorale ». S'il est vrai, en effet, que les sondages — même pour ceux qui restent les plus proches des comportements effectifs comme le sont justement les sondages d'intention de vote à l'approche d'une échéance électorale — tendent, de plus en plus, à être produits par et pour le débat public et à mettre en relief, pour cette raison, des réponses, des indications ou des observations au seul usage de ce débat public, l'enjeu de l'entretien est d'abord de laisser aux gens une possibilité de s'exprimer sur les problèmes qui leur tiennent à cœur plutôt que de les inciter à réagir sur les préoccupations ou les inquiétudes d'autrui à leur endroit. A ce premier niveau élémentaire, l'intérêt de l'entretien, comme point de comparaison avec les résultats obtenus par sondages, est du même ordre que l'intérêt des questions ouvertes par rapport aux questions fermées.

Il ne s'agit pourtant pas d'opposer entretiens et sondages comme la vérité enfin retrouvée à l'erreur enfin dénoncée. Sondages et entretiens ont au moins en commun de mettre en œuvre une procédure d'interrogation, ce qui, dès que l'on ne prête pas une importance exagérée à la forme du questionnement, réduit sensiblement leurs différences. En en appelant aux conditions de l'interrogation, il s'agit simplement de refuser d'ignorer la relation existant entre les propos recueillis et les circonstances de leur collecte. Puisque l'entretien sur le vote consiste à rencontrer un

interlocuteur pour cela seul qu'il a voté, au moins une fois, en faveur du FN, comment méconnaître, par exemple, que celui-ci est une relation d'échange de propos obéissant, en tant que telle, aux enjeux expressifs des partenaires ? Cette procédure met donc, d'emblée, en jeu non seulement le pouvoir d'interroger qui préside à la rencontre mais aussi, à travers le rapport entre la curiosité intéressée de l'enquêteur et le bon vouloir de son partenaire, leur façon respective de procéder en ce type de circonstance. L'entretien sur le vote a, de surcroît, la particularité d'avoir trait à un comportement socialement protégé, couvert par le secret, du fait de son organisation sociale. Il engage donc l'enquêté dans un exercice de divulgation et sollicite de sa part un travail de justification dont, en fonction de son degré de maîtrise de l'exercice politique, celui-ci « se tire » avec plus ou moins de bonheur. Dans la mesure, en particulier, où il est question d'un comportement de vote qui ne semble pas aller de soi — comme le rappelle, immédiatement, à l'agent interrogé, la curiosité de l'enquêteur relativement à un acte ordinairement considéré comme privé —, toute une part du jeu va consister, pour celui-ci, à rendre cet usage d'une marque électorale acceptable dans la représentation qu'il donne de soi. Il est donc peu de dire qu'en présence du résultat de chaque entretien, on a affaire à une transaction complexe. Et il y a tout lieu de croire que, seule, la mise en relation systématique des propriétés de la situation relative à chaque rencontre avec les caractères formels de chaque réponse rend compréhensible l'étonnante diversité des façons de justifier le vote en faveur du FN.

Faute de pouvoir présenter, à ce stade initial de l'enquête¹, les résultats d'une telle analyse, on s'est contenté de suggérer, ici, l'intérêt de l'entretien comme moyen de prendre acte de la complexité des raisons qui conduisent des gens différents à recourir, dans une conjoncture particulière, à une même marque électorale. Parce que l'entretien fonctionne, d'emblée, comme un instrument de justification du vote, parce qu'il enregistre, immédiatement, les inégalités de compétence politique, parce qu'il

1. Les observations présentées sont issues d'un premier examen de 126 entretiens réalisés, en vue de comprendre concrètement les circonstances et les modalités du vote Front National, par une équipe d'enseignants et d'étudiants de l'Université de Paris I et de l'Institut d'Études politiques de Bordeaux, entre 1986 et 1988. Que les étudiants qui ont rencontré et interrogé ces électeurs du Front national trouvent ici l'expression de notre gratitude.

permet d'identifier des usages différenciés d'un même bulletin de vote et parce qu'il est, peut-être, enfin, une voie d'accès privilégié au sens pratique investi dans l'expérience électorale, le premier mérite de cette technique est déjà de bousculer bien des idées reçues.

I. L'utilisation d'un ensemble d'entretiens auprès d'électeurs du FN fait d'abord apparaître que les justifications de ce vote produites dans l'entretien se fondent le plus souvent sur une relation établie entre la situation personnelle et des éléments, plus ou moins agencés, empruntés au débat public.

On est frappé, lors d'une première lecture de ces entretiens, par la présence et la prégnance de thèmes justificateurs du vote qui sont ceux-là mêmes auxquels on pouvait s'attendre, en fonction du débat politique et du débat public relatifs aux électeurs du FN : l'immigration, l'insécurité, la délinquance notamment.

Moi, j'habite Paris, dans le 19^e. C'est pas triste comme genre de quartier. Vous sortez du métro, on vous demande si vous voulez de la drogue ... [il faut] faire changer l'insécurité de côté ! (6 mars 1986, H., 27 ans, représentant de commerce).

Moi, j'habite en banlieue et j'ai très longtemps habité à Bagneux qui est une banlieue particulièrement bien située pour ça ... quoi, enfin, c'est le Nanterre du Sud de Paris. C'est essentiellement le problème de l'insécurité qui m'a fait arriver, qui m'a fait passer du RPR au Front national... Il y a une vingtaine d'années maintenant, j'ai été violée... Le RPR et l'UDF, ils font des propositions pour l'insécurité mais ils ne vont pas jusqu'au bout. Ils font un pas en avant, un pas en arrière ; ils sont mous, ils vont dans les deux sens (14 mars 1986, F., 35 ans, secrétaire, divorcée, 2 enfants).

J'ai une maison en banlieue où je vais les week-ends pour me reposer... Dans ce coin de banlieue dont je parle qui était un coin bien calme de mon pays à moi, je n'ai plus l'impression d'être en France mais à La Mecque ou à la Casbah. Le marché est devenu, c'est le cas de le dire, un vrai bazar où j'ai l'impression que c'est moi l'étranger sans parler de la délinquance que ça peut entraîner (20 mars 1986, H., bijoutier, 63 ans, Paris 16^e).

Il serait, cependant, trop facile de voir dans ces confidences (qu'on pourrait multiplier à l'infini) une confirmation des idées reçues que tendent à conforter les sondages sur les électeurs du FN. Ce serait faire abstraction trop vite de la situation particulière dans laquelle l'individu interrogé est conduit à évoquer son vote et à faire état des raisons de celui-ci. On a souligné déjà en

quoi il est tenu de justifier un acte dont il n'a pas à se justifier en l'accomplissant. Il est donc logique de penser que, fonction de l'aptitude inégale à mettre en forme ces justifications d'une part, fonction de l'inégale maîtrise du débat public, de l'autre, l'entretien sollicite un travail spécifique qui s'effectue par référence à ce qu'est le travail d'argumentation des professionnels de la politique. On pourrait dire, en d'autres termes (comme le montrent l'analyse détaillée des entretiens, leur dynamique différente selon les caractéristiques de l'enquêteur ou, mieux encore, leur comparaison avec des entretiens relatifs à d'autres objets), que, sous l'effet, notamment, de la présence de l'enquêteur, l'entretien met en scène le rapport de l'enquêté à cette norme que constitue l'usage de la politique dans ses formes officialisées.

Pourtant, ces thèmes décontextualisés dans le cadre du sondage (immigration, insécurité, délinquance) et transformés en raisons abstraites communes sont toujours évoqués en relation avec les expériences concrètes des personnes interrogées, la relation de face à face incitant inégalement les interviewés à les décliner en fonction des enjeux d'affirmation de soi qui sont les leurs. L'invocation-évoque renvoie ainsi à l'expérience immédiate : on n'aura pas été sans remarquer que les propos cités s'appuient sur le lieu d'habitation et qu'ils convoquent, à ce titre, tout un ensemble d'expériences non nécessairement construites intellectuellement qui ont trait à l'espace social des relations quotidiennes. Cet enracinement dans l'immédiateté peut avoir de tout autres motifs ; il n'en est pas moins toujours présent.

Il y a des conneries qui me hérissent le poil. Dans mes impôts locaux, je paie 2 % pour la Mosquée, alors que je ne paie pas mon denier du culte. J'en ai rien à foutre de la Mosquée et je dois payer 1 à 2 % pour que les petits Portugais puissent apprendre portugais quand ils retournent au Portugal... (7 février 1986, H., technicien, 50 ans, Les Ulis).

Plus précisément encore, les aspects de l'expérience évoqués ne semblent pas sans lien avec d'autres expériences antérieures : on pourrait dire schématiquement que celle-ci plonge ses racines dans des apprentissages passés qui ont laissé des traces, au moins comme principe de réaction ultérieur. Il s'agira, par exemple, d'expériences liées à des missions à l'étranger. « Je peux en parler des Africains car je les connais... Je les sais fourbes, fainéants, malhonnêtes, voleurs » (20 mars 1986, H., cadre sup. IBM, 51 ans).

Ou encore, d'expériences plus décisives comme les expériences d'émigration forcée (ce qui peut contribuer à expliquer que les cartes du « vote Le Pen » rappellent, en certains endroits, les cartes d'implantation des rapatriés d'Algérie) : « Les Français n'ont pas voulu l'Algérie française, ils vont avoir la France algérienne » (6 février 1986, H., professeur de mathématiques, 40 ans, Pied-Noir).

Expériences présentes renvoyant à des expériences passées, expériences passées donnant sens à certains éléments de la vie actuelle, cette régularité paraît uniforme sous réserve de trois observations complémentaires destinées à la nuancer.

1. Il faut souligner d'abord l'extrême hétérogénéité des expériences sollicitées, même si celles-ci paraissent souvent renvoyer à une inquiétude relative à la défense de la place sociale et des manières d'exister qui lui sont attachées. L'invocation de la présence immédiate, alentour, d'immigrés (qui est d'ailleurs, sans doute sous l'effet de la bienséance, rarement exprimée, dans l'entretien, par des électeurs issus des classes supérieures) ne trouve pas son principe d'explication en elle-même. Ceci ne se voit jamais autant que lorsque l'enjeu du fantasme de l'étranger tire son sens des difficultés actuelles des conditions de vie.

Je vois, dans mon travail ... il y a au moins 30 % d'Antillais, de Guadeloupéens. Bon, c'est sûr, on peut dire qu'ils sont Français. Ils sont Français, c'est sûr, mais ils sont un peu immigrés quand même. S'il y a trop d'étrangers, le chômage, ça changera pas, c'est pas possible (10 avril 1986, aide-soignant, 24 ans, niveau bac).

Dans le bâtiment, y a beaucoup de sympathisants du Front national, on est plus confrontés à l'immigration. Pis, y a un problème de langue, ils peuvent dire des conneries dans notre dos, dans leur langue. En France, on parle français ! Surtout qu'ils savent le parler, quand c'est pour demander du blé ! Dans le bâtiment, avant 1960, les Français gagnaient plus. De toute façon, les étrangers, même avec un salaire plus bas, étaient toujours gagnants (11 avril 1986, H., ouvrier du bâtiment, 22 ans).

On n'en finirait pas d'énumérer les entretiens où il en va, en fait, de la situation de l'électeur sur le marché du travail, de la présence de chômeurs parmi ses proches, d'expériences vécues comme de véritables spoliations ou encore de la crainte de formes de concurrence qui, en menaçant une façon de vivre, menacent une identité. Car ces éléments donnent sa crédibilité à l'équation immigrés = chômage. Assez régulièrement, semble-t-il, on se

trouve en présence de ce qu'on pourrait appeler, par référence à la situation des pays coloniaux multiculturels, « le fantasme du petit blanc », comme on le voit, de façon idéal-typique, dans le cas de tous ces artisans du bâtiment, immigrés eux-mêmes ou fils d'immigrés, dénonçant la qualité d'immigrés, d'immigrés postérieurs à eux et qui se reconnaissent dans le discours anti-immigrés du FN.

Si je vote pour Le Pen, c'est que vraiment, c'est le seul qui soulève ce problème-là... Eux, ils ont le droit de travailler tous les jours et même le dimanche... C'est pas normal ! Ils doivent en déclarer un quand il y en a cinq ! Moi, je pourrais donner des exemples où, moi, j'ai fait des devis de 50 000 balles, hein, et où un Portugais passait derrière et prenait 12 000 balles toutes taxes quand, moi, j'étais à 54 000 balles hors taxes (21 janvier 1986, H., ouvrier du bâtiment devenu petit entrepreneur du bâtiment, 50 ans, d'origine espagnole).

2. Le lien entre passé et présent prend la forme d'un état d'esprit, d'une humeur, qui, dans la situation d'entretien, grapple des éléments de la vie quotidienne, pour trouver, dans certains aspects d'une expérience, des raisons de justifier un vote supposé heurter l'enquêteur. Cette humeur est particulièrement visible dans certaines formules : « A force d'être rejeté de partout, on est bien obligé de s'en prendre à quelqu'un », dit un magasinier-chauffeur de vingt-trois ans, au chômage, habitant Fontenay-sous-Bois et attendant un logement depuis plus d'un an alors que la municipalité communiste a, à l'en croire, satisfait la demande de Maghrébins avant la sienne. C'est elle qui accroche telle ou telle particularité de la vie quotidienne : « Mon commerce de meubles a été cambriolé quatre fois, du pavé dans la vitrine à la voiture dans la devanture. Je ne suis pas raciste mais il s'avère que, lors du dernier, c'étaient des Arabes qui l'ont commis ! » (14 février 1987, H., commerçant, 34 ans, Valenciennes).

C'est dire, en passant, s'il s'agit d'une humeur spécifique qui emprunte aux éléments de la vie quotidienne, qu'on n'est pas en peine de trouver des électeurs du FN qui justifient leur vote sans invoquer l'immigration, comme cet agriculteur d'un village de Côte-d'Or : « Moi, ce que je recherche ... c'est pouvoir travailler sans être pressuré de tous les côtés par le fisc et pour les droits de succession » (21 mars 1987, H., agriculteur, 28 ans).

On aurait bien tort, par conséquent en se saisissant d'une

justification parmi d'autres, de faire du « vote FN » un vote d'enjeu, en voyant, dans l'immigration par exemple, cet enjeu.

3. Troisième nuance, enfin, il va de soi que, sous l'aspect de la référence à la norme de l'usage politique qu'appelle la situation d'entretien, à propos de cet objet spécifique qu'est le vote, et en fonction des aptitudes inégales à la formalisation des personnes interrogées, ce lien entre hier et aujourd'hui, cette humeur qui aimante l'expérience présente, est plus ou moins mise en forme politiquement.

II. Deuxième série d'observations : cet ensemble d'entretiens fait apparaître l'inégale aptitude des électeurs du FN à maîtriser les formes politiques « consacrées » (celles qui mettent en jeu, par exemple, les usages communs des notions de droite et de gauche), l'inégale aptitude à mettre en forme, en termes politiques, les justifications de leurs votes, bref, fait apparaître, à travers un ensemble de performances extrêmement hétérogènes, l'inégale compétence politique qu'une saisie statistique, en termes d'électorat, tend à effacer. Cette inégalité de compétence est essentielle pour comprendre comment un certain nombre d'électeurs peuvent recourir à la « marque » FN sans être retenus par cette défiance ou même cette répugnance qu'elle suscite habituellement chez l'intellectuel.

Ces variations d'inégale virtuosité présentes dans les entretiens révèlent des compétences politiques différenciées conformes aux principes de distribution de la compétence politique qu'on connaît par ailleurs¹. Ce sont ainsi les individus les plus diplômés de l'échantillon ou encore les individus ayant manifesté un intérêt politique attesté par une activité politique militante ou partisane qui, non seulement, « se tirent » le mieux de l'exercice de justification de leurs votes mais, aussi, sont les plus enclins à utiliser les concepts abstraits, à adopter des points de vue collectifs, à faire allusion aux questions imposées par l'actualité proprement politique ou même à conduire des argumentations spécifiquement politiques en comparant le programme du FN à celui d'autres partis.

Quand on fait, comme les socialistes, trop de sécurité sociale et de réglementation, on porte aussi atteinte à une liberté, la liberté d'entre-

1. Gaxie (Daniel), *Le cens caché*. Paris, Le Seuil, 1978.

prendre. Pour le RPR, il suffit de déréglementer et de créer des TUC dans le privé et d'abaisser un peu les charges sociales à l'embauche des jeunes pour recréer la confiance et sortir le pays du marasme et du chômage. Le Pen, lui, propose une priorité d'accès pour tous les emplois pour des Français. Il veut abroger le monopole syndical car, avec les charges sociales, c'est vraiment ce qui met le plus en péril les entreprises. Or, Chirac ne veut pas qu'on touche aux syndicats, il est bien trop content d'avoir noyauté FO (22 février 1986, F., étudiante en droit, 20 ans, fille de notaire).

Je dois dire qu'il y a plusieurs événements qui font que je vote Le Pen, commente, sur le même mode, ce militant RPR, pour expliquer sa « dissidence » en mars 1986. Le premier, bon, c'est le socialisme, sa manifestation actuelle. Le second, c'est le fait que l'opposition parlementaire est en porte à faux et puis, il y a la question du terrorisme, du rapport ambigu entre les démocraties et le terrorisme international (5 mars 1986, H., cadre dans une maison de prêt-à-porter, Neuilly, licence en droit).

La droite en France, indique cet ingénieur IBM, a commis une erreur. Le mouvement des immigrés a été amené par la droite en 1950 à peu près. Pourquoi ? Il y avait les grandes industries et les petits artisans. Les grandes industries avaient, à l'époque, 15 à 20 % de communistes. Par peur, on a embauché des Nord-Africains qui étaient une bonne main-d'œuvre non politisée pour faire barrage aux syndicats. Chez les artisans, c'était aussi pour faire barrage aux communistes et aussi pour limiter les salaires. La France de droite a donc maintenant les salaires bas avec les Nord-Africains. Finalement, la droite française réagit en capitaine d'industrie et pas du tout pour défendre les intérêts du peuple français (4 mars 1986, H., ingénieur IBM, 52 ans, dont le père, polytechnicien, a été directeur général chez Peugeot).

C'est plutôt chez ces électeurs que l'entretien sur le vote appelle un travail spécifique de défense de la qualité de la marque FN, comme s'il s'agissait, à l'instar de ce qui se passe dans une conversation ordinaire, de convaincre l'enquêteur.

C'est pas parce qu'ils soulèvent des problèmes qu'on a l'habitude de cacher et d'enterrer six pieds sous terre, depuis quelques décennies, qu'il faut les taxer de nazis, de racistes et d'antisémites (3 avril 1987, H., étudiant en sciences politiques, 20 ans).

Tout ce qui n'est pas la gauche n'est pas la droite, nous sommes à droite mais nous ne sommes pas le RPR ni l'UDF. Ils ne sont pas à droite, ils sont dans un Centre frileux qui n'ose pas dire ce qu'il est, ils se parent de l'étiquette de droite mais ils n'en sont pas (8 mars 1987, directeur d'une Caisse de retraite, 56 ans).

Inversement, plus la position sociale, en termes de catégories socio-professionnelles est basse, plus le niveau de diplôme est

faible, moins les argumentations sont politiquement construites, moins les principes qu'engage l'usage de la marque électorale semblent des principes politiques formels politiquement justifiés :

Je ne suis pas du tout versé en politique, je ne connais pas du tout leur programme ni aux uns ni aux autres, mais c'est plus une question d'intuition, quelque chose comme ça (19 février 1986, F., sans profession, 60 ans, épouse d'agent d'assurances retraité).

La perception de différences sociales à partir d'impondérables des manières, de la posture, du parler, se substitue, alors, à l'exercice politique et conduit à classer les hommes politiques en usant des points de repère sociaux de la vie quotidienne :

Je suis allée, dernièrement, à une réunion de Toubon ; enfin, c'est du RPR et je n'ai pas du tout trouvé la même ambiance ... une ambiance de fin de messe, d'après la messe, de gens qui se rencontrent, de pharmaciens, de notaires, quelque chose comme ça. L'ambiance de fin de messe ! ça m'a absolument déplu (19 février 1986, F., sans profession, 60 ans).

Le Pen, il a rien du châtelain, c'est un ancien militaire, il était lieutenant dans l'armée (31 janvier 1986, H., commerçant retraité, 56 ans).

C'est ainsi que, expression d'une humeur spécifique plus ou moins formalisée sur le mode politique conformément au degré de compétence politique, le travail d'argumentation appelé par l'entretien prend tendanciellement l'aspect d'une variation autour d'une figure de rhétorique à deux pôles (d'autant plus apparente que la compétence politique est limitée) : la dénonciation et l'exaltation héroïque de J.-M. Le Pen.

Tous les hommes politiques sont les mêmes, au fond, à gauche comme à droite, c'est toujours beaucoup de mots, de principes, mais les gens, eux, qu'est-ce qu'ils voient ? Le concret. Ils voient la hausse des prix, l'insécurité, le chômage ... et, un jour, on en a marre de voir que rien ne se fait, rien de décisif. Le Pen, lui, a du caractère et je crois qu'il se moque assez de son image de marque ! (31 mars 1986, F., commerçante antiques, 60 ans, Agen).

Tous les hommes politiques de droite ou de gauche sortent de la même école et ils ont tous le même but, et même ceux qui se disent ne pas être dans le vent des partis comme Monsieur Barre, par exemple, ils ont tous le même but, c'est accéder aux plus hautes fonctions. Le seul honnête homme qui existe, en France, à l'heure actuelle, c'est Le Pen (28 décembre 1985, H., coiffeur, 25 ans, Nice).

Les communistes, c'est que des jaloux qui en veulent à l'argent des autres ... On a vu que les socialistes ne sont pas capables, ils sont

orgueilleux et dépensiers. Ce ne sont que des intellectuels, des enseignants ; ils sont d'un autre monde. Et maintenant, dire que Chirac est prêt à collaborer avec eux ! Le Pen, lui, il parle simplement de choses vraies. C'est pas comme ces discours remplis de chiffres sur l'inflation et la conjoncture ! (30 mars 1986, H., directeur d'un groupement de producteurs de tomates, 75 ans).

Le Pen fonctionne par conviction et non par tactique. Avec lui, la classe politique se renouvelle (20 mars 1986, H., cadre supérieur. IBM, 51 ans).

III. Troisième idée : contrairement aux images familières qu'accrédite notre vision des électors, à partir de quelques distributions élémentaires de variables tenues un peu hâtivement parfois comme facteurs du vote, un ensemble d'entretiens conduit à redécouvrir l'hétérogénéité sociale effective que dissimulent de telles présentations.

Il invite à se demander comment construire le vote considéré pour rendre compte de la diversité des expériences dont il procède. Alors que, dans l'univers des constructions statistiques, tout paraît simple (c'est justement la force de la construction statistique que de simplifier de façon pertinente), ici, tout est d'emblée complexe. Il va immédiatement de soi, même si l'électorat considéré est « plus jeune » que l'électorat de droite, qu'il ne suffit pas d'être jeune pour voter FN. Il va immédiatement de soi que, si l'électorat du FN est plus masculin que l'électorat UDF ou même RPR, il ne suffit pas d'être homme pour voter FN. Il est clair, également, puisque, dans notre échantillon comme dans les résultats des sondages, tous les groupes socio-professionnels sont représentés, que le vote FN ne se réduit pas à une protestation corporatiste (cela seul suffirait à interdire de le comparer trop rapidement au mouvement Poujade). L'honorabilité bourgeoise y côtoie l'univers des petites gens. Même la pratique religieuse est loin d'être commune référence : croyants de différentes confessions, intégristes invoquant Mgr Lefebvre et athées s'y retrouvent. On mesure, par conséquent, l'inconvénient analytique d'isoler une propriété qui tire rarement son sens d'elle-même — un jeune est aussi défini par la position sociale de sa famille, par ses études, son activité ou son inactivité... — et celui de l'universaliser alors qu'il ne s'agit que d'un point de repère — l'âge n'est jamais simplement un élément d'identité mais aussi un moment dans une trajectoire sociale caractérisée par des succès ou des échecs, l'avenir probable qui leur est lié, en même temps qu'un attribut

qui situe l'individu par rapport à des conjonctures, c'est-à-dire par rapport à des systèmes complexes et dynamiques de propriétés sociales.

Aucun regroupement, à partir d'un critère unique, ne paraît, au demeurant, dans l'échantillon, un principe clair d'explication du comportement de vote. Qu'il s'agisse d'une éventuelle commune origine éducative, d'après ce qu'il est possible d'en savoir, d'un type d'activité ou d'une expérience particulière de l'inactivité. On pourrait imaginer chercher cet élément commun du côté des éléments biographiques et, par exemple, dans le séjour à l'étranger comme expérience de déracinement : il est présent parfois mais il n'existe pas toujours. Quand même on trouve des accidents biographiques, ceux-ci sont rarement du même type ou bien n'ont pas la même forme : dans certains cas, il s'agit de cassures brutales, matérialisées dans un événement (rapatriement des Français d'Algérie, licenciement, maladie grave...) ; dans d'autres cas, rien de tel : seul, un lent processus de déclin social. Sous une forme ou sous une autre, suffiraient-ils d'ailleurs à faire changer le comportement de vote ? Un licenciement ne conduit pas nécessairement, du fait de l'inertie des dispositions, un individu à changer son vote ; comme, inversement, il n'est pas besoin d'événement de cette nature pour qu'un individu, engagé ou non, dans un processus de déclin change son vote. Faut-il alors se tourner vers la recherche de communes caractéristiques de trajectoire ? Aucune unité, de ce point de vue, non plus. Les faillites sociales jouxtent, dans cet échantillon, les brillantes réussites. Il ne reste plus qu'une hypothèse qui n'est en rien spécifique du FN : c'est seulement, dans la relation entre des formes hétérogènes de rapport à l'avenir dépendantes de trajectoires spécifiques, souvent travaillées par la conjoncture, et la possibilité offerte par l'existence d'une nouvelle marque électorale qu'on peut trouver des principes différenciés qui engagent à l'utiliser. On voit, en effet, s'opposer avec netteté, dans cet ensemble d'électeurs du FN interrogés entre 1985 et 1988 — à partir de l'observation d'usages hétérogènes de la politique et en vertu de l'hypothèse selon laquelle l'usage d'une marque électorale est en relation avec la situation effective de l'électeur —, deux figures distinctes selon la manière dont l'histoire personnelle de ces gens les conduit à se satisfaire de leur sort. Cette opposition n'est pas une opposition simple en termes de position sociale : on trouve aussi bien des agents de catégorie

sociale supérieure satisfaits ou insatisfaits de leur sort que des agents de catégorie moyenne ou inférieure satisfaits ou insatisfaits de leur sort. Elle n'en renvoie pas moins clairement, malgré la façon dont le travail de mise en forme politique contribue à brouiller les pistes (parce qu'il peut donner à croire qu'une insatisfaction politiquement argumentée n'est pas une insatisfaction ou inversement qu'une appréciation politique rudimentaire traduit une protestation), à deux usages différenciés de la possibilité offerte par l'apparition de la marque électorale : le premier correspond à l'« humeur éthico-politique » d'un électeur « conservateur » et l'autre à l'expression d'un ressentiment rentré que la nouveauté de la marque politique et la tonalité antipolitique du discours de J.-M. Le Pen appellent et autorisent. On se contentera, pour les donner à voir, de présenter brièvement quelques itinéraires de ces électeurs.

M. B.M., trente ans, est fils de cadre supérieur aux Communautés européennes à Luxembourg où résident actuellement sa femme, issue d'une honorable famille toulousaine, et son fils. Il a découvert sa « vocation militaire » à la faveur de sa PMS (préparation militaire supérieure) puis de son service national et est devenu officier de carrière. Il condamne « la mollesse » d'une droite trop souple, au pouvoir depuis vingt-trois ans et ayant entraîné l'avènement du socialisme. Il se sentait « proche du RPR quand le FN n'existait pas ». Il a voté FN en 1984 et, à la veille des élections de mars 1986, a l'intention de voter FN. Son vote se situe dans une trajectoire personnelle sans histoire et illustre son attachement à une vision traditionnelle du monde.

M. R.T. est issu d'une famille de petits propriétaires terriens qui vivait chichement au début de ce siècle sur huit hectares de terres et votait communiste. Il quitte l'école à onze ans pour travailler dans une tuilerie chez un patron qu'il qualifie de « calotin » et qui lui lègue deux vertus : le travail et l'épargne. Après son mariage, grâce à un petit héritage, il achète une épicerie et par la suite une métairie, avant de se retrouver « à la tête » d'un groupement de producteurs de tomates. Ses soixante-quinze ans n'ont pas entamé sa verdeur : il vient de repasser le permis « poids lourds » pour aider ses transporteurs ! Pendant la guerre, Pétain fut son grand homme. MRP, immédiatement après la guerre, élu sur une liste d'Union républicaine, il reste conseiller

municipal de son village du Sud-Ouest pendant plus de vingt ans. L'expérience Poujade lui a fait forte impression — « Lui, au moins, comprenait les commerçants ! » Il a toujours voté UNR, UDR ou RPR depuis 1958 sauf, dans les années récentes, aux élections municipales et régionales lorsque son médecin, quoique socialiste, figurait sur la liste. Il vient, enfin, de voter FN aux élections législatives de 1986 : « Chirac, on pouvait quand même pas voter pour lui, c'est Mitterrand qui va tout lui dicter ; les socialistes, non merci et les communistes, c'est la révolution ! » Le Pen, lui, « dit tout haut ce que tout le monde pense depuis longtemps ». Au soir d'une vie qui le satisfait, il reconnaît dans le leader du FN tout ce vers quoi son itinéraire le porte.

M. L.D., fils de médecin, habite l'île Saint-Louis depuis toujours. A trente-deux ans, célibataire, il est contrôleur judiciaire après avoir été greffier dans un cabinet d'avocat. Il se plaint de la perte de statut et de prestige de sa famille dont on devine l'aisance passée. « Avant, quand même ... on avait un pouvoir d'achat plus satisfaisant que maintenant, on pouvait prétendre à un avenir un peu plus certain qu'actuellement ». Il a des convictions arrêtées — « Je suis attaché à la libre entreprise ..., je crois davantage en l'Etat gendarme qu'en l'Etat providence » — et situe le début de la « décadence » française sous Giscard. « Giscard nous a trahis ! Tout le monde lui en a voulu, à mort, à mort ! Il a fait une politique de gauche et ça, personne n'a supporté. » Il vote FN depuis les élections européennes de 1984. Ce qui ne paraît pas sans rapport avec la disparition d'un passé idéalisé.

M. H.P., enfin, a vingt-quatre ans, il exerce le métier d'aide-soignant dans un hôpital de Seine-Saint-Denis, comme ses parents :

Ma vie n'a pas été rose. Mon père était fils de fermier, ben, quand il est arrivé à Paris, il avait rien, c'est pas pour ça qu'il est devenu voyou. Et c'est pareil pour moi. C'a pas été rose tous les jours. En plus, comme j'ai raté mon bac : plus de bourse ! J'ai cherché du boulot ! J'ai pas eu le choix, hein ? J'm'en suis sorti tout seul. C'était la rue ou faire un boulot de con comme je suis en train de le faire, s'occuper des petits vieux, s'occuper des malades, nettoyer par terre.

Il a toujours été, comme il le dit, « dans l'opposition », avec le sentiment dominant que, quelles que soient les équipes au

pouvoir, « c'est exactement pareil ! » Il vote FN depuis 1984 résigné, révolté et désespéré tout à la fois.

IV. La construction politiste du vote, dans la perspective de la compréhension de son résultat — la composition des électorats — et la substitution de cet objet savant à l'objet initial, conduit souvent à projeter un rapport à la politique dans l'objet ainsi reconstruit pour en faire l'interprétation. Sous l'effet de l'importation dans l'objet de son rapport politique à la réalité, le chercheur risque de voir, dans les mouvements d'un électorat à l'autre, c'est-à-dire pour ce qui nous concerne, dans les conversions d'électeurs RPR ou UDF en électeurs frontistes, ou plus encore, dans les conversions d'électeurs socialistes ou communistes en électeurs frontistes, des formes d'incohérence ou d'irrationalité. Le travail sur entretiens — c'est la dernière idée que nous aimerions développer — met en garde contre cette façon de voir en mettant en face de la cohérence pratique qui soutient tous les itinéraires de vote, même les plus insolites. Paradoxaux, lorsqu'ils sont réduits à l'énumération d'une succession de marques électorales, ceux-ci deviennent compréhensibles dès qu'on les envisage du point de vue des manières de vivre, de faire et de voir d'un individu que n'enferment plus les parois fragiles de l'isolement, et des caractéristiques électorales (comme le type de scrutin ou le changement de la structure de l'offre) auxquelles ce dernier est confronté.

Parmi les rapatriés d'Algérie que nous avons rencontrés figurent, par exemple, des itinéraires de vote très particuliers : Giscard 1974, Mitterrand 1981, Le Pen 1984, FN 1986 ; Giscard 1974, vote blanc 1981, abstention 1984, FN 1986 ; vote blanc 1974, vote blanc 1981, FN 1983, Le Pen 1984, FN 1986... Les choses deviennent transparentes, lorsqu'on sait que les plus âgés d'entre eux se sont prononcés en faveur de J.-L. Tixier-Vignancour : en liaison avec les conditions de leur retour en France, le principe de leur expression électorale est l'opposition au « gaullisme bradeur ». De ce point de vue, l'apparition de la marque électorale FN leur permet de renouer avec une inclination que seule la structure de l'offre électorale les avait contraints de reporter sur d'autres adversaires du gaullisme. Le phénomène est d'ailleurs éclairé et confirmé par les entretiens. Il permet de comprendre que, même pour les enfants de rapatriés, qui ont

vingt ans en 1986, J.-M. Le Pen est — on pourrait presque dire par hypothèse — le contraire d'un adversaire à combattre :

En général, les personnes d'Afrique du Nord n'aiment pas beaucoup les socialistes ou les communistes et, pour ce qui est de la droite, en fait, c'est le général de Gaulle qui a bradé l'Algérie. Donc, là aussi, on a peu d'amitié pour les gens de droite de tendance gaulliste ou qui se disent héritiers du gaullisme (28 février 1987, cadre, 58 ans).

Il y a bien, ici, dans ces itinéraires de vote erratiques, une forme de cohérence en pratique que, seule, la saisie du vote comme rencontre entre des dispositions constituées et la structure de l'offre permet de comprendre. Simultanément, ce type d'exemples met en lumière les éléments qui sont au principe de la construction et de l'entretien de ces dispositions ; on y voit apparaître un événement lié à une situation particulière qui, à travers les réactions incorporées qu'il suscite, est « transporté » jusqu'à devenir principe de déchiffrement de situations nouvelles ; d'autant plus et d'autant mieux que l'individu n'est pas séparé du milieu pour lequel ces événements font sens et référence en pratique. Ce type de configuration est, en tout point, semblable à celui que décrit P. Bois dans la Sarthe : les enjeux présents sont la réactualisation d'enjeux disparus et reçoivent leur sens du travail d'appropriation dont ils sont l'objet.

Le même phénomène est constatable pour les ouvriers du secteur artisanal ou même du secteur industriel. Il faut se souvenir, de ce point de vue, qu'au tournant des années 1985 les ouvriers, inégalement, il est vrai, selon les branches et les secteurs, sont accoutumés à voir leur emploi et leur carrière assurés au sein de l'entreprise. Il faut se souvenir aussi que, sous ce rapport, la situation se transforme et qu'ils ne peuvent plus, aussi totalement qu'auparavant, exclure l'éventualité de la perte de l'emploi. Ils ne sont pas préparés à affronter cette épreuve puisque toute leur expérience passée l'a fait reculer dans l'impensable. Ils y sont d'autant plus vulnérables que des formes de consolidation du travail les ont mis à l'abri de l'instabilité professionnelle et qu'ils risquent de perdre, d'un coup, tout ce qui les définit. Démunis, en outre, d'instruments proprement intellectuels de maîtrise de leur situation, et condamnés en contrepartie à s'en remettre à des organisations porte-parole qui participent à l'orchestration de « la modernisation industrielle », ils se retrouvent, seuls, face à une perspective, apparemment inéluctable, de dé-

classement et de perte d'identité. Cette inquiétude donne lieu, on le sait, à des manifestations comme des occupations de locaux désespérées ou des actions de commandos sans lendemain au siège des sociétés : comment imaginer que cette protestation sans avenir, cette rancune désenchantée, cette révolte prompte à disparaître aussi vite qu'elle est née, n'aient pas d'effets électoraux ? Plusieurs entretiens confirment que « dans une occasion où il est impensable de voter en faveur de la "droite" ennemie de toujours, et où il devient difficile de reconnaître dans ce qui risque d'advenir le visage ouvriériste de l'action traditionnelle de la gauche, la logique pratique de la rancœur, enfermée dans l'étau de la double dénonciation, ne peut plus s'exprimer qu'à travers ce qui lui est offert : soit le refuge dans le refus qu'est l'abstention, soit le vote autre, protestataire, et dont il importe peu, alors, qu'il soit socialement stigmatisé comme extrémiste »¹. On s'aperçoit, ainsi, de proche en proche, que, loin de devoir être considéré comme un cas particulier, le « vote rapatrié » n'est qu'un cas exemplaire de l'usage du vote comme construction du rapport de l'individu à son devenir sous la contrainte de l'offre électorale. Cet usage, qui n'apparaît dans les entretiens qu'à travers les incertitudes, les interrogations et les justifications dont il fait l'objet, dans les termes dans lesquels l'enquêteur s' imagine répondre aux attentes de l'enquêteur, ne se comprend qu'à partir de la construction sociale des électeurs et des groupes auxquels ils appartiennent ainsi que des perspectives qui leur sont propres.

Dans la logique de l'opposition polaire entre l'affirmation conservatrice et la protestation ressentimentale déjà repérée, sous l'action de schèmes communs à tous ceux qui s'intéressent à la politique spontanément appelés par la lecture de ces justifications de vote, cet usage apparaît finalement soit comme un usage proprement conservateur justifié par la déception née de l'arrivée de la gauche au pouvoir, soit comme un usage plus nettement protestataire qui se nourrit de la justification qu'il n'y a plus rien à essayer.

Dans le premier cas, le recours à la marque FN est essentiellement destiné à rappeler à l'ordre le RPR et l'UDF ; il est souvent posé comme provisoire, la présence de la marque FN, lors d'élections sans enjeu national comme les « européennes »

1. Lacroix (Bernard), « Ordre politique et ordre social » in Grawitz (Madeleine), Leca (Jean), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, t. 1, p. 556.

ou un premier tour de scrutin, en permettant l'utilisation sans risque :

Le Pen, c'est un choix négatif, je pense surtout qu'il forcera les autres à réagir, surtout maintenant après les élections ! Comme ça, le communisme deviendra de moins en moins dangereux (23 mars 1986, H., contrôleur judiciaire, 32 ans).

Je ne dis pas que je voterai pour J.-M. Le Pen, certainement pas, parce que je considère, quand même, que ce serait quand même une voix perdue ; je voterai certainement pour l'opposition mais pas avec plaisir (7 février 1986, H., entrepreneur, 76 ans, interrogé avant les élections de mars 1986).

Je ne souhaite pas que le leader du Front national soit élu ; je ne pense pas que l'homme ai suffisamment d'envergure pour être président. Ce que je veux, c'est qu'au travers de l'élection présidentielle, on se rende compte qu'un grand nombre de gens pensent qu'il y a des problèmes importants et qu'il faudra que les gouvernants s'attachent à les régler s'ils ne veulent pas être sanctionnés par la suite (10 mars 1988, H., général de brigade à la prévention routière, 64 ans ; vote aux présidentielles, premier tour : J.-M. Le Pen ; second tour : J. Chirac).

Dans le second cas, au contraire, le propos prend la forme de l'amertume revendicatrice et va fréquemment de pair avec la volonté de dire leur fait aux professionnels de la politique :

Barre, bon, ce mec-là a rien fait de fabuleux, Giscard d'Estaing, ce qu'il a fait, y avait rien de fabuleux, hein ? Chirac, il y a été aussi, y a rien de fabuleux non plus. Qu'est-ce qui reste ? Il reste que Marchais et Le Pen... Alors moi, j'ai choisi Le Pen parce que Marchais, il a pas le discours... C'est pas dur, lui, je crois que si t'es pas manœuvre, il peut pas te sacquer... Puis, moi, ce que je n'admets pas, c'est tous les problèmes qu'il y a eu au PC, genre Juquin (21 février 1986, H., électricien, 40 ans).

M. Chirac est passé, M. Mitterrand est passé, M. Barre est passé, personne n'a trouvé de solution, alors, pourquoi pas M. Le Pen ? (3 mars 1988, F., 29 ans, agent de bureau à l'Éducation nationale).

Le Pen, il est là un peu comme un chien de garde, pour essayer de faire en sorte que ce que ces messieurs ont dit, ils l'appliquent vraiment (5 avril 1986, H., mécanicien, 50 ans).

Il ne faut, certes, pas perdre de vue que le développement généralisé des sondages qui objectivent, en permanence, avant l'échéance électorale, l'issue prévisible du scrutin — transformation majeure des conditions de la vie publique — crée, même chez des électeurs qui n'ont pas un rapport de familiarité avec la politique, un sens élémentaire du calcul qui accroît une forme

d'usage opportuniste du vote. Aucun de ces usages ne paraît, cependant, séparable des formes d'investissement dont il est une manifestation. Aucun des itinéraires de vote auxquels la succession des opérations électorales conduit n'existe indépendamment du sens pratique qui le produit. On en revient ainsi à la technologie électorale, à la construction de ses raisons d'être et à ce qu'elle fait exister, à la manière dont celle-ci livre à l'appropriation des entrepreneurs politiques des voix qu'elle dissocie de leurs conditions d'apparition.

L'examen d'entretiens avec des électeurs du FN met donc, on le voit, en présence de quelques faits élémentaires dont toute explication du « phénomène Le Pen » se doit de rendre compte. Et, d'abord — en relation avec la dynamique propre du débat politique à son sujet et sous l'espèce de bribes empruntées à ce débat —, de l'extrême variété des justifications du recours à cette marque électorale. Il suffit de lire ces justifications comme autant d'utilisations d'éléments de ce débat, en fonction de rapports à la politique très différents, d'une part, en fonction des caractères de la situation propre à chaque votant, d'autre part, pour comprendre la possibilité même de cette diversité. Celle-ci laisse donc déjà imaginer l'extrême variété des raisons qui conduisent, en pratique, des individus différents à utiliser cette marque électorale. Comment ne pas se défier, dès lors, de toutes les visions ou même de toutes les représentations uniformisantes des électeurs du FN, si ces électeurs ne se reconnaissent pas au même degré ni de la même façon, dans ce qu'il n'est peut-être même pas légitime d'appeler « la personne », « le programme », « les idées » ou « les valeurs » de J.-M. Le Pen ?

L'absence de relation immédiatement décelable entre variables standard ou, a fortiori, entre types de trajectoires et propension à l'usage de ce vote, confirme cette impression de complexité. Elle avertit, de son côté, que la description en termes socio-démographiques des électeurs du FN, quand bien même appellerait-on ces éléments « déterminants du vote », n'apprend pas grand-chose quant aux raisons du regroupement d'individus hétérogènes autour de cette marque électorale. Pas plus qu'on ne saurait trouver une hypothétique unité des électeurs du FN au niveau des arguments avancés, pas plus ne saurait-on la trouver — ceci étant d'autant plus vrai dans le temps qu'on s'éloigne des premiers succès électoraux — dans l'homogénéité de leurs

caractéristiques sociales. Car c'est précisément cette opposition, a priori, entre éléments considérés comme principes de vision des acteurs, ordinairement qualifiés de symboliques, et éléments objectifs réputés organiser les conduites des agents à leur insu, qui fait problème.

L'observation empirique plaide, ainsi, pour l'abandon à leurs chimères respectives des points de vue antagonistes et, en fait, complices, et de ceux qui voient dans l'électorat du FN le produit de ses affinités politiques et de ceux qui croient en réduire la spécificité à ses caractéristiques socio-démographiques. Elle invite, en contrepartie, à s'intéresser au travail de mobilisation qui est au principe de la construction de ce nouvel électorat, dans tous ses aspects, sans oublier, évidemment, la construction d'images simplifiées, et simplifiantes, de cet électorat contribuant, en devenant objet et enjeu du débat politique, au succès ou à l'échec relatif de ce travail de mobilisation. C'est pourquoi on préférera voir dans l'électorat du FN, décompté à chaque élection, le produit du travail d'agrégation que réalise l'opération électorale et de la lutte entre professionnels de la politique pour la définition du rassemblement inédit auquel celle-ci prête vie. Il y a, de ce fait, sans doute moins à craindre des électeurs de J.-M. Le Pen que des usages que celui-ci peut faire du nombre de ceux qui se retrouvent, pour des raisons infiniment diverses, sur son nom.

CHAPITRE 9

LA MÉTAPHYSIQUE DE JEAN-MARIE LE PEN

L'analyse du corpus des énoncés doctrinaux du FN peut se faire en deux temps, selon qu'on s'attache à reconstruire la conception du monde présupposée par toute configuration idéologique, ou qu'on s'engage dans une exploration des propositions programmatiques. La construction doctrinale du FN comporte, en effet, des réponses à deux questions fondamentales, lesquelles ne sont pas nécessairement posées comme telles dans les discours réellement produits : comment faut-il penser le monde, et concevoir corrélativement la place de l'homme dans le monde ? Que faut-il faire ? Il faut considérer, certes, que les énoncés prescriptifs du programme nationaliste sont donnés pour dérivés d'énoncés « vrais » portant sur le « réel ». Mais la distinction formelle entre les propositions contenant des représentations du monde et les propositions indiquant des schématisations du devoir-faire garde sa validité, quelles qu'en soient les interférences dans le discours idéologique-objet.

Or il faut bien constater que le corpus des textes « métaphysiques » de l'orthodoxie frontiste se réduit pour l'essentiel aux productions orales et écrites de J.-M. Le Pen. Quant au corpus des textes prescriptifs, s'il est coproduit par le leader-maître à penser et un certain nombre — fort restreint — d'énonciateurs orthodoxes, la conformité doctrinale de ces derniers est exclusivement garantie par une intervention légitimatoire de l'instance lepénienne : le « patron des patrons » de l'orthodoxie se contente parfois d'approuver l'introduction d'une « nouveauté » idéologique, mais le plus souvent légitime, en les assimilant à son propre discours, les « trouvailles » de son cercle intellectuel, considérablement élargi depuis 1984-1985. Maître de vérité, gar-

dien et juge suprême de l'orthodoxie, guide infaillible pour l'action, visionnaire des temps à venir, prophète : le président du FN cumule ces fonctions et ces rôles dans l'espace de réception positive de son message. Alors qu'il n'est, hors des frontières des empathies et des sympathies qu'il capitalise, qu'un tribun démagogue, auquel on reconnaît bon gré mal gré un certain talent rhétorique. La polémique engagée et continuée contre sa personne, visant soit l'histrion soit le démon (la « bête immonde »), a fait négliger cette singulière polymathie du « Chef », qui pourtant est une composante non négligeable de son « charisme ».

CONSERVER, LUTTER, VAINCRE

Le leader national-populiste énonce volontiers les fondements de sa « philosophie »¹, répondant aux questions classiquement présentées comme fondamentales : Qu'est-ce que l'homme ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ? Que devons-nous faire ? Que nous est-il permis d'espérer ? Le nationalisme, grande idéologie susceptible d'une multiplicité d'interprétations doctrinales, enveloppe une « métaphysique spéciale » centrée sur le problème anthropologique, celui de la nature, de la dénaturation et de la destinée de l'homme, défini d'abord comme un héritier, son premier héritage étant national, ensuite comme un animal « polémique », un être dont l'existence est combat.

Les évidences fondatrices de la gnose nationaliste, à la fois vision du monde, éthique et méthode de salut, s'articulent dans une argumentation dont l'objectif est éminemment politique : faire agir, en faisant croire. Si la « philosophie » officielle du national-populisme met au premier plan les valeurs vitales, nous verrons que c'est selon deux traditions idéologiques distinctes. L'une privilégie le modèle de l'*organisme*, s'ordonne aux valeurs

1. Cf. notamment : Le Pen (Jean-Marie), « Ma philosophie » (interview), *National-Hebdo*, 98, 5-11 juin 1986, p. 4-6. L'usage lepénien du mot présuppose un objectivisme doctrinal : « Il y a réellement une philosophie de droite et une philosophie de gauche » (Le Pen (J.-M.) in Apparu (Jean-Pierre), dir., *La droite aujourd'hui*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 174). L'usage adverbial renvoie à la dimension spirituelle d'une filiation : « La droite me paraît se rattacher philosophiquement à l'ordre naturel, au message chrétien, même s'il y a des athées à droite et des agnostiques » (Le Pen (J.-M.), *Les Français d'abord*, Paris, Carrère/Lafon, 1984, p. 71).

« organiques » d'unité, de hiérarchie des éléments, de solidarité et d'harmonie, valeurs qui se situent au principe d'une vision traditionaliste, plus précisément : traditio-communautariste, violemment antiprogressiste, dont on retrouve l'essentiel dans le conservatisme agraire (enracinement, famille, travail, patrie)¹. L'autre dérive de cette nébuleuse politico-scientiste nommée non sans abus et confusion *darwinisme social*, où coexistent convulsivement l'individualisme concurrentiel de type libéral, les théories de la race et de la sélection (l'eugénique raciale), les conceptions polémologiques, voire guerrières ou soldatiques, de l'existence humaine². C'est dans cette seconde perspective « vitaliste », disons pseudo ou para-darwinienne (du fait d'un recours rhétorique à des catégories telles que : lutte pour la vie ou la survie, sélection des plus « aptes » ou des « meilleurs », victoire des plus « forts », élimination des plus « faibles », etc.), que l'idée de progrès n'est plus expressément récusée, mais réinterprétée en termes de luttes et de sélections. Modèle guerrier du progrès : progresser, c'est vaincre. Ces deux modèles idéologiques, qui structurent le vitalisme nationaliste en lui conférant ses contradictions et paradoxes métapolitiques internes, correspondent respectivement à deux normes : *conservation*, *domination*. De la dualité de ces principes normatifs dérive la tension interne à la doctrine nationaliste, tension que reflètent ses expositions contradictoires — entre l'interprétation « traditionaliste » et l'interprétation « révolutionnaire ». Dans la tradition lettrée, la synthèse idéologique s'opère sous la catégorie de « révolution conservatrice ». Dans la tradition national-populiste qui nous occupe ici, c'est l'idée de « réaction » qui relie les pôles opposés (organicisme, impérialisme), qui réalise la synthèse des attitudes également valorisées de conservation et de domination, de défense et d'attaque, d'enracinement et d'expansion, de respect du passé et d'offensive tournée vers l'avenir.

1. Sur le « conservatisme agraire », lié à la réaction « romantique » contre la modernité, laquelle l'édifie, en Allemagne, le courant du *Kulturpessimismus*, cf. Vaydat (Pierre), *L'utopie de la nation soldatique en Allemagne de 1900 à 1942*, thèse, Paris III, 1975.

2. Il faut distinguer, parmi les doctrines bio-sociales et bio-politiques (ou les « sociologies naturalistes »), le « darwinisme social » au sens strict (laisser faire la lutte pour la vie, laisser agir la concurrence, inter-individuelle et inter-groupe : Spencer (H.), Royer (Clémence)), et l'eugénique ou le sélectionnisme interventionniste (intervenir systématiquement pour améliorer la qualité biologique de la population considérée, procéder à des sélections bio-sociales volontaires : Galton (F.), Vacher de Lapouge (G.)).

DIFFÉRENCE ET INÉGALITÉ : SEXES, ÂGES, RACES

Dans un entretien réalisé en 1978, et publié l'année suivante dans un livre-enquête sur *La droite aujourd'hui* (sous la direction de J.-P. Apparü)¹, J.-M. Le Pen aborde la question de l'inégalité par la position d'évidences premières sur la différence entre les sexes :

Nous souffrons ... en ce qui concerne les femmes, de la démagogie qui est pratiquée par l'ensemble des partis. Il n'est pas facile de dire à une femme : « Pour sauver nos sociétés et notre avenir, notre vie individuelle et collective, il faut que les femmes aient des enfants, qu'elles acceptent que ces enfants servent éventuellement et peut-être meurent pour défendre la liberté de la patrie, il faut qu'il y ait une autorité et nous pensons que l'autorité la plus qualifiée dans un ménage c'est celle de l'homme »².

Il n'est pas sans signification que la défense de l'inégalité commence par l'énoncé axiomatique d'une distribution à la fois différentielle et hiérarchisée des rôles masculin et féminin : le partage des sexes se monnaie socialement, au sein de la cellule supposée naturelle, la famille, par l'attribution à la femme du devoir de *fécondité*, dont la cause finale est la conservation du peuple français (impliquant la reproduction de la population, laquelle autorise la défense de la patrie par les fruits de la puissance fécondante), tandis qu'à l'homme est attribuée l'*auto-rité*.

L'idéal hiérarchique s'illustre d'abord par la fixité normative des rôles masculin et féminin. Mais l'idéal familial est lui-même instrumentalisé par une finalité plus haute, il incarne le noyau d'une méthode de salut, car il s'agit bien de « *sauver nos sociétés et notre avenir* »³ — faire à la fois que « les peuples occidentaux »⁴ se conservent, sains et saufs, et qu'ils se redressent, qu'ils se subliment dans un sursaut devant le danger.

L'argumentation lepénienne s'appuie sur les *structures du réel*, expressément invoquées lorsqu'il s'agit de donner une légitimité à la valeur d'inégalité, c'est-à-dire de la transformer en valeur

1. Le Pen (Jean-Marie), « Le Front national » in Apparü (Jean-Pierre), dir., *La droite aujourd'hui*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 173-181 (pour les notes suivantes, on se contentera d'indiquer « Le Pen (Jean-Marie), 1979 »).

2. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 178-179.

3. *Ibid.*, p. 178 (je souligne).

4. *Ibid.*

positive inscrite dans la nature sociale, et en norme de l'action politique. D'où l'opposition fortement marquée entre le discours vrai, adéquat à la « réalité », discours auto-attribué, et le discours démagogique, inadéquat à la réalité qui est « fondamentalement inégalitaire »¹, démagogie attribuée à tous les adversaires réduits à l'ennemi unique, dont la figure est homogénéisée, précisément, par l'usage qu'on lui impute d'un discours à la fois faux (inadéquat au réel) et mensonger (impliquant une volonté de tromper). Face à la « démagogie qui est pratiquée par l'ensemble des partis »², la parole du véritable homme de droite (ou de l'homme de la vraie droite) se distingue par sa véracité et la franchise de son proférateur. L'effet de « parole vraie » est renforcé par le recours à la reconnaissance d'exceptions à la règle naturelle, illustrée par une confidence, fragment de genre autobiographique, indice ostentatoire d'authenticité (« moi je ») : « Cela [la règle d'autorité virile dans le ménage] supporte des exceptions : moi je suis le fils d'une veuve de guerre, c'est ma mère qui m'a élevé et dans beaucoup de familles françaises, c'est la mère qui est le véritable patron.³ »

La méthode démonstrative ici suivie ne va pas du plus simple au plus complexe, mais du plus recevable et acceptable à ce qui l'est moins, parce que se heurtant à des interdits ou des « tabous » installés par des idéologies fumeuses et trompeuses, diffusés et renforcés par la « démagogie » comme caractéristique permanente de la classe politique. La thèse la plus recevable et acceptable : l'autorité de l'homme dans la famille, en tant que père et époux, l'axiome du « chef de famille » par nature. L'argumentation suit un trajet tel que la force d'évidence des prémisses (soit l'énoncé de la différence hiérarchique entre les rôles sexuels supposés naturels au sein de la famille restreinte) est *transférée* sur les conclusions, en vertu d'une *analogie* sous-entendue. Cette analogie de proportionnalité, qui met en relation les trois ordres principaux entre lesquels se distribue l'inégalité naturelle : âges, sexes, peuples et/ou races (et par métonymie : civilisations), peut s'énoncer à plat, s'expliciter de la manière classique suivante : dans le genre humain, les peuples (races, civilisations) les plus

1. *Ibid.*, p. 179.

2. *Ibid.*, p. 178 ; la démagogie est l'un des attributs spécifiques de « la bande des quatre » : cf. Le Pen (Jean-Marie), *Les Français d'abord*, Paris, Carrère/Lafon, 1984, p. 57 et suiv. (pour les notes suiv. : Le Pen (Jean-Marie), 1984).

3. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 179.

« évolués » (ou « avancés ») sont aux moins « évolués » (« avancés ») ce que, dans la famille, les hommes sont aux femmes et les pères aux enfants. Le type de relation également attribué est une relation d'inégalité : respectivement entre les sexes, entre les âges, entre les peuples. On remarquera que l'inégalité intervient pour caractériser la relation entre termes dont la différence ne fait aucun doute : le trajet de la différence (entre sexes, âges, peuples) à l'inégalité est également celui qui va du plus acceptable au moins acceptable, du plus visible (à l'œil nu : la différence phénotypique saute aux yeux) au moins visible (l'inégalité ne se voit pas, nous ne percevons que des inégalités partielles, provisoires, distribuées de façon non uniforme, etc.), du plus dicible au moins dicible. Mais laissons parler le texte lepénien :

En vérité, c'est la réalité qui définit cela [l'autorité du « chef de famille »]. Le mouvement égalitariste qui consiste à niveler les âges, les sexes, les peuples est à mon avis critiquable parce que c'est masquer la réalité, or elle est fondamentalement inégalitaire ; cela dit, il y a des inégalités qui sont des justices et des égalités qui sont des injustices. Nous sommes pour la justice et non pas pour l'égalité. Le thème de l'égalité nous paraît décadent¹.

L'adversaire idéologique est caractérisé, emprunt terminologique au GRECE, par l'égalitarisme, défini comme l'idéologie du nivellement. Le « mouvement égalitariste » est la désignation identifiante de la dynamique idéologique dont la « démagogie » politicienne est l'expression discursive. Or, si l'inégalité est une propriété fondamentale de « la réalité », l'exigence d'égalité, pré-supposant que l'égalité est une valeur positive et une norme, relève de l'illusion (pour ceux qui y croient) ou de l'utopie trompeuse (pour ceux qui l'exploitent) ; mais cette fiction instrumentale est fondée sur une erreur, facilement réfutable par retour au réel. La réalité étant supposée « masquée » par la démagogie égalitaire, il suffit d'arracher les masques pour la voir dans sa nudité : or, dépouillée de ses voiles, la réalité est « fondamentalement inégalitaire ». La dénonciation de l'idéologie égalitaire, qui offre le bénéfice d'autoriser une caractérisation unitaire de la vraie gauche (communisme, socialisme, etc.) et de la fausse droite (« libéralisme avancé », etc.), vise donc à éliminer une première idée fausse, renvoyant à ce qui est (la nature, la réalité, les faits),

1. *Ibid.* ; Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 183.

à savoir l'idée que les âges, les sexes et les peuples sont égaux ; une seconde idée fausse, selon laquelle égalité et justice s'équivaudraient, alors que si l'inégalité est inscrite dans la réalité humaine, la volonté de réaliser l'égalité ne peut se faire qu'au détriment des meilleurs, de sorte que l'exigence d'égalité est le masque de la volonté d'une égalisation par le bas, volonté niveleuse qui elle-même peut se réduire aux passions négatives : envie et ressentiment. C'est là un lieu commun de la rhétorique anti-égalitaire thématisée comme telle, et souvent exprimé, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, par la formule : « L'égalité est une injustice faite aux plus capables »¹. Il n'est nul besoin de rappeler que la dénonciation de l'égalitarisme en tant qu'erreur, illusion, mensonge et injustice a été un acte argumentatif central dans le dispositif de combat idéologique « savant » (culturel) contre la gauche dite « socialo-communiste », entre 1978 et 1984. L'égalitarisme permettait de traduire par un nom doctrinal globalisant le trait d'union entre socialisme et communisme, de donner, donc, un contenu idéologique à la relation constitutive d'un amalgame polémique particulièrement efficace. Il faut noter, en outre, quant à l'évolution des dispositifs polémiques, qu'entre la rhétorique anticomuniste et la rhétorique antitotalitaire, la rhétorique antiégalitaire a formé comme un maillon dans la chaîne des appropriations au contexte idéologique (ou des accommodations) du discours de combat anti-gauche.

Cependant, ce qui singularise la démagogie lepénienne, c'est qu'elle a fait entrer dans le discours politique public l'usage néo-raciste, mis au point par les clubs de la Nouvelle droite (GRECE et Club de l'Horloge), de la critique de l'égalitarisme (vulgaire), censé définir essentiellement la pensée de gauche². Il faut mettre le mot « racisme » au pluriel, car il y a des racismes, qu'ils soient

1. La formulation vient de la doctrine antiégalitaire mise au point par le GRECE dans les années 1970. Cf. *Dix ans de combat culturel pour une renaissance*, Paris, GRECE, 1977, p.68 et suiv., p. 83-84. Exemples de constitution en vulgate inégalitaire : Pauwels (Louis), *Comment devient-on ce que l'on est ?*, Paris, Stock, 1978, p.181-186 ; *La liberté guide mes pas*, Paris, Albin Michel, 1984, p. 21-22, 107-109, 161, 300-301, etc. ; du côté du néo-conservatisme « national-libéral » : Club de l'Horloge, *les racines du futur. Demain la France*, Paris, Masson, 1977, p. 178-184 ; *Le grand tabou. L'économie et le mirage égalitaire*, Paris, Albin Michel, 1981.

2. Cf. Taguieff (Pierre-André), « La stratégie culturelle de la Nouvelle droite en France (1968-1983) » in *Vous avez dit fascismes ?*, Paris, Arthaud/Montalba, 1984, p. 62.

d'attitude, de comportement ou de doctrine, des modes de racisation relevant de logiques différentes, voire contradictoires, et qui, dans le discours nationaliste, interfèrent cependant. J.-M. Le Pen oscille, dans ses discours publics, entre deux styles démagogiques : d'une part, la déclaration solennelle de respectabilité démocratique (la représentation d'une partie de l'opinion) ; d'autre part, la provocation médiatique, le lancement sur le marché doxique de propositions scandaleuses, contraignant les acteurs politiques à réagir, et les journalistes à commenter les commentaires. Sur la question du racisme, J.-M. Le Pen vise ordinairement la respectabilité, règle qu'il ne viole qu'à l'occasion de répliques sarcastiques ou de calembours mal maîtrisés. Il pratique donc le plus souvent l'euphémisation, la reformulation stratégique et l'inversion du blâme en éloge¹.

— *Substitution lexicale* : parler de « peuples », de « cultures », de « traditions » et de « mentalités » plutôt que de « races » ; diffuser les motifs d'une retraduction culturaliste ou historiciste du racisme ; éviter toute énonciation trop évidemment « zoologique ».

— *Déplacement* de l'assertion d'*inégalité inter-ethnique* vers l'affirmation ritualisée du « principe de la *préférence nationale* » : reformulation *préférentialiste* du racisme.

— *Célébration des différences intergroupales* : en les absolutisant, au nom du « respect des identités nationales », on engendre un mode de légitimation hautement efficace d'exclusion radicale des étrangers supposés *inassimilables*. On prône alors le « retour au pays », pour le bien commun des expulseurs et des expulsés² : reformulation *différentialiste* du racisme.

C'est la *hantise du métissage* qui est au centre de l'imaginaire racistoïde du nationalisme lepénien. Le métissage est rejeté comme dégradant et avilissant. Il est mauvais en lui-même, car destructeur de l'ordre naturel : les différences raciales font partie de l'ordre du vivant, qu'il s'agit de respecter. D'où l'éloge ambigu de la différence entre les « races » comme entre les « cultures » :

1. Cf. Taguieff (Pierre-André), *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988 (introduction, p. 14-19).

2. Cf. Taguieff (Pierre-André), « Le néo-racisme différentialiste », *Langage et société*, 34, décembre 1985, p. 69-98 ; « Les métamorphoses du racisme », *Hommes et migrations*, 1114, juillet-août-septembre 1988, p. 114-129.

Il y a une multiplicité de races et de cultures de par le monde et il existe aujourd'hui une espèce de courant utopique ... qui prône un « mondialisme » visant à établir sur notre planète un nivellement par la base, un métissage généralisé destiné à réduire définitivement les différences qui existent entre les hommes et en particulier ces différences raciales ... Ceci est d'une stupidité condamnable, car les races, dans leur diversité, ont été créées par Dieu et de ce fait ont certainement leur raison d'être ... Alors que chaque entité souhaite naturellement se perpétuer et marquer ses différences, ces théories égalitaristes montrent bien ce qu'elles ont d'artificiel, d'antinaturel ! C'est vrai pour les hommes comme ça l'est pour les chiens...¹.

L'in-différenciation (mélange, métissage, etc.) est identifiée au nivellement par le bas, tout croisement est abaissement, souillure produisant une baisse de niveau ou de qualité bioculturelle. Par présupposition, la défense de la différence s'entend comme célébration de l'inégalité. Manichéisme, au centre de la métaphysique nationaliste : les valeurs positives en elles-mêmes (différence, inégalité) s'opposent absolument aux valeurs intrinsèquement négatives (métissage, égalité ou nivellement). Il reste à récuser l'antiracisme en tant que théorie et pratique du mélange niveleur, du métissage abaissant, inévitable effet du cosmopolitisme qui transgresse les lois sacrées de la création, par son irrespect devant les divisions et frontières naturelles du réel : « Car, dans le fond, qui ne se félicite de voir exister dans la race canine des formes aussi différentes que le bouvier des Flandres, le berger allemand, le teckel, le bouledogue ou le caniche ? Que penserait-on du mélange de toutes ces races, de ce chien antiraciste ?² »

De tels textes doctrinaux, agrémentés de métaphores et d'analogies « pédagogiques », montrent la coexistence des deux racismes, celui qui marche à l'*inégalité*, celui qui fonctionne à la *différence* : le discours de J.-M. Le Pen oscille entre le racisme inégalitaire, héritage de la vision coloniale-impériale (pseudo-universalisme), et le racisme différentialiste, emprunté à l'arsenal idéologique de la Nouvelle droite (relativisme culturel absolu). La reformulation différentialiste permet d'aller jusqu'à traduire, pour le rendre acceptable, la prescription national-raciste d'exclusion en célébration du « droit à la différence » : « Nous avons

1. Le Pen (Jean-Marie), cité par Marcilly (Jean), *Le Pen sans bandeau*, Paris, Grancher, 1984, p. 192 ; sur les méfaits du « mondialisme » et de l'« universalisme », cf. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 185-186.

2. Le Pen (Jean-Marie), cité par Marcilly (Jean), 1984, *Le Pen...*, op. cit., p. 192 ; dans le même sens, cf. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 185.

non seulement le droit mais le devoir de défendre notre personnalité nationale et nous aussi notre droit à la différence¹ ». C'est la version sublimée du droit d'épouillage².

NATURE, DÉCADENCE, SÉLECTION

La morale lepénienne est une morale naturaliste, ses valeurs et ses normes dérivent des structures supposées de la « nature humaine », postulée éternellement identique à elle-même. Ne pas suivre la nature, c'est refuser les normes naturelles, c'est sombrer dans la maladie, c'est faire le choix, plus ou moins déterminé par un terrain pathologique, de la décomposition et de la mort. Aussi le diagnostic du médecin de la civilisation occidentale tombe-t-il comme une condamnation : « Le thème de l'égalité nous paraît décadent.³ » Ce qui va vers le bas est aussi bien en route vers la mort.

Si l'égalitarisme est à la fois un symptôme de décadence et un accélérateur de celle-ci, que faire ? Comment remonter la pente du déclin ? Et le peut-on ? La réponse lepénienne est claire et ferme : la descente vers le bas n'est pas irréversible, le déclin n'est pas fatal, à la condition de respecter un certain nombre de lois et de règles auxquelles obéit l'interaction de l'homme et de

1. Le Pen (Jean-Marie), 19 septembre 1982, cité par Rollat (Alain) in *Le Monde*, 21 septembre 1982 ; cf. Taguieff (Pierre-André), *La force du préjugé*, p. 337. J.-M. Le Pen reprend l'opposition, mise en place par le GRECE et le Club de l'Horloge à la fin des années 1970, entre les droits de l'homme et les droits des peuples, reformulée selon le principe d'adaptation aux valeurs en cours (la thématique de la différence, dotée d'une haute acceptabilité) : opposition entre les abstractions vides de l'universalisme (cosmopolitisme, mondialisme, humanitarisme) et les réalités concrètes incarnées par les peuples et les nations, avec leurs exigences et leurs droits spécifiques, légitimés et exaltés par l'invocation du « droit à la différence ». Dans son « appel du mont Saint-Michel », J.-M. Le Pen déclare ainsi : « A la philosophie fumeuse des Droits de l'homme commune aux quatre partis, communiste, socialiste, RPR et UDF, qui livre notre pays à l'influence et à l'invasion étrangères, j'oppose celle des droits du citoyen, celle des droits du peuple français et de la nation française, partie intégrante de l'Europe des patries » (« J'appelle la France à combattre le déclin, la décadence et la servitude », *National-Hebdo*, 173, 12-18 novembre 1987, p. 14).

2. Sur le « service dermique » des primates se métamorphosant en comportement d'« épouillage » reconnaissable dans la xénophobie, en tant qu'auto-mutilation du corps collectif par expulsion de ses « extrémités », cf. les analyses pionnières de Hermann (Imre), *L'instinct filial* (trad. franç. G. Kassai), Paris, Denoël, 1972, (1^{re} éd. hongroise, 1943), en particulier, p. 177-184 (application à l'antisémitisme).

3. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 179 ; *ibid.*, 1984, p. 183.

la nature. Cette interaction est présentée à travers quatre systèmes distincts de métaphores, dont l'imbrication ne rend pas limpide l'interprétation globale de la doctrine :

a. *Les métaphores sexuelles* : d'une part, féminisation ambiguë de la nature, matière première qu'il s'agit d'informer, de travailler, de cultiver, de labourer, de féconder ; d'autre part, hyper-virilisation de l'homme, qui, incarnant la force, donne seul la forme. D'où le partage des valeurs : la nature-féminité est toujours en attente, incarnation des valeurs de passivité, de réceptivité ; l'homme-virilité est l'incarnation des valeurs d'activité, d'effort, de travail, de modelage, de culture. Mauvaise mère, « marâtre », si le laboureur-fécondateur est incompetent ou peu performant, la nature peut se révéler, au bout des efforts et des sacrifices de celui qui arrive à la maîtriser, une « fiancée savoureuse »¹.

b. *Les métaphores méritocratiques* : contre l'égalitarisme qui ne distinguerait pas entre ceux qui ont du mérite et ceux qui n'en ont pas, entre les producteurs et les parasites, la pensée droite réagit en faisant la différence. Le critère du mérite s'applique aussi bien aux peuples qu'aux individus : les valeurs individualistes-méritocratiques sont éminemment transposables aux entités collectives. Elles se combinent, par ailleurs, avec un moralisme

1. Cf. Le Pen (Jean-Marie), « Amour sacré de la patrie », *Item*, 3, juin 1976, p. 69-71 ; *ibid.*, 1979, p. 179 ; *ibid.*, 1984, p. 183 ; « La patrie, la nation, l'Etat, l'Europe », *Les dossiers de l'histoire*, 13 (65), été 1987, p. 142-143. Dans de tout autres contextes, les stéréotypes de la féminité tyrannique, suborneuse et dangereuse surgissent spontanément : « ... quand elles grandissent les images sont des maîtresses exigeantes et ... les noms peuvent chanter aussi perfidement que les sirènes de l'Odyssée » (Le Pen (Jean-Marie), « Le message de Léonidas » in *Chant funèbre pour Phnom Penh et Saïgon*, Paris, SPL, 1975, p. 209). Les analogies du jardinage et du labourage, symboles de la lutte humaine contre les « mauvaises herbes », interviennent de façon récurrente dans le discours lepénien : cultiver, c'est rendre propre autant que féconder, actes rapportés à la « capacité merveilleuse » de « reproduire » et d'« améliorer » (Le Pen (Jean-Marie), *La France est de retour*, Paris, Carrère/Lafon, 1985, p. 178). Parmi ses modes préférentiels de stigmatisation de l'adversaire, la rhétorique lepénienne recourt à l'homosexualisation, à la sidéisation et aux métaphores de l'onanisme : « Quelles sont les valeurs que prônent mes adversaires ? Dans presque tous les domaines, et d'abord dans celui, fondamental, de l'éducation, ils proposent des valeurs "inverties" » (*National-Hebdo*, 173, 12-18 novembre 1987, p. 14) ; « Les classes dirigeantes décadentes, aux mains molles, au cœur mou, au cerveau ramolli par le sida politique ne peuvent imposer les règles indispensables à la survie des nations » (*Présent*, 1688, 29 octobre 1988, p. 2).

spécifique : respect des valeurs « traditionnelles », sens de la discipline, effort, responsabilité, refus de la facilité.

Mais l'éloge du travail humain n'implique nullement une allégeance à l'idéologie progressiste et « technophile », réputée de gauche ; il s'énonce selon les images et les analogies ritualisées par le conservatisme agraire : la terre ne ment pas à ceux-là seuls qui la connaissent, lui donnant vie par la sueur dont ils l'arrosent¹.

Laissons parler le texte lepénien, où s'entremêlent les deux séries de métaphores :

La situation des hommes et des peuples doit être établie par leurs mérites, leurs efforts, leurs sacrifices en face d'une réalité modelée par l'homme. Or il ne peut la modeler à son avantage que par l'effort, le travail. La nature est neutre, elle peut être la marâtre et elle peut être la fiancée savoureuse, mais il y a quelque chose qui me conforte dans mon idée de droite, c'est que l'on n'a jamais vu un champ qui ne soit pas travaillé par l'homme, ça c'est une réponse à un certain nombre d'écologistes. Le champ de blé, de pommes de terre, la forêt de chênes ne sont pas nés, contrairement à ce que croient beaucoup d'hommes aujourd'hui, de la bonté de la nature, mais sont nés de siècles d'intelligence, de travail, de sacrifices humains, et par une poigne de fer. Si vous laissez un champ neutre, même bien labouré et si vous allez voir ce qui reste au bout de dix ans, il n'y aura pas une belle forêt, il n'y aura pas un arbre qui aura poussé ; ils auront été bousculés, tordus, le lierre les étouffera².

c. *Les métaphores soldatiques* : il y a une lutte engagée entre l'homme viril et la nature — qui comprend les autres hommes, étrangers, rivaux, ennemis —, et la victoire n'est acquise que par les sacrifices consentis, par la force qui agit et réagit devant les menaces, par le refus de la mollesse et de la facilité, par les sélections requises pour élever la qualité des combattants. Les valeurs suprêmes sont des valeurs héroïques. La nation est la communauté du peuple en lutte contre l'ennemi : conception soldatique de la nation, dont la survie suppose que les forts soient privilégiés. Car vivre, c'est vaincre. La guerre révèle l'homme, fait la vraie différence, distingue le fort du faible. La terre a aussi besoin d'être fécondée par le sang des héros³. Le

1. Cf. Le Pen (Jean-Marie), « Amour sacré de la patrie », art. cité, juin 1976, p. 69.

2. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 179 ; *ibid.*, 1984, p. 183.

3. D'abord les Pères, héros fondateurs (Le Pen (Jean-Marie), art. cité, juin 1976, p. 69) ; ensuite les fils, héros défenseurs (*Ibid.*, p. 70 ; *Les dossiers de l'histoire*, été 1987, p. 142).

sang versé sacralise le territoire, et en rajeunit les frontières. Ce qui nous amène insensiblement au quatrième système métaphorique.

d. *Les métaphores « darwinistes-sociales »* : la conception po-lémologique de l'existence, et en particulier de l'existence humaine, se traduit, en effet, non seulement par l'éloge de l'homme debout au combat (ou mort au champ d'honneur), mais encore par l'exaltation de l'individu responsable, non assisté par l'Etat, en bonne santé, capable de résister par lui-même dans la lutte pour l'existence. L'idéologie de l'individualisme concurrentiel, transposable pour caractériser les rapports entre nations, comporte très classiquement la norme de l'Etat-minimum, dont l'envers est la récusation de toute forme d'assistance étatique. Car il s'agit de *libérer* les « forts » du poids des « faibles ». Cette vision typique du « darwinisme social » libéral s'accompagne, dans le texte de J.-M. Le Pen, d'une allusion au versant volontariste et interventionniste de ce qu'on appelle incorrectement « darwinisme social » : à travers l'usage de métaphores et d'analogies sélectionnistes, se profile un second type d'idéal relevant de la tradition eugéniste. Il s'agit dès lors non seulement de privilégier, mais encore de *multiplier* les « forts », dont l'existence est menacée par la prolifération des « faibles ». L'analogie préférentielle de l'élevage sélectif, celle de la sélection artificielle des animaux de chasse ou de course, destinés à gagner parce qu'ils sont « les meilleurs », se rencontre entre la dénonciation de l'Etat providence et la célébration des « saints », des « héros », des « martyrs » :

En privilégiant, en favorisant par trop tous les faibles dans tous les domaines, on affaiblit le corps social en général. On fait exactement l'inverse de ce que font les éleveurs de chiens et de chevaux. Je ne suis pas hostile à ce que l'on soulage les malheurs, par exemple les handicapés, mais on aboutit maintenant presque à une promotion de l'handicapé¹.

1. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 180. Il s'agit d'un schéma pseudo-explicatif de la « dégénérescence » des populations nationales, récurrent depuis sa formulation dans les premiers textes relevant de la nébuleuse des doctrines biopolitiques sélectionnistes (darwinisme social et eugénisme) ; cf. Le Bras (Hervé), « Histoire secrète de la fécondité », *Le Débat*, 8, janvier 1981, p. 82. La position antiphilanthropique (ou antihumanitariste) radicale des libéraux récusant toute assistance étatique est définie par Spencer (Herbert), dans ses conférences publiées sous le titre *L'individu contre l'Etat* (trad. franç. J. Gerschel, Paris, 6^e éd. (1^{re} éd. angl., 1884), Alcan, 1904, p. 26 et suiv., p. 97 et suiv.).

La société égalitaire et assistantielle est expressément récusée pour ses effets dysgéniques : l'une des principales composantes de la décadence, c'est la prolifération des « incapables », des « sous-capables », des « incurables », et surtout la considération sociale dont ils bénéficient, au détriment de l'élément sain de la population¹. J.-M. Le Pen dénonce ainsi l'un des effets de l'inversion des valeurs qui engendre le déclin des nations occidentales, entretenant et promouvant désormais les porteurs de « tares » ou d'infirmités.

A l'éloge des luttes sélectives s'ajoute la célébration de l'espace vital, dans une vision matérialiste biologique, aussi sommaire que brutale, impliquant un réalisme de la force incompatible avec la pensée chrétienne revendiquée par ailleurs².

Nous devons agir ... en occupant notre espace vital puisque la nature a horreur du vide et que si nous ne l'occupons pas, d'autres l'occuperont à notre place (discours de Le Pen, Strasbourg, 25 mai 1984) ;

Tous les êtres vivants se voient assignés par la nature des aires vitales conformes à leurs dispositions ou à leurs affinités. Il en est de même des hommes et des peuples. Tous sont soumis à la dure loi pour la vie de l'espace. Les meilleurs, c'est-à-dire les plus aptes, survivent et prospèrent autant qu'ils le demeurent³.

Il s'agit donc, si l'on se reporte aux textes « philosophiques » du leader nationaliste, d'un naturalisme intégral et « polémologique », qui animalise l'homme : il n'y a que des prédateurs et des proies. La biopolitique lepénienne se présente ainsi selon deux traditions idéologiques distinctes. D'une part, dans la nature, tout est combat, lutte pour la vie, survie des plus aptes, anéantissement des faibles : voilà la loi suprême. On reconnaît le réalisme optimiste et cynique de la doctrine « du bec et des

1. Taguieff (Pierre-André), « La rhétorique du national-populisme », *Mots*, 9, 1984, p. 134 (note 40). Sur le « danger » représenté par la croissance des populations extra-occidentales de « sous-capables », cf. Le Pen (Jean-Marie) in Marilly (J.), *Le Pen sans bandeau*, Paris, Grancher, 1984, p. 195.

2. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 167 (« Je suis un homme d'éducation chrétienne »), p. 171 (« Je suis Français et catholique »), p. 196-197 ; Le Pen (Jean-Marie), *La France est de retour*, op. cit., 1985, p. 145-158. L'image de propagande du candidat Le Pen est construite, notamment, avec l'attribution d'une religiosité exclusive. *National-Hebdo* mentionne ainsi, en première page : « Pierre Debray. Le seul candidat vraiment catholique » (193, 31 mars-6 avril 1988). Et, dans son interview, P. Debray confirme : Le Pen est « le seul candidat qui (combatte) l'avortement » (*ibid.*, p. 20).

3. Le Pen (Jean-Marie), *Item*, juin 1976, art. cité, p. 70 ; *ibid.*, 1984, p. 75.

ongles ». D'autre part, la thématique du darwinisme social (de la concurrence inter-individuelle à la guerre comme loi d'évolution) s'y mêle à la conviction d'une dégradation génétique des peuples occidentaux, d'où la position d'idéaux eugéniques, érigeant le modèle de la sélection artificielle des animaux, sélection consciente et volontaire, en idéal social. Ce qui implique que les races supérieures doivent d'abord se préoccuper de la sauvegarde et de la multiplication de leurs éléments supérieurs.

Le souci de la qualité génétique de la population nationale rejoint l'éloge de la « juste » inégalité. L'inégalité, plus qu'un fait positif, est l'une des normes fondamentales de la conception nationaliste de l'ordre politique. Persistance d'une tradition, sous la reformulation hyper-démocratique ou populiste d'une conception propre à une doctrine radicalement antidémocratique : « La science politique pose un dilemme ... certain. Elle dit au peuple : L'inégalité ou la décadence, l'inégalité ou l'anarchie, l'inégalité ou la mort.¹ »

Ainsi parlait Maurras, dans son *Enquête sur la monarchie*. Mais le « nationalisme intégral » de l'Action française ne trouvait pas son inspiration dans le stock d'évidences biomatérialistes issues de l'idéologisation de la théorie zoologique des races humaines, de la théorie darwinienne (« darwinisme social » libéral, non interventionniste) et de l'eugénique (pseudo-« darwinisme social » interventionniste, se proposant de remonter la pente des « sélections négatives »).

Il n'est pas sans signification de noter que le racisme intégré dans le nationalisme, tel que l'illustrent les écrits et propos lepénien, est un racisme d'inspiration foncièrement naturaliste, un racisme sélectionniste dérivant de la réduction des valeurs positives à la force et à la puissance. Conception « païenne », mais d'un paganisme sommaire plus ou moins honteux. Car la démagogie lepénienne intègre la référence à un christianisme « authentique », marqué par l'invocation réitérée du nom de Dieu² qui, tout à la fois, rassemble les insatisfaits du christia-

1. Maurras (Charles), *Enquête sur la monarchie*, Paris, Fayard, éd. définitive (1924), 1937, p. 119 ; cf. Bouglé (Célestin), *La démocratie devant la science. Études critiques sur l'hérédité, la concurrence et la différenciation*, Paris, Alcan, 3^e éd. augmentée (1^{re} éd., 1904), p. 19 (sur le scientisme biologique antidémocratique).

2. Cf. le témoignage de Pierrette Lalanne, ex-épouse Le Pen, dans *Globe*, avril 1988, repris in *Globe*, édition spéciale, 14 avril 1988, p. 4 : « C'est Jean [Marcilly] qui lui a soufflé l'idée de citer Dieu dans ses discours. Un crâneau à prendre.

nisme post-conciliaire sans exclure pour autant les non-croyants réactionnaires, et confère une « distinction » au leader nationaliste dans la classe politique française (« le seul homme politique qui parle de Dieu »). La double corruption idéologique de l'attachement patriotique et de la fidélité aux valeurs du christianisme se manifeste dans d'innombrables reformulations nationalistes des vertus chrétiennes, dont ce propos est exemplaire : « Il faut être imprégné de foi, d'espérance et d'amour de la patrie.¹ »

L'idolâtrie de la réalité particulière nommée patrie, voilà qui sépare absolument l'attitude national-raciste de la tradition judéo-chrétienne.

DROITE ET GAUCHE : LA VIE OU LA MORT

Pour ne pas être « balayé par les barbares », selon J.-M. Le Pen, un peuple doit se soucier de sa force, l'entretenir, l'accroître : si l'un des premiers impératifs politiques est de maintenir ou de conduire le corps social au plus haut de sa force, il faut privilégier et favoriser les « forts ». La pensée de droite se définit notamment par la conscience de devoir être fort, toujours fort, et toujours plus fort. Or le devenir-plus-fort est ici inséparable du devenir-meilleur, le souci de la force consonne avec l'effort vers le meilleur. Ce sont là deux caractéristiques inhérentes à la nature humaine :

Le progrès humain est fait de luttes, de sélections ; nous arrivons à vaincre — mal — la faim parce que nous avons sélectionné les meilleures espèces de blé, de maïs, de seigle, parce que nous les avons placées dans les meilleurs terrains, etc. C'est cet effort vers le meilleur, vers le mieux, vers la qualité qui a permis en quelque sorte une relative élévation du niveau de vie des hommes, étant entendu que, sur le plan de leurs

Personne ne le faisait. Pas même les curés ! » On ne s'étonnera pas de ce que la « triple devise de *Présent*, le seul quotidien politique qui apporte « une adhésion entière et un soutien militant » à la candidature de Jean-Marie Le Pen », soit : « Dieu premier servi », « Travail-famille-patrie », « La France aux Français » (*Chrétiens-Solidarité*, 52, novembre 1987, p. 27). Bernard Antony dit Romain Marie précise : « Proclamant le contraire du communisme, nous nous rassemblons autour de la devise : Dieu, Famille, Patrie » (« Dieu, Famille, Patrie » (éditorial), *Chrétiens-Solidarité*, 52, p. 6 ; cf. Madiran (Jean), « Dieu-famille-patrie. Catholiques, relevons le défi de la trahison », *Présent*, 1525, 3 mars 1988, p. 1).

1. Le Pen (Jean-Marie), *Antenne 2*, 13 avril 1988, 13 h 30 (invité par Yves Mourousi).

passions, ils restent tels qu'au temps d'Homère, et ne changeront sans doute jamais¹.

Plus haut, dans le même texte doctrinal, l'on découvre de cette dernière proposition anthropologique le commentaire politique : « La droite dit : en ce qui concerne l'homme, presque tout est découvert, presque tout a été pensé et écrit et l'homme restera tel qu'en lui-même.² » La fixité de la nature humaine est l'un des postulats métaphysiques du conservatisme nationaliste, et en illustre la position antiprogressiste.

Telle est la mise en scène d'images, de métaphores, d'analogies, sur laquelle J.-M. Le Pen se fonde pour distinguer la droite de la gauche. La séduction de la gauche, dangereuse sirène, tient à ce qu'elle déculpabilise et déresponsabilise. D'où cette image plutôt malveillante de son recrutement préférentiel : « La gauche a une force de séduction considérable sur les faibles, les ratés, sur les ivrognes, sur les bandits dans la mesure où elle leur explique que ce qui leur arrive, ce n'est pas de leur faute.³ »

La gauche serait à la fois du côté de l'irresponsabilité, qu'elle flatterait et exploiterait, et du côté de la facilité, son principe étant celui du moindre effort, incarné par la société d'assistance :

La droite, c'est l'affirmation de la responsabilité ; la gauche, c'est l'affirmation que chacun doit recevoir selon ses besoins ... Le socialisme poussé à son excès peut aboutir à l'étouffement total du corps social et politique qu'il voudrait protéger. Cela arrivera le jour où le nombre de gens qui seront assistés par la collectivité seront de manière démesurée, disproportionnée, tellement plus nombreux que ceux qui sont chargés de les porter ... La politique, qui fait que le bandit est mieux traité que le retraité va aboutir au fait que tout le monde voudra être bandit⁴.

Mais une société, qui s'affaiblit et s'assouplit, ne risque pas seulement de mourir d'étouffement. Une société de faibles, de nuisibles et d'irresponsables assistés ne pourra pas survivre dans la lutte impitoyable entre les peuples. Car les hordes de barbares

1. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 179 ; *ibid.*, 1984, p. 183-184 ; sur la « tension vers le mieux, vers le meilleur », cf. Le Pen (Jean-Marie), *La France est de retour*, *op. cit.*, p. 178.

2. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 177. On reconnaît la thématique du pessimisme conservateur : « Rien de nouveau sous le soleil. » Il s'agit d'une idéologisation d'une représentation mythique comprenant l'idée de répétition cyclique, excluant par principe la notion moderne de perfectibilité indéfinie (cf. Freund (Julien), *La décadence*, Paris, Sirey, 1984, p. 22).

3. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 179.

4. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 180 ; *ibid.*, 1984, p. 125.

guettent depuis toujours les faiblesses des civilisations déclinantes, vieillissantes. Les démocraties occidentales en sont arrivées à ce stade : la mort est à l'horizon de leur présent.

D'où la vision de la catastrophe finale et fatale, bricolée à partir des stéréotypes ritualisés de la chute de l'Empire romain, attribuée à sa déliquescence interne due à la disparition des vertus militaires et civiques, à l'immigration massive, au culte des valeurs hédonistes :

On arrivera à un stade où si le handicapé peut vivre assez librement et assez aisément toute sa vie, les gars essayeront d'être mutilés dès l'âge de 18 ans de façon à ne pas faire de service militaire, ne pas payer d'impôts, ne pas aller travailler. Un peuple qui prendra ces méthodes-là sera balayé par les barbares le jour où ils vont se mettre en route¹.

Etre, devenir ou rester durs et forts, ou bien disparaître : voilà l'alternative indépassable. La philosophie lepénienne de l'histoire humaine comporte l'énoncé de lois générales, dont celle qui met en relation fautes, relâchement, abandons et sanction :

Dans l'histoire des peuples, il y a toujours, à un moment donné, la sanction. Tous les peuples qui se sont laissés glisser, amollir, soit par la vie matérielle facile, soit par l'abandon des grands principes de vertu collective et individuelle, ont été balayés par les barbares².

Dans cette vision de l'histoire, punitions et châtements suivent inévitablement erreurs, illusions. Sursaut ou décadence, redres-

1. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 180. Changement d'attitude après le ralliement au FN de Yann Cadoret, devenu paraplégique à la suite d'un accident (Le Pen (Jean-Marie) in Marilly (J.), *op. cit.*, 1984, p. 196-197). Le lieu commun de la chute de Rome fournit une fois de plus une figuration symbolique de la décadence (Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 114). Sur le « paradigme de la chute de Rome », cf. Freund (J.), *op. cit.*, 1984, p. 105-131.

2. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 180. La dramatisation nationaliste de la question politique fait travailler le couple : « laxisme » (affaiblissement, abandon, laisser-aller, etc.) à l'intérieur/« barbares » aux frontières (déjà traversées par l'armée clandestine de l'immigration sauvage). L'alternative est parfois clairement posée : Le Pen (Jean-Marie), « Barbarie ou civilisation », *National-Hebdo*, 220, 6-12 octobre 1988, p. 2. Dans la plupart des contextes, « civilisation » équivaut à « civilisation occidentale », c'est-à-dire « la civilisation » : « Un jour proche, on n'échappera pas au dilemme entre la barbarie et la civilisation » (*ibid.*). Cf. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 173 (la « mission civilisatrice et humanisatrice » de la France et de l'Europe) ; *La France est de retour*, *op. cit.*, 1985, p. 171 (« Le monde a besoin de nous, le Tiers Monde a besoin de nous pour survivre et s'il est apporté une solution à ces problèmes, elle viendra encore une fois de l'esprit tutélaire appliqué par notre civilisation humaniste » : il paraît superflu d'énoncer les pré-supposés et les sous-entendus de telles propositions).

sement ou disparition : il faut que les porteurs des valeurs soldatiques mêlent leur héroïsme à la sainteté des martyrs pour que s'élève une digue résistante face aux assauts des barbares. Car les peuples ne s'élèvent pas par eux-mêmes, ils sont élevés par les types supérieurs qu'ils possèdent :

Nous croyons que ce qui élève les peuples, ce qui leur permet de vivre, ce sont les saints, les héros, les martyrs ... On ne peut pas s'en passer. On ne peut pas privilégier, promouvoir la facilité de la vie sans franchir à un moment donné un seuil qui devient mortel¹.

Il n'est pas de salut sans sauveur. Se redresser, c'est guérir. Et tout vrai redressement est rédemption.

On sait désormais ce qu'est la gauche, mise à nu : symptôme et accélérateur du déclin. Mais la droite ? C'est la réaction et la conservation. La métaphore qui surgit spontanément est celle de l'organisme sain. Etre de droite, c'est avoir la force de réagir, preuve de vitalité, affirmation d'une santé triomphante, triomphant des obstacles, relevant victorieusement les grands défis :

Je ne considère pas que le mot réaction soit péjoratif, je considère que l'action et la réaction sont un mouvement dialectique de la vie ; un organisme qui ne réagit pas devant la maladie est condamné à mort. Il faut réagir devant les agressions, contre ce qui met en péril notre intégrité, notre vie, notre avenir. On peut progresser en réagissant. Les mots réactionnaires ou conservateurs ne me font pas peur².

Or la réaction positive implique une négation première, un refus originaire : « Etre de droite, c'est d'abord refuser d'être de gauche.³ »

En 1984, sur la base de cette redéfinition de l'attitude « réactionnaire », qui la convertit positivement, J.-M. Le Pen déclare : « Si être réactionnaire, c'est réagir comme un organisme réagit en face de la maladie, eh bien oui, je suis réactionnaire. Ne pas être réactionnaire, c'est se condamner à mort. C'est laisser faire la maladie ou l'adversaire.⁴ » Le démagogue reprend ici la formule d'une conversion axiologique depuis longtemps routinisée

1. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 180 ; *ibid.*, 1984, p. 164-165 (inventaire des indices et figures de la décadence) ; « Pour un avenir d'espoir : appel de La Trinité », in *Passeport pour la victoire*, Limoges, 1^{er} trimestre 1988, p. 6-7.

2. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 180.

3. *Ibid.*, 1984, p. 71.

4. *Ibid.*, 1984, p. 176.

dans la tradition nationaliste, il réactive une figure rhétorique majeure de la contre-offensive des pensées antiprogressistes.

Une analogie biomédicale, celle du politique-chirurgien de l'organisme social atteint de maladies graves, synthétise les idées de réaction positive, de victoire sur le mal, de conservation de ce qui vaut absolument, la vie, toujours menacée par des forces mauvaises, sans trêve attaquée par des ennemis intérieurs et extérieurs : « Le travail de l'homme politique me paraît être comparable à celui du chirurgien qui sans cesse recoud les chairs déchirées et qui perpétue la vie. C'est cela, l'art de la politique : perpétuer la vie. C'est un gain, une victoire de chaque jour. »¹

L'alternative posée par le nationalisme pathétique est indéniable en son évidence aveuglante : il faut vouloir vivre ou se laisser mourir. Être de droite ou n'être que de gauche. Se redresser ou se coucher. Être réactionnaire ou démissionnaire. Mais il ne suffit pas de vouloir : on est sain ou malade, et certaines maladies sont incurables. L'involontarisme du culte vitaliste de la santé, dans la pensée nationaliste droitiste, semble plus profond que les appels moralisateurs à l'effort, donc à l'acte volontaire. L'essence de la pensée de droite, c'est bien l'horreur de la volonté². Une horreur ni maîtrisée ni peut-être maîtrisable.

LE DILEMME DE LA PENSÉE NATIONALISTE

Il faut pourtant corriger notre précédente proposition : l'involontarisme n'est plus « profond » que le volontarisme, dans la pensée nationaliste, qu'au niveau où celle-ci pose ses principes, définit ses attitudes de base, disons métaphysiques, en dehors de toute préoccupation d'efficacité dans le champ politique. Mais le nationalisme ne se réduit pas à une conception contemplative du monde social-historique. Avec l'horreur de la volonté, on ne fait pas de politique dans un système démocratique de type moderne, caractérisé par la compétition partisane, l'expression dans l'espace

1. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 83.

2. Sur la « droite vraie » définie par le « refus du volontarisme », par le rejet de l'idée que la volonté et la raison de l'homme « puissent constituer la société », voire par « l'horreur de la volonté », cf. les réflexions éclairantes de Bluche (Frédéric), Rials (Stéphane), « Fausses droites, centres morts et vrais modérés dans la vie politique française contemporaine », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif*, 3, 1983, p. 611-627.

public de la pluralité des opinions et la confrontation symbolique des programmes. Le fonctionnement même de la démocratie moderne présuppose la foi en la valeur instrumentale de la volonté. Comment un leader politique peut-il traduire en discours politique démocratiquement acceptable le désaveu radical de la volonté constructive ou reconstructive ? Les contraintes spécifiques du passage au politique font qu'il ne le peut sans produire des ambiguïtés et tenir des positions contradictoires, voire contraires. L'ambiguïté de la conception traditio-nationaliste apparaît dans la formulation lepénienne de la doctrine :

La grande discussion est entre ceux qui croient en un Ordre naturel, qui découlerait simplement de la nature des choses, et ceux qui croient en un Ordre construit par les hommes. Les hommes de droite croient à un Ordre construit par les hommes, instruits par l'expérience de la Tradition et du passé... Notre recherche fondamentale c'est de trouver un compromis entre l'autorité et la liberté¹.

Le motif de l'ordre social humainement construit coexiste avec l'affirmation d'un ordre naturel : « Il n'y aura pas de survie possible si l'Occident ne retrouve pas les sources de l'ordre naturel.² »

Jean-Marie Le Pen présente lui-même comme une question controversée le thème du fondement de l'ordre social. Mais il avance immédiatement la formule d'une solution, en termes de compromis ou de synthèse : la croyance proprement droitiste est définie par un compromis entre croyance en un « Ordre naturel » et croyance en un « Ordre construit » impliquant une intervention volontaire.

On peut interpréter cette coexistence virtuellement conflictuelle de deux argumentations contradictoires comme un dilemme présent au centre de la doctrine traditio-nationaliste, quelles qu'en soient les variantes (nationalisme intégral, national-populisme rassembleur, national-populisme xénophobe, etc.). Ce dilemme au sens strict — relation entre deux argumentations contradictoires et apparemment consistantes sans que pourtant aucune d'elles ne puisse être réfutée par l'autre³ —, lorsqu'il est formulé, montre le syncrétisme de la doctrine en en faisant éclater la pseudo-cohérence. Ou bien l'on suit la logique antivolontariste

1. Le Pen (Jean-Marie), *Les Français d'abord*, op. cit., 1984, p. 79.

2. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 78.

3. Gil (Fernando), « Opposer pour penser », *Libre*, 5, 1979, p. 175.

de la « vraie droite », soit par la postulation d'un fondement transcendant de l'ordre social (Dieu peut alors être invoqué), soit par la double référence — constative (ontologique) et normative/prescriptive — à un fondement immanent constitué par l'unité fonctionnelle de l'organisme (cf. toutes les variétés de « solidarisme » traditionaliste) ; ou bien, l'on suit la logique du volontarisme, et l'on doit en accepter les conséquences, dont la principale est la conception constructiviste de l'ordre social, impliquant soit le primat de la raison programmatique ou prospective, soit celui de la volonté libre répondant indéfiniment aux nouveaux « défis », soit celui d'une articulation spécifique des deux facultés humaines. La « vraie droite » est bien « renvoi brutal de l'homme à une *modestie* absolue »¹, en ce qu'elle rejette l'exorbitante prétention humaine à constituer la société. De cette modestie traditionaliste, l'on trouve parfois un écho dans le discours de J.-M. Le Pen : « La droite est modeste, la droite dit : En ce qui concerne l'homme, presque tout est découvert, ... et l'homme restera tel qu'en lui-même. »² Mais les appels à la « volonté inflexible »³ couvrent vite de leurs clameurs prométhéennes la modeste voix de l'involontarisme : « La droite au vouloir ! », s'écrit Le Pen.⁴

1. Bluche (Frédéric), Rials (Stéphane), art. cité, 1983, p. 621.

2. Le Pen (Jean-Marie), 1979, p. 177.

3. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 73. Cf. Les éclairantes analyses de J.-P. Stern sur le mixte paradoxal des langages naturaliste et volontariste chez Hitler : *Hitler. Le Führer et le peuple*, trad. franç. S. Lorme, Paris, Flammarion, 1985, chap. 6, 7, 8, p. 79-111 (1^{re} éd. angl., 1975).

4. Le Pen (Jean-Marie), 1984, p. 73. Dans sa préface à la seconde édition de *Droite et démocratie économique* (« Doctrine économique et sociale du FN »), Le Pen déclare en conclusion : « Le Front national ne croit pas au sens de l'histoire, il croit que les peuples peuvent, quand ils veulent. La France au vouloir ! » (Paris, supplément à *National-Hebdo*, octobre 1984, p. 11 ; 1^{re} éd., 1978). On rappellera ici que l'« organe officiel du Front national » que fut *RLP-Hebdo* (après *Le National*, 1974-1980, et avant *National-Hebdo*, depuis le 11 mai 1984) comportait en première page (couverture) une citation de Jean-Marie Bastien-Thiry : « Il n'y a pas de sens de l'histoire. Il n'y a pas de vent de l'histoire, car ce qui fait l'histoire selon notre conception occidentale et chrétienne qui est vérifiée par tous les faits historiques, c'est l'intelligence des hommes, ce sont leurs passions bonnes ou mauvaises. »

CHAPITRE 10

UN PROGRAMME « RÉVOLUTIONNAIRE » ?¹

Passer en revue les principaux points de la doctrine frontiste, en esquisser la provenance culturelle et politique, en montrer la cohérence fonctionnelle, mais en exhiber aussi les contradictions internes latentes, tels sont ici nos objectifs². Cette exposition systématique et critique, pour ingrate qu'en soit la tâche, nous a paru aussi nécessaire qu'urgente dans l'actuel contexte idéologico-politique. Les attaques journalistiques et militantes dirigées contre J.-M. Le Pen, aussi justifiées qu'elles puissent être visant un personnage dangereux pour les idéaux d'une démocratie pluraliste, se sont en effet réduites à deux séries de griefs. D'une part, la critique journalistico-militante s'est attachée à révéler des scandales, en dévoilant tel ou tel fait passé de la biographie du leader nationaliste (tortures et assassinats durant la guerre

1. Les textes (articles, brochures, livres) de Jean-Marie Le Pen ou du FN, d'où sont tirées la plupart des citations de ce chapitre, sont désignés par leurs initiales : DDE : *Droite et démocratie économique. Doctrine économique et sociale du Front national* (1978), 2^e éd., Limoges, 1984, préface de Jean-Marie Le Pen (supplément à *National-Hebdo*, octobre 1984) ; LVO : *La vraie opposition : le Front national*, Paris, Front national [sd], automne 1984 ; LFA : J.-M. Le Pen, *Les Français d'abord*, Paris, Carrère/Lafon, 1984 ; PVRF : J.-M. Le Pen, « Pour une vraie révolution française », *National-Hebdo*, 62, 26 septembre 1985, p. 3 ; PLF : *Pour la France. Programme du Front national*, Paris, Albatros, 1985, préface de J.-M. Le Pen.

2. Cf. Taguieff (Pierre-André), « La rhétorique du national-populisme » *Cahiers Bernard Lazare*, 109, juin-juillet 1984, p. 19-38 ; *Mots*, 9, octobre 1984, p. 113-139 ; « La doctrine du national-populisme en France », *Etudes*, 364 (1), janvier 1986, p. 27-46 ; « Forces et faiblesses de la doctrine du national-populisme », *Nouvelle revue socialiste*, 78-79, janvier-février 1986, p. 99-107 ; « L'identité nationaliste », *Lignes*, 4, octobre 1988, p. 14-60. La matière de ces études est reprise et développée dans mon livre *Le national-populisme*, à paraître au Seuil (courant 1989).

d'Algérie, conditions douteuses de l'héritage du milliardaire Lambert)¹, ce qui a eu pour effet secondaire de contraindre J.-M. Le Pen à nier l'évidence, bref à mentir et à se contredire. D'autre part, la critique a porté sur l'étiquetage polémique du Parti nationaliste, et plus largement de sa mouvance, à travers l'exégèse des propos tenus par tel ou tel dirigeant frontiste ou membre de l'entourage du leader suprême : J.-M. Le Pen et/ou le FN ont été ainsi taxés de « fascisme », de « racisme », de « nazisme » et d'« antisémitisme », voire de « totalitarisme », après avoir été installés dans les lieux aussi indésirables que mal définis de l'« extrême droite »². Déconsidérer le personnage J.-M. Le Pen en le présentant publiquement comme un individu dangereux à divers égards (tortionnaire, voire assassin, escroc patenté, menteur invétéré), et discréditer maximale-ment le FN par recours à la démonologie de propagande de tradition antifasciste et à ses modes de labellisation figés : la critique journalistique dominante ne s'est guère aventurée au-delà de ces deux genres de discours polémique, oscillant indéfiniment entre accusation et dénonciation, suspicion et délégitimation au moyen de « révélations » destinées à faire scandale, donc événement. D'autre part, les analyses savantes ne se sont pas portées sur les contenus idéologiques du discours frontiste, occupées qu'elles étaient soit à identifier le phénomène lepénien par reconnaissance d'une filiation (schème du « retour de », de la « résurgence » ou de la « survivance »), soit à objectiver le phénomène sociopolitique selon divers modes d'analyse quantitative.

La conjonction de la dénonciation démonisante, de la quête des origines et de l'approche objectiviste des études strictement électorales, a eu pour effet de détourner l'attention des observateurs de la dimension idéologique telle qu'elle se présente dans

1. Les tortures en Algérie (*Le Canard enchaîné* et *Le Monde*, octobre 1984 ; *Libération*, février 1985) ; l'héritage Lambert, selon le témoignage de Maurice Demarquet (*Le Monde*, octobre 1985).

2. Il faut reconnaître au journal *Le Monde* un rôle de leader dans l'approche « extrême droite » du FN, depuis la première percée de celui-ci, lors des élections municipales de 1983. Les dossiers réalisés par Alain Rollat ont donné le ton de l'interprétation dominante. Cf. notamment : « L'extrême droite en France », *Le Monde* (Dossiers et documents), 111, mai 1984, 4 p. ; Rollat (A.) (en collaboration avec E. Plenel), *L'effet Le Pen*, Paris, *Le Monde-La Découverte*, 1984, 246 p. ; Rollat (A.), *Les hommes de l'extrême droite* (Le Pen, Marie, Ortiz et les autres), Paris, Calmann-Lévy, 1985, 236 p. Plus précisément, l'« extrême droite » est disqualifiée par sa réduction à une « logique totalitaire » (Rollat (A.), « Une logique totalitaire », *Le Monde*, 22 juin 1984, p. 10 ; *Les hommes...*, op. cit., 1985, p. 140).

les textes orthodoxes du FN. Le première méconnaissance idéologique du FN porte précisément sur son idéologie, soumise à un interdit d'analyse systématique : on la suppose soit quasi inexistante, degré zéro de la pensée politique, soit bien connue parce que reconnue, trop connue pour requérir d'être analysée, soit si transparente que ce serait perdre son temps d'en faire l'exposition critique, soit strictement décorative, réductible à quelques fleurs de rhétorique dont l'étude n'a guère de place dans le cadre d'une approche scientifique, soit enfin purement et simplement instrumentale, relevant d'une analyse des tactiques et stratégies d'accommodation d'un appareil partisan aux variations des thèmes et des valeurs en cours idéologique. Il nous semble, au contraire, que l'offre idéologique constitue un facteur important de l'émergence du FN dans le système politique, et qu'elle doit être étudiée dans sa forme stylistique autant que dans ses contenus thématiques et programmatiques.

En 1985, Jean-Marie Le Pen écrivait :

Condamner les privilèges d'il y a deux siècles, pourquoi pas ? Mais combattons aussi les féodalités bureaucratiques et syndicales du XX^e siècle, sans oublier l'arbitraire fiscal. Saluer l'avènement de la souveraineté du peuple : fort bien, mais laissons-la s'exprimer au lieu de la soumettre ... aux préjugés de la caste technocratique et des media... Le FN appelle de ses vœux *une vraie révolution française* qui rende la parole au peuple (PVRF).

Le titre de l'article « Pour une vraie révolution française » vaut à la fois pour un manifeste et un programme d'action. Il est signé J.-M. Le Pen, et offre l'avantage de situer le FN par rapport aux valeurs républicaines d'une part, au modèle démocratique d'autre part. Analysons cette autoreprésentation idéalisée du FN.

ASSUMER LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

D'entrée de jeu, la position national-populiste est esquissée : « Chacun, dans la classe politique, s'apprête à fêter le bicentenaire de la Révolution de 1789. Pourquoi pas ? La France, c'est 4 000 ans de culture européenne, vingt siècles de christianisme, quarante rois et deux siècles de République. Le FN assume tout

le passé de la France » (PVRF)¹. L'argument central est de tradition nationaliste : si rien de ce qui est national n'est étranger par définition au FN, la révolution de 1789 et les deux siècles de République qui la suivirent doivent être assumés comme éléments de l'héritage collectif. Ce n'est donc pas la République en tant que telle qui est reconnue comme aspect de l'héritage nationale, encore moins identifiée en tant qu'événement fondateur, ni, a fortiori, revendiquée à titre d'avènement symbolique. La République, précise le texte, ne tient que fort peu de place dans l'édifice de l'héritage français : « deux siècles de République » face à « 4 000 ans de culture européenne », « vingt siècles de christianisme » et « quarante rois », c'est bien peu de chose. Le sous-entendu s'entend aisément : 1789 et la République, idéaux et type de régime, ne sont assumés qu'en ce qu'ils font partie d'un « tout », où il y a certes du bon et du mauvais, mais dans lequel il faut bien se reconnaître. La ligne de partage entre national-populisme et tradition contre-révolutionnaire est ainsi clairement définie : si, par son porte-parole le plus légitime, le FN reconnaît comme siens les deux siècles de République, s'il assume la Révolution française, non sans restrictions, il se démarque sans équivoque de la famille contre-révolutionnaire dont l'acte premier est de dénier toute légitimité à 1789 et ses suites. Mais la question rhétorique, le « pourquoi pas » de J.-M. Le Pen, souligne la première restriction : l'assomption de la Révolution et de la République ne s'opère pas sans réticences ni certaines résistances².

Le « pourquoi pas » aussi la République, puisqu'elle a eu lieu en France, est immédiatement commenté par le chef nationaliste : « Pour lui [le FN], le 14 juillet, est une date importante, moins d'ailleurs par la prise de la Bastille que par la fête de la Fédération, fête des provinces françaises, *fête de la nation* : gardons cela en mémoire. Le FN y veillera... » (PVRF). Telle est

1. Cf. PLF, p. 31. Dans le même sens : Madiran (Jean), « Du millénaire capétien à la bataille de France », *Itinéraires*, n° spécial hors série hiver 1987-1988 (« La bataille de France »), p. 11-13.

2. Cf. L'abbé Georges de Nantes, « Rentrée sur fond de synode et d'élections », *La contre-réforme catholique au XX^e siècle*, 215, octobre 1985, p. 33 ; Marie (Romain), « Notre politique », *Chrétienté-solidarité*, 7, juin-juillet 1983, p. 26-28 ; « Notre édifice contre-révolutionnaire » (entretien avec Marie (Romain)), *Chrétienté-solidarité*, 11, décembre 1983, p. 21-23 ; Pierre (Michel), « Deux cents ans de génocide : les visages de la barbarie moderne », *Chrétienté-solidarité*, 52, novembre 1987, p. 36-53.

la seconde clause restrictive, qui engage le Français français à décomposer l'événement révolutionnaire, à y distinguer des aspects hétérogènes pour les évaluer différemment. L'allégorie du 14 juillet doit donc être soumise à décryptage nationaliste, l'événement symbolique doit être relu à la lumière des valeurs de la préférence nationale : ce n'est pas tant l'abolition de l'Ancien Régime qui doit être saluée et assumée que le surgissement de la passion nationale. En bref, le « pourquoi pas » est suivi d'un « oui, mais ». Le couple 1789/la République ne fait bloc que réintégré à l'histoire occidentale, définie d'abord et essentiellement par la culture européenne, la religion chrétienne catholique et le régime monarchique, dont il n'apparaît guère que comme un avatar tardif.

Le FN refait ici un geste idéologique ritualisé par l'Action française : assumer et défendre exclusivement ce qui appartient à la tradition nationale, ce qui suppose un partage entre les composantes « authentiques » de l'identité nationale et les éléments étrangers, inassimilables. Ce discours de l'authenticité est inséparable d'un repérage des grandes figures historico-mythiques (saint Louis, Jeanne d'Arc) à travers lesquelles resplendit le visage de la vraie France. La ligne de partage entre la France vraie et l'anti-France ou la pseudo-France était posée par l'Action française comme elle l'est aujourd'hui par le FN, mais, du nationalisme royaliste au nationalisme démo-libéral, les critères d'inclusion et d'authenticité deviennent moins stricts, la République en vient à s'intégrer à l'héritage légitime, et le chef héroïque, soldat de l'antidécadence, remplace le Roi père de famille, « l'apaiseur » cher à saint Louis. En 1909, Jules Lemaître notait que, « pour l'Action française, le catholicisme est la religion nationale, celle qui, avec la royauté, a fait la France »¹. La remarque vaut pour caractériser l'attitude frontiste vis-à-vis du catholicisme, attribut emblématique de l'identité nationale. La référence révolutionnaire-républicaine tire sa valeur de ce qu'elle fait aussi partie de l'histoire de France, donc de ce qu'elle est une composante de l'identité substantielle de la France. Mais rien de l'événement révolutionnaire n'appartient à la vraie France qui ne se rattache en quelque manière à la conception nationaliste. Or, l'épisode révolutionnaire, s'il exalte le peuple français

1. Lemaître (Jules), *Lettres à mon ami* (1909), Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1913, p. 8.

et dénonce ses ennemis, comporte par ailleurs des aspects aberrants, étrangers à l'héritage national. Si l'identité française peut « cannibaliser » la religion catholique, c'est-à-dire la nationaliser, l'universalité des Droits de l'homme résiste à toute francisation restrictive. Si certains événements doivent être rappelés pour être condamnés (l'exécution du roi), certains avènements doivent être oubliés, voire dénoncés (l'idée philanthropique, l'exigence égalitaire, l'humanitarisme juridique, l'individualisme éthique).

Telle est la mémoire du Front, mémoire sélective qui s'accompagne d'une mise en garde politique : « Le Front national ... veillera à ce que la commémoration d'événements révolutionnaires passés ne serve pas à camoufler l'immobilisme du présent » (PVRF). Il faut noter que l'allégeance restreinte à 1789 et à la tradition républicaine, dans le discours du président du FN, n'est pas sans entrer en contradiction expresse avec les orientations contre-révolutionnaires déclarées de certains dirigeants frontistes, tel R. Marie, ou de nombreux compagnons de route (J. Madiran). Quoi qu'il en soit de ces larges variations idéologiques internes, il faut prendre au sérieux à la fois le républicanisme revendiqué par l'homme le plus représentatif du Front, et son caractère sélectif autant que modéré.

RENDRE LA PAROLE AU PEUPLE

Afin d'introduire l'idée et l'impératif d'« une vraie révolution française », le président du Front aborde ensuite trois points fondamentaux de l'héritage révolutionnaire dont il dénonce les éventuelles manipulations politico-idéologiques, et qu'il n'assume qu'à travers un jeu de clauses restrictives. En premier lieu, la *dénonciation de l'ennemi extérieur* : « Dénoncer les menaces étrangères d'il y a deux siècles : fort bien ... à condition de ne pas oublier les dangers qui pèsent aujourd'hui sur la citoyenneté et sur la nation française » (PVRF). Thème central de l'idéologie nationale : l'ennemi du peuple est toujours bifacial, à la fois extérieur et intérieur. La menace est polymorphique et polytope : l'immigration non européenne est ainsi fictionnée comme une armée étrangère de l'intérieur.

En second lieu, l'*abolition des privilèges*, idéal devenu mot d'ordre et drapeau : « Condamner les privilèges d'il y a deux

siècles, pourquoi pas ? Mais combattons aussi les féodalités bureaucratiques et syndicales du XX^e siècle, sans oublier l'arbitraire fiscal » (PVRF)¹. Le schème du « oui, mais » s'applique tout particulièrement à la réactivation du discours antiprivilèges : la Révolution, ici encore, n'est pas terminée, elle est toujours à refaire, parce que renaissent sous d'autres formes les féodalités. Le discours national-populiste n'a guère d'effort à faire pour reprendre et intégrer dans sa mythologie « anti-Gros » la critique sociologique, désormais classique, des nouvelles féodalités — à travers la vulgarisation des analyses de Pareto, Michels, Weber, Crozier et Freund qu'en a faite le Club de l'Horloge depuis la fin des années 1970 —, et la dénonciation libérale de l'Etat « gras », « vampire » fiscal. En troisième lieu, la *souveraineté du peuple*, cette nouvelle déesse du polythéisme démocratique moderne. C'est par l'assomption radicale du thème rousseauiste-révolutionnaire de souveraineté populaire que le FN, à la suite, indirectement, du GRECE² et, directement, du Club de l'Horloge³, prépare sa célébration de la « démocratie directe ». Le modèle suisse, en effet, illustrant l'usage populiste du référendum, est en parfaite congruence avec les formes mentales de la tradition antiparlementaire, et les dispositions de la tentation bonapartiste : méfiance à l'égard des institutions représentatives et médiatrices, imaginaire du contact direct et de l'accord sans intermédiaires entre le peuple et lui-même, qui accompagne dans le discours frontiste le retour des idéaux autoritaires, requérant le recours au « chef ». Ce modèle a, en outre, l'avantage de légitimer, par une présomption de modération, les valeurs et normes d'un nationalisme xénophobe, fondé sur la prescription inconditionnelle d'une défense de l'identité nationale, menacée par l'étranger, intérieur/extérieur. « Saluer l'avènement de la souveraineté du

1. Cf. Front national, *Passeport pour la victoire*, Limoges, 1^{er} trimestre 1988, p. 42 (art. « Démocratie »), p. 43 (« Démocratie directe »), p. 86 (« Peuple »), p. 97-98 (« Référendum »).

2. Cf. Benoist (Alain de), *Démocratie : le problème*, Paris, Le Labyrinthe, 1985, p. 32, 81-82 ; Julien (Frédéric), « Pour l'élitisme républicain. Quelques réflexions sur la démocratie... », *Troisième voie (Jeune nation solidariste)*, 4, juillet-août 1985, p. 11-16.

3. Cf. Le Gallou (Jean-Yves) et le Club de l'Horloge, *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, Paris, Albin Michel, 1985 ; Le Gallou (J.-Y.), éd., « Réponses à l'immigration », *Lettre d'information du Club de l'Horloge*, 20, 1^{er} trimestre 1985 ; Blot (Yvan), *Les racines de la liberté*, Paris, Albin Michel, 1985 (chap. VII : « Le modèle suisse », p. 167-187 ; chap. IX : « Le recours : la démocratie authentique », p. 217-232).

peuple : fort bien, mais laissons-la s'exprimer au lieu de la soumettre, comme c'est aujourd'hui le cas, aux préjugés de la caste technocratique et des media » (PVRF).

La première interprétation en est qu'il s'agit de supprimer les obstacles pour réaliser enfin la transparence dans la société civile. Dans cette perspective, la dialectique « rousseauiste-jacobine » de la transparence et de l'obstacle¹ serait retournée contre « le système », monstruosité qu'aurait engendrée la dégénérescence oligarchique et bureaucratique de la démocratie représentative. Il s'agirait dès lors d'abolir les privilèges de la nouvelle classe formée par les « oligarchies politiques, syndicales, bureaucratiques ou médiatiques » (PVRF)². Mais l'argumentation revient à détourner et déplacer l'usage de l'idéal de transparence : à suivre de près le jeu des métaphores, c'est moins de transparence que de *propreté* qu'il s'agit. Si le corps social est moins perçu comme opaque que comme sale, parasité, l'impératif est bien plutôt de procéder à un nettoyage radical d'un corps souillé. L'éthique frontiste est centrée sur un grand désir d'épuration : dissocier le sain et le morbide, éliminer les cellules parasitaires ; instaurer une France « propre », débarrassée enfin des corps étrangers qui la rongent en la défigurant. Voilà pourquoi la Révolution française doit aujourd'hui se refaire, retrouver son authenticité perdue de révolution vraiment française. Mais cette révolution est tout entière tendue vers la récupération des qualités éternelles de la France : cette révolution est présentée comme le dévoilement et la libération (voire la décolonisation) d'une essence singulière. Qu'une telle entreprise de nettoyage du corps social se confère les lettres de noblesse du projet de « révolution française », et ne puisse éviter de recourir à l'argument auto-légitimatoire par excellence dans l'espace démocratique/républicain de la France, cela indique une fois de plus que le discours national-populiste doit se fonder sur l'événement-matrice de 1789, lequel peut seul lui conférer une légitimité et un auditoire de masse. L'appel ostentatoire au peuple est l'acte fondamental de la rhétorique du national-populisme : « Bref, on l'aura compris, affirme J.-M. Le Pen, le FN appelle de ses vœux *une vraie*

1. Je reprends ici le beau titre du livre de Starobinski (Jean), *Jean-Jacques Rousseau. La transparence et l'obstacle*, Paris, Gallimard, 1971.

2. *Passeport pour la victoire*, op. cit., (art. « Groupes de pression », p. 64 ; « Autorités morales », p. 79-80 ; « Oligarchies », p. 82).

révolution française qui rende la parole au peuple » (PVRF)¹. De la prise de la Bastille à la prise de la parole : telle était l'une des interprétations dominantes de la « révolution » de mai 1968. Le FN s'est approprié le motif de la prise de parole et, en l'intégrant dans le corps des valeurs nationalistes, l'a métamorphosé en prescription d'une reprise de sa parole par le peuple souverain. Celle-ci, à travers l'usage généralisé du référendum, apparaît à la fois comme un réveil, une désaliénation et une révolte. Pourquoi ne pas désigner cet ensemble d'actes du nom de « révolution » ? Et de « révolution française », dès lors qu'elle doit être faite par les vrais Français et se faire au profit des seuls Français ? Mais ce serait alors une « vraie révolution française » (PVRF). Qu'entendre par une telle proposition ? A tenter d'en réduire l'équivoque, d'en formuler les présupposés et sous-entendus, on se trouve devant deux modèles d'interprétation : ou bien la Révolution de 1789 est supposée n'avoir pas été une vraie Révolution française, du fait qu'elle n'aurait été française ni complètement ni essentiellement ; ou bien les éléments authentiquement français de la Révolution de 1789 auraient été oubliés, trahis, détournés, et l'héritage national dévoyé à travers l'installation de nouvelles féodalités, l'abandon de toute défense de l'identité française, la confiscation par le système représentatif de la volonté et de la parole du peuple.

LIBERTÉS, PROPRIÉTÉ, SÉCURITÉ, IDENTITÉ

Jean-Marie Le Pen, après avoir appelé de ses vœux « une vraie révolution française qui rende la parole au peuple », passe en revue les quatre valeurs dont la défense et l'illustration conditionnent selon lui le redressement de la France. L'ensemble des mesures économiques, sociales et politiques déduites de l'analyse de ces quatre valeurs dessine le programme néo-révolutionnaire du FN.

1. Cf. « Rendre le pouvoir au peuple », *Lettre d'information du Club de l'Horloge*, 30, 2^e trimestre 1987, p. 1-9 ; « Rendre le pouvoir aux Français » (« argumentaire » pour la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen), *National-Hebdo*, 169, 15-21 octobre 1987, p. 17.

Les libertés contre le socialisme

En premier lieu, la *liberté*, ou plutôt *les libertés*. Pour le FN, qui se présente comme le parti du concret contre les bavards abstraits, « la liberté n'a pas de sens si c'est une abstraction et non une somme de libertés concrètes : la liberté de choisir son syndicat ou de ne pas en choisir ; la liberté de passer sans contrainte le contrat de travail que l'on veut avec son employeur ou son employé ; la liberté de jouir de sa propriété sans entraves inutiles ; la liberté, surtout, de choisir l'école de ses enfants » (PVRF). Quelles mesures peuvent être déduites d'un tel inventaire de normes ? D'une part, l'abrogation de la loi Quillot, d'autre part, l'abolition des « privilèges syndicaux issus des lois Auroux et du monopole de 1945, si chers à la CGT et à la CFDT ». Entre autres propositions, la défense frontiste des libertés engage à « libérer l'Education de la domination des quelque 5 000 permanents de la FEN payés par les contribuables pour imposer, contre le vœu des Français, une école socialiste » (PVRF)¹. Et cette libération passe par « la remise à chaque père ou mère de famille d'un chèque-éducation, à charge pour lui de l'apporter à l'école qu'il aura sélectionnée » (PVRF). Cette intégration des propositions ultra-libérales sur l'éducation² s'accompagne d'une réactivation de la démagogie antifiscale, mais dont l'expression s'est considérablement modérée depuis 1983 : « La liberté, c'est aussi pouvoir disposer de son revenu sans prélèvement confiscatoire ; oui à l'égalité devant l'impôt, non à l'égalité par l'impôt » (PVRF). Et ce dernier slogan introduit la reprise, dans le discours frontiste de propagande, des analyses faites par la Nouvelle droite (d'abord par le GRECE, puis par le Club de l'Horloge) de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, analyses dont l'argument central est l'identité de nature entre giscardisme (« socialisme rampant ») et mitterrandisme (« socialisme galopant ») : « Une fiscalité aberrante a contribué à la chute de

1. Sur les syndicats, et en particulier la CGT, cf. DDE, p. 23-24 (l'ouvrage comporte une nouvelle préface de J.-M. Le Pen, p. IX-XI) ; 1^{re} éd. 1978.

2. Cf. par exemple, Madelin (Alain), *Pour libérer l'école. L'enseignement à la carte*, Paris, Laffont, 1984, 179 p. (sur le chèque-éducation », cf. chap. 4, p. 47-64) ; Dreyfus (François-Georges), « Education, université, recherche : liberté et hiérarchie des compétences » in *La liberté à refaire* (sous la dir. de Michel Prigent), Paris, Hachette, 1984, p. 94-108 (coll. « Pluriel ») (p. 95 : « la seule solution possible est le chèque éducation ») ; Club de l'Horloge, *L'école en accusation*, Paris, Albin Michel, 1984.

l'ancien régime ; aujourd'hui, l'excès d'impôt condamne le socialisme galopant d'après 1981 comme il a condamné le socialisme rampant d'avant 1981 » (PVRF)¹. La rhétorique du FN ne fait ici que reconduire celle du conservatisme « libéral » traditionnellement représenté, sur la scène des partis, par le Centre national des indépendants et paysans.

Décidé à rompre radicalement avec le socialisme, le FN prétend défendre les orientations d'une économie « libérale » dans le cadre d'une « démocratie économique » : « On tient pour libérale une économie où chacun possède la liberté d'offrir comme il l'entend son tribut au peuple en laissant à celui-ci toute liberté pour en apprécier l'intérêt » (DDE, p. 1). Le « peuple » est érigé en sujet souverain et en bénéficiaire exclusif de la vie économique : « L'économie est la somme des activités destinées à assurer la subsistance et le confort matériel du peuple... Une économie n'est réellement démocratique que si elle laisse au peuple entier la possibilité de juger la valeur de cet apport » (DDE, p. 1).

Il s'agit donc, par-delà la démotivation réalisée par le socialisme « rampant » puis « galopant », de « relancer l'économie », et, pour ce faire, « il faut remotiver ceux qui créent les richesses » (PVRF). Le chef d'entreprise, qui « *est aux ordres du peuple* » (DDE, p. 14), doit donc être à nouveau motivé. Or les « moteurs de l'économie » sont au nombre de quatre : « le désir de profit ; le désir de propriété ; l'inégalité économique ; l'honneur » (DDE, p. 27-61). Les élites de la liberté d'entreprendre (DDE, p. 17-18), libérées des obstacles « socialistes », représentent la garantie de la prospérité du peuple : ultra-libéralisme intégré dans le populisme. Le FN, déclare J.-M. Le Pen, « préfère faire des nouveaux riches que (*sic*) des nouveaux pauvres » (PVRF). Mais ce n'est là qu'un aspect de la « doctrine économique et sociale du FN »². Car « la Droite, nationale, populaire et sociale, se distingue de

1. Témoignant de l'homogénéité discursive et argumentative des attaques anti-socialistes et antigiscardiennes lancées par les droites intransigeantes, homogénéité réalisée sous l'influence du Club de l'Horloge, cf. Le Gallou (J.-Y.), « La Révolution républicaine », préface pour la nouvelle édition de Le Gallou (J.-Y.) et le Club de l'Horloge, *Les racines du futur. Demain la France*, Paris, Albatros, 1984, p. 1-8 ; DDE, p. 27. Sur ce thème, cf. Taguieff (P.-A.), « La démagogie à visage républicain », *Revue politique et parlementaire*, 87 (915), mars-avril 1985, p. 85-102.

2. Sous-titre du livre *Droite et démocratie économique*, op. cit.

toutes les autres tendances en ce qu'elle veut enrichir les pauvres au lieu d'appauvrir les riches » (DDE, p. 3)¹. Quelles mesures sont susceptibles de réaliser un tel programme d'enrichissement simultané de tous ? Le président répond : « Une réforme audacieuse de la fiscalité, fondée sur l'abandon des procédures inquisitoires, l'amnistie fiscale et la suppression progressive de l'impôt sur le revenu » (PVRF)². L'orientation générale du projet frontiste lui est en fait conférée par le postulat économiste fondamental du libéralisme, exposé dans sa formulation classique : « Il ne peut exister de libertés politiques ou autres sans liberté économique » (DDE, p. 2). Par un tel énoncé de la surdétermination de toutes les libertés « concrètes » par la liberté économique, la doctrine du FN s'inscrit sans réserves dans l'idéologie spontanée du capitalisme.

Elle y loge néanmoins sa différence spécifique, qu'on peut désigner par l'expression consacrée de « capitalisme populaire », récemment illustré par le succès, dans les milieux frontistes et traditionalistes catholiques (« intégristes » et contre-révolutionnaires) du livre de M. de Poncins, *Tous capitalistes*³. L'ouvrage présente le « capitalisme populaire » comme le seul projet politico-économique qui soit à la fois « alternatif au socialisme » et susceptible de rallier une majorité de Français : « Le choix est entre le *socialisme* annonciateur du marxisme et le *capitalisme populaire*.⁴ »

Ce « capitalisme populaire » équivaut ainsi à la « démocratie économique » prônée par le FN, dont le président procède à une mise au point terminologique :

... démocratie économique pouvant, selon nous, servir de terme de remplacement au capitalisme. Encore que personnellement, le mot ne me fasse pas peur et que je serais assez prêt, avec le père Bruckberger, à dire : « Le capitalisme, c'est la vie ». Nous y ajoutons, nous, le terme de

1. Cf. Le Pen (Jean-Marie), LFA, p. 67-68.

2. LFA, p. 131 et suiv., 137 et suiv. ; PLF, p. 71-85.

3. Poncins (Michel de), *Tous capitalistes ou la réponse au socialisme*, Chiré-en-Montreuil, Chiré, juin 1983, 164 p. ; l'ouvrage reprend et développe les thèses défendues dans un livre précédent, *Manifeste du Parti capitaliste populaire*, publié en 1982 sous le pseudonyme de Pierre Saint-Cyr.

4. Poncins (Michel de), 1983, *op. cit.*, p. 160 ; « il n'y a pas d'alternative au socialisme autre que le capitalisme populaire ».

populaire et c'est là que je voudrais indiquer la nouvelle direction qui (sic) me paraît nécessaire de prendre. Pour assurer le renouveau du capitalisme, il faut y associer le peuple (LFA, p. 132-133)¹.

La responsabilité par la propriété

La révolution vraiment française implique de rendre les citoyens simultanément libres et responsables², car, déclare J.-M. Le Pen, « la liberté ne vaut pas sans responsabilité » (PVRF). Mais la responsabilité ne trouve l'occasion de s'exercer et de se développer que par la propriété : « Qui peut mieux rendre responsable que la propriété ? » (PLF, p. 65). La doctrine du national-populisme se présente comme fondée sur le parti du « réel » et du « concret ». Or, le désir de propriété est l'une des composantes les plus « naturelles » de la nature humaine (DDE, p. 33-34) condamnée par tous les utopistes « de Platon à Marx » (DDE, p. 33). Un argument plutôt comique est avancé par le programme de J.-M. Le Pen : « Si la propriété était intrinsèquement mauvaise, la majorité des humains accepterait comme une gâterie la mise en commun des brosses à dent. Or, c'est un fait qu'il n'en est rien » (DDE, p. 33). Il faut donc quitter le ciel où règnent les « sophismes des théories sans base expérimentale » (DDE, p. 33), et retrouver « l'homme de chair et d'esprit, l'homme réel », qui « est ainsi fait que la propriété privée correspond à la fois à son bonheur et à son meilleur comportement collectif » (DDE, p. 34). Mais en quel sens peut-on soutenir que « la propriété précise les responsabilités » ? Tout d'abord, selon la doctrine frontiste, la propriété privée est un correcteur puissant du désir de profit : « Ce moteur puissant [le profit] appelle un frein : la propriété. Ce qu'elle a d'éminemment conservateur au meilleur sens du terme tempère les excès que pourrait engendrer le goût du lucre » (DDE, p. 34). Mais l'effet le plus positif de la propriété est qu'elle fixe, enracine, stabilise, responsabilise. Le type positif du *pro-*

1. Un certain flottement terminologique sur le thème du « libéralisme » révèle les récentes hésitations idéologiques du leader frontiste, ou plutôt les variations doctrinales engendrées par son opportunisme politique. En témoignent par exemple ces propos de 1984, visant certes le « libéralisme avancé » : « Aujourd'hui, cette autre face de la gauche qu'est le libéralisme entraîne le pays dans une décadence accélérée... Quand il avait le pouvoir, le libéralisme avancé sentait la charogne, la décadence et la mort » (LFA, p. 72).

2. On notera sur ce point l'identité des thèmes-slogans du FN et du RPR. Cf. le « projet pour la France » du RPR : *Libres et responsables*, Paris, Flammarion, 1984, 150 p.

priétaire s'oppose ainsi directement au type négatif du *nomade* : responsabilité contre irresponsabilité, respect du sol contre dévastation, entretien des biens contre ruine et pillage, travail contre vol, enracinement contre déracinement, loyauté contre ruse. Le type idéalisé du propriétaire semble avoir deux faces : le cultivateur et le commerçant. Deux figures de l'héritier, face à l'individu sans racines.

Les « nomades », quant à eux, ne peuvent prétendre à une telle dignité : leur participation de l'essence humaine est moindre, sinon nulle. Il y a pour ainsi dire des humains plus humains que d'autres : les propriétaires. Le programme économique du FN donne les raisons de cette anthropologie inégalitaire :

Le cultivateur ne traite pas son sol avec mépris comme le nomade qui s'en va plus loin dès que ses troupeaux ont rongé la végétation du *no-man's-land*. La propriété lui garantit le fruit des efforts déployés sur sa terre. Qui possède pignon sur rue ne grugera pas ses clients, comme un vendeur à la sauvette. En fixant, la propriété précise les responsabilités, elle contraint la ruse à s'effacer derrière une nécessaire loyauté (DDE, p. 34-35).

Outre le fait que « la propriété privée valorise » (DDE, p. 35), c'est elle, et elle seule, qui « permet les décisions » (DDE, p. 37). Le type du propriétaire s'oppose ici directement au type du fonctionnaire : face au « meilleur chef de service » qui ne peut agir qu'enfermé dans les limites d'un règlement et les données d'un budget, et ne peut donc relever de lui-même les défis de l'imprévu, « le propriétaire, au contraire, est à même de prendre sur-le-champ toutes décisions utiles le concernant ». Du mauvais côté, l'appareil de l'Etat, qui est « si lourd, si lent, si inhumain parfois » ; du bon côté, « une souplesse et une rapidité dans l'action qui rendent si efficaces les entreprises privées » (DDE, p. 37). La logique individualiste du calcul de l'intérêt propre et le culte du bon sens permettent ainsi d'expliquer la puissance de décision du propriétaire. Seul le propriétaire est dans une situation telle qu'il peut s'identifier à ses biens et ses intérêts, parce qu'ils sont les siens (DDE, p. 35-36). Enfin la propriété privée apparaît à la fois comme le fondement des libertés concrètes et la condition du sentiment de sécurité. Les libertés « disparaissent toutes avec leur clef de leur voûte : la liberté de posséder des moyens de production et de distribution » (DDE, p. 37). Car la propriété procure des moyens d'expression, qui permettent l'exercice de la liberté d'expression : « En régime de propriété privée,

n'importe qui peut acheter des moyens d'expression, depuis un modeste multiplicateur jusqu'à un journal » (DDE, p. 37). Vision radieuse de la société de marché « libre ».

L'affirmation essentielle reste : « Pas de liberté sans propriété privée ». Nous retrouvons ainsi l'évidence de base de la doctrine du « capitalisme populaire » : « Dès que disparaît la liberté de posséder des moyens de production, toutes les autres libertés s'évanouissent » (DDE, p. 38)¹. En outre, J.-M. Le Pen soutient que « l'une des garanties fondamentales du travailleur reste la propriété privée. C'est elle qui lui permet de ne pas dépendre exclusivement du marché de l'emploi » (LFA, p. 140). On ne peut que relever ici une pétition de principe : comment permettre au travailleur d'acquérir des biens qui sont censés le rendre libre ? Ne faut-il pas, dans une économie de marché, être déjà possédant pour avoir quelque chance de posséder (plus) ? Certes l'on peut toujours ériger l'épargne en « source de propriété » (DDE, p. 40). Il reste que le secret bien connu de la liberté du propriétaire n'est autre que « la transmission héréditaire de la propriété » (DDE, p. 43). Or, l'héritage de la propriété, qui « figure parmi les plus anciennes bêtes noires de la gauche » (DDE, p. 43), est pourtant partie intégrante du « lot d'héritage » reçu par l'individu, et qui est fondé sur « la vérité suprême, la réalité biologique » (DDE, p. 44). Cette assise suprême du droit à l'héritage des biens est au surplus conforme à l'intérêt national et familial, non moins qu'à la « volonté populaire » mesurée par les sondages (DDE, p. 46). Mais « l'attitude démocratique » ainsi adoptée par le FN comporte l'exigence d'accomplir la « généralisation de la propriété privée » (DDE, p. 47)², qui seule permet à son heureux détenteur de ne pas faire partie du « troupeau de serfs réduits par la misère » à la merci des technocrates et de la gauche (DDE, p. 46). Le propriétaire est l'homme vraiment homme qui ne se laisse pas rabaisser et « enliser progressivement dans l'esclavage larvé, prémarxiste, des institutions "sociales", en réalité à but socialiste » (DDE, p. 47). Si donc « une véritable politique sociale (et non socialiste) consiste à enrichir les pauvres, qui ne tirent aucun profit de l'appauvrissement des riches », il faut définir les

1. Cf. Le Pen, préface à la première édition de *DDE* (1978), reprise in *PLF*, 1985, p. 10.

2. Cf. *PLF*, p. 65 ; Le Pen (Jean-Marie), *La France est de retour*, Paris, Carrère/Lafon, 1985, p. 179.

conditions selon lesquelles tout citoyen français peut s'élever au statut enviable entre tous, parachevant ainsi son humanité : « tous capitalistes », ou « tous propriétaires ». Ce qu'il s'agit de généraliser, pour atteindre le stade suprême du capitalisme populaire, c'est la « propriété *dynamique* », au-delà de la simple « propriété *statique* » : celle-ci *coûte* à son possesseur (elle s'use, demande de l'entretien ou des remplacements), celle-là « *rapporte* de l'argent et constitue la vraie sécurité de la famille ». La propriété dynamique est celle « des biens de production et d'échanges (usines et commerces) qui, sous la forme commode et accessible des actions, *devrait* et *pourrait* appartenir à toutes les catégories sociales sans exception ». La mesure décisive qui engendrera l'« enrichissement réel et concret de *tous les Français* », c'est la désétatisation des « sociétés dites nationalisées qui appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à personne » (DDE, p. 47-48). Face à l'Etat impersonnel se lève l'armée des propriétaires, ces personnes à part entière. Tel est le singulier « personnalisme » censé conférer un supplément d'âme au peuple de capitalistes-propriétaires. Il arrive à J.-M. Le Pen de reconnaître la dureté de l'univers concurrentiel qu'instaure le capitalisme « libéré » de l'Etat-providence. Mais la dénonciation des effets pervers de celui-ci lui semble justifier suffisamment son éloge du capitalisme sans entraves :

Aussi dures que soient les règles du marché, je crois qu'elles restent plus justes et plus efficaces économiquement et socialement que les procédés qui consistent à généraliser le soutien, l'aide, l'assistance qui ont une finalité charitable et généreuse, certes, mais dont l'exercice prouve qu'elles tournent en fait au détriment des travailleurs eux-mêmes (LFA, p. 140).

Sur ce point cependant, à la suite du poujadisme qui, au-delà de la distinction entre grand patronat et petits industriels, opposait les trusts internationaux aux industriels nationaux, la doctrine frontiste reconduit à sa manière la distinction maurrasienne entre capitalisme (apatride) de spéculation et capitalisme (national) d'épargne¹. Cette opposition entre un bon et un

1. Cf. Hoffmann (Stanley), *Le mouvement Poujade*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1956, p. 222. A ce propos, on relèvera le commun embarras de Poujade (en 1955-1956) et de Le Pen (en 1984-1985) vis-à-vis des industriels. Dans son discours prononcé le 20 octobre 1985 à la fête des « Bleu-Blanc-Rouge », le président du FN a dû préciser les raisons de son hostilité

mauvais capitalisme, application régionale du manichéisme populiste (peuple contre gros), ne diffère que par une certaine modération rhétorique (évitement des marqueurs classiques de l'antisémitisme) des énoncés dualistes tels que les exhibait le discours de ceux qui se désignaient eux-mêmes comme « nationalistes », par opposition aux « nationaux », dans les années 1950 et 1960 (Jeune Nation, Europe Action, etc.).

La sécurité : ordre et autorité

« Ce qui garantit la liberté et la propriété, c'est la sécurité des biens et des personnes » (PVRF), continue J.-M. Le Pen, esquissant les voies de la « vraie révolution française ». Car « la première des libertés, c'est le droit à la sécurité et le premier devoir d'un Etat qui se respecte c'est d'assurer la sécurité publique des citoyens contre les délinquants, contre les criminels » (LFA, p. 126)¹. Cette conception du pouvoir politique, dont on notera qu'elle ne pèche pas par excès d'originalité, implique que « les missions essentielles de l'Etat » sont : « Défendre la Nation et son peuple, maintenir l'ordre, rendre la justice » (LFA, p. 115). Or, tout se passe comme si l'Etat n'était plus lui-même en ne remplissant plus ses fonctions fondamentales. Le diagnostic de J.-M. Le Pen est sans appel : « C'est peu de dire qu'elle [la sécurité des biens et des personnes] n'est plus aujourd'hui assurée : 3,5 millions de crimes et délits sont commis chaque année, mais bien peu sont poursuivis et réprimés » (PVRF). Mais l'insécurité fait partie d'un tableau de la décadence générale ; elle est, dans la vision lepénienne, l'un des aspects les plus révélateurs de la fin d'un monde :

Il ne faut ... pas s'étonner que l'armée, la police, la justice soient les victimes principales de la décadence et les cibles privilégiées de la subversion politique ... Le relâchement des contraintes a favorisé celui des mœurs et corrélativement l'affaiblissement des mœurs, celui des contraintes ... La montée de la criminalité est en relation directe avec la

à la loi Royer sur les commerçants et artisans : « Je suis hostile à la loi Royer qui, comme l'enfer, est pavée de bonnes intentions mais peuplée de damnés. Cette loi dirigiste n'a, en aucune manière, protégé les artisans et les commerçants... Pour rétablir les règles d'une concurrence loyale dans notre pays, il faut que la loi interdise les manœuvres du dumping des grandes surfaces... Il faut, dans notre pays, établir une législation antitrusts... » (cité in *National-Hebdo*, 67, 31 octobre-7 novembre 1985, « Défense des Français », p. 5).

1. *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 106.

libération des mœurs et des institutions. En débloquant les freins, en desserrant les boulons, on ne défend pas la liberté, on l'assassine (LFA, p. 115, 117, 118).

La dénonciation de la décadence polymorphe des sociétés occidentales enveloppe une critique du « libéralisme », au demeurant de stricte tradition nationaliste, qui interprète tout mouvement de libéralisation comme un processus de relâchement et d'abandon, comme un indice de démission¹.

Le relâchement des disciplines familiales, scolaires, sociales, légales, libère le flot des instincts antisociaux de l'homme. Le rêve rousseauiste, inspirateur commun du socialisme, du communisme et du libéralisme, se nourrit de bluette, de sentiments humanitaires, d'amour et d'utopies, mais il débouche sur la guerre civile, l'anarchie, l'échafaud et la tyrannie (LFA, p. 118).

Si donc le FN a pu intégrer dans sa « doctrine économique et sociale » les conceptions de la vulgate ultra-libérale, l'anti-étatisme économiste étant reformulé dans le cadre du « capitalisme populaire », il ne pouvait s'accorder à l'esprit du temps, jusqu'à s'aligner sur les idéaux du libéralisme politique, sans risquer de perdre son identité. Aussi le FN tient-il un double discours sur le libéralisme : d'une part, il fait l'éloge du libéralisme économique entendu comme légitimation du capitalisme des classes moyennes dans les strictes limites de la nation et hors de tout contrôle étatique ; d'autre part, il continue de blâmer le libéralisme politique, assimilé aux tendances à la décomposition sociale et au relâchement des autorités, ou dénoncé comme la philosophie de la démission et de la faiblesse. Ce libéralisme « laxiste » est parfois rapporté à l'hégémonie idéologique de l'individualisme dissolvant, pour ce qu'il accorderait à l'individu des droits sans lui imposer de devoirs : « La philosophie de droite, c'est celle du devoir, du sacrifice. La grande différence c'est que l'homme de gauche est individualiste, c'est-à-dire qu'il ramène l'ensemble des droits et des devoirs, surtout des droits d'ailleurs, à ceux de l'individu.² ». Pris dans cette seconde acception, fortement péjorative, le mot « libéralisme » renvoie à une configuration de représentations présumées par la critique nationaliste du

1. Cf. Le Pen (Jean-Marie), éditorial, *RLP-Hebdo*, 22, 26 février 1981, n° spécial : « Le manifeste de la Campagne : " Les Français d'abord " », p. 2.

2. Le Pen (Jean-Marie), « Le Front national » in Apparu (Jean-Pierre), dir., *La droite aujourd'hui*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 175.

monde moderne, à savoir la grande vision de la décadence de l'Occident, dont l'individualisme libéral ne serait qu'un symptôme en même temps qu'un mode de légitimation idéologico-politique. Le problème politique principal du Front n'est en aucune manière celui du libéralisme classique : comment limiter le pouvoir d'Etat, qui tend à l'absolu du pouvoir ? Car il n'y a qu'une dérive menaçant le pouvoir politique : le laxisme. Dans la perspective frontiste, il ne saurait exister de dérive autoritaire, de même qu'il n'y a « pas d'ennemis à droite ». Quant à la dérive totalitaire, elle est exclusivement attribuée aux idéologies et aux régimes socialistes. Selon son programme, le FN veut à la fois « dégraisser » l'Etat, l'émonder de ses interventions dans la vie économique, et renforcer son autorité. Nous sommes loin de l'idéal libéral des contre-pouvoirs et des valeurs libertaires réhabilitées par la critique de l'omnipotence étatique. J.-M. Le Pen demande de faire des choix, et précise les siens : « Parce que la vie est un choix, nous choisissons, nous, la loi contre l'anarchie, le peuple contre la pègre, la communauté nationale contre le communisme, la justice contre le libéralisme » (LFA, p. 119)¹.

L'idéal politico-économique du Front est celui d'un *capitalisme national* dans le cadre d'un *Etat autoritaire* : un national-capitalisme.

Retournons aux vues catastrophistes du bon sens frontiste : « La justice est bafouée : non par la faute des juges mais par des lois successives qui ont vidé le code pénal de son contenu » (PVRF)². Le redressement est néanmoins possible, à condition de suivre certaines idées simples : « La société doit assurer à la victime la réparation du préjudice qu'elle a subi en châtiant ceux qui outragent la loi ; le coupable doit, quant à lui, être protégé de l'arbitraire en connaissant à l'avance ce qu'il encourt : c'est le rôle de l'échelle des peines » (PVRF)³. Mais la clef de voûte

1. Cf. Le Pen (Jean-Marie), « Le Pen en direct » (Forum *RMCFR3*, 8 novembre 1987), *National-Hebdo*, 174, 19-25 novembre 1987, p. 14 ; discours prononcé à la Mutualité le 26 octobre 1988, cité par *Présent*, 1688, 29 octobre 1988, p. 2.

2. A l'exception de certains, car il y a juges et juges : « Chez nous, ... la justice [est] menacée à la fois par l'agitation des juges rouges et la désagrégation morale » (LFA, p. 115 et 116). Voilà pourquoi « il faut purger la justice des éléments qui croient pouvoir utiliser leurs fonctions au service d'une idéologie révolutionnaire » (p. 123).

3. Sur la hiérarchie des sanctions, cf. LFA, p. 117 ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 106.

de la justice est la *peine de mort*, la sanction suprême. La hiérarchie des sanctions ne saurait être décapitée sans se défaire : « La garantie de la justice pour tous, c'est la sanction de la délinquance et du crime, y compris par la peine capitale. La peine de mort, c'est l'assurance de la liberté de tous les citoyens » (LFA, p. 126). Abolir la peine de mort revient donc à renoncer à cette « armature de principes sans lesquels aucune collectivité ne peut sauvegarder sa liberté, ni même son existence » (LFA, p. 126). Refaire en mieux la Révolution française implique donc de redresser le système pénal.

L'identité nationale : de l'héritage à la préférence

Vouloir une vraie révolution française, continue J.-M. Le Pen, « c'est aussi vouloir que les Français redeviennent maîtres chez eux » (PVRF). Mais redevenir maîtres chez eux, pour les Français à part entière, c'est se réapproprier la nation française en deux sens : assurer, d'une part, l'*indépendance nationale*, défendre, d'autre part, l'*identité* de la nation française (LVO, p. 11). La doctrine frontiste de la nation doit être rapidement esquissée. La nation définit tout d'abord l'un des cadres nécessaires de la vie collective : « Le FN considère la *nation* comme l'un des seuls cadres — au même titre que la famille — susceptible de garantir l'existence et d'assurer l'épanouissement des Français » (LVO, p. 11). Cette définition se situe dans la filiation du nationalisme conservateur : « La *nation* est la communauté de langue, d'intérêt, de race, de souvenirs, de culture où l'homme s'épanouit. Il y est attaché par ses racines, ses morts, le passé, l'hérédité et l'héritage. Tout ce que la *nation* lui transmet à la naissance a déjà une valeur inestimable » (LVO, p. 11)¹. Cet ensemble articulé d'appartenances, de liens mémoriels et de fidélités historiques représente comme un trésor qu'il s'agit de transmettre, si possible en le faisant fructifier. Reprenant la perspective traditionaliste selon laquelle l'individu n'est qu'une abstraction non viable², la doctrine du Front centre son argumentation sur l'idée d'héritage et

1. Cf. Le Pen (Jean-Marie), préface à la 1^{re} éd. de *DDE*, in PLF, p. 12 (cf. également p. 129).

2. Cf. le point 9 des « 32 points de *Chrétienté-solidarité* pour un gouvernement de salut national », *Chrétienté-solidarité*, 2, janvier 1983, p. 11 ; Le Pen (Jean-Marie), « Le Front national », in Appar (J.-P.), *op. cit.*, 1979, p. 175.

la valeur de la filiation : « En tant qu'individu, l'homme n'est qu'un phénomène fugace. Il apparaît, un peu comme le champignon sur le thalle, sur le feutre d'un immémorial tissu dont la famille assure seule la continuité. Isolé, l'individu disparaît en quelques décennies pour devenir au mieux un vestige paléontologique » (DDE, p. 43-44). Voilà pourquoi la doctrine politique doit partir des faits incontournables que sont la famille et la nation, dont la nature commune enveloppe hérédité et héritage. Le nationalisme barrésien fournit ici à l'évidence les éléments principaux de la mémoire idéologique réinvestie autour des images de la menace, de la catastrophe, de la décadence¹.

Les Français, déclare J.-M. Le Pen, « ont reçu un héritage, leur devoir est de le protéger et de le transmettre, non de le dilapider au profit des passagers clandestins » (PVRF). C'est sur le modèle de la famille et de la lignée qu'est élaborée l'idée de nation et suggérée celle d'une éternité réelle de la substance héréditaire : « C'est de la famille qu'il [l'individu] vient, et c'est elle, s'il en fonde une à son tour, qui le prolonge vers une vie éternelle très concrète. *La vérité suprême, la réalité biologique*, demande par conséquent de ne pas détacher arbitrairement, comme la gauche le fait, l'individu de sa lignée, parce qu'il en est inséparable » (DDE, p. 44)². La vraie transcendance surgirait de la continuité biologique, et d'elle seule. Bio-matérialisme mystique. Il faut donc, dans cette perspective, sauvegarder la continuité trans-individuelle, selon ses deux niveaux : familial et national, défendre à la fois l'intégrité du territoire, la pureté de l'identité, et l'intégralité de l'héritage. Il faut entendre ce terme au pluriel, car il y a une « multiplicité des héritages » dont J.-M. Le Pen se plaît à détailler les composantes, en un inventaire non dénué d'humour involontaire, allant des chromosomes aux « relations » :

Du seul fait qu'il n'émerge pas du néant, l'individu reçoit tout un lot d'héritages : chromosomique, d'abord, qui, riche ou non, conditionne la vie ; affectif aussi, que procure la chaleur du foyer familial ; éducatif,

1. Cf. Honoré (Jean-Paul), « Jean-Marie Le Pen et le Front national (Description et interprétation d'une idéologie identitaire) », *Les Temps modernes*, 465, avril 1985, p. 1843 et suiv. (l'étude insiste sur la filiation barrésienne du FN).

2. Souligné par nous. La métaphorisation circulaire de la famille et de la nation est l'un des actes rhétoriques fondamentaux du discours lepénien, repris par les animateurs du FN. Cf. la conclusion de Stirbois (Jean-Pierre), Jalkh (Jean-François), *Dossier immigration*, op. cit., p. 225.

qui prépare à la fréquentation de la société ; géographique, auquel nous devons l'avantage d'un climat tempéré et sain ; technique, qui vaut à l'Européen de nombreuses satisfactions matérielles, et, entre autres, d'ignorer la faim qui tenaille le Tiers Monde ; national, qui nous protège de l'asservissement par d'autres peuples ; civique, qui accorde au Français des libertés inconnues du Russe ou du Chinois ; ajoutons enfin un héritage dont on ne parle jamais à gauche : celui des relations (DDE, p. 44)¹.

A la centralité de l'« héritage » répond le principe suprême de l'intérêt national dans la doctrine politique : « L'intérêt de la nation est celui de chaque citoyen. Toute notre pensée et notre action politique doivent être à son service. Sa sécurité, son développement, son harmonie sont les critères de nos décisions » (LVO, p. 11). D'où la devise de facture très classique : « Pour tout ce qui est bénéfique à la nation, contre tout ce qui lui est nuisible, telle est la première exigence du FN. » L'impératif national doit être réaffirmé avec force, en dépit de ses simulacres gaulliste et communiste (« fabriquons français ») : « L'identité et l'indépendance nationales doivent donc être scrupuleusement défendues pour assurer aux nationaux la prospérité et la maîtrise de leur destin » (LVO, p. 11). L'identité française doit être défendue à la fois contre l'immigration extra-européenne, formant la masse des « passagers clandestins » qu'il s'agit de jeter élégamment par-dessus bord, et contre la menace communiste. Car « les périls fondamentaux ... sont, pour notre pays et notre peuple, l'impérialisme soviétique et le déferlement du Tiers Monde » (LVO, p. 11)². Celui-ci prend la figure horripilante de l'« immigration massive consécutive à l'explosion démographique sans précédent des pays réputés "en voie de développement" et à l'incapacité de leurs dirigeants, impuissants et souvent corrompus, à nourrir des populations de plus en plus nombreuses » (LVO, p. 11). Or, si une telle immigration menace, selon le FN (hanté par la guerre d'Algérie), l'indépendance politico-militaire et économique de la France qui entretient, sur son sol, « une véritable armée qui vit dans l'attente de mots d'ordre destinés à

1. Pour abrégé, nous n'avons pas repris les 7 occurrences du mot « héritage », réitéré comme en une litanie (« héritage chromosomique », etc.).

2. Cf. « Identité nationale », *Passeport pour la victoire*, p. 65-66. Quelques variantes : Le Pen, Forum *RMC-FR3*, 8 novembre 1987, repris dans *National-Hebdo*, 174, 19-25 novembre 1987, « Le Pen en direct », p. 14 ; Mégret (Bruno), « Seule une nation puissante a un destin », *National-Hebdo*, 181, 7-13 janvier 1988, p. 15.

imposer à la France la volonté, les caprices et les humeurs d'Alger » (LVO, p. 12), elle menace surtout l'existence profonde du peuple français, son identité culturelle et ethnique. La vision frontiste de la situation démographique de la France ne fait qu'orienter et radicaliser dans un sens xénophobe la hantise diffuse d'un déclin irréversible de la natalité des nations occidentales. Le programme du Front expose ainsi le problème :

L'afflux des familles d'immigrés — traditionnellement prolifiques — au titre du regroupement familial annonce la submersion démographique de la France et la substitution d'une population originaire du Tiers Monde à la population française, condamnée à devenir minoritaire dans son propre pays. Dans quelques années, les 6 millions d'immigrés, qui sont actuellement chez nous, risquent d'être deux ou trois fois plus nombreux. Il ne faut pas s'y tromper : *c'est l'existence même du peuple français qui est en cause* (LVO, p. 12)¹.

Dans un entretien publié en 1980, J.-M. Le Pen précisait clairement la raison majeure de l'inquiétude frontiste quant au déclin démographique, moins d'ordre quantitatif que qualitatif : « La nation se vide. Or la nature a horreur du vide et ce vide sera comblé. Il est même déjà en train de l'être, par l'immigration. Ce qui est en jeu, c'est donc l'indépendance de la France, voire son existence. Je propose, pour ma part, une politique familiale qui permette à la France de survivre.² » Le redressement qualitatif de la population française commence par l'inversion de l'actuelle tendance : le Front vise, par une politique nataliste, à inverser le cours de la fertilité différentielle entre familles françaises de souche et familles immigrées. Le souci est bien de type eugénique, même si le mot, honni dans les milieux traditionalistes catholiques pour ce qu'il fait couple avec « la loi Veil »³, n'est

1. Cf. Le Pen (Jean-Marie), *LFA*, p. 94-95 ; *La France est de retour*, op. cit., p. 167-168, p. 211 et suiv. Défense d'une politique nataliste : *PLF*, chap. X, p. 125 et suiv.

2. Le Pen, « La France doit réintégrer l'OTAN », *L'Aurore*, 27 mars 1980, reproduit dans LVO, p. 15.

3. La loi sur l'interruption volontaire de grossesse, promulguée en janvier 1975 au début du septennat de V. Giscard d'Estaing, est régulièrement présentée, dans le discours du FN, à l'instar de la propagande venant de l'intégrisme catholique, comme l'institutionnalisation du « génocide anti-français ». Cf. par ex. LVO, p. 17 (reproduisant l'affiche portant le pseudo-slogan : « Simone veille sur la dénatalité ») ; Le Pen (Jean-Marie), *LFA*, p. 95 ; *PLF*, p. 133. Du côté des nationaux catholiques : « Les 32 points de *Chrétienté-solidarité* », *Chrétienté-solidarité*, 2, janvier 1983, p. 5, 12 ; Marie (Romain), « Notre politique », *Chrétienté-solidarité*, 7, juin-juillet 1983, p. 27 ; Marie (Romain), « Notre politique : le 11^e commande-

jamais prononcé. L'eugénisme ethnique implicite du national-populisme se résume par l'impératif de favoriser la natalité des « vrais » Français tout en décourageant celle des immigrés originaires du Tiers Monde. Dans la perspective du méliorisme nationaliste, le peuple des « vrais » Français est traité comme un peuple d'élite menacé de disparition par stérilisation et substitution physique. Telle est la conception frontiste du déclin démographique : le nationalisme intégral avoisine ici l'ethnocentrisme raciste, fondé sur une échelle de valeurs permettant de hiérarchiser les populations.

Le FN « se bat pour permettre aux Français de conserver leur identité et de rester maîtres de leur destin » (LVO, p. 18). Pour réaliser un tel objectif, le Front propose quatre ensembles de mesures. En premier lieu, il convient de *définir les conditions d'une défense nationale efficace*. Dans cette perspective, il faut « reconstruire l'armée française, en lui donnant un honneur, une foi, un prestige » (LVO, p. 14), ce qui suppose qu'elle les a perdus, au moins partiellement. Il faut ensuite définir clairement « les dangers qui nous menacent », et qui prennent deux visages susceptibles de se fondre en un seul :

Les forces militaires de l'impérialisme communiste soviétique constituent le principal péril militaire auquel l'Europe peut être amenée à faire face, tant en matière d'agression extérieure qu'en matière de subversion intérieure, même si, sur ce dernier point, l'immigration étrangère lui dispute la palme — et le cumul des deux menaces n'étant pas écarté (LVO, p. 14).

De plus, si « la fidélité à nos alliances européennes et atlantiques est notre plus sûre garantie contre l'impérialisme communiste », « nos armées doivent réintégrer le cadre militaire de l'OTAN », ce qui implique de corriger l'« erreur » commise en 1967 par le général de Gaulle. En outre, il faut réaffirmer que « notre défense ne peut pas être basée sérieusement sur la dissuasion nucléaire », ce qui implique de « rattraper d'urgence notre retard en matière de défense civile en lançant un grand programme public de constructions d'abris » (LVO, p. 14). Enfin, « l'évolution vers une armée de métier et d'engagés volontaires est souhaitable » (LVO, p. 15), pour ce qu'elle permettrait l'adap-

ment », *Chrétienté-solidarité*, 9, octobre 1983, p. 3 ; Marie (Romain), « Le génocide français », *Chrétienté-solidarité*, 13, février-mars 1984, p. 21-40 (article précédemment paru dans *Itinéraires*, novembre 1980).

tation de l'armée aux impératifs de la guerre moderne, supposant une haute formation technique et l'extrême rapidité de la mobilisation. Mais la formation militaire doit être « complétée par une formation morale et civique, fondée sur l'amour de la patrie, la connaissance de son passé, l'esprit de sacrifice et d'abnégation » (LVO, p. 15). La défense efficace de l'Occident suppose la renaissance du sentiment national et de la volonté de se battre : « L'exemple de l'échec américain au Vietnam atteste que les armées les plus sophistiquées ne sauraient suffire à garantir la survie de l'Occident du seul fait de leur haute technicité » (LVO, p. 15)¹.

En second lieu, il convient de *définir une politique étrangère* « au service de la France » (LVO, p. 16), c'est-à-dire aussi éloignée des orientations diplomatiques du général de Gaulle que de celles des socialistes. Gaullistes et socialistes auraient fait preuve d'une même « complaisance coupable à l'égard de l'impérialisme soviétique ». Le Front prône « une large entente » avec les Etats-Unis, qui sont actuellement « la seule force anticommuniste vraiment crédible ». Mais le partage du monde issu des accords de Yalta ne doit pas être considéré comme un fait acquis. Quant à l'union européenne, il faut la construire non pas comme une Europe fédérale supranationale, mais comme « une Europe confédérale qui permettra aux intérêts, aux traditions et aux personnalités des Etats européens forgés par les siècles, de s'épanouir » (LVO, p. 16-17).

En troisième lieu, il convient de *définir une politique de la famille française*. Car « la France ne peut être en mesure de garantir son indépendance que si elle dispose d'un peuple jeune, vigoureux et nombreux » (LVO, p. 17). C'est là une nécessité pour la France : « L'explosion démographique des pays du Tiers Monde menace chaque jour davantage de submerger les nations occidentales. » Or, la France est un pays sous-peuplé, comme une maison quasi abandonnée, ce qui engendre le cauchemar récurrent, et le plus profond, du FN : « De même qu'une maison désertée par ses propriétaires court le risque permanent d'être visitée par des cambrioleurs ou occupée par des squatters, un pays qui se dépeuple est condamné à terme à devenir la propriété

1. Sur le sens de la chute de Saïgon (1^{er} mai 1975), après celle de Pnom Penh, cf. Le Pen (Jean-Marie), « Le message de Léonidas » in *Chant funèbre pour Pnom Penh et Saïgon*, Paris, SPL, 1975, p. 206-213.

de l'étranger, la victime de tous les pillages et le cadre de toutes les oppressions. » Les mesures qu'il faut prendre sans tarder sont les suivantes :

La révision du Code de la nationalité et notamment la suppression de son art. 23 selon lequel tout enfant né en France de parents étrangers nés dans nos anciennes colonies (Algérie, Maroc, Afrique noire) est automatiquement Français.

La suppression des allocations familiales aux immigrés.

Le réajustement et l'indexation des allocations existantes (familiales, logement).

L'instauration d'un véritable salaire maternel...

Une retraite pour la mère de famille française...

Aide aux mères françaises célibataires — logement, priorité à l'emploi.

La réforme du droit de l'adoption avec priorité d'adoption pour les enfants français.

Une justice fiscale pour les familles françaises par des mesures concrètes immédiates...

Le FN demande l'abrogation de la loi Veil autorisant l'avortement. Par ailleurs, estimant que les assurés sociaux et les contribuables n'ont pas à être les complices et les bailleurs de fonds des assassinats autorisés par l'Etat, il s'oppose avec vigueur au remboursement des avortements par la Sécurité sociale (LVO, p. 17).

En quatrième lieu, le FN se prononce pour *une remise en cause de l'immigration* (LVO, p. 18)¹. J.-M. Le Pen définit cette remise en cause comme un impératif inconditionnel : « La défense de l'identité nationale, et donc la maîtrise de l'immigration sont, pour le FN, une priorité absolue » (PVRF). Car l'immigration est « une invasion — provisoirement pacifique — du territoire national » (LVO, p. 18)². Les Français sont dès lors en situation de légitime défense, et doivent se mobiliser comme ils l'ont fait contre l'Allemagne en 1914 et 1940. Mais il s'agit de bien repérer « la racine du mal », afin de ne pas se tromper d'adversaire : « Les responsables de l'immigration et de ses méfaits dramatiques sont moins les immigrés que les gouvernements des pays d'où ils

1. Souligné par nous ; cf. Stirbois (Jean-Pierre), Jalkh (Jean-François), *Dossier immigration*, Archives ouvertes de *National-Hebdo* (supplément à *National-Hebdo*, 61, 19 septembre 1985), 1985, introduction, p. XIII-XV ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 66-70 (« Immigration »).

2. Centralité du thème de l'immigration-invasion : Le Pen, *LFA*, p. 99 et suiv. ; Stirbois (J.-P.), Jalkh (J.-F.), *Dossier immigration*, p. 151 et suiv. Le nationaliste intégriste Jean Madiran légitime son soutien à Le Pen au moyen de cet argument : « La bataille de France, c'est la bataille politique, aujourd'hui, pour la survie de la nation française, menacée d'être submergée par l'invasion » (« La bataille politique », *Itinéraires*, n° spécial hors série hiver 1987-1988, p. 3).

proviennent et surtout la politique suicidaire menée par les dirigeants français successifs depuis des années » (LVO, p. 18)¹. Le fondement des exigences frontistes en matière d'immigration est que « les Français continuent à disposer chez eux de droits supérieurs à ceux dont jouissent les étrangers, conformément à la Constitution et à l'ensemble du Droit français dont les fondements reposent sur une discrimination légitime et naturelle entre nationaux et étrangers » (LVO, p. 18)². Le principe de la *préférence nationale*, tel qu'il a été mis en doctrine par le Club de l'Horloge, régit dès lors l'ensemble des mesures proposées par le Front :

Nous exigeons ... l'arrêt définitif d'entrées nouvelles et le rétablissement du visa, la suppression de toutes les dispositions législatives et réglementaires tendant à instaurer une égalité juridique entre Français et immigrés et réclamons le renvoi définitif mais progressif des immigrés chez eux — sous réserve de l'expulsion immédiate de ceux dont le comportement d'agressivité, de haine permanente et les agissements illégaux sont indignes de l'hospitalité française (LVO, p. 18)³.

La vraie révolution française, déclare J.-M. Le Pen, « passe par une réforme du code de la nationalité, l'expulsion de clandestins et des délinquants étrangers, le retour progressif des travailleurs immigrés associé au développement des pays du Tiers Monde, la mise en place d'une politique de préférence nationale en matière d'emploi et de prestations sociales » (PVRF)⁴. C'est à de telles conditions que sera sauvée la France.

LA VRAIE « DÉMOCRATIE DIRECTE »

La condition de possibilité de la « vraie révolution française » est l'« élargissement de la démocratie » (PVRF), déclare J.-M. Le Pen. Comment concevoir une telle démocratie élargie ? Il convient de rappeler tout d'abord la manière quasi rituelle selon laquelle

1. Le Pen (Jean-Marie), *LFA*, p. 106 ; *La France est de retour*, op. cit., p. 242.

2. *La France est de retour*, op. cit., p. 233 ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 87-88 (« Préférence nationale »).

3. *PLF*, p. 116 et suiv. ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 71, p. 100-101 (« Retour des immigrés »).

4. *La France est de retour*, op. cit., p. 233 et suiv. ; Stirbois (J.-P.), Jalkh (J.-F.), *Dossier immigration*, op. cit., p. 207-223.

le président du Front s'affirme démocrate : « Je suis un démocrate de type churchillien au sens où je me réfère à cette boutade de Churchill : " La démocratie, c'est sans doute un très mauvais système, mais je n'en connais pas d'autre " » (LFA, p. 177)¹. La « preuve » le plus souvent avancée par J.-M. Le Pen en est sa participation, factuelle ou souhaitée, au système parlementaire. A Alain Duhamel lui posant la question : « Est-ce que vous vous considérez comme un démocrate ? », J.-M. Le Pen répond ainsi : « Oui, certainement. Et je l'ai démontré en participant à la vie publique de notre pays en toutes circonstances et bien souvent condamné à l'avance par le système électoral majoritaire, sans espoir » (LFA, p. 218)². Une preuve adjuvante de démocratisation serait fournie par une polémique continuée avec les écoles anti-démocratiques, c'est-à-dire, pour l'essentiel, avec les partisans de la contre-révolution monarchiste : « J'ai même argumenté bien souvent contre certaines écoles philosophiques de droite qui contestent la démocratie comme moyen de gouvernement » (LFA, p. 218). Démocrate minimaliste, si l'on veut, puisqu'il considère que la démocratie n'est que le moins mauvais des régimes mauvais qui se présentent comme possibles, J.-M. Le Pen définit la vraie démocratie corrélatrice de la vraie révolution française par le fait que l'une et l'autre seraient « au service des citoyens et non des oligarchies politiques, syndicales, bureaucratiques ou médiatiques » (PVRF). Ce qui revient à réaffirmer « l'autorité de l'Etat national » (LVO, p. 10), dans la droite filiation de la République :

L'Etat doit rester l'arbitre supérieur de l'intérêt national dont la définition n'est pas forcément la somme des intérêts particuliers. Il doit veiller à l'unité et à la solidarité nationale et retrouver son indépendance à l'égard de toutes les oligarchies financières, religieuses, politiques, économiques, philosophiques, syndicales ou étrangères qui sacrifient le peuple Français à leurs intérêts de caste, de clan, de classe ou de nation (LVO, p. 10)³.

1. La formule est souvent répétée, moyennant quelques variations, comme par exemple lors de l'émission d'*Antenne 2*, « L'heure de vérité », du 13 février 1984 : « Je suis dans le fond un démocrate churchillien, c'est-à-dire que je me réfère au fameux aphorisme de Churchill disant... » (cité in LFA, p. 219 ; souligné par nous).

2. On comprend aisément la joie avec laquelle le FN a pu accueillir l'établissement d'un scrutin proportionnel ; cf. LVO, p. 10 ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 102 (« Scrutin majoritaire »).

3. Quand il s'agit de la France, même les adjectifs sont dignes d'être majuscules.

Dans la perspective d'un renforcement de l'autorité de l'Etat, le FN demande « une révision de la Constitution, dans le sens d'un régime présidentiel » (LVO, p. 10).

La démocratie étant le gouvernement selon la volonté du peuple, l'homme politique démocrate doit remplir plusieurs fonctions : exprimer et interpréter ce que veut le peuple, l'informer de ce qu'il ne sait pas, lui expliquer ce qu'il ne comprend pas, l'avertir enfin et surtout des menaces qui pèsent sur son avenir. J.-M. Le Pen définit ainsi le dirigeant démocrate tel qu'en lui-même, guide clairvoyant, pédagogue bienveillant :

La mission des hommes politiques c'est d'assurer d'abord l'interprétation des aspirations populaires, mais aussi en même temps l'information du peuple ... Il faut expliquer au peuple que ses envies, ses désirs ou les tentations de la facilité ne correspondent pas toujours à son intérêt. Dans des phénomènes comme les phénomènes démographiques, il faut enseigner au peuple, l'avertir des conséquences dramatiques que peuvent avoir des mesures qui sont apparemment séduisantes et apparemment libératrices, alors qu'elles ne sont que des licences dont les conséquences sont terribles (LFA, p. 177).

Père et grand-frère du peuple, l'homme politique selon J.-M. Le Pen est aussi quelque peu prophète : « un pré-voyant, c'est-à-dire un homme qui doit voir loin, plus loin que les autres » — « je dirais même, ajoute-t-il, que c'est sa mission fondamentale ». Et ce prophète est l'héroïque porte-parole de la vérité, toujours pour le peuple, mais parfois malgré le peuple : l'homme politique « doit s'élever pour voir loin et partant, avertir, dire la vérité, même si cette vérité n'est pas toujours agréable à entendre de la part de ceux qui lui ont confié cette mission » (LFA, p. 178)¹.

L'« élargissement de la démocratie » implique donc la restauration de l'autorité de l'Etat national, contre les féodalités nouvelles qui en limitent l'exercice, et l'établissement d'une communication directe et transparente entre le peuple et ses dirigeants. La réalisation de ces deux exigences suppose l'apparition d'hommes politiques qui, tout en interprétant la volonté profonde du peuple, le guident en lui disant la vérité. Mais il s'agit de tirer toutes les conséquences de l'idéal populiste de

1. Cf. Sanders (Alain), Bergeron (Francis), Fontaine (Rémi), *Le Pen. Le livre blanc d'un phénomène*, Avignon, Ed. de l'Orme rond, janvier 1988, introduction, p. 3 (« Il a dit la vérité... »).

l'appel direct au peuple tout entier, par-delà les intermédiaires censés faire obstacle. J.-M. Le Pen propose ainsi de substituer la démocratie directe à la démocratie représentative, laquelle aurait désormais fait son temps. « La démocratie représentative est contemporaine de l'avènement du suffrage universel : elle correspondait à une société à dominante rurale, où les transports étaient peu rapides et l'instruction limitée. Aujourd'hui, les conditions ont changé : il est possible de laisser les Français s'exprimer par eux-mêmes lorsqu'ils le souhaitent » (PVRF). La société de communication rapide rendrait ainsi possible la réalisation de la démocratie directe, fondée sur l'expression directe des citoyens, sur leur propre initiative. Et ce n'est pas par hasard si intervient le modèle suisse du fonctionnement démocratique : « C'est grâce à la démocratie directe que la Suisse a pu se protéger de l'abus fiscal et de l'immigration massive » (PVRF). Le consensus populiste réalisé en Suisse sur le double thème du rejet de l'immigration et de la limitation de l'impôt est non seulement donné en exemple, il est érigé en vision d'un avenir souhaitable pour la France. Le FN, certes, ne fait guère, une fois de plus, que suivre les indications du Club de l'Horloge, en particulier celles de J.-Y. Le Gallou dans l'ouvrage *La préférence nationale*¹. Le modèle suisse idéalisé, en effet, a tout, ou presque, pour lui plaire : il réalise un consensus populiste dans le cadre d'une démocratie « organique », peuplée de citoyens soucieux d'enracinement et décidés à « rester eux-mêmes », et dont l'idéologie nationaliste, passablement xénophobe, est à ce point incorporée qu'elle coexiste avec une phobie affichée pour « l'idéologie » (celle de l'autre, et des autres).

S'il faut donc prendre exemple sur la Suisse, la description faite par le FN de cette démocratie maximale est susceptible de donner une idée approchée du concept positif de la démocratie, vue par la droite nationale, populaire et sociale. J.-M. Le Pen brosse ainsi le tableau de la démocratie par excellence des temps modernes :

1. Le Gallou (J.-Y.) et le Club de l'Horloge, *La préférence nationale*, op. cit., 1985, p. 171, 220 et suiv. ; on sait que J.-Y. Le Gallou a rejoint le FN durant l'été 1985. Cf. Le Gallou (Jean-Yves), Jalkh (Jean-François), *Entre français, cela se mérite*, Paris, Albatros, 1987 ; Le Gallou (J.-Y.), « Identité nationale et préférence nationale » in Club de l'Horloge, *L'identité de la France*, Paris, Albin Michel, 1985, p. 243-255 ; « Immigration et Tiers Monde » in Leroy (Michel) et le Club de l'Horloge, *L'Occident sans complexes*, Paris, Editions Vertiges du Nord/Carrère, 1987, p. 187-197.

Tout le monde sait que la Suisse est la plus ancienne démocratie d'Europe, sa fondation remontant à 1291. C'est aussi la plus démocratique des nations. Elle n'en manifeste que davantage le respect des droits de ses citoyens et ne joue pas avec ceux qui s'attachent à leur nationalité. Comme la France, elle a fait largement appel aux étrangers dans les années fastes. Cependant, depuis qu'elle subit, comme ses voisins, la sévérité de la « crise », elle n'a cessé de renvoyer chez eux, et sans indemnité spéciale, ceux qui grossissaient les rangs de ses chômeurs. Aussi, son chômage est-il de loin le plus faible d'Europe et même du monde... Elle le doit en partie à la qualité de son organisation industrielle et à la vigueur de son commerce international... Mais elle le doit davantage au fait qu'elle n'hésite pas à préserver le travail de ses nationaux... La Suisse apporte ainsi la preuve que la démocratie se montre parfaitement compatible avec une politique nationale de l'emploi et que celle-ci constitue la meilleure garantie contre le chômage des citoyens (DDE, p. 108-109).

Le moins mauvais des régimes possibles devient le meilleur des régimes réels dès lors qu'il se fonde sur le principe de la préférence nationale en matière de politique économique, et qu'il ne manifeste pas de coupables faiblesses humanitaires à l'égard de l'immigration. Certes, la transposition du modèle suisse à la France implique une certaine adaptation à nos spécificités nationales des mesures à prendre, mais celles-ci vont toutes dans le sens d'une plus grande fermeté : « Comme nous ne possédons pas, de loin, les ressources financières et techniques de la Confédération helvétique, il nous faudrait pousser plus strictement la protection de nos travailleurs nationaux » (DDE, p. 109-110)¹.

Le national-populisme suisse incarne, en outre, l'idéal de la pratique référendaire systématique, identifiée à la vie démocratique même. Ce qu'il est malencontreusement convenu d'appeler la « révolution conservatrice » américaine fournit, dans cette perspective, une seconde référence politique légitimatrice : « La révolution conservatrice a commencé aux Etats-Unis lorsque les Californiens ont adopté la proposition limitant les dépenses de l'administration » (PVRF)². La vraie révolution française ne s'accomplira qu'à travers la mise en œuvre de mesures qui toutes ont pour visée de « rendre la parole aux Français ». Dans l'esprit américano-helvétique ainsi défini, le FN formule trois propositions en vue de démocratiser la vie publique :

1. Stirbois (J.-P.), Jalkh (J.-F.), *Dossier immigration, op. cit.*, p. 207-209.

2. Cf. Bergeron (Francis), « Référendums sur l'avortement, le SIDA, les armes à feu. Les autres enjeux des élections américaines », *Présent*, 1691, 4 novembre 1988, p. 3.

... Elargir l'usage du référendum aux sujets de société et aux problèmes de valeurs (peine de mort, école, immigration notamment).

... Rendre possible le référendum d'initiative populaire à partir d'un million de signatures.

... Légaliser le référendum-véto qui permet au peuple de s'opposer à la promulgation de lois adoptées par le Parlement mais qu'il désapprouve (PVRF)¹.

Ces mesures sont destinées à transformer la « démocratie représentative » en « démocratie directe »².

L'examen de la doctrine du FN, telle qu'elle se présente depuis 1984-1985, conduit au repérage d'un certain nombre de contradictions internes, qui se révèlent soit par des tensions entre traditions idéologiques hétérogènes, soit par des incompatibilités logiques. Le discours unificateur et intégrateur du leader, requis par le caractère mosaïque de la culture politique sollicitée, semble impuissant à doter celle-ci d'une cohérence susceptible de résister à l'analyse critique³. La coexistence de multiples filiations idéologiques, non moins que d'une grande diversité de familles politiques ralliées sans s'être pour autant fondues dans le creuset du Front, permet de comprendre la demande consensuelle d'une instance super-unificatrice. J.-M. Le Pen apparaît précisément comme l'instrument de la cohésion idéologique du Front, qu'il instaure au-dessus des tendances et sensibilités hétérogènes, voire conflictuelles, par identification commune à son personnage. L'hyper-personnalisation du Front, sa « lepénisation », est l'avers de profondes déchirures internes à la population militante et aux traditions idéologiques qui s'y rencontrent.

Le FN peut-il légitimement se réclamer de la Révolution française et de la tradition républicaine ? En dépit de certaines apparences discursives, nous pensons, au terme d'une analyse qui s'est voulue patiente, que les orientations idéologiques profondes du Front le situent à l'extérieur de la tradition issue de 1789. Accordons au Front qu'il emprunte occasionnellement au langage

1. Pour des propositions plus détaillées, cf. Le Pen (Jean-Marie), *La France est de retour*, op. cit., p. 233-236, 241 et suiv. ; *PLF*, p. 121-124 ; Le Gallou (J.-Y.), Jalkh (J.-F.), *Etre français...*, op. cit., p. 109-121 ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 70-71.

2. Cf. *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 14, 42-43, 97-98. Sur l'axiome de l'infailibilité populaire, cf. Mégret (Bruno), *L'impératif du renouveau. Les enjeux de demain*, Paris, Albatros, 1986, p. 42-45.

3. Cf. Taguieff (P.-A.), « La doctrine du national-populisme en France », *Etudes*, janvier 1986, p. 43-45 ; *Le national-populisme*, Paris, Le Seuil, 1989.

Un programme « révolutionnaire »

républicain/révolutionnaire, et qu'il s'inspire soit d'interprétations insoutenables de la souveraineté du peuple, soit des dérives terroristes du jacobinisme (démonisation de « l'ennemi du peuple », etc.). Mais, pour l'essentiel, la critique frontiste des « abstractions », qui confine à la haine, éloigne radicalement la « droite nationale » de ce surgissement d'abstractions inspirées et libératrices que fut 1789.

CHAPITRE 11

LE SYNDROME LEPÉNISTE

Charles Pasqua a soutenu qu'il y avait entre le FN et la droite — l'UDF et surtout le RPR — des valeurs communes¹. Emportement dû à la tension de l'entre-deux-tours, propos tactiques visant à reconquérir une fraction de l'électorat tentée par l'extrême droite, inclination personnelle ? Aucune de ces supputations n'est invraisemblable et, d'ailleurs, elles peuvent être admises simultanément. Quoi qu'il en soit, la question posée par l'ancien ministre de l'Intérieur rejoint une interrogation moins circonstancielle. Y a-t-il des orientations impliquant une éthique politique, des conceptions de l'homme et de l'existence réunissant ceux qui en France se réclament de la droite et de l'extrême droite ? En quoi les électeurs du FN sont-ils différents, en quoi sont-ils semblables ? Nous tenterons de répondre à ces questions en explorant leurs motivations et leurs attitudes, à partir de deux enquêtes grenobloises.

LES BOUCS ÉMISSAIRES DU FN

La cohorte des groupes et des catégories érigés en « boucs émissaires » par les dirigeants du FN est longue. J.-M. Le Pen les présente régulièrement, dans ses discours et ses écrits, à la vindicte populaire : fonctionnaires, hommes politiques, intelligentsia, journalistes. Les antiennes de l'antiétatisme, de l'antipar-

1. « Il y a sûrement au Front national quelques extrémistes, mais, sur l'essentiel, le Front national se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité. Seulement il les exprime d'une manière un peu plus brutale, un peu plus bruyante. » *Valeurs actuelles*, 2 mai 1988.

lementarisme ou de l'anti-intellectualisme sont d'ailleurs bien reprises, en général, par l'électorat du FN. Mais c'est sur les deux thèmes de l'insécurité et de l'immigration que le chœur est le plus vigoureux. Depuis quatre ans, quel que soit le type de consultation électorale, les électeurs du FN affirment régulièrement que les deux problèmes qui comptent le plus pour eux sont ceux des immigrés et de l'insécurité¹. Ces motivations sont spécifiques à la fois quant à leur structure et à leur intensité. A gauche, les électeurs mettent en avant le chômage et les inégalités sociales. Les électeurs de R. Barre privilégient le chômage et la compétitivité de l'économie française et ceux de J. Chirac, l'insécurité et le chômage. Mais ceux de J.-M. Le Pen relèguent le chômage, préoccupation majeure dans tous les électors, à la troisième place derrière l'immigration et l'insécurité. Ces deux problèmes motivent respectivement, 59 et 55 % des électeurs du FN. Aucune autre motivation n'atteint de tels niveaux dans aucun autre électoral, à l'exception du chômage pour les électeurs communistes. C'est ce que confirme une enquête réalisée à Grenoble en 1985 où 77 et 67 % des électeurs du FN répondent que les raisons les plus importantes, qui ont pu les inciter à voter pour le FN de J.-M. Le Pen, sont le fait que « J.-M. Le Pen saurait assurer la sécurité des Français » et qu'il « est le seul capable de régler le problème des immigrés »². Etant donné l'omniprésence et l'importance de la place prise par ces thèmes dans le discours des électeurs du FN, il est utile de cerner le contenu de la représentation que s'en font les électeurs d'extrême droite pour ensuite tenter de savoir comment s'articulent le vote

1. Cf. tableau 5, dans le chapitre 2 du présent ouvrage, p. 62.

2. Cf. Sondage IEP de Grenoble auprès d'un échantillon de 548 électeurs, représentatif de l'électorat grenoblois. Enquête sur l'insécurité et l'immigration, réalisée en 1985 dans le cadre de la conférence de méthodes des sciences sociales de Pierre Bréchon et Jean-Paul Bozonnet. La question suivante avait été posée aux électeurs : « Parmi les raisons suivantes, qui ont pu inciter les électeurs à voter pour le Front national de J.-M. Le Pen, quelles ont été, selon vous, les plus importantes ? (plusieurs réponses possibles) 1. Les électeurs ont voulu lancer un avertissement aux politiciens de gauche et de droite (45 % de réponses positives dans l'électorat global, 57 % dans l'électorat du FN) ; 2. Les électeurs ont voulu montrer leur mécontentement à l'égard de l'opposition classique (UDF-RPR) (21, 20 %) ; 3. J.-M. Le Pen est le seul capable de régler le problème des immigrés (39, 67 %) ; 4. J.-M. Le Pen saurait assurer la sécurité des Français (33, 77 %) ; 5. J.-M. Le Pen saurait remettre de l'ordre dans la maison France (19, 57 %) ; 6. J.-M. Le Pen est le vrai défenseur des valeurs traditionnelles de la France (20, 47 %) ; 7. J.-M. Le Pen est l'homme de la fidélité aux Français d'Algérie (11, 23 %) ; 8. ne sait pas (13, 0 %).

en faveur du FN, expression privilégiée de ces motivations, et les éléments objectifs qui sont censés l'alimenter. Outre les motivations cristallisées par l'actualité politique, nous tenterons d'en explorer d'autres moins directement politisées et qui singularisent également l'extrême droite.

Les régions et les départements où vivent la plupart des éléments du FN étant des zones de forte immigration et de délinquance élevée, on en vient souvent à conclure que le sentiment d'insécurité et le rejet des immigrés exprimés par ces électeurs sont en étroite relation avec l'insécurité objective et la présence forte d'immigrés auxquelles ils seraient plus confrontés que d'autres. Une telle relation, souvent trop vite établie à partir des correspondances entre cartes départementales du vote FN, de l'immigration et de la délinquance, mérite d'être remise en cause. Lorsque l'on entreprend de démêler l'écheveau de la réalité et des représentations de celle-ci, on s'aperçoit souvent que les inquiétudes, qui alimentent le vote FN, relèvent plus de l'imaginaire que de la représentation de gênes ou de dangers vécus et objectifs¹.

LA STIGMATISATION DE L'IMMIGRÉ

L'analyse d'écologie électorale a montré qu'il n'y a pas souvent de lien direct entre immigration et vote FN. Le rejet de l'immigré que nombre d'électeurs d'extrême droite mettent en avant a ainsi une dimension fantasmatique. La stigmatisation de l'étranger permet de développer une réaction communautaire et identitaire. Comme le note A. Tristan, à la fin de son enquête à Marseille, les sympathisants du FN « s'aiment de détester ensemble »². Ce rejet touche essentiellement les Maghrébins. Depuis des décennies, toutes les enquêtes sur la xénophobie et le racisme ont établi une hiérarchie entre immigration européenne et immigration africaine. Cette hiérarchie est renforcée et amplifiée dans l'électorat du FN. Dans une enquête réalisée à Grenoble, en 1985, la distinction faite entre immigration africaine et

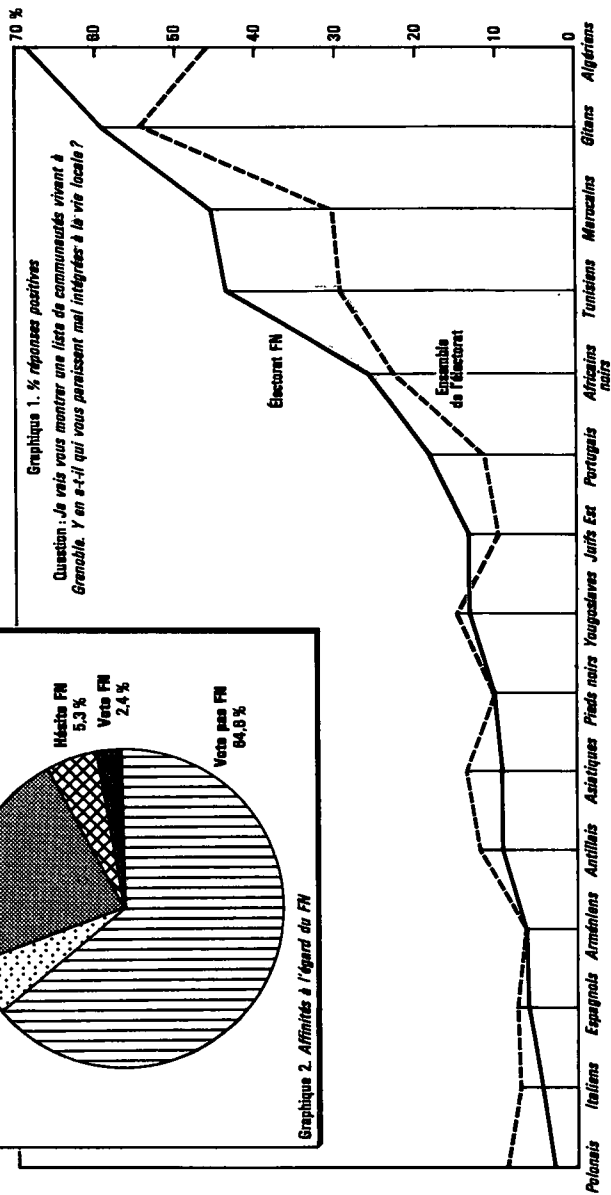
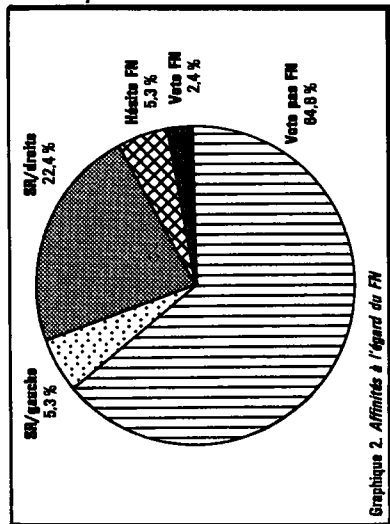
1. Cf. Perrineau (Pascal), « Front national : l'écho politique de l'anomie urbaine », *La France en politique*, 1988, Paris, Esprit-Fayard-Le Seuil, 1988, p. 22-38.

2. Tristan (Anne), *Au Front*, Paris, Gallimard, 1987, 253 p.

immigration européenne ou asiatique est très sensible, particulièrement dans l'électorat du FN (tableau 1). 90 % des électeurs du FN (contre 55 % de l'ensemble de l'électorat) considèrent que les Nord-Africains sont trop nombreux en France. Quant à l'appréciation du degré d'intégration à la vie locale des communautés étrangères, on retrouve là aussi le subtil *distinguo* établi entre Européens, Asiatiques et groupes minoritaires nationaux, d'une part, et Africains et Gitans, d'autre part (grap. 1). Alors que, pour la plupart des communautés, la position de l'électorat du FN est très proche de celle de l'ensemble de l'électorat, l'écart est, en revanche, élevé dès qu'il s'agit des trois communautés maghrébines (+ 13 pour les Marocains, + 14 pour les Tunisiens, + 22 pour les Algériens)¹. Ces immigrés (particulièrement les Nord-Africains), trop nombreux et mal intégrés aux yeux des électeurs du FN, constituent, pour l'immense majorité de ceux-ci, une menace car ils sont accusés d'être les pourvoyeurs du chômage et de la violence (tableau 2). Une vision aussi apocalyptique de l'immigration ne peut que développer dans l'électorat du FN une profonde frustration identitaire. Alors que la nationalité française est perçue par les électeurs du FN comme un des éléments essentiels de leur identité (70 % de ceux-ci pensent que leur nationalité est une caractéristique qui les définit bien ou très bien), ils sont une majorité à considérer « qu'être Français n'est pas toujours un avantage en France »². Afin de récupérer cette « identité ravie », les solutions recevant leur assentiment massif sont toutes des solutions de repli communautaire et

1. Lagrange (Hugues), Roche (Sebastian), *Baby alone in Babylone*, Grenoble, CERAT-IEP de Grenoble, 1987 (rap. dactyl.) Dans cette enquête sur « Sociabilité et insécurité à Grenoble », réalisée en février-mars 1986 auprès d'un échantillon de 1 293 personnes, la question suivante avait été posée : « Pour les prochaines élections législatives, laquelle de ces phrases correspond le mieux à ce que vous pensez ? »... Je suis sûr de voter pour la liste du Front national de Jean-Marie Le Pen ; Je voterai sans doute pour le Front national mais je peux changer d'avis ; Je ne voterai sans doute pas pour le Front national à moins que je ne change d'avis ; Je suis sûr de ne pas voter pour le Front national ; Ne se prononce pas. Les trois premières modalités de réponses ont été regroupées afin de constituer ce que l'on peut appeler l'électorat potentiel élargi du FN. Celui-ci représente 8,2 % de l'ensemble des personnes interrogées s'étant prononcées sur la question. Pour des raisons pratiques, nous appellerons, dans le corps du texte, électorat du FN l'électorat potentiel de celui-ci et électorat non FN l'électorat sûr de ne pas voter pour lui.

2. 52 % des électeurs du FN (contre 23 % des électeurs non FN et 34 % de l'ensemble des électeurs grenoblois) considèrent « qu'être Français n'est pas toujours un avantage en France ». Cf. Lagrange (Hugues), Roche (Sebastian), *Baby alone... op. cit.*



d'exclusion de l'autre. 53 % des électeurs du FN (contre 14 % de l'électorat grenoblois) souhaitent qu'un grand nombre de travailleurs immigrés soient renvoyés dans leur pays et 73 % (contre 20 % de l'électorat grenoblois) considèrent que « pour que la France reste la France, il faut faire une différence entre les vrais Français et les autres »¹. Ce rejet de l'immigration — ouverte ou cachée — s'ancre dans la vision délirante d'une immigration débordante² et déstabilisatrice (tableau 2) qui viendrait submerger une mythique pureté originelle française. Ce fantasme est redoublé d'un autre, celui de l'insécurité.

LA SURÉVALUATION DE L'INSÉCURITÉ

La hantise de l'insécurité, même si elle est partagée par nombre de citoyens, semble atteindre des sommets chez les électeurs du FN. Or de nombreuses études ont montré que le lien entre insécurité objective et sentiment d'insécurité était très ténu ;

L'opinion de nos concitoyens ne traduit pas une situation personnelle, mais une expérience collective de la violence. L'inquiétude n'est pas alors conçue comme le produit d'une expérience individuelle mais comme celle d'un groupe plus large constitué par les multiples réseaux de relations dans lesquels chaque individu est inséré³.

Parmi ceux-ci, il y a le réseau de voisinage urbain où la peur est souvent la peur de marges urbaines que l'on connaît peu et mal, liée aux limites et à leur dépassement. Limites qui ouvrent sur le danger et « l'imagination de ces individualités qui, de l'autre côté, s'organisent en ennemis, avec leurs mœurs, leurs langues, leurs moyens techniques d'effraction — toujours suré-

1. Cf. Sondage IEP de Grenoble, 1985, *op. cit.*

2. Dans l'enquête dirigée, en 1986, par Hugues Lagrange et Sébastien Roche (*Baby alone...*, *op. cit.*), à la question : « Pouvez-vous m'indiquer approximativement la proportion d'étrangers dans la population de Grenoble ? », 49 % des électeurs du FN surestiment la proportion réelle (10-13 %) contre 41 % de l'ensemble des électeurs et 39 % des électeurs non FN. 32 % des électeurs du FN contre 23 % de l'ensemble des électeurs et 19 % des électeurs non FN considèrent même qu'il y a plus de 20 % d'étrangers dans la population grenobloise.

3. Cf. Lagrange (Hugues), « La perception de la violence par l'opinion publique », *Revue française de sociologie*, 25, 1984, p. 636-657 ; Lagrange (Hugues), Roche (Sébastien), *Baby alone...*, *op. cit.*, L'insécurité objective est définie par les dangers d'agression tels qu'ils peuvent être appréhendés par la statistique criminelle.

valués »¹. Cette surévaluation de la menace et de la violence est particulièrement forte chez les électeurs du FN. Dans les grandes enquêtes nationales, un tiers de ceux-ci (contre 17 % de l'électorat global, 18 % de l'électorat RPR-UDF, 14 % de l'électorat PS et 10 % de l'électorat PC) déclarent avoir été attaqués ou volés au cours des cinq dernières années². On retrouve un même haut niveau de déclarations d'agression dans l'enquête grenobloise où 50 % des électeurs du FN (contre 39 % de l'électorat global) affirment avoir été victimes d'un vol ou d'une agression³. Ces déclarations d'agression doivent être considérées avec prudence car il y a un important décalage entre la réalité des faits de violence et leur appréciation par les citoyens. Dans l'enquête « Sociabilité et insécurité à Grenoble », une question a été posée sur différents types précis de violence recensés dans la période bien déterminée des trois derniers mois⁴. L'insécurité objective subie par les électeurs semble alors être beaucoup plus faible. Elle est même, pour les électeurs du FN, inférieure à celle de l'ensemble de l'électorat (tableau 3). En revanche, ces mêmes électeurs déclarent dans leur immense majorité (90 %) être en situation d'insécurité (tableau 4). Ce sentiment est envahissant puisque, même dans l'intimité de leur logement, 42 % des électeurs du FN (contre 29 % de l'électorat global) déclarent se sentir fréquemment ou quelquefois en insécurité⁵. Comment éclairer ce paradoxe d'une population relativement épargnée par la violence et pourtant atteinte jusque dans le cadre protecteur du domicile par le sentiment d'insécurité ?

L'insécurité déclarée par les électeurs du FN est avant tout celle de leur environnement et plus celui-ci est lointain et vague (« de vagues connaissances »), plus l'insécurité déclarée est élevée (tableau 5) ; plus on s'éloigne du noyau familial, plus la violence et l'insécurité semblent régner en maître. Leur environnement est

1. Cauquelin (Anne) dans l'ouvrage collectif, *La peur*, Paris, Desclée de Brouwer, 1979.

2. Cf. sondage « sortie des urnes » réalisé par l'IFOP le 16 mars 1986 auprès d'un échantillon de 6 314 électeurs.

3. Sondage IEP de Grenoble, *op. cit.*

4. Cf. Lagrange (Hugues), Roche (Sebastian), *Baby alone...*, *op. cit.* La question posée dans l'enquête était la suivante : « Au cours des trois mois passés, avez-vous été victime ... d'un cambriolage (appartement ou commerce), d'un vol dans la rue (sac arraché, vol de portefeuille), de menaces ou d'insultes, d'une autre forme de violence (précisez) ? »

5. Lagrange (Hugues), Roche (Sebastian), *Baby alone...*, *op. cit.*

perçu comme étant celui de tous les dangers. Ces derniers sont d'autant plus menaçants qu'ils sont associés à une obscure entité étrangère : 55 % des électeurs du FN (contre 28 % de l'électorat global) considèrent que les étrangers sont plutôt auteurs de violence¹. Face à cette menace, les électeurs du FN se replient sur un bastion familial sévèrement gardé. 30 % de ceux-ci (contre 19 % des électeurs non FN et 23 % des électeurs grenoblois) font usage d'un verrou ou d'un judas avant d'ouvrir la porte de leur domicile, 49 % (contre 34 % des électeurs non FN et 44 % des électeurs grenoblois) ont l'habitude de fermer leur porte à clef lorsqu'ils sont chez eux avant 20 h 30 ; enfin 72 % (contre 45 % des électeurs non FN et 52 % des électeurs grenoblois) déclarent hésiter à sortir seuls le soir dans certains endroits².

LE SYNDROME LEPÉNISTE

Cette appréhension et cette méfiance débouchent sur un « familio-centrisme » aigu (tableau 6), élément d'une conception du monde plus large que les électeurs du FN ne sont pas toujours seuls à partager. Nous avons cherché à la cerner à partir des résultats de l'enquête grenobloise précitée³ et à la comparer à celle des autres familles politiques. Les orientations politiques sont saisies par l'identification partisane, d'une part, les intentions de vote pour les élections législatives de 1986, d'autre part. Les valeurs et les attitudes sont explorées à l'aide d'un ensemble assez large de questions portant sur trois thèmes : 1. normes et valeurs relatives à l'organisation des affaires publiques, des orientations qui nous impliquent comme citoyen ; 2. certains aspects du rapport à autrui qui nous engagent comme membres de divers collectifs — voisinage, parenté, partenaires de travail, partenaires d'associations, etc ; 3. certains aspects du rapport à soi, plus particulièrement le souci ou le refus de l'introspection et l'affirmation de la volonté.

Avant de présenter les résultats de cette confrontation, il convient d'écarter un malentendu possible sur le sens de ces indices d'attitude. Notre intention n'est pas de proposer un

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

prolongement ou une critique des thèses développées dans *The authoritarian personality* et dans sa postérité¹. Nous ne prétendons ni démasquer, ni révéler une personnalité autoritaire ou fascisante française et contemporaine. En effet, nous sommes convaincus de la justesse des arguments développés depuis une vingtaine d'années en psychologie sociale² et depuis plus longtemps en philosophie³. Ces arguments ont mis à mal l'idée qu'il existe, dans les profondeurs de l'être, une structure psychique capable de susciter des jugements normatifs ou même d'orienter les comportements sociables et réflexifs. Toutefois, cette critique ne conduit pas à récuser l'hypothèse qu'existe une unité des jugements et des comportements relatifs aux différentes sphères de la vie sociale et individuelle. Cette unité repose sur la continuité de l'être. Il paraît intéressant de souligner le fait que nos orientations politiques et nos attitudes à l'égard d'enjeux sociaux comme la peine de mort, la censure à la télévision ou le dépistage des séro-positifs sont connectées ; il semble aussi instructif de montrer que nos orientations normatives et politiques renvoient, de manière plus ou moins étroite, à notre conception des rapports à autrui, à la place que nous reconnaissons au désir et à la volonté.

L'IDENTIFICATION PARTISANE

Pour cerner de manière plus précise ce qui spécifie l'extrême droite, nous prenons naturellement pour termes de référence les autres identifications partisans de droite mais également, parce que les jugements de valeur bouleversent parfois les clivages politiques, les formations classées à gauche. Nous comparons ici les attitudes des répondants pour qui le FN constitue le parti le

1. Cf. Adorno (T.W.) et al., *The authoritarian personality*, New York, Harper and Row, 1950.

2. Cf. Moscovici (Serge), « The phenomenon of social representation » in Moscovici (S.), Farr (R.M.) *Social representations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; Deconchy (Jean-Pierre), « Systèmes de croyances et représentations idéologiques » in Moscovici (S.), *La psychologie sociale*, Paris, PUF, 1984 ; Billig (Michael), *Arguing and thinking*, Cambridge/Paris, Cambridge University Press/MSH, 1987 ; Harré (Rom), *The social construction of emotions*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.

3. Cf. Ryle (Gilbert), *The concept of mind*, Harmondsworth, Penguin Books, 1980 (copyright 1949).

plus proche et celles des répondants qui se réclament d'autres formations politiques. Les indices d'attitude utilisés, dont le contenu figure en annexe, sont les suivants : la valorisation de l'autorité et des conventions ; la valorisation du Nous ou autophilie ; la volonté d'exclusion ou hétérophobie ; le refus de l'inspection ; l'affirmation de la volonté ou auto-assertivité.

L'intensité de la valorisation de l'autorité distribue les identités partisans d'une manière très semblable à l'échelle gauche-droite : de l'extrême gauche au FN, la proportion de ceux qui la valorisent s'élève régulièrement de 16 à 82 % (tableau 7). C'est dire combien les conceptions de l'autorité nous divisent et nous classent politiquement¹. Sur ce thème, ceux qui se réclament du FN forment une droite extrême, séparée de 17 points des sympathisants du RPR, de 27 points des sympathisants de l'UDF.

La manière dont se distribue le second indice — fermeture sur l'espace domestique et valorisation du Nous — altère plus sensiblement la hiérarchie politique habituelle². La droite se scinde : d'un côté, le RPR et l'UDF, très proches, de l'autre, le FN. La valorisation compulsive d'un Nous centré sur la famille constitue une originalité de ceux qui se réclament du FN. La fréquence avec laquelle les sympathisants du FN revendiquent cette fermeture et cette valorisation du Nous atteint 77 % contre 41 à 47 % parmi les sympathisants de la droite classique.

Les sympathisants du FN adoptent l'adage souvent énoncé par leur leader : « Je préfère ma sœur à ma cousine, ma cousine à ma voisine », etc., et se caractérisent en quelque sorte par une autophilie accentuée. Pierre-André Taguieff emploie le terme d'hétérophilie qui exprime l'amour de sa différence mais traduit aussi l'amour de la différence, l'attrait pour ce qui est autre³. Pour éviter l'ambiguïté, nous employons ici le mot autophilie qui, certes, rend moins bien l'idée qu'on aime ou qu'on prétend aimer ce qui nous distingue. Comme l'a observé P.-A. Taguieff, cette préférence absolue pour un Nous restreint ne doit pas être assimilée à de l'hétérophobie, à ce rejet de l'autre qui, selon le

1. Sur un point, cependant, l'intensité de la valorisation de l'ordre trouble l'échelle politique classique : les sympathisants communistes sont les plus autoritaires au sein de la gauche. L'écart entre le PC et l'UDF reste important mais la hiérarchie nominale qui situe le PC à l'extrême gauche n'est pas respectée.

2. L'homogénéité de la gauche augmente, les sympathisants du PC restant « à droite » de la gauche.

3. Cf. Taguieff (Pierre-André), *La force du préjugé*, Paris, La Découverte, 1988 (particulièrement p. 29-48).

contexte, peut être un concitoyen, un compatriote mais plus volontiers un étranger et, idéalement, un Noir ou un Maghrébin.

L'hétérophobie a pour arrière-plan un universalisme intolérant, elle est guidée par le désir d'étendre à tout l'univers les normes et valeurs de sa propre culture¹. L'autophilie, au contraire, sacralise le Nous, elle voit dans l'indifférenciation un danger absolu, elle craint une dilution de ce qui nous singularise². Bien sûr, hétérophobie et autophilie sont liées à la fois sur les plans théorique et empirique : donner une prééminence absolue au groupe des proches, aux liens du sang et de l'alliance, va souvent de pair avec la volonté d'exclure ceux qui, à un degré ou à un autre, sont perçus comme différents. Mais ces deux attitudes ne coïncident pas. En l'occurrence, l'hétérophobie réunit les sympathisants du RPR et du FN : respectivement 63 et 67 % d'entre eux revendiquent cette attitude. L'autophilie au contraire les sépare.

Dans les rapports à soi, nous avons pris en compte deux aspects : le refus de l'introspection et l'auto-affirmation. La conception de ce qui est intime, de ce qui doit être strictement caché ou peut être révélé bouleverse aussi le paysage politique canonique ; des rapprochements s'opèrent entre les extrêmes qui s'opposent en bloc au centre du spectre politique. L'expression d'une méfiance à l'égard de ses propres désirs, l'aversion devant la révélation de ses émotions, que l'on désigne par refus de l'introspection, rassemblent les sympathisants du PC et ceux du FN. Ceux de la gauche non communiste se caractérisent par une rareté des attitudes anti-introspectives, ceux de la droite (UDF et RPR) se veulent nettement plus anti-introspectifs sans toutefois atteindre les scores du premier groupe (PC et FN). Sur ce point, les attitudes des sympathisants de la droite se distinguent peu de celles qui sont adoptées à l'extrême droite.

L'affirmation de soi et la revendication d'une fermeté de jugement découpent un profil politique intermédiaire entre les deux dernières attitudes — autophilie et anti-introspection. L'entourage du FN se distingue, l'auto-affirmation est très fréquente

1. Le racisme hétérophobe trouve une expression historique majeure dans l'expansion coloniale.

2. Le racisme autophile n'est pas une forme adoucie du racisme hétérophobe, il trouve une expression achevée dans le nazisme. Les deux versants du racisme procèdent tous deux, bien qu'à des degrés divers, par naturalisation du culturel et fatalisation des évolutions de l'histoire.

dans ce groupe (65 %) ; viennent ensuite, assez loin derrière, les proches du PC (45 %) puis les proches de la droite classique (34 à 38 %) et enfin ceux de la gauche non communiste (25 à 28 %). Plus que le rapprochement des extrémités de l'échiquier politique — ce n'est pas notre sujet — on retiendra que cette attitude aussi singularise le noyau des sympathisants du FN.

En résumé, ce qui distingue les sympathisants du FN et ceux de la droite classique, c'est d'abord une extrême autophilie, ensuite, une affirmation de la volonté ; un fréquent refus de l'introspection les rapproche. La valorisation de l'ordre et de l'autorité et surtout l'hétérophobie sont des terrains d'entente possibles entre les sympathisants du RPR et ceux du FN.

LES AFFINITÉS ÉLECTORALES

On a vu ce qui singularise les sympathisants de l'extrême droite et ce qui les unit à la droite classique ; l'exploration des attitudes prises dans les cercles de l'électorat potentiel permet de voir s'il y a solution de continuité ou plutôt gradation régulière des attitudes. L'extrême droite dispose-t-elle d'une base sociale spécifique définie par un ensemble de postures communes aux divers niveaux de la vie sociale ?

Les affinités électorales avec le FN sont, on s'en doute, étroitement corrélées avec les identifications partisans (tableau 9). Mais ces affinités paraissent plus labiles, plus flottantes. La structure des non-réponses à la question du vote en faveur du FN est particulièrement révélatrice des embarras suscités par l'extrême droite et de l'attrait ambigu qu'elle produit. 33 % des sympathisants du RPR, 24 % de ceux de l'UDF, 14 % de ceux du PS et 19 % des sympathisants du PC ne répondent pas ; 36 % des sympathisants du RPR, 10 % de ceux de l'UDF, 5 % de ceux du PS, 8 % de ceux du PC n'excluent pas de voter pour le FN. A droite, le fait majeur est l'attrance des proches du RPR pour le FN, tandis qu'à gauche l'entourage du PC se révèle plutôt moins réticent que celui du PS à l'égard de l'extrême droite. Le caractère très politique des non-réponses suggère de les insérer dans les cercles de l'affinité électorale (tableau 8).

Nous avons construit ici quatre cercles de l'affinité électorale avec le FN (graph. 2, p. 232). Ces cercles n'ont pas de réalité

institutionnelle, ils ont essentiellement un intérêt analytique : permettre de situer les discontinuités et les points de passage entre le noyau des sympathisants et les couches qui peuvent être tentées par le vote d'extrême droite. Le premier cercle comprend ceux qui sont sûrs ou presque sûrs de voter pour le FN (7,7 %) ; on le désignera comme l'électorat potentiel restreint. Dans le deuxième cercle, figurent ceux qui refusent de révéler leur choix tout en se classant à droite et ceux qui sont « presque sûrs » de ne pas voter FN (22,4 %). Le troisième cercle comprend ceux qui ne répondent pas à la question mais se classent à gauche (5,3 %) et le quatrième ceux qui excluent de voter FN (64,6 %).

L'électorat potentiel du FN, dans l'acception restrictive qui a été retenue ici, se démarque du groupe, beaucoup plus restreint, des sympathisants du FN sur deux points : l'autophilie et la valorisation des conventions et de l'autorité. L'autophilie est revendiquée par 55 % de l'électorat potentiel (restreint) contre 77 % du noyau partisan ; la valorisation de l'autorité par 65 % de l'électorat potentiel contre 82 % du noyau partisan ; l'auto-affirmation par 50 % contre 65 %. En revanche, ni le rejet de l'autre (autour de 63 %), ni la fermeture à soi (60 %) ne séparent les membres de cet électorat potentiel du noyau partisan.

Progressons vers l'extérieur, dans le cercle des « non-répondants » de droite et de ceux qui sont « presque sûrs » de ne pas voter FN. Ce cercle ne se démarque de l'électorat potentiel que sur le thème de l'autorité où il se montre plus modéré. Comparé au chœur des proches du FN, ce cercle a des positions en retrait sensible sur la valorisation de l'autorité et l'autophilie (20 points) mais aussi en ce qui concerne l'hétérophobie, 55 % revendiquent ce rejet de l'autre chez ces indécis de droite contre 67 % dans le chœur des proches.

Le cercle des indécis de gauche constitue un niveau intermédiaire sans spécificité conduisant vers le cercle le plus éloigné : ceux qui excluent de voter FN. Ceux-ci sont en rupture nette avec les précédents et, a fortiori, avec l'électorat potentiel. La discontinuité entre ceux qui excluent de voter FN et les deux premiers cercles est aussi flagrante s'agissant des rapports à autrui et des rapports à soi qu'en ce qui regarde des matières plus politisées.

Si l'hétérophobie et la valorisation de l'ordre opposent diamétralement la gauche et la droite, les attitudes thématiques par l'autophilie, le refus de l'introspection et l'auto-affirmation ne

recoupent qu'assez médiocrement le clivage politique habituel en France. S'agissant de la conception de l'individu et du Nous, les sympathisants du PC adoptent des positions assez proches de celles du RPR et du FN, tandis que la mouvance de l'UDF fleurete avec la gauche non communiste.

Ces analyses confirment, si besoin en était, que l'idée d'exhiber les traits caractéristiques d'une personnalité autoritaire ou fascisante est chimérique. Certes, le chœur des sympathisants du FN se singularise par une extrême autophilie, par une tendance compulsive à la valorisation de l'autorité, par l'affirmation de la volonté. Mais le cercle de l'électorat potentiel du FN ne se démarque déjà plus des sympathisants du RPR. En particulier, et contrairement à une idée reçue, l'hétérophobie, l'expression ouverte de sentiments xénophobes, ne distingue l'électorat potentiel du FN ni du noyau partisan du FN, ni de l'entourage du RPR. Sur ce registre, comme sur celui de l'ordre et de l'autorité, l'écart entre les cercles proches du FN et ceux de l'UDF est, en revanche, important. Par ailleurs, les deux composantes de la droite classique — RPR et UDF — se confondent pour ce qui regarde la conception des rapports à soi et l'intensité de la valorisation du Nous (l'autophilie)¹.

Cette étude des comportements et des attitudes nous a permis de voir que l'influence du FN déborde largement la sphère de ses sympathisants actifs. Les questions de société politiquement débattues — immigration, code de la nationalité, insécurité — mais aussi les conceptions morales et celles des rapports interpersonnels, illustrées par le verbe et l'action du FN, trouvent un terreau propice dans des fractions beaucoup plus larges de l'opinion.

1. Au fond, Charles Pasqua n'avait pas tort de considérer qu'il existe entre le RPR et le FN des valeurs communes. On ne peut affirmer rien de tel s'agissant de l'UDF.

Tableau 1. Appréciation du caractère "trop nombreux" des communautés étrangères et de groupes minoritaires nationaux à Grenoble (%).

Pour chacune de ces catégories de personnes, dites-moi si vous trouvez qu'elles sont trop nombreuses en France? (% de réponses positives).

	Ensemble de l'électorat	Electorat FN
Nord-Africains	55	90
Noirs d'Afrique	20	50
Juifs	7	20
Asiatiques	11	27
Espagnols-Portugais	15	37
Italiens	14	33

Sondage IEP Grenoble, 1985.

Tableau 2. Immigration, chômage et délinquance. (% d'électeurs en accord avec ces propositions).

	Ensemble de l'électorat	Electorat FN
L'immigration est une des causes principales du chômage	26	63
L'immigration est une des causes principales de la délinquance	51	100

Sondage IEP Grenoble, 1985.

Tableau 3. Les électorats grenoblois et l'insécurité objective (% de réponses positives).

Avez-vous été depuis trois mois victime ...

	Ensemble de l'électorat	Electorat FN
D'un cambriolage	4	3
D'un vol dans la rue	7	3
D'insultes et de menaces	8	6

Enquête Sociabilité et insécurité à Grenoble, 1986.

Tableau 4. Le sentiment d'insécurité globale à Grenoble (%).

Avez-vous l'impression qu'à l'heure actuelle, les gens comme vous sont, d'une manière générale, plutôt moins, beaucoup moins en sécurité qu'auparavant?

Ensemble électorat grenoblois	46
Electorat PC	8
Electorat PS	24
Electorat RPR	75
Electorat UDF	64
Electorat FN	90
Electorat écologiste	36

Sondage IEP de Grenoble, 1985.

Tableau 5. Perception de la violence et réseaux sociaux
(% réponses positives).

Au cours des trois mois passés, parmi les gens que vous connaissez, certains ont-ils été victimes d'une violence quelconque?

	Ensemble de l'électorat	Electorat FN
Des membres de votre famille	10	11
Des amis	17	23
De vagues connaissances	20	30

Enquête "Sociabilité et insécurité à Grenoble", 1986.

Tableau 6. La confiance dans les gens extérieurs au réseau familial et au réseau amical (%).

En dehors des membres de sa famille et de quelques amis peut-on faire confiance aux gens?

	Non	Balance	Oui	Non-réponse
Ensemble électorat	29	28	41	2
Electorat non FN	26	28	46	0
Electorat FN	41	33	26	0

Enquête "Sociabilité et insécurité à Grenoble", 1986.

Tableau 7. Attitudes revendiquées selon l'identification partisane (%).

Identification partisane	PC	fccl.	PS	UDF	RPR	FN
Valorisation de l'autorité	32	16	26	55	65	82
Valorisation du Nous, autophilie	36	23	30	41	47	77
Hétérophobie	27	15	24	48	63	67
Anti-introspection	55	18	32	47	48	59
Auto-affirmation	45	25	28	34	38	65
	(31)	(105)	(302)	(93)	(100)	(16)

Enquête "Sociabilité et insécurité", Grenoble, 1986

Tableau 8. Attitudes revendiquées selon les affinités avec le FN (%).

Affinités avec le FN :	Vote presque sûr	Nsp de droite	Nsp de gauche	Sûr de ne pas voter
Valorisation de l'autorité	65	56	44	31
Valorisation du Nous, autophilie	55	54	30	27
Métérophobie	60	55	40	27
Anti-introspection	60	54	44	31
Auto-affirmation	50	48	37	27

Enquête "Sociabilité et insécurité", Grenoble, 1986.

Tableau 9. Identification partisane et attitude électorale à l'égard du FN (%).

Identification partisane	Nsp	Aucune	Ecol.Exg.	PC	PS-MRG	UDF	RPR	FN
Vote FN :								
Nsp	71	40	14	19	14	24	33	17
Sans doute	2	1	2	3	2	3	5	83
Ss doute pas	2	1	1	3	2	4	19	0
Sûr de ne pas	25	58	83	74	82	69	43	0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Enquête "Sociabilité et insécurité", Grenoble, 1986.

CHAPITRE 12

LE VOTE FN DE PASSY À BARBÈS (1984-1988)¹

Les élections législatives de 1988 confirment l'enracinement du FN dans le paysage électoral français. S'il n'atteint pas le score réalisé par J.-M. Le Pen au soir du 24 avril, il retrouve, le 5 juin en métropole, avec 9,72 % des suffrages exprimés, son niveau de 1986 (tableau 1). Et c'est dans les départements où les étrangers sont les plus nombreux que le FN réalise ses meilleurs scores, quelle que soit l'élection considérée².

Vote xénophobe, réaction de rejet à l'encontre de communautés qui ne partagent ni leurs valeurs, ni leur mode de vie, de la part d'électeurs directement confrontés à leur voisinage ? Des analyses plus fines menées par P. Perrineau dans l'agglomération grenobloise, H. Rey et J. Roy dans la Seine-Saint-Denis, vont à l'encontre de ce type d'explication. De 1984 à 1986, ils ne retrouvent pas, à l'échelle de la commune, la relation observée au niveau du département entre la proportion des suffrages exprimés en faveur du FN et la proportion d'étrangers qui y résident³.

1. Pour plus de précisions sur la période 1984-1986, cf. Mayer (Nonna), « De Passy à Barbès : deux visages du vote Le Pen à Paris », *Revue française de science politique*, 37 (6), décembre 1987, p. 891-905.

2. Corrélation entre la population totale du département âgée de dix-huit ans et plus et les suffrages exprimés en faveur du FN de .79 aux élections européennes de 1984, .61 aux élections législatives de 1986 et 1988 (R de Pearson), .67 à l'élection présidentielle de 1988 (analyse effectuée par Jean Chiche, ingénieur CNRS au CEVIPOF).

3. Perrineau (Pascal), « Le Front national : un électorat autoritaire », *Revue politique et parlementaire*, juillet-août 1985, p. 24-31 ; « Quel avenir pour le Front national ? », *Intervention*, 15, janvier-mars 1986, p. 33-42. Rey (Henri), Roy (Jacques), « Quelques réflexions sur l'évolution électorale d'un département de la banlieue parisienne », *Hérodote*, 43, octobre-décembre 1986, p. 6-38.

On peut voir dans ce paradoxe un exemple de « fallace écologique » tenant à l'hétérogénéité de l'unité géographique départementale, et conclure à l'absence d'effet direct de la présence des étrangers sur le vote Le Pen. P. Perrineau s'inspire de travaux montrant que le sentiment d'insécurité est largement indépendant de l'insécurité objective pour suggérer une autre hypothèse. La présence des communautés étrangères influencerait non pas directement mais indirectement le vote Le Pen en créant un effet de « halo » dans les communes limitrophes :

Plutôt que d'être des bastions de l'immigration, les zones où l'extrême droite réalise ses meilleurs scores sont souvent des centres dont les périphéries plus ou moins lointaines connaissent de fortes concentrations d'immigrés. Ainsi les peurs, rejets ou inquiétudes qui nourrissent le vote en faveur du FN semblent parfois relever plus du fantasme que de la représentation de gêne ou de dangers vécus et objectifs¹.

L'EFFET IMMIGRÉS

Telles sont les hypothèses — effet direct, indirect, pas d'effet de la présence des immigrés — que nous chercherons à vérifier en prenant le cas de Paris. La capitale, à cet égard, offre un terrain d'observation privilégié. C'est, avec la Seine-Saint-Denis, le département qui compte le plus d'étrangers (17 % environ de sa population totale). Etudiants, diplomates, réfugiés, travailleurs immigrés forment un ensemble composite de quelque 366 000 individus, représentant 125 nationalités. Si le vote Le Pen, comme le suggère H. Le Bras, était directement fonction de la proportion d'étrangers dans la population, c'est là qu'il devrait être le plus fréquent². Or, si l'on classe les départements par ordre décroissant des suffrages exprimés en faveur du FN, Paris ne vient qu'en 9^e position en 1984, 20^e en 1986, 30^e lors des élections législatives de 1988 et 53^e lors de l'élection présidentielle. Et il faut manifestement recourir à d'autres facteurs pour expliquer que le FN obtienne systématiquement ses meilleurs scores

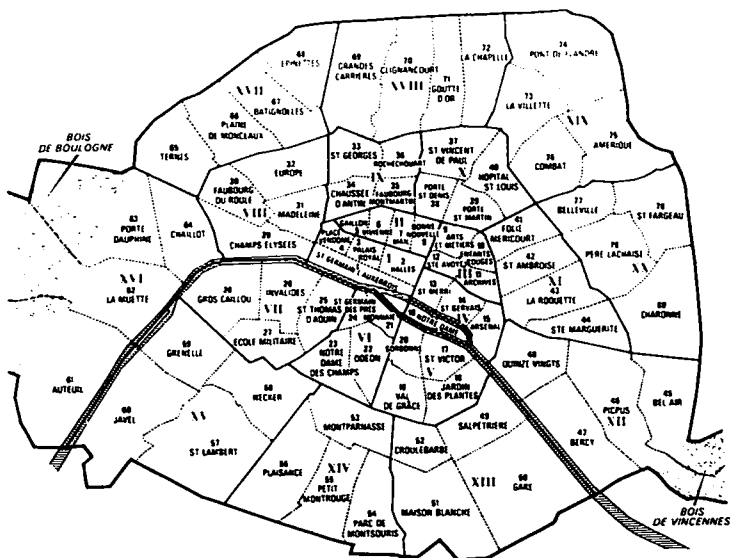
1. Perrineau (Pascal), « Le Front national... », art. cité, p. 28.

2. Le Bras (Hervé), *Les trois France*, Paris, Odile Jacob, 1986, p. 216. L'auteur formule ainsi « l'équation Le Pen » : $\text{vote FN (\%)} = 6 + (1,7 \times \text{étrangers (\%)}) + \text{faible résidu}$. Selon cette formule, le FN aurait dû recueillir à Paris $6\% + (1,7 \times 16,8) = 34,56\%$ des suffrages exprimés.

dans les départements du littoral méditerranéen, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, ou Pyrénées-Orientales, alors que le poids des étrangers n'y dépasse pas 10 % de la population totale.

Ces étrangers sont toutefois inégalement répartis sur le territoire parisien. Au recensement de 1982, ils représentaient moins de 7 % de la population dans le quartier de Bel-Air (12^e arrondissement) contre près de 35 % à la Goutte-d'Or (18^e). C'est donc à l'échelle des quatre-vingts quartiers qui, depuis 1860, divisent administrativement la capitale (carte 1) que nous avons mis en relation le poids des étrangers dans la population totale et les scores du FN aux élections européennes (1984), législatives (1986 et 1988) et présidentielle (1988)¹.

Carte 1. Paris. Division administrative par quartier



1. Récapitulation des résultats définitifs des bureaux de vote classés par arrondissement et par quartier fournie par la ville de Paris.

Contrairement aux observations faites à Grenoble et en Seine-Saint-Denis, on trouve bien à Paris une corrélation positive entre la proportion d'étrangers dans la population du quartier et celle des suffrages exprimés en faveur du FN (.48 en 1984, .51 en 1986, .47 et .48 en 1988). Ce résultat va dans le sens de la première hypothèse, celle de l'effet direct de la présence étrangère sur le vote d'extrême droite.

On peut s'interroger toutefois sur la nationalité de ces étrangers. A l'échelle des quartiers, le recensement distingue deux blocs, celui des Algériens, Tunisiens, Marocains (29 % des étrangers résidant à Paris) et celui des Espagnols et Portugais (25 %). L'importance respective de ces communautés permet globalement d'opposer les quartiers où la population étrangère est en majorité européenne à ceux où elle est en majorité non européenne. Or l'image des différentes communautés installées sur le territoire national est loin d'être homogène. Une enquête récente donne leur classement en fonction de leur indice d'intégration¹. Les Européens bénéficient tous d'un indice positif, Espagnols et Italiens en tête (+ 72). En revanche, à l'exception des Asiatiques (+ 22), tous les non-Européens présentent un indice négatif, les Algériens étant de loin les plus mal perçus (- 49). C'est contre eux, et plus généralement contre les Maghrébins, que se cristallisent les attitudes anti-immigrés. Tant en raison de leur spécificité ethnique, religieuse, culturelle, que des cicatrices laissées par la décolonisation. Selon notre hypothèse, c'est là où ils sont les plus nombreux que l'hostilité envers les immigrés devrait être la plus vive, et le vote Le Pen le plus fréquent.

Or, en 1984, les suffrages exprimés en faveur du FN sont moins corrélés avec la proportion des Maghrébins dans la population totale (.35) qu'avec celle des Espagnols et Portugais (.48). Si l'on tient compte de l'inégale participation électorale selon les quartiers, en rapportant ces suffrages au total des inscrits, il n'y a plus de corrélation entre la présence des Maghrébins et celle des électeurs lepénistes (- .05 contre .57 avec celle des Espagnols et des Portugais). Il suffit de regarder les cartes pour comprendre. Les Maghrébins sont concentrés dans le Nord-

1. Enquête SOFRES réalisée pour le MRAP, janvier-février 1984 in *SOFRES, Opinion publique 1985*, Paris, Gallimard, 1985, p. 75-88. L'indice est obtenu par soustraction entre les jugements positifs (« bien intégrée ») et négatifs (« mal intégrée ») portés sur chaque communauté.

Est de la capitale (carte 2). Leur poids dans la population parisienne qui est de 5 % atteint le double dans les quartiers de La Chapelle (18°), de Saint-Louis (10°) et de la Folie-Méricourt (11°), le triple à Belleville (20°) et le quadruple à la Goutte-d'Or (18°). Les électeurs du FN, eux, sont proportionnellement plus nombreux à l'Ouest (carte 4). Un seul quartier du Nord-Est, celui de La Chapelle, figure dans le quintile supérieur de la distribution des quartiers classés selon le niveau de leur vote pour le FN en 1984 (% inscrits). Et ce n'est ni à La Chapelle ni à la Goutte-d'Or que J.-M. Le Pen mobilise le plus d'électeurs mais dans les 8°, 16°, 1^{er}, 17° et 7^e arrondissements (tableau 2).

De ce phénomène la seconde hypothèse, celle du halo, pourrait rendre compte. La concentration des immigrés dans le Nord-Est de la capitale frapperait plus l'imagination des électeurs de l'Ouest que celle des électeurs qui, quotidiennement, les côtoient, les rendant plus réceptifs au discours alarmiste du FN. Mais les élections de 1986, comme celles de 1988, ne confirment pas cette hypothèse. Ce sont alors les quartiers du Nord-Est qui se mobilisent pour J.-M. Le Pen (cartes 5-7). C'est à La Chapelle et à la Goutte-d'Or qu'il obtient désormais ses meilleurs scores (tableaux 2 et 3). Et ces derniers corréleraient avec la proportion des Maghrébins dans la population totale du quartier et non plus avec celle des Espagnols et des Portugais (tableau 5).

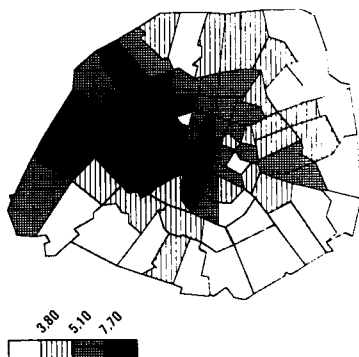
Ces chiffres illustrent plutôt l'hypothèse de l'effet direct, les difficultés de voisinage avec les immigrés. On comprend mal toutefois pourquoi ces électeurs auraient attendu 1986 pour réagir à la présence des Maghrébins. On ne comprend pas plus la relation observée, en 1984, entre la présence des Espagnols et des Portugais et les scores du FN. Le réflexe xénophobe à l'égard de communautés si bien intégrées est peu crédible¹. Même si tel était le cas, il resterait à expliquer pourquoi il cesse de jouer à partir de 1986. Aucune des deux hypothèses ne permet donc d'expliquer de manière satisfaisante ces résultats. Dès que l'on tient compte de la nationalité des étrangers résidant à Paris, on n'observe pas de relation systématique entre leur poids dans le quartier et le vote en faveur du FN. L'importance de la communauté maghrébine n'est ni une condition suffisante, ni même une

1. Cf. Taboada-Leonetti (Isabelle) en collaboration avec Guillon (Michèle), *Les immigrés des beaux quartiers*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1987, 211 p.

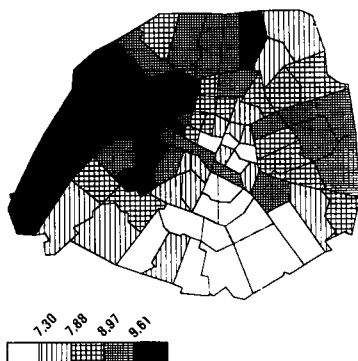
Carte 2. Maghrébins dans la population active résidente (%)



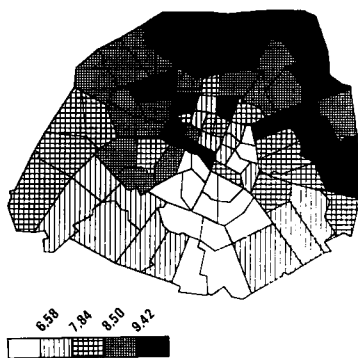
Carte 3. Espagnols et Portugais dans la population active résidente (%)



Carte 4. Le vote FN aux élections européennes de 1984 (% inscrits)

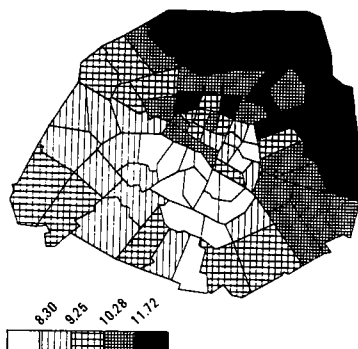


Carte 5. Le vote FN aux élections législatives de 1986 (% inscrits)

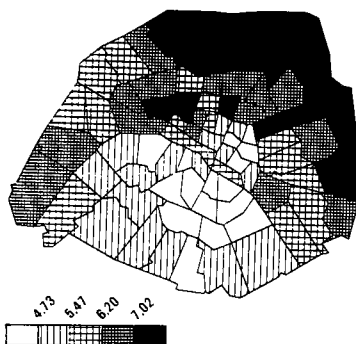


* Toutes ces cartes ont été réalisées au Centre d'information des données socio-politiques (Grenoble), sous la direction de Bernard Bouhet.

Carte 6. Le vote FN au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 (% inscrits)



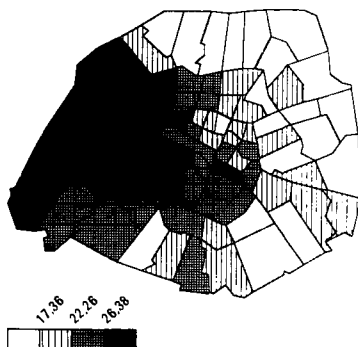
Carte 7. Le vote FN au premier tour des élections législatives de 1988 (% inscrits)



Carte 8. Ouvriers dans la population active résidente (%)



Carte 9. Indépendants et cadres d'entreprise dans la population résidente (%)



condition nécessaire du vote J.-M. Le Pen, tant il est vrai qu'on peut « avoir les immigrés loin des yeux, mais pas forcément près du cœur »¹.

LES DEUX VISAGES DU VOTE LE PEN

La répartition même de ces communautés sur le sol parisien suggère une autre lecture des corrélations observées. Les quartiers de l'Ouest, où Espagnols et Portugais sont les plus nombreux, sont les « beaux quartiers » parisiens, au mode de vie bourgeois, qu'on le mesure par le nombre de foyers possédant au moins deux voitures, le poids des catégories supérieures, ou celui du personnel de service. Chacun de ces indicateurs est étroitement corrélé avec la proportion des Espagnols et des Portugais dans la population active du quartier (.48, .66, .90). Ces derniers sont, en effet, particulièrement nombreux à travailler comme gardiens ou employés de maison (tableau 4) dans une proportion qui dépasse 50 % dans les 7^e, 8^e et 16^e arrondissements. Leur répartition dans la capitale correspond à celle des catégories aisées susceptibles de s'offrir leurs services (cartes 3 et 9). Elle renvoie plus spécifiquement à celle d'une bourgeoisie d'affaires, comme en témoigne le niveau élevé de la corrélation entre le poids des Espagnols et Portugais dans la population active et celle des « patrons » (.81). Si l'on s'en tient à la population française susceptible de voter, patrons, cadres et « professions intellectuelles supérieures » représentent à eux seuls 36 % des actifs dans le 17^e arrondissement, 47 % dans le 8^e, 49 % dans le 7^e et 52 % dans le 16^e. Et le succès du FN dans ces mêmes quartiers dénote le caractère bourgeois de son électorat en 1984, plus qu'un réflexe de xénophobie à l'encontre des bonnes espagnoles et des concierges portugaises.

Les Maghrébins eux sont plus souvent des ouvriers, à bas niveau de qualification et de revenu (tableau 4). Ils habitent les quartiers défavorisés du Nord-Est de la capitale (cartes 2 et 8) et leur poids est étroitement corrélé avec celui des ouvriers dans la population du quartier, et le taux de surpeuplement des logements (.91 et .80). Si l'on s'en tient à la population française,

1. Carton (Daniel), « Le vote Le Pen au ras des cantons », *Le Monde*, 5 et 6 juillet 1987.

ouvriers et employés représentent plus de 50 % des actifs dans les 10^e, 11^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements. Le succès du FN dans ces mêmes quartiers, à partir de 1986, témoigne autant du caractère populaire de son électorat que d'un réflexe anti-immigrés.

A ce clivage social se superpose un clivage politique. Les électeurs de l'Ouest votent traditionnellement pour la droite. La majorité sortante, au premier tour des élections législatives de 1981, y recueillait entre 65 et 77 % des suffrages exprimés. Tandis que les électeurs du Nord-Est votent plus souvent pour la gauche. A ces mêmes élections, ils donnaient au second tour la victoire aux socialistes. Et, en 1978 encore, le PC y recueillait entre 20 et 30 % des suffrages exprimés¹.

Autant d'indices d'un changement de nature du phénomène Le Pen. En 1984, le succès du FN dans les beaux quartiers traduit la radicalisation d'une partie de l'électorat de droite, qui n'a pas accepté la victoire socialiste du 10 mai 1981. Cette réaction s'amorce dès 1978 face à la montée de la gauche. C'est là que l'extrême droite déjà obtient le plus de voix². Mais ce sont les élections européennes de 1984 qui vont donner au mouvement toute son ampleur. La candidature modérée de S. Veil, le scrutin de liste à la proportionnelle, l'absence d'enjeu, favorisent une exceptionnelle mobilisation. Deux ans plus tard, c'est dans les mêmes quartiers que le recul du FN est le plus marqué. Aux élections suivantes, on ne les retrouve plus dans le quintile supérieur, à l'exception de la Chaussée-d'Antin (tableau 2). Partie de ces électeurs est manifestement revenue au vote utile en faveur de l'UDF ou du RPR, à l'occasion d'élections jugées décisives. Seuls les électeurs du 7^e font exception. C'est leur député de toujours, E. Frédéric-Dupont, qui est second sur la liste parisienne du FN en 1986 et ils lui restent fidèles. Ils lâchent J.-M. Le Pen deux ans plus tard, à l'élection présidentielle de 1988. Et quand E. Frédéric-Dupont se présente sous l'étiquette

1. Le déclin du PC est particulièrement marqué dans la capitale. Entre les législatives de 1973 et celles de 1981, il passe de 17,8 à 9,4 % des suffrages exprimés (France entière : de 21,4 à 16,1 %) et perd tous ses députés. Dans le même temps, le PS est passé de 15,5 à 31,9 % (France entière : de 19,1 à 36,05 %), conquérant les anciens bastions communistes.

2. Corrélation avec le vote FN et PFN 1978 de .29 (par quartier), avec le vote eurodroite en 1979 .33 (par arrondissement), avec le vote FN et PFN aux législatives de 1981 .37 (par circonscription). En revanche, il n'y a pas de corrélation entre le vote Le Pen 1984 et le vote Tixier-Vignancour en 1965 (.13).

URC aux élections législatives de 1988, c'est à lui encore que, de préférence, ils donneront leurs voix¹.

Tandis que le succès du FN dans les quartiers populaires, à partir de 1986, traduirait plutôt la déception d'électeurs défavorisés, particulièrement touchés par la crise économique et le chômage, qui ne font plus confiance à la gauche pour les défendre. A partir de cette date, on retrouve ces mêmes quartiers dans le quintile supérieur (tableaux 2 et 3). Le premier tour de l'élection présidentielle de 1988 marque le point fort de la mobilisation de cet électorat. D'avance, les sondages ont désigné F. Mitterrand comme favori. Ceux qui s'apprêtent à voter pour J.-M. Le Pen savent que leur candidat n'a aucune chance et « au fond d'eux-mêmes » ils ne sont qu'une minorité à souhaiter le voir élu². Attitude étonnante, que l'on ne retrouve dans aucun autre électorat, mais qui confirme qu'il s'agit bien là d'un vote-sanction. Le jeu est fait, c'est un premier tour pour rien, comme l'étaient, pour les lepénistes de 1984, les élections européennes, propices au dévouement.

Cette dualité de l'électorat Le Pen se dessine en fait avant 1986. Lors des élections municipales de 1983, où l'extrême droite présente des candidats dans la moitié des arrondissements parisiens, les quartiers populaires sont les seuls où elle obtient de bons résultats, dans le 11^e : 2,4 % ; 12^e : 3,3 % ; 18^e : 3,3 % ; 19^e : 4,1 % et surtout 20^e arrondissement, où J.-M. Le Pen recueille 11,26 % des suffrages exprimés. L'année suivante, les quartiers du Nord-Est, où il fera ses meilleurs scores en 1986, se classent tout de suite après ceux de l'Ouest dans le second quintile (cartes 4,5). Et si on raisonnait en suffrages exprimés plutôt qu'en inscrits, on trouverait déjà dans le premier quintile, outre le quartier de La Chapelle, Clignancourt et la Goutte-d'Or (18^e), Belleville, la Folie-Méricourt (11^e), Charonne et le Père-Lachaise (20^e). Mais leurs électeurs se sont massivement abstenus³.

1. Les valeurs de l'indice d'évolution du vote Le Pen (% inscrits) entre 1984 et 1986 dans les quatre quartiers du 7^e arrondissement sont supérieures à celles des autres « beaux quartiers » : 92.5, 87.1, 92.8 et 100.08. Entre les législatives de 1986 et le premier tour présidentiel de 1988, ce sont, en outre, les seuls quartiers de Paris avec les Champs-Élysées où le vote Le Pen ne progresse pas (valeurs de l'indice : 92.5, 88.4, 92.6 et 97.8). Et des législatives de 1986 à celles de 1988, c'est là que le recul du FN est le plus accentué (58.4, 55.5, 57.9 et 58.4).

2. Jaffré (Jérôme), « Le vote exutoire », *Le Monde*, 12 avril 1988.

3. Plus de 52 % d'abstention dans les tours du quartier Pont-de-Flandre (19^e), moins de 34 % dans le quartier résidentiel de la Muette (16^e).

Inversement, en 1986, on trouve encore dix quartiers « bourgeois » dans les deux premiers quintiles, quatre au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 et sept au premier tour des élections législatives. Dès l'origine, il y a donc bien deux électors frontistes distincts. Mais, à partir de 1986, c'est le caractère populaire de cet électorat qui prédomine, comme en témoigne l'analyse des corrélations. Lors des élections européennes, le niveau du vote Le Pen est fortement corrélé avec tous les indicateurs du caractère « bourgeois » du quartier. A partir de 1986, il est négativement corrélé avec ces indicateurs et fortement corrélé avec tous les indicateurs du caractère populaire du quartier. Mais c'est lors de l'élection présidentielle de 1988 que ce caractère populaire est le plus accentué. L'électorat du 5 juin apparaît à la fois plus populaire que celui du 26 mars et plus bourgeois que celui du 24 avril (tableau 5).

Si les quartiers bourgeois de l'Ouest et les quartiers populaires du Nord-Est sont les points d'ancrage privilégiés de l'extrême droite parisienne au cours de la période étudiée, son influence ne s'y réduit pas. Dès 1984, elle est présente sur l'ensemble du territoire parisien¹ et, dans soixante-dix-sept quartiers sur quatre-vingt, la proportion des suffrages recueillis par les listes de J.-M. Le Pen est supérieure à la moyenne nationale. Même après les élections législatives de 1988, où elle atteint son niveau le plus bas, elle ne descend en dessous de la barre de 5 % des suffrages exprimés que dans un seul quartier, celui du Val-de-Grâce (5^e). D'une élection à l'autre, elle va progressivement étendre son influence, comme en témoigne l'analyse des indices d'évolution du vote Le Pen d'une élection à l'autre. Partie des beaux quartiers, elle gagne, en 1986, les quartiers ouvriers de la capitale, et s'étend, deux ans plus tard, aux quartiers à structure sociale intermédiaire, du 11^e au 15^e. Si l'on prend comme indicateur la différence entre la proportion des catégories « bourgeoises » (indépendants et cadres d'entreprises) et « ouvrières » dans la population active du quartier, ce sont les moins ouvriers des quartiers ouvriers où le FN progresse le plus entre 1986 et 1988, et les moins bourgeois des quartiers bourgeois².

1. La faiblesse de l'écart type (mesure de la dispersion d'une série statistique) de la distribution du vote FN, de 1984 à 1988, qu'on la mesure par rapport aux exprimés ou aux inscrits, l'illustre bien (respectivement 2.3, 2.05, 2.6, 2.1 et 1.4, 1.3, 1.8, 1.1).

2. Dans le 13^e : Gare, Maison-Blanche, Salpêtrière, Croulebarbe ; dans le 12^e :

Reste une catégorie de quartiers où le niveau du FN est toujours resté faible : Saint-Victor, Jardin des plantes, Val-de-Grâce (5°), Montparnasse, Montsouris (14°), Croulebarbe (13°), Archives (3°), Saint-Gervais (4°). Quelle que soit l'élection considérée, on les trouve dans le quintile inférieur de la distribution des votes FN (tableau 3). S'il s'agit de quartiers bourgeois, ils se distinguent de ceux de l'Ouest parisien par le poids des « professions intellectuelles supérieures »¹. C'est une bourgeoisie nouvelle, fondée sur la possession d'un capital culturel, au mode de vie moins conventionnel, politiquement plus progressiste, comme en témoignent les bons résultats obtenus par F. Mitterrand dans ces quartiers, le 24 avril. De 1984 à 1988, on note une forte corrélation négative entre le poids de ces catégories et le niveau d'influence de l'extrême droite (tableau 5).

Il faut souligner enfin l'extrême mobilité de l'électorat Le Pen. C'est dans ses fiefs bourgeois de 1984 que, deux ans plus tard, son recul est le plus marqué. C'est dans les quartiers petits-bourgeois, où sa progression était la plus forte le 24 avril, qu'il perd le plus de voix le 5 juin, dans ses anciens bastions de l'Ouest qu'il en perd le moins. Ces mouvements croisés de flux et de reflux donnent au phénomène toute son ampleur. Mais leur solde global est négatif. Alors que le niveau national de vote Le Pen, par rapport aux inscrits, est aujourd'hui légèrement supérieur à celui de 1984 (+ 0,2 %), à Paris il a reculé de 2,5 % (tableau 1).

L'exemple parisien montre donc la complexité des relations entre l'implantation électorale de l'extrême droite et la présence des immigrés. Les corrélations de départ sont trompeuses. D'une élection à l'autre, ce ne sont plus les mêmes immigrés qui sont en cause, ni les mêmes électeurs. La signification même de nos indicateurs, en termes de présence immigrée, difficultés de voisinage, effet de halo, s'en trouve remise en cause. Ils fonctionnent moins comme des indicateurs ethniques que comme des marqueurs sociaux et politiques de l'espace parisien, soulignant l'op-

Picpus, Bel-Air, les Quinze-Vingts ; dans le 11^e : La Roquette, Sainte-Marguerite, ainsi que Plaisance (14°), Javel (15°), Combat (19°), Arts-et-Métiers (3°), Saint-Louis (10°), Vivienne (2°), Clignancourt (18°). Tous ces quartiers appartiennent au quintile supérieur de la distribution des quartiers classés selon l'indice d'évolution du vote Le Pen de 1986 à 1988 (présidentielle).

1. Professions libérales, cadres de la fonction publique, professeurs, professions scientifiques, professions de l'information, des arts et des spectacles, à l'exception des cadres d'entreprise. On notera qu'il n'y a qu'une faible corrélation entre la présence de ces catégories et celle du personnel de service (.11).

position séculaire entre l'Ouest et le Nord-Est¹. On pourrait sans erreur classer les quatre-vingts quartiers de la capitale comme bourgeois ou populaires, de droite ou de gauche, selon l'importance respective des Espagnols et des Portugais ou des Maghrébins. Mais plus que le poids relatif de ces deux communautés, ce sont les structures sociales et politiques des quartiers où elles sont installées qui éclairent les métamorphoses du vote Le Pen.

DE L'ÉLECTEUR PARISIEN À L'ÉLECTEUR FRANÇAIS

Ces résultats ne reflètent pas seulement les particularités de la capitale. Si l'on se fie aux sondages « sortie des urnes » effectués pendant cette période auprès des électeurs venant de voter, les mêmes volatilité et diversité se retrouvent au niveau national².

Un tiers des électeurs du FN en 1984 l'abandonnent en 1986, 37 % de ses électeurs de 1986 ne votaient pas pour ce parti en 1984. Le score exceptionnellement élevé de son leader au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 (tableau 1) résulte également de l'apport de nouveaux venus (près de deux électeurs sur trois n'ont pas voté FN en 1986) ainsi que d'une fidélisation de l'électorat de 1986, qui, à 90 %, lui renouvelle son soutien. Mais ces ralliements sont aussi éphémères que les précédents, puisque, dès le 24 avril, les électeurs de J.-M. Le Pen ne sont

1. L'article de référence est celui de Ranger (Jean), « Droite et gauche dans les élections à Paris : le partage d'un territoire », *Revue française de science politique*, 27 (6), décembre 1977, p. 789-819.

2. Réexploitation des sondages Bull-BVA effectués le 16 mars 1986 pour le compte de *RMC*, *Antenne 2*, *Libération* et *Paris-Match* auprès d'un échantillon national de 4 564 électeurs et le 24 avril 1988 pour le compte d'*Antenne 2*, *Europe 1* et *Paris-Match* auprès de 2 837 électeurs. Dans les deux cas, les enquêtes étaient interrogées sur leurs votes antérieurs. Six groupes ont été distingués. Deux groupes « fidèles » (vote FN 1984-1986, 1986-1988), deux groupes « infidèles » (vote FN 1984 non reconduit en 1986, vote FN 1986 non reconduit en 1988) et deux groupes « ralliés » (vote FN en 1986 et pas en 1984, vote FN en 1988 et pas en 1986). Rappelons que les données des sondages « sortie des urnes » sous-représentent les agriculteurs, parce que les bureaux, choisis à partir d'un seuil minimal d'inscrits, sont rarement des bureaux ruraux. Parce qu'ils portent par définition sur la population des électeurs inscrits, votant et acceptant de dire pour qui ils ont voté, ils sous-représentent également les catégories les plus défavorisées et les moins politisées (ouvriers, chômeurs). Dans les tableaux 7 et 8, on s'attachera donc moins aux valeurs absolues qu'aux différences relatives entre les groupes.

plus que 57 % à déclarer qu'ils voteront pour les candidats du FN en cas d'élections législatives anticipées¹.

Ces ralliements successifs sont socialement, idéologiquement et politiquement contrastés (tableaux 7 et 8). Il y a d'abord un noyau initial de « fidèles », à forte dominante masculine et relativement âgé, qui reconduit son vote d'élection en élection. Ils sont les seuls à choisir majoritairement le FN comme parti le plus proche, les plus nombreux à se situer « très à droite », et les plus sensibles aux thèmes sécuritaires, nationalistes et xénophobes².

L'électorat de 1984, « infidèle » en 1986, est clairement un électorat bourgeois. Son niveau culturel élevé, le poids des patrons, cadres supérieurs et membres des professions libérales, la fréquence de la pratique religieuse en témoignent. C'est un électorat de droite, politisé et participationniste, qui le 10 mai 1981 a voté massivement pour V. Giscard d'Estaing et, le 16 mars 1986, après un mouvement d'humeur, est revenu à la droite libérale (88 % de suffrages exprimés en faveur des candidats UDF ou RPR).

L'électorat rallié au FN en 1986 est plus jeune et beaucoup plus populaire. Moins instruit, plus détaché de la religion, il compte deux fois plus d'ouvriers et trois fois plus de chômeurs. Il a deux fois plus souvent que celui de 1984 voté pour F. Mitterrand le 10 mai. Mais ceux qui n'ont pas voté ce jour-là sont aussi nombreux que les électeurs venus de la gauche. Soit ils étaient trop jeunes pour s'inscrire, soit ils se sont abstenus. Le jour des élections européennes de 1984, plus d'un sur deux a préféré « aller à la pêche ». C'est chez eux que l'intérêt pour la politique est le plus faible, et la proportion de ceux qui se situent « ni à gauche, ni à droite » et se déclarent « peu » ou « pas du tout » proches d'un parti politique la plus élevée. Autant d'indicateurs d'une moindre intégration politique qui les rend vulnérables au discours antisystème d'un J.-M. Le Pen.

Quant aux électeurs gagnés le 24 avril 1988, si l'on prend comme élections de référence les législatives de 1986, ils viennent

1. Sondage « sortie des urnes » CSA, effectué le 24 avril 1988 auprès de 5 424 électeurs pour le compte de TFI, *Le Parisien*, *l'Événement du jeudi*, *La Vie*.

2. Les « fidèles » 1984-1986 représentent 6,1 % de l'échantillon de 1986, les fidèles 1986-1988 5,1 %, soit, si l'on extrapole aux électeurs ayant exprimé leurs suffrages lors de ces deux consultations, un noyau constant de 1,6 million d'électeurs.

plus souvent de la droite (46 %) que de la gauche (25 %) ou de l'abstention (27 %) et vote écologiste (2 %). Le chômage les préoccupe plus que l'immigration, et c'est la cohabitation qu'ils sanctionnent par leur vote¹. L'analyse détaillée de leur catégorie socio-professionnelle y souligne la sur-représentation des catégories petites-bourgeoises : commerçants, artisans, employés de commerce et agents de maîtrise. Mais aux élections législatives de juin, c'est dans ces mêmes catégories, où le FN avait le plus progressé depuis 1986, que son recul est le plus marqué².

Les données individuelles de sondages confirment donc les résultats de l'analyse contextuelle menée dans la capitale et éclairent les mécanismes du vote Le Pen. A un noyau dur, politisé, partisan, extrémiste, viennent se rallier, le temps d'un scrutin, des mécontents de tous bords, d'origines sociale et politique les plus diverses. Ils n'ont en commun que la dimension protestataire de leur vote. Plus qu'un sentiment d'appartenance à « l'extrême droite », une identification au FN, ou même un attrait particulier pour son leader, il illustre la désaffection à l'égard d'une classe politique jugée incapable de sortir le pays de la crise. C'est là, plus que dans la présence des communautés étrangères sur le sol national, qu'il faut chercher l'origine du phénomène.

1. Pour une présentation détaillée des motivations de ces nouveaux lepénistes, cf. Mayer (Nonna), « L'effet Le Pen s'est nourri de l'effet premier tour » in « L'élection présidentielle », supplément aux *Dossiers et documents du Monde*, mai 1988, p. 44.

2. Aucun sondage « sortie des urnes » n'a été effectué le 5 juin 1988. Mais la SOFRES a effectué deux enquêtes post-électorales, l'une après l'élection présidentielle (19-25 mai) auprès d'un échantillon national de 2 000 électeurs, l'autre après les élections législatives (14-23 juin) auprès d'un échantillon similaire. D'une enquête à l'autre, dans l'électorat lepéniste, le poids des artisans et des commerçants est passé de 10 à 3 %, celui des ouvriers de 16 à 26 %.

Tableau 1. Le vote FN à Paris et en métropole
de 1984 à 1988.

	Exprimés	Inscrits
<u>Métropole</u>		
Elections européennes 1984	11,1	6,1
Elections législatives 1986	9,9	7,4
Election présidentielle 1988	14,6	11,8
Elections législatives 1988	9,7	6,3
<u>Paris</u>		
Elections européennes 1984	15,2	8,5
Elections législatives 1986	11,0	8,1
Election présidentielle 1988	13,4	10,2
Elections législatives 1988	9,9	6,0

Fichier électoral CEVIPOF

Tableau 2. Les zones de force du FN à Paris aux
élections européennes de 1984 et aux
élections législatives de 1986.

Quartiers appartenant au quintile supérieur en 1984	*insc.	Expr.	Quartiers appartenant au quintile supérieur en 1986	insc.	Expr.
Europe (8e)*	12,1	19,8	La Chapelle (18e)**	11,5	17,1
Champs-Élysées (8e)	12,1	19,9	Goutte d'Or (19e)**	10,3	15,2
Dauphine (16e)*	11,2	17,7	Saint-Denis (10e)**	10,2	14,9
Chaillot (16e)*	11,2	17,8	Pont-de-Flandre (19e)**	10,2	14,5
Place Vendôme (1er)	11,0	19,0	Chaussée-d'Antin (9e)**	10,0	14,0
Plaine de Monceau (17e)*	11,0	17,3	Belleville (20e)**	9,8	14,2
La Muette (16e)*	10,9	16,6	Amerique (19e)**	9,7	13,3
Fbg du Roule (8e)*	10,8	17,4	Père Lachaise (20e)	9,7	13,8
Madeleine (8e)	10,6	18,2	St Germain-l'Auxerrois (1er)*	9,7	12,7
Ternes (17e)*	10,5	16,8	Grandes-Carrières (18e)**	9,6	13,5
Arueil (16e)*	10,3	15,9	Epinettes (17e)**	9,6	14,0
Chaussée-d'Antin (9e)**	10,2	19,5	Clignancourt (18e)**	9,6	13,7
Saint-Georges (9e)*	10,0	17,2	Charonne (20e)**	9,5	13,4
Ecole militaire (7e)*	9,8	15,7	Europe (8e)	9,5	12,6
Invalides (7e)*	9,6	16,5	Place Vendôme (1er)	9,5	12,6
La Chapelle (18e)**	9,6	19,4	Folie-Méricourt (11e)**	9,4	13,4

* Quartiers qui n'y ont appartenu qu'une fois.

** Quartiers qui, aux quatre élections considérées, ont appartenu au moins trois fois au quintile supérieur.

Tableau 3. Les zones de force et de faiblesse du FN à Paris aux élections législatives de 1983

Quartiers appartenant au quintile supérieur en 1982	Votscr.	Votscr.	Quartiers appartenant au quintile inférieur en 1982	Votscr.	Votscr.
La Chapelle (18e)	8,3	15,3	Val-de-Grâce (5e) ^a	2,8	4,3
Mont-de-Flandre (19e)	7,6	13,4	Saint-Victor (5e) ^a	3,8	5,9
Saint-Denis (18e)	7,5	13,6	Croulebarbe (13e) ^a	3,8	5,7
Madeleine (8e)	7,5	13,1	Sorbonne (5e) ^a	3,9	6,1
Belleville (20e)	7,3	13,7	Jardin des Plantes (5e) ^a	3,9	6,0
Epinettes (17e)	7,4	13,3	Montsouris (14e) ^a	4,1	6,4
Saint-Fargeau (20e)	7,4	12,5	Saint-Germain (6e)	4,1	6,9
Goutte-d'Or (18e)	7,3	13,6	N.B.-des-Champs (6e)	4,2	6,6
Charonne (20e)	7,2	12,4	Émile-Zola (5e)	4,3	7,1
Madriquerie (9e)	7,2	12,3	Salpêtrière (13e)	4,4	7,3
Pelle-Méricourt (11e)	7,1	12,4	Saint-Innocent (5e)	4,4	7,7
Grandes-Carrières (18e)	7,1	12,3	Montparnasse (14e) ^a	4,5	5,9
Villette (19e)	7,1	12,7	Odéon (6e)	4,5	7,4
Belleville (2e)	7,1	12,0	Archives (5e) ^a	4,5	7,4
Chaussée-d'Antin (9e)	7,1	12,8	Saint-Servais (4e) ^a	4,6	7,4
Clignancourt (18e)	7,0	12,2	Invalides (7e)	4,7	7,9

^a Quartiers qui aux quatre élections considérées ont appartenu au quintile inférieur.

Tableau 4. Emploi des actifs parisiens par nationalité (%).

CSP	Français	Espagnols Portugais	Italiens	Autres CEE	Maghrebins	Total
Patron	8	1	11	8	7	7
Cadre, prof. intellect.	16	2	16	33	3	22
Prof. intermédiaire	32	4	17	25	5	20
Employé	27	10	15	19	14	25
Personnel de service	5	33	11	6	12	8
Ouvrier	12	45	20	8	58	18
	(908.878)	(84.156)	(8.584)	(10.448)	(55.060)	(1.085.446)

Recensement de la population, 1982, sondage au quart.

Tableau 5. Corrélation entre le vote FN et les structures ethniques et socio-professionnelles des quartiers^a.

s	Scr. 1984	Lég. 1988	Prés. 1992	Lég. 1992
Etrangers	+ 21	+ 41	+ 38	+ 37
Maghébines	- 05	+ 40	+ 60	+ 41
Espagnols, Portugais	+ 37	+ 24	- 11	+ 10
Ouvriers	- 07	+ 47	+ 72	+ 51
Catég. supérieures	+ 43	- 20	- 38	- 25
Pers. de service	+ 70	+ 28	- 11	+ 19
Employeurs	+ 54	- 04	- 45	- 13
Prof. intellect.	- 24	- 66	- 53	- 75

^a La proportion d'étrangers est rapportée à la population totale, celle des catégories socio-professionnelles à la population active, le vote FN aux inscrits.

Tableau 6. Sociologie des électeurs du FN de 1984 à 1988 (premier tour présidentiel)* (%).

Electeurs	Infidèles 1984	Fidèles 1984-1986	Ralliés 1986	Fidèles 1986-1988	Ralliés 1988
<u>Age</u>					
18-24 ans	9	4	15	16	17
25-34 ans	16	19	23	16	18
35-49 ans	26	32	23	31	38
50-64 ans	35	33	22	25	19
65 ans et +	15	14	18	12	9
<u>Sexe</u>					
Homme	68	62	53	75	65
Femme	32	38	47	25	35
<u>Niveau d'études</u>					
Primaire, SR	21	21	27	19	29
Secondaire	29	33	28	31	25
Technique	19	22	28	19	25
Supérieur	31	24	17	31	21
<u>Profession</u>					
Agriculteur	11	3	4	2	4
Artisan, commerçant	12	10	7	9	13
Prof. libérale	25	17	11	19	12
Cadre sup.-cadre moyen	14	23	13	18	15
Employé	11	8	8	8	13
Ouvrier	10	12	27	20	13
Sans profession	17	27	30	24	30
<u>Statut</u>					
A son compte	28	14	11	19	15
Salarié du privé	17	27	33	31	27
Salarié du public	18	17	12	20	19
Chômeur	3	8	9	7	7
Etudiant	1	2	5	3	5
Inactif	33	32	30	20	27
	(130)	(279)	(159)	(146)	(257)

* En raison de la faiblesse de leurs effectifs (N=17) les "infidèles" de 1986, qui n'ont pas reconduit leur vote en 1988, ne figurent pas dans ce tableau ni dans le suivant.

Tanleau 7. Profil idéologique et politique des électeurs
du FN de 1984 à 1988 (premier tour présiden-
tiel) (%).

Electeurs	Infidèles 1984	Fidèles 1984-1986	Ralliés 1986	Fidèles 1986-1988	Ralliés 1988
<u>Vote du 10 mai 1981</u>					
Mitterrand	13	25	34	19	30
Giscard d'Estaing	75	49	35	43	40
Abst., non inscr., SR	12	26	31	38	30
<u>Echelle gauche-droite</u>					
Très à gauche	0	1	1	2	1
A gauche	1	2	5	0	4
Plutôt à gauche	5	1	9	1	7
Ni à gauche ni à droite	10	19	31	19	30
Plutôt à droite	25	11	18	7	20
A droite	49	35	19	29	25
Très à droite	9	29	11	39	10
Sans réponse	1	2	6	4	3
<u>Proximité partisane</u>					
Extrême gauche	1	0	2	0	2
PC	0	2	5	1	3
PS	9	4	5	1	13
Ecologiste	2	0	6	3	3
UDF	22	2	8	2	9
RPR	50	11	15	5	20
FN	14	79	46	85	42
SR	2	2	13	3	8
<u>Problème "très important"</u> <u>au moment de voter *</u>					
Immigration	67	81	77	84	69
Insécurité	76	79	80	84	66
Chômage	68	71	69	71	73
Pouvoir d'achat	54	56	67	60	58
Place de la France dans le monde	50	55	46	60	47
<u>Religion</u>					
Pratiquant régulier	19	21	9	13	10
Pratiquant occasionnel	31	20	24	18	20
Non pratiquant	35	38	45	43	44
Autre religion	4	1	5	4	1
Sans religion, SR	11	20	17	22	25
	(130)	(279)	(159)	(148)	(257)

* Noté 9 ou 10 sur une échelle de 1 à 10.

CHAPITRE 13

LE FN EN TERRE COMMUNISTE

Le département de la Seine-Saint-Denis présente toutes les caractéristiques qui, au vu des observations effectuées au niveau national comme sur divers terrains locaux, sont généralement associées aux succès électoraux du FN depuis l'apparition de ce dernier sur le devant de la scène politique. Sur le plan socio-démographique, il s'agit d'un milieu fortement urbanisé, frappé de plein fouet par la crise et affecté par de profondes mutations économiques et sociales qui l'ont accompagnée depuis le milieu des années 1970¹ : tendance à la désindustrialisation et à la déprolétarianisation d'un département industriel et ouvrier par excellence, ralentissement de la croissance démographique et vieillissement de la population, accroissement très sensible de la population immigrée, extension du chômage et des phénomènes de marginalisation sociale. On trouve là, dans un contexte de mobilité démographique, de déstructuration du cadre de vie, d'insécurité objective et subjective, tous les ingrédients qui sont réputés avoir nourri la poussée récente du FN.

Parallèlement à cette déstabilisation du cadre social, et en relation avec elle, les équilibres politiques qui caractérisaient de longue date le département subissent des perturbations considérables, sur fond de montée de l'abstentionnisme électoral. Le PC, qui jouissait naguère d'une position quasi hégémonique, a vu celle-ci mise à mal par la montée du PS, mais aussi, dans une moindre mesure, par les progrès de la droite et, plus récemment, du FN. En 1978, vingt-sept des quarante communes du départ-

1. Pour une présentation plus détaillée de l'évolution de la Seine-Saint-Denis, voir Rey (Henri), Roy (Jacques), « Quelques réflexions sur l'évolution électorale d'un département de la banlieue parisienne : la Seine-Saint-Denis », *Hérodote*, 43, 4^e trim. 1986, p. 6-38.

tement étaient gérées par des maires communistes, tous les députés appartenaient au PC, qui détenait aussi la majorité absolue et la présidence du conseil général. Dix ans plus tard, si l'assemblée départementale est toujours présidée par un communiste, sept municipalités ont été perdues par le PC, et celui-ci n'a plus que six députés sur treize. Quant au niveau des votes communistes, qui avoisinait ou dépassait régulièrement 40 % des suffrages avant 1981, il n'est plus que de 26,7 % en juin 1988. Encore est-ce là le résultat d'une remontée qui interrompt (momentanément ?) le déclin continu qui avait conduit le vote communiste à 18,6 % des voix aux élections législatives de 1986 (trois députés sur treize) et même à 13,5 %, pour A. Lajoinie, au scrutin présidentiel d'avril 1988.

C'est dans ce contexte que le FN connaît, depuis 1984, et même depuis 1983, si l'on prend en considération l'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois, une réussite électorale très supérieure à ses performances nationales et régionales. La Seine-Saint-Denis se situe toujours dans le groupe des départements où J.-M. Le Pen et les candidats qu'il patronne obtiennent leurs meilleurs résultats (tableau 1) : au sixième rang (en % des suffrages exprimés) aux élections européennes de 1984 et législatives de 1988, au septième rang lors des législatives de 1986 et au onzième pour le premier tour du scrutin présidentiel de 1988. Seuls certains départements du Midi méditerranéen et, en avril 1988 seulement, les départements alsaciens accordent de meilleurs scores aux candidats du FN.

La Seine-Saint-Denis apparaît donc comme un terrain privilégié pour vérifier et affiner les hypothèses liant l'émergence électorale de l'extrême droite à l'existence d'un milieu urbain en crise, à la présence d'une importante population immigrée et à la perte d'influence du PC. Sur ce dernier point, il convient, avant d'examiner dans le détail les modalités de l'implantation électorale du FN dans la plus typique des « banlieues rouges », d'élargir un peu la perspective et de faire le point sur quelques observations d'ordre général concernant une relation qui a suscité plus d'affirmations hâtives et hasardeuses que d'analyses précises.

L'idée selon laquelle la percée électorale du FN se serait opérée dans une large mesure grâce au ralliement d'électeurs perdus par le PC a été développée ou suggérée par de nombreux acteurs ou observateurs de la vie politique. Cette idée pouvait se nourrir d'un triple constat :

— la concomitance, au cours des dernières années entre la réduction accélérée du vote communiste et l'émergence du vote pour les candidats du FN ;

— les bons résultats obtenus par J.-M. Le Pen et ses amis dans des départements et des communes appartenant aux zones de force traditionnelles du PC, en particulier dans le Nord de la France, dans la banlieue parisienne et dans le Midi méditerranéen ;

— la relative « prolétarianisation » du vote pour les listes du FN en 1986 (par rapport à 1984), au moment même où le vote communiste connaissait un nouveau recul relatif.

Ces trois observations, incontestables — à la différence des spéculations d'ordre idéologique sur « la proximité des extrêmes » —, appellent toutefois quelques précisions qui nous paraissent interdire d'en déduire sans autre forme de procès que l'électorat du FN s'est construit sur la base de transferts d'électeurs en rupture de vote communiste.

La coïncidence dans le temps des deux phénomènes mis en relation n'est qu'approximative : le premier — et le plus important — des reculs récents du vote communiste, celui de 1981, est antérieur à la percée du FN et n'a pu, au moins de façon immédiate, profiter à ce dernier

Certaines zones de force du PC, notamment dans le Centre de la France, sont restées largement étrangères aux succès des candidats d'extrême droite, alors que ceux-ci ont bien réussi dans des régions (dans l'Est par exemple) où le PC était trop faible pour leur permettre une expansion notable à son détriment. Mais surtout, le fait que le FN a enregistré de bons résultats sur des terrains à forte présence communiste n'implique pas nécessairement que ce sont les anciens électeurs du PC qui en sont les artisans.

Enfin, les progrès du vote pour le FN dans des secteurs populaires, en particulier dans des municipalités communistes, surviennent, en 1986, à un moment où le PC recule à nouveau en pourcentage des suffrages exprimés, mais non en nombre de voix. Si le PC profite moins que les autres partis du regain de participation intervenu par rapport aux élections de 1984, il gagne néanmoins des électeurs (plus de 450 000 en métropole), y compris dans les départements où la poussée du FN est la plus forte. Ceci n'exclut évidemment pas l'existence de défections

parmi les électeurs qui avaient voté pour le PC en 1984, dont les listes d'extrême droite ont pu bénéficier en partie. Mais on est, pour le moins, conduit à penser que ces défections ne peuvent être d'une ampleur considérable, sauf à créditer le PC d'une capacité de mobilisation des anciens abstentionnistes et des nouveaux électeurs suffisante pour compenser, et au-delà, ces pertes, ce qui paraît peu vraisemblable dans la conjoncture de 1986. L'hypothèse d'une « prolétarianisation » de l'électorat du FN fondée sur le ralliement d'anciens électeurs communistes ne pourrait donc reposer de façon vraisemblable que sur l'existence d'itinéraires conduisant du vote pour le PC *avant 1984* au vote pour le FN en 1986 après un passage par l'abstention en 1984. Ce cas de figure ne saurait être exclu, mais le poids de l'électorat concerné resterait à évaluer.

Si la simple coïncidence entre zones de force du PC et zones de succès électoraux du FN ne suffit pas (lorsqu'elle existe) à établir la contribution des anciens électeurs communistes au développement du vote frontiste, la mise en relation des *gains* électoraux du FN avec les *pertes* du PC apparaît plus suggestive, sinon plus probante. Cette démarche, plus pertinente que celle que l'on a exposée plus haut, a permis en effet de mettre en évidence, *dans certaines situations locales*, cette relation, notamment sur le littoral méditerranéen en 1984¹ et en 1986² ainsi que dans le bassin minier du Pas-de-Calais en 1986³. Lorsque les gains du FN sont d'autant plus forts que les pertes du PC sont élevées (ou ses progrès faibles), la présomption d'un transfert d'électeurs du second vers le premier s'accroît. Mais il ne s'agit toujours que d'une présomption, faute de pouvoir reconstituer les itinéraires individuels. En tout état de cause, les auteurs de ces analyses insistent sur la portée limitée du phénomène : « Il serait évidemment ridicule de considérer un tel transfert comme un itinéraire privilégié de l'électorat infidèle au Parti communiste.⁴ »

Cette prudence apparaît tout à fait légitime si l'on considère

1. Lancelot (Alain), « L'eurosanction. Les élections européennes du 17 juin », *Projet*, 188, septembre-octobre 1984, p. 872-873.

2. Lancelot (Alain), « Le brise-lame. Les élections du 16 mars 1986 », *Projet*, 199, mai-juin 1986, p. 15.

3. Jaffré (Jérôme), « Front national : la relève protestataire » in Dupoirier (Elisabeth), Grunberg (Gérard), dir., *Mars 1986 : La drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 227-229.

4. Lancelot (Alain), « Le brise-lame... », art. cité.

les enseignements que l'on peut tirer d'une observation plus systématique recourant aux données d'enquêtes par sondage et à l'analyse écologique.

Tous les sondages que nous avons pu consulter mettent en évidence le caractère marginal de la contribution apportée au vote pour le FN par les électeurs perdus par le PC (tableau 2). En 1986 comme en 1984, 2 à 3 % seulement des électeurs, qui déclarent avoir voté pour le PC à l'élection précédente, apportent leur voix au FN. La proportion est un peu plus élevée — et les divergences entre instituts un peu plus sensibles — lors de l'élection présidentielle de 1988, mais J.-M. Le Pen ne recueille pas plus de 8 % des électeurs communistes de 1986, selon l'évaluation la plus haute. Quant aux élections législatives de 1988, elles ne semblent avoir donné l'occasion à aucun des électeurs interrogés par la SOFRES de voter pour le FN après avoir voté pour une liste communiste en 1986, ou pour A. Lajoinie le 24 avril 1988.

Il faut certes faire la part des limites de l'instrument utilisé. On connaît celles des sondages¹, surtout lorsqu'ils sont effectués à la « sortie des urnes ». Les risques de sous-déclaration de certains comportements, en particulier de ceux étudiés ici, ne sont pas négligeables, les biais d'échantillons sont toujours possibles, l'abstention est ignorée (dans les sondages « sortie des urnes ») ou sous-estimée. Mais la constance des indications fournies et la convergence entre les divers instituts plaident néanmoins en faveur des renseignements recueillis et accréditent l'hypothèse d'un transfert très limité d'électeurs du vote communiste au vote pour le FN, en tout cas au niveau national. Car on touche ici à un autre handicap des sondages réalisés sur des échantillons nationaux : ils ne font apparaître que les phénomènes ayant une certaine importance sur l'ensemble du territoire et laissent échapper ceux qui ne concernent que des situations locales spécifiques.

Le retour aux données écologiques permet, dans une certaine mesure, de remédier à cette lacune, en réintroduisant l'espace dans l'analyse. Observée au niveau national avec le département comme unité d'analyse, la mise en rapport des évolutions res-

1. Pour plus de précisions sur les problèmes posés ici par les diverses méthodes d'étude des transferts électoraux, voir Platone (François), « Où sont passés les électeurs du PCF ? » in *L'élection présidentielle de 1988. Journée d'étude — 29 janvier 1988*, Cahiers du CEVIPOF, 2, p. 53-78.

pectives du vote pour le PC et pour le FN n'est guère concluante : les cartes des progrès du FN ne coïncident pas avec celles des reculs du PC, et les corrélations statistiques entre les deux phénomènes sont faibles ou inexistantes. Cette absence de relation significative pouvant être imputée au fait que le département est une unité d'analyse encore trop grossière pour l'étude des transferts électoraux, nous avons procédé, sur deux terrains différents, à une étude des variations du vote communiste et du vote FN au niveau communal.

Le premier terrain retenu est constitué par un ensemble de douze départements du Sud-Est¹, dans lesquels le vote pour le FN a atteint dès 1984 un niveau particulièrement élevé, tandis que le PC subissait un fort recul, que l'abstention ne suffisait pas à expliquer². L'observation a porté sur les trente-deux principales villes de ces départements. Or le graphique 1, qui met en relation le niveau atteint par le FN en 1984 et le recul du PC entre 1981 (présidentielle) et 1984 (en % des suffrages exprimés), montre à l'évidence qu'il n'y a aucune relation entre ces deux phénomènes. Il en va de même si l'on s'attache aux évolutions observées entre 1984 et 1986 et entre 1986 et 1988 (présidentielle). Ainsi, même dans une région où l'on pouvait s'attendre à observer des transferts notables de votes entre PC et FN, le phénomène — dont il serait bien imprudent de contester l'existence — n'atteint pas une ampleur suffisante pour structurer le vote frontiste.

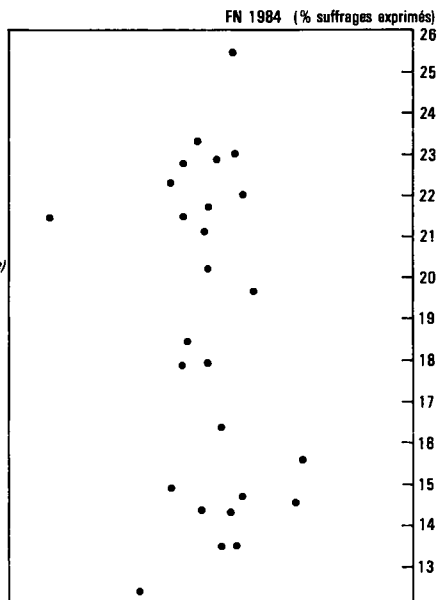
Le constat est de même nature sur le second terrain choisi, qui nous ramène au cadre principal de notre analyse : la Seine-Saint-Denis. L'analyse est ici plus fine que dans le cas précédent, puisqu'elle porte sur les quarante communes du département (carte 1). Or, pas plus que dans le Sud-Est, les résultats électoraux du FN ne sont ordonnés par l'évolution du vote communiste, comme en témoigne, à titre d'exemple, le graphique 2, qui met en relation la progression de J.-M. Le Pen en 1988 par rapport aux listes de son parti en 1986 et le recul d'A. Lajoinie par rapport aux listes communistes³. Là encore, il ne s'agit pas de

1. Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Aude, Bouches-du-Rhône, Drôme, Gard, Hérault, Isère, Pyrénées-Orientales, Var, Vaucluse.

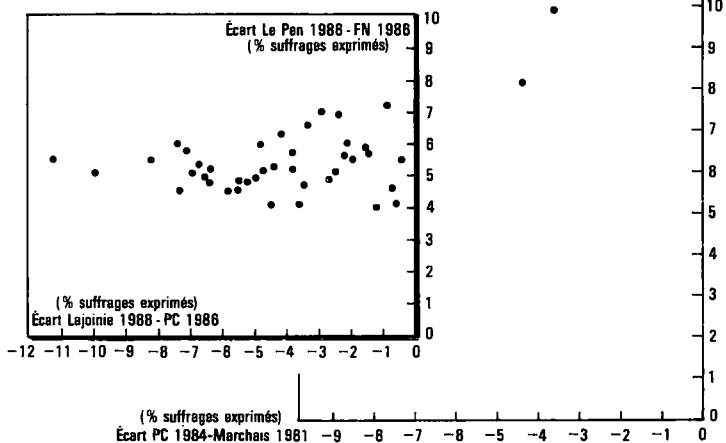
2. Platone (François), « Où sont passés... », art. cité, p. 61-63.

3. Les graphiques correspondants, établis à partir des pourcentages des électeurs inscrits, ne sont pas reproduits, faute de place, mais présentent des caractéristiques tout à fait semblables.

Graphique 1. Vote pour le FN en 1984
et recul du vote communiste de 1981 (présidentielle)
à 1984 dans 32 villes du Sud-Est

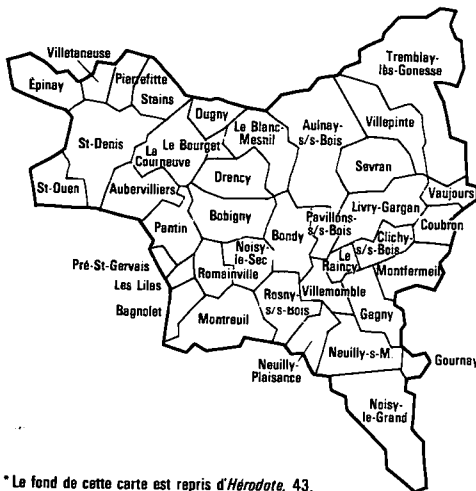


Graphique 2. Progrès du vote pour le FN
et recul du vote communiste de 1986 à 1988 (présidentielle)
dans les communes de la Seine-Saint-Denis



nier que l'émergence électorale du FN a bénéficié des défections subies par le PC. Mais elle en a bénéficié comme de l'apport d'électeurs d'autres origines. L'électorat du FN s'est construit au détriment de toutes les autres forces politiques sans exception et les transfuges du vote communiste y ont pris leur place comme d'autres, mais pas de façon privilégiée. Au contraire, globalement, l'apport d'origine communiste apparaît aussi marginal dans l'électorat auquel il s'intègre que dans celui qu'il a quitté. Il n'est, en tout cas, pas en mesure de structurer l'implantation frontiste, que ce soit au niveau national ou même, on l'a vu, au niveau de régions particulières. C'est dire que l'implantation du FN dans un département comme la Seine-Saint-Denis ne peut s'analyser simplement en termes de récupération des dépouilles communistes. Il n'y a pas lieu, en effet, de confondre les conséquences de la déstructuration du système hégémonique local autrefois mis en place par le PC et le transfert pur et simple de son électorat au FN.

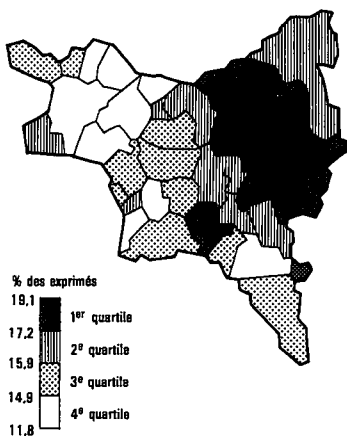
Carte 1. Les communes de Seine-Saint-Denis *



* Le fond de cette carte est repris d'Hérodote, 43.

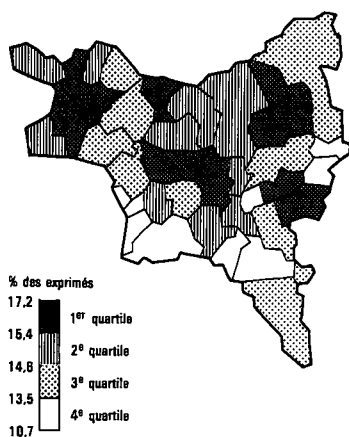
La fin de l'hégémonie communiste s'accompagne, en Seine-Saint-Denis, d'un niveau plus élevé de l'abstention et révèle la fragilité des assises locales des autres partis. Le retrait du PC inégalement compensé à gauche par les progrès d'un PS longtemps dominé et encore peu présent sur le terrain, découvre un espace politique en net décalage avec la réalité du système des partis. A l'évidence, l'extrême droite tire profit de la faible implantation partisane de la droite traditionnelle. A l'exception d'une petite dizaine de communes sur les quarante que compte la Seine-Saint-Denis, le RPR et l'UDF ont été pendant longtemps à peu près dépourvus à la fois de notables et de militants. Réduits à des enclaves territoriales et parfois résignés à l'avance à des défaites répétées, ils n'ont pu, malgré le rapide déclin électoral du PC à partir de 1981, créer de toutes pièces un véritable réseau d'encadrement. Cette faiblesse structurelle de la droite renvoie à l'histoire de la production des banlieues ouvrières comme espaces marqués par la ségrégation, d'abord disputés à l'influence politique du socialisme et du communisme, puis en quelque sorte concédés provisoirement à la gestion communiste dans le cadre d'une division implicite du travail et des rôles au sein de l'agglomération parisienne. Décidée depuis une dizaine d'années à reconquérir les bastions communistes, la droite traditionnelle n'a pu que très partiellement compenser son handicap et rattraper son retard. De plus, sa position minoritaire tend à favoriser la radicalisation d'un électorat conservateur à forte composante populaire. Les partisans de la droite, dans un département dont le PC contrôle l'exécutif départemental et la moitié des communes, sont ainsi portés par un environnement hostile à durcir leurs positions. Au sein de la droite, en l'absence d'un courant démocrate chrétien, quasi inexistant dans ces communes de banlieue où les libéraux sont eux aussi desservis par la composition sociologique de la population, c'est un RPR de combat qui domine tant par les capacités de mobilisation que par le niveau de vote. En 1986, les thèmes majeurs de sa campagne, insécurité et immigration, recoupaient en partie ceux de l'extrême droite. Aussi la concurrence entre le FN et la droite traditionnelle pour le contrôle de l'électorat conservateur est-elle particulièrement vive en Seine-Saint-Denis. Les élections européennes de 1984 avaient mis en évidence (carte 2) une bonne superposition entre les zones les plus favorables au FN et les communes gérées par la droite, à l'Est du département. Nouveau

Carte 2. Voix du FN aux élections européennes 1984 *

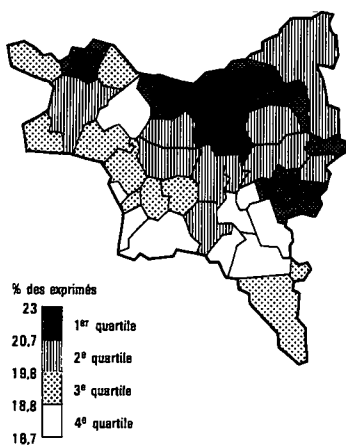


* Le fond de cette carte est repris d'Hérodote, 43.

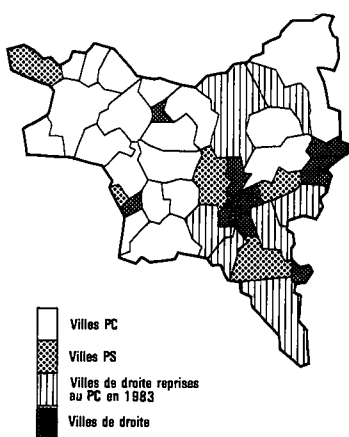
Carte 3. Voix du FN aux élections législatives 1986



Carte 4. Voix du FN à l'élection présidentielle 1988



Carte 5. Couleur politique des municipalités



venu sur la scène politique, le FN opérait alors sa percée en prélevant d'abord sur l'électorat du RPR et de l'UDF dans un contexte de forte remobilisation de l'ensemble de la droite et de nette dépression des positions de la gauche, communiste certes, mais aussi socialiste. Les élections législatives de 1986 se marquaient par une redéfinition de la répartition géographique des zones de force du FN (carte 3), résultant à la fois d'une poussée de l'extrême droite dans certaines municipalités communistes et de son retrait relatif dans la plupart des communes de droite. La bonne performance du RPR, qui fait élire trois députés, coïncide alors avec le mouvement de retour d'une partie de l'électorat conservateur, favorisé par la nature de l'élection, les thèmes de sa campagne et les hommes qui l'animent (parmi lesquels le futur ministre chargé de la Sécurité publique, R. Pandraud). Pour le FN, l'accroissement de la participation électorale se solde par des gains en voix relativement plus réduits dans les territoires favorables à la droite classique, mais importants dans les villes communistes où l'électorat de droite, plus radicalisé, se montre moins sensible à la perspective du vote utile. Deux ans plus tard, au premier tour de la présidentielle, l'addition des voix de J. Chirac et de R. Barre fait apparaître un net recul (plus de 6 points) par rapport aux résultats réalisés en 1986 par les formations qui les soutiennent. Dans le même temps, le FN progresse de plus de 5 points. Dans vingt-sept villes sur quarante, J.-M. Le Pen se classe en seconde position, derrière F. Mitterrand et il n'est devancé par J. Chirac que dans six des quinze communes administrées par la droite. La performance du chef du FN apparaît doublement spectaculaire : par son avance sur les leaders de la droite dans la majorité des villes qu'elle gère, par son avantage sur le score d'A. Lajoinie dans la plupart des municipalités communistes. L'effet de classement ainsi obtenu tend cependant à masquer une indication essentielle fournie par cette élection : la nouvelle progression enregistrée par le candidat du PS aux dépens du PC. Dans treize communes sur les vingt dont le maire est communiste, F. Mitterrand améliore de plus de 5 points le score socialiste aux législatives de 1986, c'est-à-dire sensiblement plus que la progression moyenne enregistrée dans le département (3,8 % s.e.). Cette observation est recoupée par l'étude des résultats par bureau de vote dans des communes de forte implantation communiste, telles Saint-Denis, Bobigny ou La Courneuve. Les bureaux les plus favorables au PC enregistrent

là un progrès nettement plus important du PS en même temps que des scores plus réduits du FN. Une fois encore, à une élection d'enjeu national, fortement personnalisée, le PC souffre de la concurrence que lui livre le PS et ne parvient plus à tirer profit de son implantation locale. De ce fait, sa position relative tend à s'affaiblir non seulement par rapport à la force dominante à gauche, le PS, mais aussi par rapport au FN. Dans les villes gérées par la droite, l'avantage pris par J.-M. Le Pen sur les candidats du RPR et de l'UDF dans les deux tiers d'entre elles confirme l'importance de la composante conservatrice dans le vote en faveur du FN particulièrement lorsqu'il y a dualité de candidatures de la droite traditionnelle. Mais il faut remarquer que les villes conquises en 1983 sur le PC placent plus systématiquement que les villes d'ancienne implantation de la droite le candidat du FN en seconde position. L'extrême droite parvient ainsi davantage à s'imposer lorsque l'ancrage à droite de l'électorat est à la fois plus fragile et plus récent, et là où la volatilité électorale d'un scrutin à l'autre est plus grande.

Au premier tour de l'élection présidentielle, la répartition géographique du vote en faveur du FN (carte 4) ne coïncide pas exactement avec les cartes de 1984 et 1986. Les zones de force (1^{er} quartile) se regroupent au Nord et à l'Est du département, tandis que les communes limitrophes de Paris marquent plus souvent une plus grande réserve à l'égard du FN. Là, le partage, certes relatif, entre les plus hauts niveaux de vote de l'extrême droite et ses performances les plus modestes (avec une variation des résultats entre 16,7 et 23 % s.e.), ne se fonde pas sur la définition politique des municipalités : les dix villes où J.-M. Le Pen obtient ses meilleurs résultats se répartissent pour moitié entre municipalités de droite et municipalités communistes ; il en va de même pour les dix villes où le score de l'extrême droite est le moins élevé, si l'on fait abstraction des deux communes gérées par le PS (carte 5). Ainsi, la distribution spatiale du vote Le Pen en 1988 n'oppose plus, comme en 1984, villes de gauche et villes de droite et la nouvelle poussée, enregistrée par l'extrême droite, n'atteint pas, comme en 1986, de manière privilégiée les villes communistes. Malgré ces mouvements, un ensemble de six communes se distingue depuis 1984 par la permanence des scores les plus élevés du FN (trois villes PC, trois villes de droite). Il n'est pas inutile de s'attarder un peu sur les caractéristiques qu'elles présentent, même si la compréhension du phénomène

lepéniste ne saurait être éclaircie par la situation de ses seules zones de force. Parmi ces six villes, quatre ont connu en vingt ans un très fort accroissement démographique, avec le doublement, voire le triplement de la population initiale. Cette urbanisation massive, brutale, a été aussi plus tardive que dans les autres communes de banlieue et a bouleversé le tissu pavillonnaire préexistant. Ces communes périphériques, peu pourvues en emplois industriels, longtemps mal desservies par les moyens de transport, font souvent figure de banlieues des banlieues. Elles accueillent, si l'on peut dire, ceux qui n'ont pu trouver place ailleurs : locataires peu solvables des offices d'HLM, familles à problèmes et, bien sûr, une forte proportion d'étrangers (un quart de la population de Montfermeil et de Clichy-sous-Bois, plus de 28 % de celle de Villetaneuse). Quand la construction pavillonnaire s'est étendue en même temps que l'implantation des grands ensembles sur les terres libérées de l'exploitation maraîchère, le conflit entre les attentes et les stratégies résidentielles des différentes catégories d'arrivants est devenu latent. A la frustration des familles accédant à la propriété pour échapper au mal vivre des grands ensembles de la proche banlieue, s'ajoute la coexistence difficile, dans les cités, d'une population particulièrement défavorisée. La faiblesse des ressources, la rareté des équipements, l'inexistence des projets urbains des communes d'accueil, souvent de taille réduite, ne facilite guère la cohabitation. Engagés sur le terrain de l'école, aiguillés par la progression de la délinquance, les heurts entre résidents font partie de la vie quotidienne. Les moyens de régulation font défaut comme les réseaux d'encadrement partisans ou associatifs. D'abord favorisé par l'arrivée massive d'une population modeste, le PC a dû abandonner à la droite les municipalités de Montfermeil et de Villepinte. Dans les communes qu'il continue à gérer, il n'a pas été en mesure, ni matériellement ni politiquement, de produire un modèle alternatif d'intégration urbaine face au déchirement du tissu social. L'exacerbation des contradictions dans ces marges de la banlieue dépourvues d'identité urbaine fournit alors au FN un contingent additionnel d'électeurs. Plus qu'ailleurs, la part est grande de ceux qui votaient autrefois pour le PC et la gauche et qui trouvent là un exutoire à leur malaise dans le vote d'extrême droite. Mais il faut distinguer ce qui s'exprime ainsi comme signe pathologique de villes en crise de la situation de la plupart des communes de banlieue, où les tendances à l'anomie

se manifestent de manière plus atténuée, et sont contrebattues par le système politique local. Les villes de Montfermeil et Clichy-sous-Bois ne rendent pas compte, à elles seules, de la réalité politique et sociale de la Seine-Saint-Denis. Là où le sentiment d'abandon par la puissance publique a moins de raison d'exister, là où la crise des grands ensembles connaît un début de traitement, là où apparaît même de manière imparfaite un projet urbain, là où subsistent des réseaux politiques et associatifs, le vote Le Pen est contenu. A l'inverse, il demeure à un niveau particulièrement élevé dans les quartiers des villes marqués par une situation d'exclusion. C'est ce que permet de constater l'étude infracommunale des résultats électoraux. En prenant en compte la série des élections de 1984 à 1988, dans une dizaine de communes de la Seine-Saint-Denis, on constate la permanence des meilleurs résultats du FN dans un ensemble de bureaux, malgré la forte variation du classement des communes pour le vote d'extrême droite selon les consultations. Ces points d'ancrage, nettement délimités, ne se distinguent pas du reste de la commune par des caractéristiques sociologiques bien marquées. Ni la composition socio-professionnelle, ni les facteurs d'âge, ni même le statut du logement ne les singularisent. S'ils correspondent à des zones de plus forte concentration de population étrangère, l'écart avec les bureaux avoisinants n'est pas suffisant pour être explicatif. En revanche, dans un grand nombre de cas, les quartiers où sont situés ces bureaux particulièrement favorables à l'extrême droite occupent une position marginale à l'intérieur même de la ville. Excentrés, appartenant parfois à un territoire mal défini à la limite des communes voisines, peu pourvus en équipements, ils connaissent de manière accentuée la réalité périphérique déjà caractéristique de l'ensemble des banlieues. Mal exposés aux interventions du pouvoir municipal, ils définissent une sorte de *no man's land* privé d'identité. Les effets de la désindustrialisation, et de la dévastation de l'espace par les brutales implantations d'infrastructures routières contribuent aussi à transformer des pans entiers de la banlieue en zones sinistrées. Là où l'activité économique et les emplois ont fui et où ne reste qu'un environnement fait de friches industrielles, là où rien ne vient inscrire dans l'espace l'amorce d'une nouvelle dynamique urbaine, l'extrême droite marque des points. Ainsi, à Saint-Denis, les bureaux de la Plaine-Saint-Denis sont les plus favorables au FN et les scores impressionnants qu'il réalise pèsent

sur le résultat global de la commune, placée de la sorte en tête pour le vote en faveur du FN aux législatives de 1986 et 1988. Le vote des marges urbaines de la banlieue et des zones économiquement sinistrées amplifie les gains de l'extrême droite. Là où le PC n'apparaît plus en mesure de jouer son rôle tribunitien, parce qu'il n'a pu contrer de manière efficace le processus de désindustrialisation ou parce qu'il ne peut répondre aux attentes contradictoires d'une population divisée, parce qu'aussi ses capacités d'encadrement ont été réduites par le déclin qui le frappe, le FN capte une partie de son ancien électorat. S'il est possible de localiser son expression, il n'est pas simple d'interpréter correctement alors la signification de ce vote. Relève protestataire, vote antisystème, signal adressé au système politique ? On ne peut en tout cas le réduire à la charge xénophobe et sécuritaire révélée par les sondages, en écho aux déclarations de J.-M. Le Pen. Mais l'ajout d'une composante venue de la gauche à un électorat conservateur radicalisé qui fournit le gros des troupes permet au FN de réaliser en Seine-Saint-Denis un des ses meilleurs résultats nationaux.

Tableau 1. Le vote pour le FN en Seine-Saint-Denis
(1984-1988)

Elections	FN	Inscrits	Exprimés
1984 (européennes)	55.838*	7,9(6,1)	16,0(11,1)
1986 (législatives)	71.526**	10,1(7,4)	14,5(9,8)
1988 (présidentielle)	107.692***	15,2(11,7)	19,8(14,6)
1988 (législatives)	66.349**	9,3(6,4)	15,9(9,9)

* Liste Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries.

** Candidats présentés par le FN.

*** J.-B. Le Pen.

Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent aux résultats obtenus sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Tableau 2. Transferts du vote communiste au vote
pour le FN (%).

	Ont voté pour le FN en :			
	1984 Eur.	1986 Lég.	1988 Pré. (Le Pen)	1988 Lég.
Sur 100 électeurs ayant voté pour le PCF en :				
1981 (présidentielle: Marchais)				
IFOP (SSU)**	3			
SOFRES (SSU)	2			
IFOP (SSU)		2		
SOFRES (SSU)		2		
CSA (SSU)			3	
1984 (européennes)				
IFOP (SSU)		1		
SOFRES (SSU)		3		
BVA (SSU)		2		
1986 (législatives)				
SOFRES (post)*			6	
BVA (SSU)			8	
CSA (SSU)			3	
SOFRES (post)				0
1988 (présidentielle: Lajoie)				
SOFRES (post)				0

* Post : sondages post-électorales.

** SSU : sondages "sortie des urnes" réalisés à la sortie des bureaux de vote, le jour de l'élection.

Pour chaque paire d'élections, le pourcentage est calculé par rapport aux électeurs qui ont participé aux deux élections, c'est-à-dire en excluant les abstentionnistes.

CHAPITRE 14

LE FN DANS LE NORD OU LES LOGIQUES D'UNE IMPLANTATION ÉLECTORALE

Les résultats du FN dans le département du Nord sont, depuis 1986, supérieurs à la moyenne nationale. Comment cette terre de gauche, historiquement peu touchée par les fièvres nationales de l'extrémisme de droite, est-elle devenue un des points forts de l'implantation du FN ? « Il ne restait à J.-M. Le Pen qu'à offrir un débouché politique à toutes les protestations particulièrement enracinées dans le terrain des inquiétudes urbaines : crainte du chômage, hostilité vis-à-vis de l'immigré, sentiment d'insécurité.¹ » Ces facteurs de l'émergence du FN, dégagés par P. Perrineau, paraissent trouver dans le Nord un terrain singulièrement favorable. En effet, avec un tissu urbain de forte densité, une population immigrée importante et une déstructuration de nombreux secteurs industriels génératrice d'un chômage élevé, le Nord est incontestablement un département favorable pour un développement du FN. Ces facteurs suffisent-ils, dans le Nord, pour expliquer le poids électoral de l'extrême droite ? N'existe-t-il pas d'autres facteurs explicatifs ?

L'histoire électorale contemporaine de cette terre de gauche n'a jamais été particulièrement marquée par un fort vote en faveur de l'extrême droite.

Lors des poussées électorales nationales de l'extrémisme de droite, la France septentrionale, depuis le début du siècle, reste

1. Perrineau (Pascal), « Front national : les étapes d'une implantation électorale (1981-1987) », rapport du colloque de l'Association française de science politique consacré au Front national, Paris, 7 et 8 mars 1988.

en retrait. Aux législatives de 1956, au référendum d'avril 1962¹ et à l'élection présidentielle de 1965, l'extrême droite ou ses manifestations proches, telles que le poujadisme, ont obtenu, dans le Nord, des résultats très inférieurs à la moyenne nationale. Ainsi, contrairement au pourtour méditerranéen, la forte émergence du FN dans le Nord n'a donc guère de filiation avec une forte structuration antérieure de l'électorat d'extrême droite.

Sans doute, l'influence du gaullisme à partir de 1947, mais surtout de 1958 à 1974, parvint-elle, dans le Nord plus qu'ailleurs encore, non seulement à déstabiliser la gauche socialiste, en la divisant, et la gauche communiste, en attirant une sensible proportion de son électorat ouvrier ; mais, surtout, le gaullisme avait conduit l'extrême droite à la marginalisation puis à une disparition presque complète de la scène électorale. Dans le Nord, à l'exception du groupusculaire Ordre nouveau et du FN embryonnaire, l'ARIL fut ce que l'échiquier politique local présentait de plus à droite de 1971 à 1984².

La première étape de l'émergence de l'extrême droite est entièrement liée à la manifestation d'un vote anti-immigré.

En mars 1983, lors des élections municipales, une liste sécuritaire aux accents xénophobes, « Roubaix aux Roubaisiens », se présente à Roubaix, tandis que la plupart des observateurs de la vie politique locale ne lui accordent guère de chance de succès. A l'issue du premier tour, la liste sortante d'Union de la gauche est battue par celle de l'opposition conduite par A. Diligent. La perte pour la gauche d'un bastion socialiste acquis depuis 1912 et conservé sans interruption, si ce n'est durant l'occupation allemande, était déjà le signe de la profonde mutation politique d'une cité. Victime de l'effondrement de l'industrie textile et confrontée à des mouvements démographiques considérables liés à l'arrivée massive d'immigrés d'origine maghrébine, Roubaix

1. Référendum sur les accords d'Evian, l'extrême droite se comptait sur le vote *non* proné par les partisans de l'Algérie française.

2. L'ARIL (Alliance républicaine indépendante et libérale) issue de l'ARLP (Alliance républicaine pour les libertés et le progrès était parvenue, après l'insuccès de Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965, à survivre quelque peu à la vague gaulliste. Mais cette extrême droite, que l'on qualifiera plutôt de droite extrême, comportait une sensibilité plus modérée, dont la fédération du Nord, qui fit scission en 1971 pour fonder l'ARIL qui affirme son appartenance à la majorité UDR-RI-CDP. Ainsi l'ARIL présente des candidats aux élections législatives de 1973 sous l'étiquette Union pour la majorité de soutien au président de la République.

rejette ses équilibres politiques traditionnels. Dans ce contexte de chute d'un bastion socialiste, la liste « Roubaix aux Roubaisiens », conduite par M. Lecluse, obtient 9,58 % des suffrages exprimés et deux sièges de conseillers municipaux. De même qu'à Marseille¹, une liste sécuritaire révèle une demande politique d'un électorat minoritaire qui place au premier plan de son exigence politique le thème de l'insécurité, en y associant très souvent l'immigration. Certes, le phénomène reste, en 1983, géographiquement très limité, mais il convient de constater que les deux villes concernées, Roubaix et Marseille, constitueront plus tard deux des plus importants points d'ancrage du FN.

Cette manifestation d'une xénophobie électorale sécuritaire comble un vide politique résultant de l'inadéquation de l'offre politique à des demandes non perçues. Le FN est parvenu à exploiter ce vote xénophobe en y agrégeant petit à petit d'autres inquiétudes dont cette forme de désintégration sociale qu'est le chômage.

Le calendrier électoral se montre ensuite particulièrement propice à l'émergence du FN. Les élections européennes de juin 1984, par un mode de scrutin ne nécessitant pas une forte implantation locale et un enjeu peu susceptible de remettre en cause les équilibres institutionnels nationaux, allaient donner aux tentatives désordonnées de 1983 la possibilité de se transformer en un courant d'importance nationale. La liste du FN menée par J.-M. Le Pen obtient ainsi 10,5 % des suffrages dans le département du Nord, 23 % à Tourcoing et 19 % à Roubaix. Si les conditions et la nature du scrutin permettaient encore de douter de la pérennité du phénomène, les élections cantonales de mars 1985, scrutin décisif en ce qu'il ne permet guère le succès des forces politiques qui ne disposent ni de conseillers sortants, ni d'une forte infrastructure locale, vont fournir une réponse dénuée d'ambiguïté. Le FN parvient à présenter des candidats dans trente-six des quarante cantons renouvelables du département et à obtenir de 3,6 à 21,5 % des suffrages exprimés, ne descendant que quatre fois, compte tenu des quatre cantons où il ne présente pas de candidat, sous la barre des 5 %. Incontestablement, ce scrutin parvient à figer localement l'électorat du FN de juin 1984 dans la perspective des élections législatives de

1. Lors du premier tour des élections municipales de 1983, à Marseille, les listes « Marseille-Sécurité » obtiennent de 2,10 à 6,81 % des suffrages exprimés.

1986. Avec trois députés¹ élus à la proportionnelle à la plus forte moyenne, en mars 1986, dans le département du Nord, le FN assure son existence lors d'une élection d'importance politique nationale. C'est en 1988, lors de l'élection présidentielle, que le FN obtint son meilleur résultat dans le Nord avec 15,1 % des suffrages exprimés, pour retomber à 11,2 % à l'occasion des législatives qui suivent et perdre toute sa représentation parlementaire dans le cadre d'un scrutin majoritaire à deux tours.

Les résultats du FN dans le Nord de 1984 à 1988 sont les suivants (% par rapport aux suffrages exprimés) :

	France	Nord
Européennes 1984.....	11,0	10,5
Législatives 1986.....	9,6	11,3
Présidentielle 1988.....	14,4	15,1
Législatives 1988.....	9,6	11,2

A l'exception de 1984, le FN obtient, dans le département du Nord, des résultats supérieurs à la moyenne nationale.

Mais au-delà de ces chiffres apparemment stables, une étude plus précise permet de faire apparaître, derrière ces résultats globaux, de multiples mutations de l'implantation de cette nouvelle force politique.

Les cartes cantonales (1, 2, 3, 4 et 5) de l'implantation du FN par quartile et par rapport aux suffrages exprimés, font apparaître quatre zones de forte implantation : le versant Nord-Est de la métropole lilloise, essentiellement Roubaix et Tourcoing.

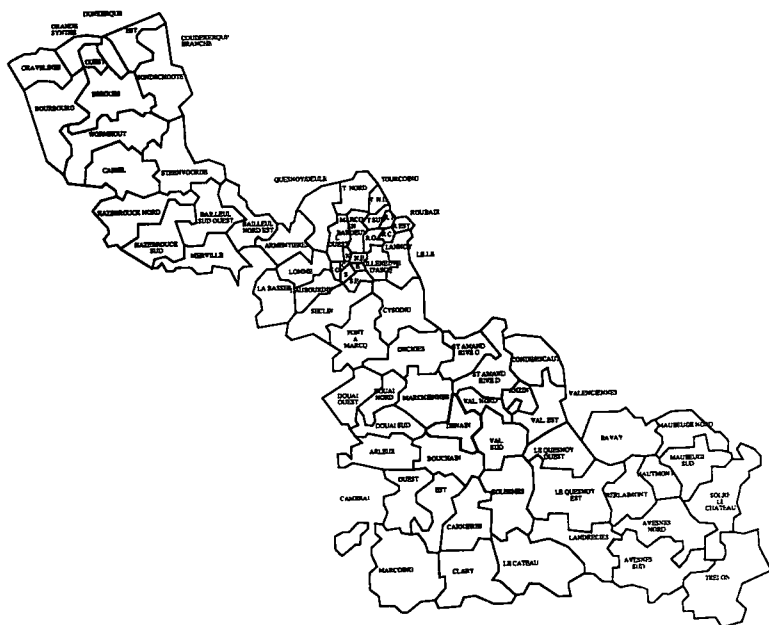
Cette implantation correspond globalement aux cantons qui recouvrent les zones les plus urbanisées du département. L'exception des cantons de Marcoing et Clary, peu urbanisés, est liée à la personnalité de J. Durieux (cf. p. 300).

A l'inverse, le FN est beaucoup moins bien implanté en Flandre intérieure et reste aussi globalement faible dans le Douaisis.

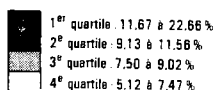
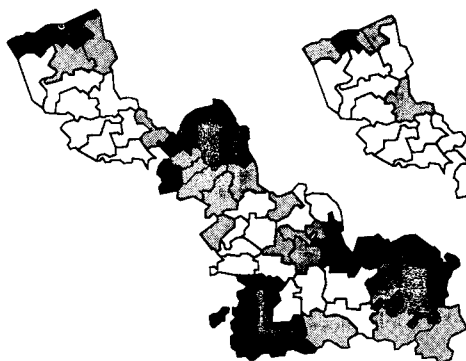
Dans les terres de forte implantation du FN de 1984 à 1988, se retrouvent tous les cantons qui contiennent une proportion sensible d'immigrés. Faut-il en déduire une prééminence du facteur xénophobe dans le vote d'extrême droite ?

1. Christian Baeckroot, Pierre Ceyrac et Bruno Chauvierre.

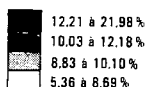
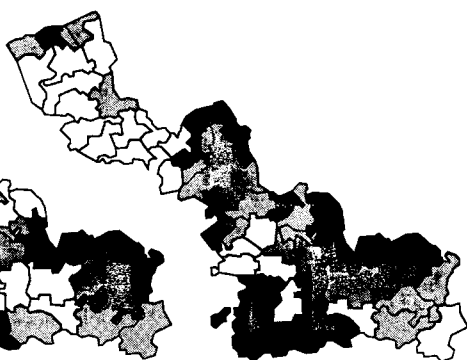
Carte 1. Nord, cantons



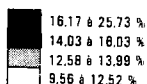
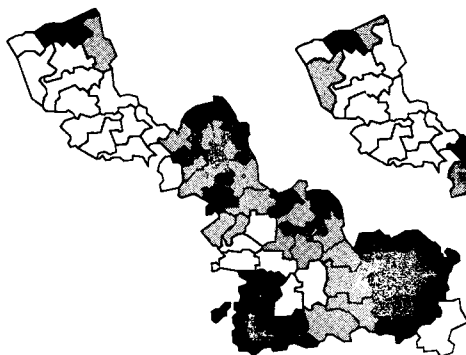
Carte 2. Elections européennes 1984 - FN
(par quartiles et en % des exprimés)



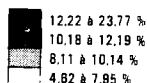
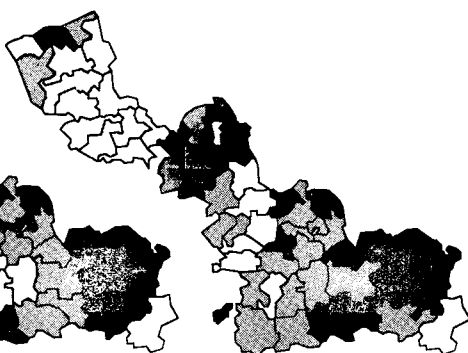
Carte 3. Elections législatives 1986 - FN
(par quartiles et en % des exprimés)



Carte 4. Élection présidentielle 1988 - FN
(premier tour)
(par quartiles et en % des exprimés)



Carte 5. Elections législatives 1988 - FN
(premier tour)
(par quartiles et en % des exprimés)



(en %)

	FN 1984	FN 1986	FN 1988 (prés.)	FN 1988 (légis.)
Roubaix Nord	18,96	21,98	24,23	20,36
Tourcoing Nord-Est	22,66	21,36	23,22	19,96
Roubaix Est	16,88	19,96	23,78	22,37
Roubaix Centre	18,42	19,49	22,57	21,44
Tourcoing Sud	20,35	18,96	21,10	17,40
Tourcoing Nord	17,38	16,00	19,08	17,20
Roubaix Ouest	15,65	15,52	19,08	16,42
Lannoy	14,45	15,17	18,90	15,89
<i>Bassin de la Sambre au Sud- Est du département</i>				
Haumont	13,38	17,84	25,73	23,77
Maubeuge Sud	12,54	13,29	21,00	15,49
Maubeuge Nord	16,88	13,09	21,04	15,70
<i>Banlieue Ouest de l'agglomération dunkerquoise</i>				
Grande-Synthe	16,67	13,15	16,80	13,48
Dunkerque Ouest	12,54	11,72	16,03	12,22
<i>Sud du Cambrasis, au Sud du département</i>				
Marcoing	10,30	17,95	14,75	8,20
Clary	9,47	17,42	15,21	9,66

UNE XÉNOPHOBIE ÉLECTORALE

A Roubaix et Tourcoing, les signes avant-coureurs de 1983, avec le succès de la liste xénophobe roubaisienne, sont confirmés par la poussée électorale du FN des années 1984-1988. Avec le Bassin de la Sambre, la partie Nord-Est de la métropole lilloise a en commun une forte densité de la population immigrée ainsi qu'un considérable affaiblissement du tissu industriel : le textile à Roubaix-Tourcoing et la sidérurgie dans le Bassin de la Sambre.

Population étrangère

(% par rapport à la population totale, par commune)¹

Roubaix	20,1 (20 429 sur 101 762)
Tourcoing.....	14,6 (14 107 sur 96 948)
Maubeuge.....	12,8 (4 620 sur 36 119)

Ces apparentes corrélations entre la présence d'étrangers et le vote FN paraissent être confirmées dans le canton de Pont-à-Marcq, dans l'arrondissement de Lille. La seule des quinze communes qui composent ce canton où J.-M. Le Pen obtient un résultat supérieur à 20 % (total canton 14,9 %) est celle d'Ostrikourt qui, avec 22,5 %, connaît le plus fort pourcentage de population étrangère.

Le poids de la perception électorale de l'immigration joue dans la plupart des zones urbaines à forte présence d'immigrés. Cependant, cette corrélation entre le vote FN et la présence d'immigrés apparaît souvent indirecte. A Roubaix, en 1983, il avait été constaté que les bureaux à forte implantation du vote pour la liste « Roubaix aux Roubaisiens » ne correspondaient pas souvent aux bureaux à forte présence d'étrangers et que s'établissait un phénomène de halo, alimenté par la peur d'une prétendue « invasion » des immigrés qui relevait plus de la fantasmagorie que d'une perception ordonnée et réaliste de la présence des étrangers². L'examen des indices d'évolution du FN des européennes de 1984 à l'élection présidentielle de 1988 permet d'isoler sept cantons dont l'indice est supérieur à 190, tous ces cantons ayant pour conseiller général un communiste, et trois de ces sept cantons étant caractérisés par une forte présence d'étrangers : Bavay, Condé-sur-Escaut et Hautmont. Dans ces trois cantons, le FN obtient des résultats supérieurs à la moyenne départementale (15,1 %) lors de l'élection présidentielle de 1988 : 19,2, 16,7 et 25,7 %.

Le poids électoral de l'immigration est sensible dans certains bastions communistes. A Feignies, commune votant le plus communiste du canton de Bavay (Avesnois), avec 13,4 % d'étrangers et 22,2 % pour J.-M. Le Pen en avril 1988 contre 19,2 % pour l'ensemble du canton, le facteur « rejet de l'immigration » semble avoir beaucoup compté. Feignies est d'ailleurs la seule

1. INSEE, recensement 1982.

2. Ce phénomène a pu être observé dans la région Rhône-Alpes. Cf. *supra*, chap. 2 et chap. 11.

des seize communes du canton qui accorde davantage de voix au FN qu'aux candidats de la droite RPR et UDF qui n'obtiennent que 20,2 % des voix contre 27,7 % pour le canton.

Dans le Valenciennois, Condé-sur-Escaut est un canton à fort vote communiste (24,9 % aux législatives de 1986, 14,5 % à l'élection présidentielle de 1988 et 35,9 aux législatives de 1988), qui connaît une progression sensible du vote FN entre juin 1984 et avril 1988 (6,8 % en 1984, 10,8 % en 1986, 16,74 % en avril 1988 et 11,7 % en juin 1988). Son chef-lieu et deux de ses plus importantes communes connaissent des pourcentages de population étrangère supérieurs à 10 % :

Canton de Condé-sur-Escaut
(total inscrits, 1988 : 9 359)

Commune	Inscrit	(en %)	
		Etranger	FN 1988 (prés.)
Condé-sur-Escaut.....	2 444	15,3	18,5
Escaupont.....	946	11,2	15,1
Fresnes-sur-Escaut.....	1 354	11,2	17,2

A quelques exceptions près, il semble bien qu'il y ait un lien entre la présence importante d'étrangers et le vote FN, mais ce lien est, comme à Roubaix, souvent moins direct que ce que peuvent nous indiquer des corrélations à des échelles trop vastes. Le vote FN résulte souvent d'un effet de halo qui correspond à une réaction, en revanche, de l'électorat à un voisinage intra-communal avec une population étrangère. Dans ce cas, il est possible de dire qu'il existe une xénophobie électorale de voisinage. De 1984 à 1988, la xénophobie électorale structure constamment un fort vote d'extrême droite dans la plupart des cantons où l'importance de la population étrangère permet à une partie d'un électorat socialement fragilisé de trouver quelque logique aux thèmes xénophobes véhiculés par le FN. Si les progrès départementaux du FN, de 1984 à avril 1988, passent par une homogénéisation croissante de sa structuration électorale, les élections législatives de 1988 marquent un frein à l'expansion électorale du FN. Celui-ci recule particulièrement dans les terres de fraîche conquête, notamment en Flandre. Il résiste nettement

mieux dans les cantons de Roubaix et de Tourcoing, ainsi qu'à Grande-Synthe et Hautmont. Ces cantons correspondent aux zones de forte implantation du FN dès 1984, il s'agit donc bien d'un repli sur les bastions. Cette résistance dans ces cantons à forte population immigrée permet de constater que dans le cas d'un repli du FN, ce facteur est celui qui permet le plus une stabilisation de l'électorat du FN. Les autres facteurs explicatifs ne sont plus aussi opérants. Les cartes cantonales (2, 3, 4 et 5) indiquent que les modifications d'implantation interviennent davantage dans les second et troisième quartiles, qu'entre les quartiles extrêmes. Les cantons constants du quartile supérieur sont ceux qui connaissent la plus forte population immigrée. Ainsi la xénophobie électorale apparaît comme un élément constitutif d'un électorat stable du FN.

UN ÉLECTORAT PROTESTATAIRE

Parallèlement au facteur immigration, le vote FN procède aussi de l'expression d'un sentiment protestataire qui change de nature selon les élections. En 1984, on assiste, de la part d'un électorat très conservateur, à un rejet de la liste unique RPR-UDF menée par S. Veil. En 1986, cette contestation change de contenu et d'origine : d'une radicalisation bourgeoise on passe alors à une protestation populaire.

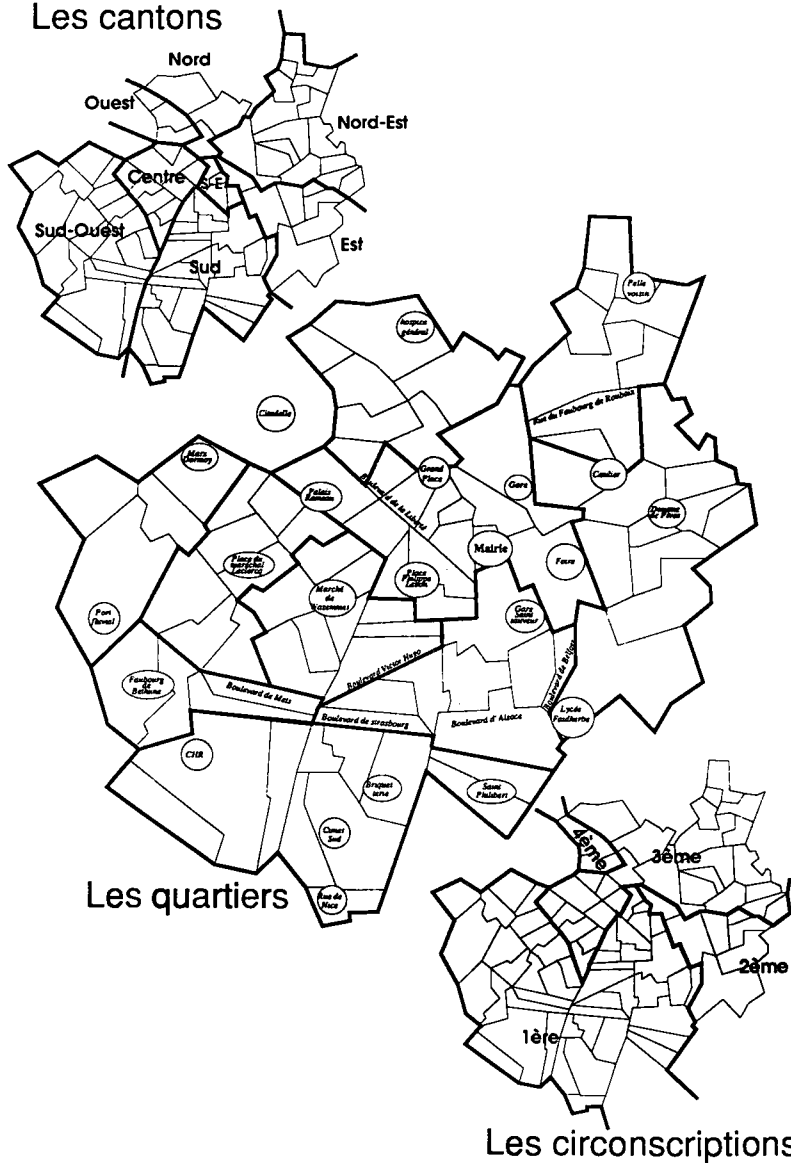
L'observation, pour les élections européennes de 1984, de l'implantation des scores élevés du FN dans les cantons où la part de la population étrangère est faible, fait apparaître les cantons centraux de la métropole lilloise (Lille-Centre, Lille-Ouest, Lille-Nord et Marcq-en-Barœul). Ces cantons ont la particularité d'être les cantons urbains du département¹ les plus fortement structurés à droite et les plus résidentiels.

A Lille², les résultats du FN, en juin 1984 (cartes 6 et 7) correspondent, pour les bureaux où il obtient plus de 15 % des suffrages exprimés, au centre ville, souvent qualifié d'hyper-centre

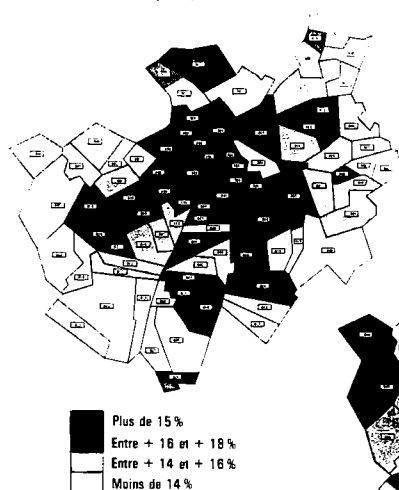
1. Le recul du FN dans les quartiers bourgeois de 1984 et 1986 est aussi constaté à Paris : cf. Nonna Mayer, *supra*, p. 254.

2. L'analyse de l'implantation du FN sur Lille a été faite sans prendre en compte la commune associée d'Hellemmes. Ainsi les cartes par bureau de vote ne comprennent-elles pas la série des bureaux 251 à 263.

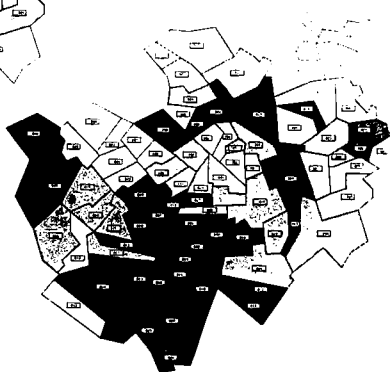
Les cantons



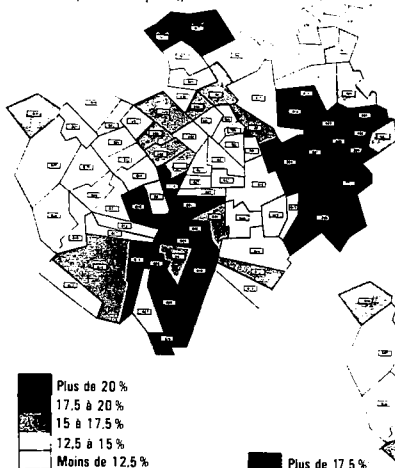
Carte 7. Élections européennes 1984 - FN
Lille par bureau de vote
 (en % des exprimés)



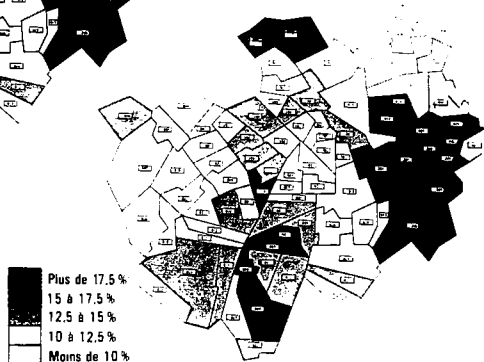
Carte 8. Élections législatives 1986 - FN
Lille par bureau de vote
 (en % des exprimés)



Carte 9. Élection présidentielle 1988 - FN
Lille par bureau de vote (premier tour)
 (en % des exprimés)



Carte 10. Élections législatives 1988 - FN
Lille par bureau de vote (premier tour)
 (en % des exprimés)



ou encore aux bureaux de vote résidentiels du quartier Vauban (n° 108, 822). Il s'agit de bureaux traditionnellement très conservateurs avec une importante population de commerçants et de professions libérales. Cette géographie du FN est, à peu de différence près, conforme à celle de J. Chirac au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Elle diffère sensiblement, en revanche, de celle de R. Barre qui constitue un long filet qui part des bureaux 409 et 410, en se resserrant sur le centre ville, pour se terminer au bureau 820, carte plus proche de l'implantation des cadres supérieurs que des commerçants. Cette exaspération bourgeoise des beaux quartiers procède d'un rejet de la droite classique qui ne devait pas alors lui sembler suffisamment radicale. Le FN de 1984 reste faible dans la périphérie Sud-Ouest, Sud, Sud-Est et Est, c'est-à-dire dans la demi-couronne qui constitue la base électorale de la gauche sur Lille. Seuls les bureaux 603 et 611, à forte densité d'habitat collectif HLM, accordent plus de 15 % au FN tout en étant fortement structurés à gauche. Ces deux bureaux seront deux ans plus tard au centre de la nouvelle implantation de l'extrême droite.

De 1984 à 1986, l'implantation du FN dans le Nord connaît quelques évolutions sensibles avec un taux de corrélation de 0,77 pour l'observation des soixante-seize cantons des élections européennes de juin 1984 aux législatives de 1986. On assiste, en 1986, à l'apparition d'un électorat protestataire populaire d'extrême droite.

Dans les cantons du Douaisis et du Valenciennois qui constituent pour la plupart des fiefs du PC, on enregistre, de 1984 à 1986, une progression des résultats du FN, sans pour autant rattraper la moyenne départementale. En effet, sur les dix-neuf cantons qui ont un indice d'évolution supérieur à 125 de 1984 à 1986, douze sont détenus, avant le renouvellement cantonal de 1988, par un conseiller général communiste. Faut-il considérer qu'il s'agit là d'un phénomène logique issu d'un renforcement général du FN dans ses terres de mission ? Cette réponse ne peut que partiellement être retenue du fait que, dans le même temps, la Flandre intérieure, autre terre de mission en 1984, n'enregistre pas une évolution aussi manifestement positive pour le FN.

En 1986, à Lille (carte 8), l'électorat du FN connaît une profonde mutation. Le recul est sévère dans les bureaux conservateurs, tandis que se constitue, dans le Sud, un bloc homogène de bureaux votant à plus de 15 % pour le FN. Le fait que

B. Chauvierre ait rejoint le FN, juste avant les élections législatives de 1986, a compté dans cette évolution. Il convient cependant de ne pas surestimer l'influence de B. Chauvierre sur cet électorat, puisqu'il fut élu conseiller général divers droite en mars 1985 dans le canton voisin (les bureaux de la série des 800). La particularité de cette nouvelle implantation du FN, c'est qu'elle ne correspond pas à l'influence de la gauche, il y manque le Sud-Ouest et l'Est, qui, quoique populaires, sont moins touchés par la révolution de l'implantation de l'extrême droite.

Si la cartographie et l'analyse des scores permettent déjà de conclure à une évolution politique dans l'électorat du FN, une confirmation peut en être trouvée dans les résultats d'un sondage « sortie des urnes » réalisé par le CRAPS-CNRS à l'occasion des élections législatives et régionales de mars 1986¹. Dans cette enquête, il a été possible de distinguer les électeurs qui déclarent avoir voté pour ce dernier en 1986 et non en 1984. Dans le cas des électeurs constants de 1984 et 1986, ils sont 53 % à déclarer avoir voté pour V. Giscard d'Estaing au second tour de l'élection présidentielle de 1981 et 15 % seulement pour F. Mitterrand. À l'inverse, les nouveaux électeurs du FN de 1986 ne sont plus que 33 % à déclarer avoir voté pour V. Giscard d'Estaing et 44 % à avoir voté pour F. Mitterrand. Les progrès du FN de 1984 à 1986 sont essentiellement constitués de l'apport d'un électorat qui avait voté majoritairement à gauche en 1981. Victime d'un phénomène de désintégration de l'encadrement social et parfois politique, cet électorat manifeste son désintérêt pour les formations traditionnelles et trouve dans le vote FN un exutoire. Il ne s'agit pas d'un vote d'adhésion mais d'une expression d'un rejet encore inorganisé. Dans ce cas, le poids de l'immigration dans la détermination du vote est probablement faible, la xénophobie n'est plus que l'adjuvant d'un « ras-le-bol ».

À l'occasion de l'élection présidentielle de 1988, le FN, avec la candidature de son leader, va pouvoir cristalliser tout un ensemble de protestations liées à l'exclusion sociale, de sentiments xénophobes et sécuritaires, et d'expressions politiques ultra-

1. Sondage, « sortie des urnes » CRAPS, mars 1986 sur la région Nord-Pas-de-Calais pour *FR3* Nord-Pas-de-Calais, *La Croix du Nord Magazine* et *La Chronique* du Nord-Pas-de-Calais, portant sur 2 968 personnes interrogées.

conservatrices. Plus que jamais, la dominante du vote Le Pen est de type protestataire, il agrège des mécontentements d'origines diverses.

Lors du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 1988, J.-M. Le Pen obtient des résultats en hausse dans soixante-douze cantons sur soixante-seize. L'implantation électorale du FN connaît peu de modifications de 1986 à 1988.

Cependant, à Lille, le FN se renforce considérablement et fait quasiment jeu égal avec J. Chirac et R. Barre¹. La carte d'implantation (carte 9) connaît quelques évolutions. En effet, l'Est, c'est-à-dire le quartier de Fives, enregistre un très fort progrès du FN, tandis qu'il se maintient dans le Sud. Par conséquent, à l'exception de la partie Sud-Ouest de Lille, la structuration du vote FN connaît quelques rapprochements avec la structuration du vote de gauche ; même si ce rapprochement est incomplet, on peut remarquer, en revanche, qu'il n'existe plus rien de commun entre les géographies du vote conservateur et du vote d'extrême droite. On constate aussi que dans les bureaux où le FN obtient ses meilleurs résultats, les candidats Chirac et Barre sont généralement marginalisés et obtiennent souvent, à deux, moins de suffrages que J.-M. Le Pen. La droite, dans ces bureaux, enregistre un très fort recul par rapport à ses résultats aux élections précédant l'émergence du FN.

*Bureaux de vote au découpage constant de 1981 à 1988
et votant le plus pour Jean-Marie Le Pen
au premier tour de l'élection présidentielle de 1988
(en % des suffrages exprimés)*

Bureau	FN 1988 (prés.)	Droite RPR-UDF (prés. 1988-1981 dif. 1 ^{er} tour)	Gauche (prés. 1988-1981 dif. 1 ^{er} tour)
207	22,31	- 21,16	+ 1,19
603	25,36	- 20,02	- 5,59
609	24,34	- 16,15	- 8,25
813	23,28	- 14,78	- 8,49

1. Lille sans Hellemmes, premier tour élections présidentielles : J.-M. Le Pen 16,56 %, R. Barre 17,60 %, J. Chirac 17,33 %.

Dans ces quatre bureaux, la droite recule très sensiblement et paraît devoir alimenter soit les trois quarts, soit les deux tiers de l'électorat du FN, sous réserve de l'importance des flux entre la gauche et la droite RPR-UDF qui peuvent fausser cette logique apparente. Le développement du FN semble ainsi procéder surtout d'une droite qui se radicalise.

Enfin, par rapport aux européennes de 1984, le vote Le Pen de l'élection présidentielle de 1988 connaît ses plus faibles progressions dans les cantons urbains de Roubaix, Tourcoing et Dunkerque, précisément ceux dans lesquels le FN obtenait ses meilleurs résultats en 1984. En fait, le passage de la phase d'émergence du FN à la confirmation de ses résultats passe par un début d'homogénéisation de son implantation.

Un mois et demi plus tard, les élections législatives marquent un recul du FN sur Lille comme dans le reste du département. Les candidats du FN recueillent 12,3 % des suffrages exprimés contre 16,5 % pour J.-M. Le Pen en avril. Ce recul (carte 10) est beaucoup plus important dans le Sud de Lille, conquête de 1986, que dans le centre ville, où il reste à un niveau relativement bas. La nouvelle mutation sensible de l'implantation du FN réside dans la modification qui intervient donc dans les quartiers populaires. En effet, si la baisse dans le Sud est sensible, en revanche, dans l'Est (Fives), le FN se constitue un conglomerat de bureaux favorables. Mais c'est plutôt du fait de la remobilisation de l'électorat populaire en faveur de P. Mauroy que le Front, comme la droite RPR-UDF, ont connu un recul par rapport à l'élection présidentielle.

Le facteur protestataire est apparu déterminant dans l'évolution du FN de 1984 à l'élection présidentielle de 1988. Cette fonction protestataire, qui contribuait sans cesse à renforcer le parti de J.-M. Le Pen, marque ses limites aux législatives de 1988. Lors de ces élections, on assiste principalement à un repli sur le vote xénophobe, ce qui induit une fragilité de la détermination strictement protestataire du vote FN.

L'EFFET DURIEUX : L'APPORT ÉLECTORAL ÉPHÉMÈRE D'UN NOTABLE RALLIÉ

Au-delà de l'expression d'un vote protestaire, le FN a pu bénéficier d'un effet notabiliaire réservé d'habitude aux formations classiques. En effet, par le jeu des ralliements de notables de l'opposition RPR-UDF, le FN est parvenu, durant un temps, à bénéficier du vote des électeurs fidèles à ses nouveaux alliés et à prétendre à une certaine respectabilité. Le cas de J. Durieux est, à cet égard, très significatif. Agriculteur, maire de Rues-des-Vignes, conseiller général de Marcoing, J. Durieux avait été élu, en 1968, sous l'étiquette UDR, député de la 17^e circonscription du Nord (composée des cantons de Le Cateau, Clary et Solesmes). Réélu en 1973, il fut battu en 1978 et 1981. En 1985, il adhère au FN, emmène la liste du FN aux élections régionales de 1986 puis démissionne au début de 1988.

De 1984 à 1988, l'évolution des résultats du FN dans les cantons appartenant à l'ancien fief de J. Durieux va épouser les aléas de la carrière politique de ce dernier.

En 1984 (carte 2), l'implantation du FN dans ces cantons n'est pas considérable. En 1986 (carte 3), ils intègrent la catégorie des quartiles supérieurs pour revenir à la situation de 1984 lors de l'élection présidentielle et des législatives de 1988 (cartes 4 et 5). D'une érosion entre les législatives de 1986 et le premier tour de la présidentielle de 1988, on passe à un effondrement entre la présidentielle et les législatives qui ont suivi. Les indices d'évolution du FN de 1986 aux présidentielles de 1988 sont significatifs. L'indice moyen pour tous les cantons du Nord est de 137 (indice 100 aux législatives de 1986), alors que, pour le canton de Clary, il est de 87 et de 82 pour celui de Marcoing. Les deux autres cantons, qui connaissent la même évolution, sont ceux du Cateau et de Solesmes (indice respectivement de 89 et 96), canton qui, avec Clary, formaient l'ancienne 17^e circonscription, celle où J. Durieux fut député de 1968 à 1978.

Jean Durieux apparaît comme le facteur essentiel de l'évolution des résultats du FN dans ces cantons.

Aux élections européennes de 1984, la liste du FN conduite par J.-M. Le Pen obtenait 10,3 % dans le canton de Marcoing et 9,4 % dans le canton de Clary. Lors des législatives de mars

1986, la liste législative du FN, totalisait respectivement 17,9 et 17,4 %. Dans le même temps, J. Durieux réunissait en tant que tête de liste du FN, 24,1 et 20,7 % aux élections régionales.

Au premier tour de l'élection présidentielle, alors que J. Durieux vient de quitter le FN, J.-M. Le Pen obtient des résultats inférieurs à ceux de J. Durieux (canton de Marcoing : 15,75 %, canton de Clary : 15,21 %).

Lors des législatives, qui suivent l'élection de F. Mitterrand, le candidat du FN, M. Disdier, ne recueille plus que 8,21 % dans le canton de Marcoing et 9,6 % dans celui de Clary. On observe également que c'est dans le canton où J. Durieux est conseiller général que la chute du FN est la plus forte, ce qui corrobore l'hypothèse que J. Durieux a eu un fort impact électoral dans son ancien fief.

Le notable qu'est J. Durieux a réussi à polariser sur son nom des électeurs qui auraient hésiter à voter FN, s'il n'était pas devenu membre de ce parti. Seul le charisme de J.-M. Le Pen pouvait préserver ce capital de suffrages, même si une sensible érosion du résultat du FN dans le fief de J. Durieux a eu lieu lors de la présidentielle. Avec M. Disdier comme candidat du FN aux dernières législatives, ce parti connaît une baisse impressionnante de ses résultats. Conséquence probable du mouvement national qui marque une diminution des résultats électoraux du FN, mais, aussi, conséquence du peu de notoriété de M. Disdier.

Dans ce dernier cas, il est possible de parler d'un effet Durieux indépendant de l'évolution nationale ou départementale du FN.

Le parcours politique de J. Durieux n'est pas isolé dans le Nord. En effet, B. Chauvierre, l'un des trois députés élus sur la liste Rassemblement national de 1986, provenait du RPR. Etoile montante du RPR lillois de 1975 à 1983, ce dernier, à la tête d'une liste unique de l'opposition, affrontait P. Mauroy lors des élections municipales de 1983. En mars 1985, il enlevait le canton de Lille Sud-Ouest au parti socialiste, avant de rejoindre les rangs du FN.

Juste après son élection comme député du FN, en mars 1986, B. Chauvierre quitte rapidement le groupe parlementaire du Rassemblement national pour choisir de rester non-inscrit et soutenir le gouvernement J. Chirac à l'Assemblée nationale. En juin 1988, il se présente comme candidat divers droite dans la première circonscription face à P. Mauroy. Il n'obtient que 7,7 %

des suffrages exprimés contre 26,1 % à la candidate RPR-UDF et 11,3 % au candidat du FN. Ce faible résultat a toutefois pour conséquence d'avoir privé le FN, d'une part, de son électorat de 1986. Mais l'observation de ses zones d'implantation électorale indique que c'est essentiellement dans l'Ouest (Bois-Blancs), dans un quartier où il est très présent par son militantisme, et dans quelques bureaux du Sud que B. Chauvierre réalise ses plus forts scores. Mais on ne constate dans aucun bureau de vote un fort parallélisme entre un bon résultat de B. Chauvierre, en juin 1988, et un recul plus important du FN. Il est donc probable que la candidature de B. Chauvierre a peu nui au FN.

L'impact du ralliement et du départ de B. Chauvierre sur les résultats du FN apparaissent bien minces au regard de l'impact de J. Durieux. Encore convient-il de préciser que ce dernier a bâti sa notabilité sur un terrain à dominante rurale et qu'incontestablement cette tâche est plus aisée que dans une grande cité telle que Lille, où le poids des personnalités ne joue que sur une marge limitée d'un électorat plus soucieux que tout autre des enjeux politiques nationaux.

Le FN n'est pas parvenu à conserver auprès de lui les notables qu'il avait réussi à séduire avant 1986 dans un souci de respectabilité. Cet échec des ralliements se ressent nettement pour le FN chez J. Durieux, moins nettement avec B. Chauvierre. Le bénéfice électoral, pour le FN, du ralliement des notables n'aura été que de courte durée, cette brièveté témoigne du fiasco de la phase « notabiliaire » de l'extrême droite. Lorsque cet effet notabiliaire s'efface, l'électorat du FN se replie sur une « peau de chagrin » étroitement politique.

LES RÉSISTANCES À L'IMPLANTATION DU FN

Les cantons à forte implantation militante de la gauche socialiste ou communiste, les Flandres intérieures, de tradition démocrate-chrétienne, avec une pratique religieuse élevée, constituent autant de remparts au développement du FN.

Dans le Douaisis, la gauche, essentiellement, représentée par le PC, parvient, par son implantation locale très forte, grâce à un réseau d'élus renouvelés depuis dix ans, à offrir une résistance forte au développement du FN.

Nous avons observé que dans un certain nombre de cantons et de communes communistes du Valenciennois, dont la résistance à l'émergence du FN, en 1984, était particulièrement soutenue, le facteur immigration potentialise souvent plus qu'ailleurs le développement du vote d'extrême droite. A l'inverse, dans des communes communistes du Douaisis à forte présence d'immigrés, le FN n'enregistre pas toujours des résultats spectaculaires. A Auby, dans le Douaisis, le FN n'obtient que 12,5 % en avril 1988 pour une moyenne départementale de 15,1 %, tandis que la population étrangère représente 14,9 % de la population totale. A Montigny-en-Ostrevent, toujours dans le Douaisis, J.-M. Le Pen obtient 13,9 % des suffrages avec une population étrangère de 17,6 %.

Dans l'ensemble des cantons du Douaisis, le FN obtient des résultats largement inférieurs à la moyenne départementale.

	LE PEN 1 ^{er} tour prés. 1988 (% exp.)	FN 1 ^{er} tour légis. 1988 (% exp.)
Total Nord	15,1	11,2
Arleux.....	12,5	7,1
Douai Nord.....	13,4	8,2
Douai Ouest	13,9	8,7
Douai Sud.....	11,1	7,3
Marchiennes	10,0	6,9
Orchies.....	12,7	5,2

La différence négative par rapport à la moyenne nationale va de - 1,2 à - 5,1 % lors de la présidentielle et de - 2,5 à - 6,0 % lors des législatives. Cet accroissement de la marge négative du vote FN dans le Douaisis ne peut s'expliquer que par la forte structuration électorale et militante de la gauche dans cet arrondissement où le PC résiste bien et où le PS, notamment avec l'élection de M. Dolez, dans la 17^e circonscription, parvient à s'assurer une implantation nouvelle.

En ce qui concerne les communes de moins de 30 000 habitants, qui ont un maire socialiste et qui possèdent des sections socialistes comptant plus de 150 adhérents, on observe aussi que le FN enregistre des résultats généralement inférieures à la moyenne départementale.

	LE PEN 1 ^{er} tour prés. 1988 (% exp.)	FN 1 ^{er} tour légis. 1988 (% exp.)
Total Nord	15,1	11,2
Armentières	13,1	10,4
Gravelines	10,8	6,9
Lomme	14,9	10,9
Loos	14,8	13,2
Wavrin	10,2	9,7

Toutefois, la différence négative y est rarement très élevée, mais il convient de préciser que pour deux de ces cinq communes (Lomme et Loos) il s'agit de communes de l'agglomération lilloise qui sont à la fois sensibles aux facteurs communaux limitant le vote Le Pen et au contexte politique de l'ensemble de l'agglomération lilloise plus favorable au vote d'extrême droite.

Enfin, le FN reste très faible dans les Flandres intérieures, traditionnellement conservatrices et démocrates-chrétiennes. Par de nombreux aspects, les Flandres intérieures peuvent politiquement être assimilées à la Bretagne ou la Basse-Normandie, terre de pratique religieuse élevée qui a vivement soutenu la gaullisme dans les premières années de la Cinquième République et qui aujourd'hui ne rejette plus la gauche socialiste sans pour autant renoncer à son anticommunisme. Comme dans les départements de l'Ouest, le FN ne parvient pas à s'y implanter nettement. Avec un tissu social rural, un maintien de la pratique religieuse, une implantation solide de la droite modérée et un développement continu du PS, l'occupation soutenue du champ social et politique ne laisse guère d'espace au FN.

Dans les cas de recul électoral et militant des structures politiques préexistantes, de contexte social en phase de décomposition, d'habitat peu propice au développement d'une convivialité de voisinage, le FN trouve des terrains favorables à son implantation.

En ce qui concerne le quartier de Fives, dans l'Est de Lille, une progression sensible du FN, engagée en 1986, s'est poursuivie pour aboutir à la constitution d'un groupe homogène de bureaux à fort vote FN. Ce quartier a été et demeure celui dans lequel le PC obtient ses meilleurs résultats lillois. C'est un quartier à population ouvrière, avec les usines Peugeot et Fives-Lille-Caill, d'habitat majoritairement individuel, avec un grand nombre de maisons modestes pour lesquelles de nombreux ouvriers s'engagent dans un processus d'accession à la propriété. Ce quartier a

connu une vie militante fortement structurée par le PC et par le PS. Ces deux formations ont, pendant longtemps, été au coude à coude lors de toutes les élections jusqu'aux européennes de 1979, avec un avantage fréquent au PC. Si l'on compare l'implantation du FN à Lille au premier tour des élections législatives de 1988 (carte 10) et l'implantation du PC, ce qui apparaît d'abord, c'est la forte similitude entre les deux structures, souvent même dans le détail. Ce qui permet de penser que les électeurs du FN et ceux du PC sont socialement très proches, mais antagonistes par leurs choix. Ce choix prend parfois l'aspect d'un début de bipolarisation extrémiste, la droite RPR-UDF faisant principalement les frais de cette bipolarisation, tandis que le PS progresse ou se maintient. On constate néanmoins, à Fives, et plus qu'ailleurs, des différences entre l'implantation du FN et celle du PC. En effet, le PC résiste mieux dans les bureaux à habitat individuel en accession à la propriété (bureaux 205, 209, 401 et 402) qui correspondent au centre historique et commerçant du quartier et où les modes de convivialité sont restés puissants. Au contraire, le FN réalise ses meilleurs résultats dans les bureaux qui bordent une voie ferrée, un boulevard périphérique et une nouvelle voie de liaison entre Roubaix et Lille. Ces axes de circulation établissent sur leurs limites des zones d'aspect morne qui prennent la forme d'une frontière entre Lille intramuros et l'ancienne commune de Fives. C'est d'ailleurs dans cette zone que s'établissaient encore, au siècle dernier, les douves des remparts de Lille. Sur ce territoire ont été construits de nombreux logements sociaux collectifs. Ces bureaux connaissent une vie de quartier plus faible que dans le centre de Fives. La faiblesse de la structuration politique et sociale constitue un élément à l'implantation du FN. En l'absence d'une forte immigration, la convivialité d'un quartier ou d'une bourgade, la présence des partis et des élus sur le terrain sont autant de remparts au développement de l'extrême droite. Si le FN n'a pas connu les records d'implantation des Bouches-du-Rhône ou de la Seine-Saint-Denis, l'explication réside sans doute dans la bonne résistance des forces politiques traditionnelles et dans le maintien d'une sensibilité héritée d'une puissante solidarité sociale.

Influencé par les évolutions politiques nationales, les micro-climats des grands centres urbains, les variations du poids poli-

tique de l'immigration, les mutations du vote protestataire et, enfin, les ralliements suivis de défections de notables locaux, l'électorat du FN a connu dans le Nord d'importantes restructurations. Cette fluidité n'est guère étonnante si l'on prend en compte la jeunesse électorale de cette formation politique. Rien n'indique, et surtout pas les derniers scrutins, que le FN évolue vers une plus grande stabilité de son implantation.

En dehors de l'expression, quantitativement limitée, d'une xénophobie électorale, le FN ne paraît guère avoir la possibilité de demeurer une force politique d'importance dans le Nord.

CHAPITRE 15

LE DÉRANGEMENT MARSEILLAIS

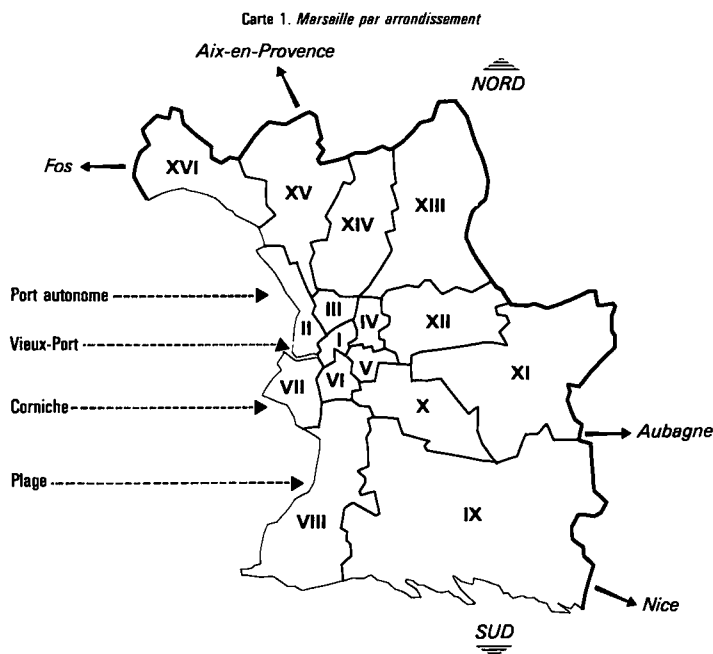
L'extrême droite, plus puissante que le PS dans la ville de G. Defferre ! Le choc psychologique créé en 1988 par cet événement, suivi de la défaite électorale du grand leader lui-même, œuvrera-t-il à une renaissance du politique susceptible d'insuffler le moral à la population ? Car Marseille est, en ces temps-ci, une ville qui n'a guère confiance en elle, et ce par-delà l'émergence de l'extrême droite. Sans doute faut-il commencer par là avant de poser un regard plus politique sur l'actualité.

LA VILLE AUX TROIS HISTOIRES

Marseille existe à cause de son site (carte 1). C'est lui, et uniquement lui, qui poussa les Phéniciens à créer un de leurs comptoirs ; ainsi, depuis 2 600 ans, c'est la qualité du port, la présence de terres arables et d'eau potable, la protection des collines qui ont attiré ici des négociants et des brassiers.

Or cette ville du négoce méditerranéen a peu à peu été tirée vers une fonction de transit entre la France et le monde. Elaborée dès Colbert, cette stratégie nouvelle réussit franchement sous Napoléon III et perdura jusqu'en 1962. C'est donc par la grâce de l'Empire que la ville prit son sens moderne, devint le premier port de France et de Méditerranée, le troisième d'Europe.

Qui dit port, dit transit, migrants, marins, réfugiés, passage plus que tradition familiale, production, accumulation. Qui dit port, dit aussi image ambiguë face aux hommes de la terre ; vieille distance du stable et de l'instable. Et ceci sans oublier l' ancestrale lutte du Nord contre le Sud, l'opposition du travail au « farniente »...



Seulement, sur ces vieux fonds d'images conflictuelles, la décolonisation, puis la construction à Fos-sur-Mer d'un port ultra moderne en eau profonde sont venues poser les bases d'une crise locale réelle. Celle-ci fut longtemps peu visible car le rapatriement des Pieds-Noirs et les migrations permirent à la population de la ville de continuer à croître jusqu'en 1975. Ce n'est qu'avec les chiffres du recensement de 1982 que, brusquement, Marseille a pris conscience de son affaiblissement : perte de population, *turn-over* rapide d'habitants et, surtout, baisse du nombre d'emplois. Le mouvement avait été insidieux, sans crises comme dans le Nord et l'Est, car nous sommes dans une économie de négoce plus que de grande industrie.

Cette baisse de l'emploi était d'autant moins attendue que le Sud-Est a doublé sa population en trente ans, que d'importants secteurs de pointe s'y développent, que le tourisme a été créateur

de richesses. Ainsi, dans une région bousculée par le développement, Marseille, capitale administrative, se retrouve bousculée par la récession. Et ceci parce que le tourisme a entraîné dans ses zones privilégiées un développement de « deuxième génération » ; autrement dit, l'attraction que le tourisme crée vis-à-vis de certains lieux y attire, par la suite, une population entreprenante et des entreprises. Ce phénomène post-touristique, observable de Nice à Montpellier et même jusqu'à Toulouse, s'est télescopé avec la récession due à la décolonisation et à l'affaiblissement d'une économie de négoce.

Vus sous l'angle de l'habitant natif, les deux mouvements sont envahissants : l'un de reflux de population, en particulier de Pieds-Noirs, l'autre d'afflux de cadres et de patrons d'entreprises ; partant de migrants ouvriers attirés par l'embauche. Ainsi, les deux mouvements en apparence contradictoires contribuent conjointement au doublement rapide d'une population régionale traditionnellement habituée à l'émigration vers le Nord. Voisinent alors des villes comme Nice et Montpellier portées par un esprit d'entreprise, et des villes déboussolées.

Il découle de ces phénomènes que, dans le Sud-Est — région de France où l'on a le plus construit depuis trente ans —, le nombre de logements a crû de 133 %, alors que la moyenne nationale n'est que de 68 %. Ce qui veut dire qu'aux difficultés de voisinage de populations aux trajectoires différentes s'ajoutent les difficultés de vivre dans d'énormes entassements de béton ou d'interminables quartiers pavillonnaires qui sont certes des logements mais guère de l'urbanisme.

Enfin, si les migrants issus des pays plus pauvres occupent, comme de tradition, les postes ouvriers et peu qualifiés, les migrants issus des autres régions françaises occupent, eux, les postes d'encadrement publics et privés. Les habitants de souche — moins nombreux que dans les autres régions françaises, seulement 51 % des habitants sont nés en Provence — sont eux plutôt cantonnés dans l'agriculture bien sûr, mais aussi dans des emplois intermédiaires demandant peu de qualification. Marseille se retrouve ainsi avec une des populations les moins formées de l'hexagone.

Cette situation, que ne simplifient pas l'apport massif de « l'argent facile » du tourisme et le poids des résidences secondaires, a transformé en profondeur le Sud français, mais sans qu'un discours et une réflexion globale n'accompagnent ces chan-

gements. Car cette mutation pour une très grande part n'a pas été voulue (le post-tourisme) ou alors elle a été occultée (l'intégration des Pieds-Noirs, le poids des Maghrébins) ou encore elle a été mise en scène de manière grandiloquente (Fos-sur-Mer)...

Ainsi, Marseille est prise par les transformations d'une région avec laquelle elle vit en relatif décalage. Et pour bien saisir la difficulté de sa situation, et en même temps ses points de force, il faut se rappeler que Marseille est le premier port de France. Certes, les hydrocarbures y sont pour beaucoup, mais le fret est important ainsi que le trafic passagers. L'emploi direct induit par le port est estimé à près de 15 200¹ postes. Ceci dit, le port est une unité administrative dont, en fait, une part est à Fos et à Berre-l'Etang.

Mais, depuis un siècle, les ports ont tendu à devenir des machines à transporter, à l'instar des gares. Pour une grande part, le monde des négociants, des armateurs a disparu au profit de systèmes intégrés qui gèrent des flux de pétrole et de containers. Aussi, en termes d'impact social et culturel, un port n'est plus autant que par le passé un pôle d'entrepreneur. Alors le pouvoir dans les ports est passé soit au PC qui, au travers d'une intégration dans un système industrialo-portuaire, avait su organiser les populations ouvrières, soit au monde qui gérât la périphérie des transits (avocats, médecins, commerçants, « milieu »). Morale ouvrière contre notables à clientèle, tel a été l'enjeu d'un siècle de vie politique.

Aujourd'hui, ces deux types de rapports politiques sont fortement affaiblis : Marseille capitale régionale a plus d'emplois publics que portuaires, donc plus de fonctionnaires que de « clients » (ceci dit pour faire image) et le PC a, là comme ailleurs, mais moins qu'ailleurs, perdu le lien avec les populations ouvrières. Tel est le véritable dérangement marseillais. Il exprime une incertitude quant à la vocation de ce type de ville. Doit-on envoyer les ports à la campagne où on dispose de plus de place et spécifier les façades maritimes urbaines sur le mode touristique-tertiaire ? Doit-on protéger le système urbano-portuaire tel qu'il est, peut-être aussi pour protéger les bases politiques du PC ?

Peu à peu, le débat marseillais s'approche de ces problèmes et on commence à regarder ce qui se passe à Londres, Oslo ou Tunis. Mais, derrière ces réflexions et les projets qui en naissent,

1. *Sud information économique*, 32, 1988.

demeure comme question la question de l'avenir des populations peu formées de l'ancienne économie locale, ouvriers peu qualifiés, jeunes sans formation, tertiaire archaïque... Ainsi, quand la vocation d'une ville est en question, une part de la population est déstabilisée. Sur le long terme, c'est cela qu'il nous faut garder en mémoire pour concourir à favoriser la naissance de liens politiques où ces gens-là trouvent une place. Des liens politiques autres que ceux proposés par l'extrême droite.

Pour terminer ce rapide tour d'horizon, signalons que Marseille est si près d'Alger que, de 1982 à 1987, suite au développement algérien lié au pétrole et à la faiblesse de son marché de consommation, des centaines de milliers d'Algériens sont venus faire leurs courses à Belsunce — le quartier commerçant arabe de la ville. Ainsi, immigrés en transit pour les vacances et touristes algériens venant faire leurs emplettes ont apporté des années durant une impulsion économique importante à Marseille. Seulement, qui pensait qu'un Arabe déambulant sur la Canebière était en vacances ? Combien y voyaient un chômeur ou un « irrégulier » ? Ce phénomène a concouru à nourrir d'images les discours d'envahissement. Et, là encore, interrogeons-nous sur le travail d'information qui avait été fait auprès des populations sur ces activités ; et demandons-nous ce qu'est une démocratie, s'il n'y a pas d'information.

Enfin, avant d'en venir aux chiffres électoraux, dessinons rapidement la géographie des sous-ensembles politiques marseillais.

GÉO-POLITIQUE

Marseille est une ville séparée en trois grands secteurs. Dominant les ports, vers le Nord, les quartiers populaires, le 16^e de texture ancienne, les 15^e, 14^e et 13^e de texture récente. A l'opposé, dominant les plages vers le Sud, les quartiers modernes des cadres, de l'administration et des migrants Nord/Sud. Et, entre ces deux grands mondes qui se connaissent peu, la ville ancienne pour partie haussmannisée. La ségrégation sociale est moins forte ; en revanche, la ségrégation est ici celle de l'âge. Le cœur de la ville est donc âgé, sauf dans ses quartiers immigrés.

Cet éclatement de la ville a commencé quand le port a été déplacé au XIX^e siècle, vers la Joliette. Le « vieux port » y a

perdu son rôle de poumon économique et humain. Les populations ouvrières se sont peu à peu centrées au Nord, près de leur lieu de travail, les cadres se déplaçant vers la plage du Prado, suivant en cela une pratique urbaine proche de celle des Niçois. Le centre, qui est l'emblème de la ville entière, est resté comme oublié.

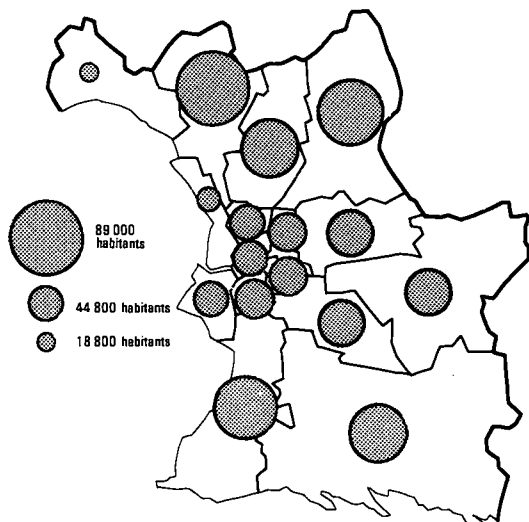
Marseille, ville de plus de 800 000 habitants, est dispersée sur une surface égale à celle de Paris et pendant trente ans on y a construit sans urbaniser (carte 2). Ce n'est que depuis quelques années que l'on tente de penser l'organisation de cet espace. En particulier avec la mise en place d'une politique de transport (métro), d'épuration et de rénovation du centre : restauration des façades, dégagement de places, localisation du siège de la région, d'une partie de l'Université d'économie... Si la ville manque toujours d'un grand dessein, elle a commencé à se transformer dans certains de ses quartiers.

En termes politiques, on retrouve ces trois grands sous-ensembles (carte 3). Au Nord le fief du PC, au Sud celui de J.-C. Gaudin et au centre celui du PS. Mais, en vérité, le PS, bien que traditionnellement en deuxième position sur la ville, était présent partout dans les parties anciennes des quartiers modernes, du fait que sa base principale (les couches moyennes) était souvent d'origine locale. Cette géographie était la grande force du PS.

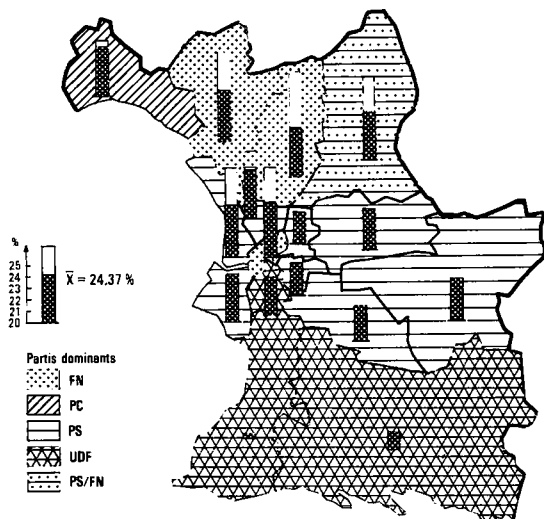
L'alliance socialo-centriste favorisa cependant l'évolution de la ville vers le Sud, en particulier par la politique du « deuxième centre » à Bonneveine. Puis, lors des dernières élections municipales, le renversement des alliances ouvrit davantage la municipalité aux préoccupations des quartiers Nord. Seulement, il était peut-être un peu tard et l'émergence de l'extrême droite est venue révéler qu'une part importante de la population des grands ensembles ne se sentait ni écoutée, ni entendue.

A partir de ce moment, la ville de Marseille fit l'actualité du FN, car là se conjuguaient cette base des grandes banlieues avec le dérangement global des régions du Sud. Suivons cette évolution en chiffres.

Carte 2. La population de Marseille



Carte 3. Vote FN en 1986
et partis dominants par arrondissement



LA BARRE DES 100 000 VOIX

Au premier tour de l'élection présidentielle de 1981, aucun candidat n'avait franchi la barre des 100 000 voix. G. Marchais n'en était pas loin, certes, mais il ne l'atteignait pas ; il était suivi de très près par V. Giscard d'Estaing, F. Mitterrand se plaçant en troisième position. En 1988, en revanche, J.-M. Le Pen franchit cet obstacle et arrive en tête au premier tour devant le président sortant. Comme le montre le tableau ci-dessous, en sept ans, G. Marchais a perdu les deux tiers de son électorat, le candidat UDF la moitié ; J. Chirac se maintient et F. Mitterrand progresse très légèrement. On pourrait penser que le total des pertes communistes et UDF équilibre presque le gain du candidat de l'extrême droite.

Les élections à Marseille (1974-1988)

Marseille	Présid. 1974	Présid. 1981	Europ. 1984	Légil. 1986	Présid. 1988	Légis. 1988
PS	179 055	91 861	45 139	91 304	97 380	90 916
PC		97 028	41 561	46 253	39 597	42 844
UDF	104 376	96 560	84 802	84 447	47 789	72 748
RPR	37 103	55 079		26 609	53 110	
FN	3 761	—	52 467	85 004	102 541	79 964

Cette approximation grossière n'est fautive qu'en partie, car les quartiers communistes et UDF fournissent le gros des troupes lepénistes. Cependant, l'extrême droite a visiblement pioché dans l'électorat des abstentionnistes, en particulier dans les quartiers populaires d'habitat ancien et dans le centre ville, ceux où les personnes âgées et les immigrés sont nombreux.

Cela dit, comme partout en France, la différence est sensible entre 1984 et 1986. Si, aux élections européennes, l'extrême droite prend pied dans les quartiers récents du Sud de la ville, là où les couches moyennes faisaient traditionnellement l'appoint de la majorité municipale socialo-centriste, en 1986, cette pénétration recule légèrement ; mais, en revanche, le FN progresse sensible-

ment dans les quartiers populaires. Comme si le tabou « antifasciste » avait été levé par le choix des beaux quartiers et qu'alors le FN s'était mis à pouvoir incarner l'aventure possible de quartiers invivables et de populations fragmentées ; la gestion municipale (et nationale) socialo-communiste n'ayant pas redonné espoir dans ces entassements de béton où des hommes vivent.

Après ces élections, en légère bascule donc, 1988 apparaît comme le temps des additions : de la Pointe-Rouge à Notre-Dame-Limite, le FN est partout présent, mobilisant de 20 à 32 % de tous les électorats, dans tous les quartiers, dans tous les bureaux de vote. Cette structure électorale étant, à quelques particularités près, la même que celle du PS, Marseille se retrouve dans une situation radicalement nouvelle : posséder deux électorats inter-classistes et inter-quartiers aptes à unifier un projet sur la ville. Ce qui est sans doute aussi important que le nombre des voix de chacun, car Marseille est une ville que trente ans d'urbanisation fonctionnaliste ont terriblement ségréguée ; les jeunes et les ouvriers au Nord, les vieux au Centre, les cadres dynamiques au Sud, du côté des plages et des anciennes bastides aujourd'hui souvent transformées en sièges d'établissements bancaires.

Naguère, seul l'électorat socialiste était suffisamment présent partout pour arriver à incarner la ville. Le PC, localement dominant depuis la guerre, n'est jamais vraiment sorti des quartiers Nord ; le RPR, traditionnellement peu puissant, est resté cantonné dans le monde des propriétaires, des héritiers des anciennes familles bourgeoises et de quelques minorités fortes, l'UDF enfin s'appuyant sur les quartiers Sud et leurs cadres (souvent migrants du Nord) et les Pieds-Noirs.

Une mairie communiste ou gaudiniste aurait fortement cristallisé des conflits Nord/Sud, « populaires » contre « bourgeois ». Aujourd'hui, les jeux sont plus ouverts, l'électorat frontiste incarnant, lui aussi, une unité possible de la ville dotée d'un discours commun consensuel, porté par les thèmes du rejet des immigrés et du magique « ya ka », légué par les communistes. Face à lui demeure, bien sûr, l'électorat socialiste, porté par une survalorisation localiste typique de la vie politique méridionale.

Dire que ces deux électorats ont la même structure, c'est dire que leurs points de faiblesse (leur cote à 20 %) sont dans les beaux quartiers, leur sommet dans les quartiers populaires, le PS dominant dans l'habitat ancien traditionnel, où les structures en

réseaux (voire le clientélisme) fonctionnent encore bien, le FN, quant à lui, tirant sa force des terres-pleins vides qui entourent les barres de béton. A l'élection présidentielle de 1988, les candidats socialistes et frontistes sont arrivés à égalité dans de nombreux bureaux. Symboliquement, c'est important, comme est importante l'avance de 5 000 voix qu'a finalement réussi à prendre J.-M. Le Pen. L'outsider était ici leader, et ce dans la ville qui incarne les rapports entre la France et le Maghreb.

Parmi les candidats du Front, avant le grand parachutage des législatives de 1988, certains étaient des figures connues du monde politique (J. Roussel, P. Arrighi...). Ces hommes, d'âge mûr, incarnaient à la perfection l'idée d'un FN « où tout le monde ne peut pas être fasciste ». Et le soutien du *Méridional*, le journal de la droite locale et, en particulier, de l'éditorialiste G. Domenech, qui deviendra député puis responsable de la fédération FN des Bouches-du-Rhône, fut unique à ma connaissance en France. Depuis, le rachat du groupe par Hachette a entraîné un changement d'orientation et M. Bassi a redonné au journal son orientation traditionnelle.

DE LA QUALITÉ D'UN ÉLECTORAT

Aujourd'hui, deux électorats peuvent ainsi nourrir un projet global pour la ville en espérant une légitimité large. Cependant, la force du FN fait sa faiblesse car, premier parti sur la ville, il ne peut trouver d'électorat qui accepte de voter pour ses candidats au second tour. Combien de municipalités sont ainsi restées à droite parce que le PC y devançait le PS et que les reports étaient imparfaits !

On comprend, dès lors, le piège où sont enfermés les partis de droite classique. Le FN ayant acquis très exactement la base électorale inter-classiste qu'ils visaient, ils se retrouvaient enfermés dans les quartiers traditionnels du Sud. Comment, dans ce contexte, gagner une majorité en l'appuyant sur la diversité qui fait cette ville sans céder au Front ? Marseille est ici un bon laboratoire des évolutions politiques possibles de la droite.

A partir de ce passage difficile entre électorat et possibilité électorale, on comprend mieux le va-et-vient des hommes entre l'extrême droite et la droite classique : le FN permettant d'accéder

aux portes de la mairie, mais pas de les franchir, il faut « changer de monture » au dernier moment. L'exercice en plein galop est difficile ! Le jeu est alors d'apporter au leader local de la droite l'appoint populaire qui lui fait défaut avec des marges de l'extrême droite.

Cependant, le grand problème de l'ensemble de ces savants calculs qui expliquent les désirs populistes de certains, ou les scissions comme celles de D. Lambert et de P. Arrighi, c'est qu'ils traitent l'électorat de l'extrême droite comme un électorat normal, organisé par une logique et des convictions, apte à gérer et à penser un projet urbain et socio-économique. Or ceci reste à démontrer, car il est tout à fait possible de considérer cet électorat comme un électorat de refus et de souffrance qui ne trouve plus dans le monde politique les vertus civiques aptes à mobiliser son imaginaire.

En outre, comme le disait P. Bourdieu dans *Le Monde*¹, les volte-face et les stratégies contradictoires de certains hommes publics que les media rendent transparentes concourent à casser les rapports de délégation confiants investis dans les élus. La discordance entre les « attentes de sincérité » et la « réalité des micro-cosmiques manœuvres » ouvre un champ d'incertitudes où peuvent se glisser des positions antipolitiques.

Là où l'extrême droite fait ses meilleurs scores, ne sommes-nous pas dans une situation où le corps politique est particulièrement loin du corps social ? Dans ces grandes banlieues et ces régions de très forte immigration, les réseaux sociaux ont été brisés et les politiques menées n'ont pas permis de voir le désarroi de masses d'individus isolés. Ainsi, les électeurs ne passent pas directement d'une situation économique ou sociale difficile à un vote pro-FN ; d'abord, ils ont le sentiment d'être méconnus, abandonnés, trahis parfois. Et soudain surgit l'aventure de dire non, sans pour autant que tous fusionnent au plus profond avec le parti qui sert de support à cette expression protestataire. L'aspect tragique de cette situation est que, devant la force de ce mouvement, les autres partis se croient contraints de jouer avec lui pour atteindre une victoire comptable, sans apercevoir que nous n'avons pas affaire à un électorat mais à des bribes d'électorats qui « supplient d'être remarqués ». Alors, le poids comptable de cette vague protestataire pousse sur le devant de

1. « La vertu civile », *Le Monde*, 16 septembre 1988.

la scène des jeux politiques sans principe où il est trop clair que de nombreux personnages publics défendent leur poste, ou leur désir de poste, et non une morale ou l'intérêt de leurs mandats. Et l'extrême droite se nourrit de ces renoncements par où la chose publique est disqualifiée, renforçant le crédit des appels au retour vers l'origine et sa pureté mythique. Ainsi, ce que le réel a produit, c'est la distance entre le corps politique et le corps social, plus que l'audience de l'extrême droite. Cette audience doit être prise comme un appel au monde politique, posé comme à l'extérieur de lui-même, pour qu'il reconsidère le réel et son rapport avec lui.

CORPS POLITIQUE ET CORPS SOCIAL

Le corps politique a une grande difficulté à se renouveler en dehors des crises et des conflits majeurs. Peut-être parce qu'il n'est jamais soumis à une évaluation de son action hors de l'idéologie et que très rares sont les périodes où d'aucuns votent contre leur camp, c'est-à-dire considèrent que leur camp de référence culturelle doit être battu pour ses réalisations concrètes.

Dans le Sud-Est français, c'est avec les mêmes élus dominants que le tourisme a embrassé la région, que la population a doublé du fait des migrations, qu'une très grande partie des cadres du privé ou des administrations est maintenant originaire du Nord, que des centaines de milliers de Pieds-Noirs se sont insérés tant bien que mal, que des immigrés nombreux sont venus, que le parc de logement a plus que doublé, que la côte a été couverte de béton, que d'immenses banlieues sinistrées ont été construites... Le système politique de la Libération, où le PC dominait les systèmes urbano-portuaires, le PS l'administration et l'agriculture, la droite UDF le monde des cadres et du tourisme, est quasiment resté stable pendant trente ans. Qui alors a critiqué ces grandes banlieues ? Qui a été sanctionné de les avoir construites ? Le délire aménageur de Fos-sur-Mer a-t-il donné lieu à bilan ?

Surtout, comment tous ces migrants d'horizons si divers ont-ils pu trouver une place dans la société politique locale ?

Quand près de la moitié d'une population est née hors de sa région de vie, comment comprendre que les élus revendiquent si hautement leur origine locale ou affichent sur les murs « l'accent

de la Provence » ? Les études menées en Languedoc montrent qu'une très large majorité des élus régionaux est issue de familles qui habitent la région de cinq générations¹. Pourquoi un tel décalage de profil avec les habitants ? Quand la grande majorité des cadres est issue du Nord, ne faut-il pas penser que la domination locale de partis appuyés sur les natifs, et donc sur les couches moyennes, crée une situation de sous-utilisation de capacités multiples, sorte d'absentéisme politique, d'une part, considérable du capital intellectuel local ? D'autre part, comment faire vivre les traditions clientélistes dans une telle situation ? Et surtout à Marseille, dominée depuis un siècle par des activités de transit non impulsées localement, où le pouvoir sur la ville a été aux mains des gestionnaires de ces transits. Hommes publics à clientèle privée, habitués à penser le social au travers de liens interlignagers par alliances de familles, ces politiques ont-ils toujours su s'adapter à l'émergence de groupes au fonctionnement non local ?

Dans cette société de réseaux plus que de classes, la construction d'immenses banlieues sans tissu social en maturation sur place et le développement résidentiel en zones péri-urbaines ont tendu à éloigner les politiques d'une part croissante de la population. Là seront logiquement les bases de l'extrême droite.

D'autant que, pour penser la vie dans la perspective des acteurs, il faut regarder la manière dont ceux-ci se positionnent dans cette aventure. Or rares sont les habitants des grands ensembles qui pensaient faire souche sur place ; ils étaient en situation de passage dans un état de l'habitat qui souvent ne les faisait pas rêver — et de moins en moins au fur et à mesure que les couches dominantes retournaient au centre ou partaient à la campagne. Et, par ailleurs, rares sont les migrants Nord/Sud qui visaient à se provençaliser. Leur désir était d'abord de venir vivre et travailler dans le pays mythique des vacances. Le fond de leur culture et de leurs relations à la société locale leur est donné par le tourisme et par le regard de la France du Nord sur les régions méditerranéennes.

Or, face à ces transformations profondes, à quoi avons-nous assisté ? Essentiellement à la permanence des hommes et des systèmes, car le vieux fonds radicalo-urbain qui structure l'ima-

1. Alliès (Paul), « Changement social et changement politique en Languedoc-Roussillon », *Aminas/Repères*, 17, septembre 1987, p. 17-30.

ginaire politique de ces régions du Sud autour de la survalorisation de chaque cité (ou cité village) et de sa communauté au travers de ce que M. Agulhon appelle la « sociabilité méridionale », ce vieux fonds n'est pas apte à saisir une société dont les couches dominantes sont des migrants qui ne désirent pas se provençaliser.

Aucun grand leader politique de cette région n'a su passer la main. Tout s'est alors joué comme si l'éclatement de l'alliance socialo-centriste, qui incarnait ce radicalisme urbain, était la réponse à ces évolutions. Marseille glissant vers l'union de la gauche après que Nice a glissé vers celle des droites. Mais autour de quel projet ces glissements se sont-ils opérés, avec quelle réflexion sur les mutations de la région ? Il n'y a guère que la relation au tourisme qui sépare ces différents camps, les droites héritières des rentiers de la belle époque étant plus favorables au tourisme en général que les gauches.

LA DIMENSION GÉO-STRATÉGIQUE

Au-delà de ces décalages entre corps politique et société civile, la géo-politique a déplacé ces régions. Le monde méditerranéen est aujourd'hui brisé comme monde, son Nord est chaque jour plus intégré à une Europe bien peu méditerranéenne, son Sud traverse les affres identitaires de nationalismes post-décoloniaux. Alors, la « mer civilisatrice » devient frontière. Ainsi se dissout peu à peu depuis 1962 l'unité par où se fondaient les particularismes du Sud dans le cadre de l'identité nationale.

Comment vivre aujourd'hui en situation frontalière ? Quand l'identité nationale est en mouvement, comme partie à définir d'une identité européenne ; mais quand aussi la frontière n'est plus le lieu privilégié du voisinage des hommes, car l'avion a complètement transformé l'usage des bordures.

Les inquiétudes identitaires fleurissent, et ce d'autant plus fort que le sympathique discours antiraciste ne supprime pas les conflits au quotidien dans les quartiers, les bandes de jeunes au chômage... Or savons-nous affronter des conflits de voisinage qui sont le bruit d'une intégration massive et non programmée en train de se vivre ? Ne sommes-nous pas entrés dans un temps si fort de la délégation que nous sommes démunis devant des conflits sociaux et culturels non programmés ?

Qui aujourd'hui saura faire de Marseille le symbole des enjeux de demain dans nos sociétés ? Qui jouera l'inversion, profitant de l'accumulation des problèmes pour explorer des solutions ? Marseille comme laboratoire de la solidarité, Marseille comme moteur de l'axe Nord/Sud, Marseille comme part de la capacité d'une démocratie à éradiquer un mouvement d'extrême droite ? Qui saura redonner le moral aux Marseillais en leur proposant un dessein à la hauteur de leur histoire ?

L'émergence puissante de l'extrême droite a contraint à penser le dérangement de régions, de zones, de villes, et d'abord, de Marseille. L'enjeu de Marseille aujourd'hui n'est plus purement marseillais et cette prise en compte nationale et européenne est une de ses chances d'avenir.

Cela dit, nous ne pouvons prévoir l'avenir de l'extrême droite dans la ville. Mais, même si une partie importante des électeurs de l'extrême droite rejoint ses choix habituels, y compris l'abstention, la force des malaises un moment exprimée, l'insatisfaction vis-à-vis de l'action publique ne devrait pas être gommée. Des pans entiers de notre société n'ont pas, aujourd'hui, le moral, notre système européen de développement doit chercher à y porter réponse.

CHAPITRE 16

LES TERRES DE MISSION

La soudaine expansion du FN depuis 1984, son inégale répartition sur le territoire national ont plutôt conduit les observateurs à s'intéresser à ses bastions et aux conditions propices au développement du « lepénisme » dans la France industrielle, celle à la fois des grandes agglomérations urbaines, des fortes concentrations immigrées et souvent celle d'une grave crise économique liée à la mutation d'industries anciennes mais condamnées (automobiles, sidérurgie, mines ou chantiers navals). Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de départements sont durablement rétifs à la fièvre d'extrême droite : non que le FN y soit naturellement absent, mais parce qu'il obtient des scores largement inférieurs à ses moyennes nationales. On pourrait avoir l'ambition de s'interroger sur les raisons de ces contrastes. En fait, sans que cette question disparaisse totalement, on voudrait plutôt analyser les mécanismes spécifiques d'implantation du FN dans ses « terres de mission ».

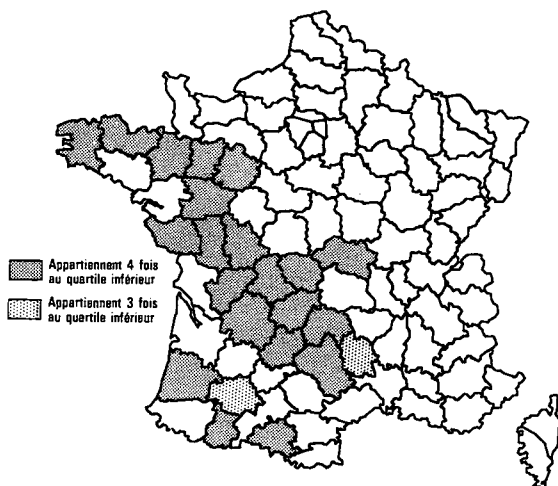
LES ZONES DE FAIBLESSE DU FN

La carte 1 montre les départements qui, lors des quatre scrutins nationaux s'étant déroulés entre 1984 et 1988, appartiennent constamment ou presque toujours au quartile inférieur de la distribution des suffrages. Sans surprise, cette carte est l'inverse de celle des bastions tous situés à l'Est d'une ligne Le Havre-Valence-Perpignan¹. Toutefois, d'une part, tout « l'Ouest » n'y

1. Perrineau (Pascal), « Les ressorts du vote Le Pen », Département d'études politiques du *Figaro*, *L'élection présidentielle 1988*.

figure pas ; d'autre part, les terres imperméables au FN appartiennent à des traditions politiques, économiques et sociales extrêmement diverses.

Carte 1. Zonas de faiblesse du FN (1981-1988)



On peut, à cet égard, faire quatre remarques :

a. L'ensemble est géographiquement cohérent tel qu'il se déroule de l'Ouest breton aux confins Sud-Ouest du Massif central en passant par une large partie de l'Ouest intérieur. On voit, toutefois, pour relier cet ensemble aux départements du Sud-Ouest aquitain et méditerranéen (Landes, Gers, Hautes-Pyrénées, Ariège), l'absence des départements de la vallée de la Garonne qui, globalement, appartiennent à la même tradition politique (radicale et/ou socialiste). Depuis 1962 (référendum d'avril), cette région accorde davantage de suffrages à l'extrême droite que ses homologues, en raison notamment de la forte concentration des rapatriés d'Afrique du Nord. On peut ainsi faire l'hypothèse que, toutes choses étant égales par ailleurs dans ce Sud-Ouest, la faiblesse du FN est liée à la non-existence de nostalgies coloniales

qui, en l'absence d'immigrés Nord-Africains, ravivent ou justifient la thématique anti-immigrés de J.-M. Le Pen.

b. Nombre de ces départements sont faiblement industrialisés, notamment dans le Sud-Ouest et le Massif central sans être toutefois à l'abri des crises qui frappent soit une agriculture familiale, soit des activités artisanales, soit une petite industrie. D'une part, la crise y est sans doute vécue plus individuellement, sans destruction collective du cadre de vie — friches industrielles ; détérioration de grands ensembles... ; d'autre part, l'isolement du monde rural ne favorise guère l'adoption des grands discours non relayés au demeurant par des notables locaux¹.

c. L'Ouest breton et intérieur appartient (à l'exception des Côtes-du-Nord) à la tradition conservatrice et est fortement marqué par le catholicisme. Il serait aventureux de présenter le catholicisme comme l'ultime rempart contre le FN. La preuve en est que des départements aussi catholiques que ceux-là ne figurent pas sur la carte. Il faut sans doute y ajouter, d'une part, un certain degré de ruralité ; d'autre part, un développement économique plus récent et plus moderne (tertiaire notamment) ; sans doute, l'effet de mouvements migratoires très inter-régionaux ; enfin, un certain isolement : l'Ouest, en effet, n'est pas « attiré » vers la région parisienne comme la Normandie ou le Sud du Bassin parisien ; il n'est pas aux « marges » comme l'Alsace, la Lorraine ou la Franche-Comté. D'où vraisemblablement le maintien d'une culture et d'une quiétude propres.

d. L'ensemble que composent les départements des bordures Nord et Ouest du Massif central pose un problème plus complexe. Tous sont ruraux ; la plupart (à l'exception de l'Aveyron et de la Lozère) sont déchristianisés et de tradition de gauche. Pourtant, on ne saurait ignorer qu'ils correspondent aussi très exactement à l'influence personnelle de J. Chirac telle qu'elle a pu être décrite dans son extrême stabilité en 1979, 1981 et 1988². Tout semble suggérer que l'élu de la Corrèze, non par l'originalité de ses positions à l'égard du FN, mais par sa présence notabi-

1. Que l'on songe aux mécanismes d'implantation du radicalisme ou du socialisme dans le Sud-Ouest ; du RPR dans certains départements de cette région ; ou de la droite modérée dans l'Ouest.

2. Cf. Habert (Philippe), « Jacques Chirac : les logiques d'une défaite », Département d'études politiques du *Figaro*, *L'élection présidentielle 1988*.

liaire, par les bénéfices que les électeurs peuvent attendre de son éventuelle « élection » à l'Assemblée ou à des postes de pouvoir, contribue à bloquer l'expansion du FN.

Comme on le voit, les zones de désaffection à l'égard du FN présentent toutes des caractères particuliers qui risquent d'être noyés dans une étude d'ensemble. Une seule monographie n'aurait eu qu'un caractère aléatoire et partiel. C'est pourquoi nous avons adopté une démarche qui ira du général au particulier et qui, compte tenu des données disponibles, sera en grande partie illustrative. Sans sortir du cadre de ces vingt-trois départements qui définissent les zones de faiblesse du FN, on utilisera les divers niveaux d'analyse possible — départements, circonscriptions, villes, cantons — sans que, obligatoirement, tous soient pris en compte simultanément et dans tous les cas.

LES LOGIQUES GLOBALES D'IMPLANTATION

Le tableau 1 donne les résultats obtenus par la formation de J.-M. Le Pen dans ses terres de mission. Les mouvements suivent d'assez près la logique nationale : recul entre les européennes de 1984 et les législatives de 1986 (1,5 points) ; progression de 4 points entre 1986 et le premier tour de l'élection présidentielle de 1988 ; chute lors des élections législatives de 1988, qui ramène l'électorat d'extrême droite à ses dimensions de 1984 et 1986 si l'on considère les inscrits et à son seuil de 1986 si l'on prend comme référence les suffrages exprimés.

Un électorat peu structuré

Ces évolutions de niveau s'accompagnent de très profonds remaniements dans l'implantation. D'une manière générale (tableau 2), les indices de corrélation entre les scores de l'extrême droite aux élections de référence sont plus bas dans les zones de faiblesse que dans l'ensemble de la France et a fortiori dans les bastions, ce qui témoigne d'une forte instabilité du vote. Celle-ci apparaît le plus clairement au niveau de la circonscription puisque l'indice de corrélation tombe de .69 (pour l'ensemble métropolitain) à .37 entre les élections législatives de 1986 et l'élection présidentielle de 1988 ; de .66 à .36 entre cette dernière et les élections législatives de juin 1988. Le vote présidentiel est

ainsi tout à fait atypique dans la série : il y a toute une série d'unités où le FN gagne peu d'électeurs entre le scrutin législatif de 1986 et le scrutin présidentiel ; d'autres, au contraire, où il explose brutalement. A l'inverse, le reflux d'avril à juin 1988 est parfois aussi brutal que l'avait été l'explosion, parfois de faible ampleur, cependant que, en d'autres cas, la stabilité totale à un faible niveau est de rigueur. Il en résulte que le FN, dans ses terres de mission, capitalise moins ses électeurs présidentiels qu'il ne le fait ailleurs. On remarquera, toutefois, la difficulté qu'il éprouve aussi à se constituer un électorat législatif. Pour être plus élevé, l'indice de corrélation entre ses résultats de 1986 et ceux de juin 1988 demeure bas (.52) et plus bas en tout cas que dans l'ensemble de la France.

La dimension rural/urbain

Dans ses zones de force, le FN apparaît durablement ancré dans l'espace urbain. La dimension rural/urbain n'est pas non plus étrangère à l'implantation de l'extrême droite dans ses zones de faiblesse.

D'une part, J.-M. Le Pen obtient, en 1984 comme en 1988, un peu plus de suffrages dans les villés¹ que dans l'ensemble du département ; d'autre part, le nombre de ses suffrages augmente en fonction de la taille de la commune. Ces différences sont toutefois relativement tenues (écart de deux points entre les petits bourgs et les grosses communes) ; c'est que la logique ici à l'œuvre ne répond pas seulement ni même principalement à celle décrite par P. Perrineau² : la crise de la ville, avec le chômage, l'immigration, l'insécurité, la destruction du cadre urbain qui donne prise à la thématique développée par le leader du FN. En grande partie parce que les villes elles-mêmes ne connaissent pas de crise profonde. Seules celles du Sud-Ouest aquitain et Midi-pyrénéen répondent de plus près au modèle général. Il est significatif que le FN y obtienne 9,5 % des suffrages exprimés en

1. 7,6 % au lieu de 6,3 en 1984 et 9,7 % au lieu de 9 % lors de l'élection présidentielle de 1988. Il s'agit des communes pour lesquelles nous avons pu trouver les résultats de 1984. L'échantillon représente environ 80 % de toutes les communes possibles.

2. Cf. Perrineau (Pascal), « Le Front national, l'écho politique de l'anomie urbaine », *Esprit*, 3-4, avril 1988, p. 22-38.

1984 et 12,5 % en 1988 (contre respectivement 6,5 et 9,8 % dans l'ensemble des départements de cette « région »).

Le fait est que, comme le rappellent les exemples donnés ci-dessus et en se limitant à l'élection présidentielle de 1988, le développement de l'extrême droite concerne en priorité les villes d'eaux ou de vacances.

Allier : Moulins : 11,2 % ; Montluçon : 9,8 % ; Vichy : 16,6 %.

Ariège : Foix : 8,9 % ; Pamiers : 13,1 % ; Ax-les-Thermes : 16,4 %.

Corrèze : Tulle : 4,9 % ; Brive : 9,5 % ; Evaux-les-Bains : 14,2 %.

Ille-et-Vilaine : Rennes : 9,1 % ; Saint-Malo : 10,9 % ; Dinard : 13,9 %.

Landes : Mont-de-Marsan : 11,2 % ; Dax : 11,3 % ; Biscarosse : 17 % ; Mimizan : 13,8 %.

Vendée : La Roche-sur-Yon : 6,7 % ; Les Sables d'Olonne : 12,9 %.

Déjà décrit comme tel en 1986¹, le FN comme « phénomène balnéaire » ne résulte pas d'une crise vécue mais de la mise en scène d'une « pollution redoutée » à laquelle s'ajoutent peut-être les atteintes aux résidences secondaires (vols notamment). Dans la plupart des études réalisées, les auteurs se réfèrent au poids, dans ces communes, des retraités particulièrement rétifs devant les évolutions du mode de vie et qui souhaitent revenir à plus d'ordre et de discipline ; à l'importance des commerçants liés aux activités du tourisme qui redoutent à la fois, du fait de la crise, une diminution de la fréquentation des stations et, du fait de la montée de l'insécurité (vécue ou souvent imaginée à travers les media notamment), une mise en cause de leur mode de vie traditionnel.

Un électorat issu de la droite modérée

D'où viennent politiquement les électeurs du FN ? Pour répondre à cette question, nous ne disposons pas de données homogènes sur l'ensemble de la période 1984-1988. Le cadre départemental est, en effet, inutilisable du fait du faible nombre d'unités concernées ; les circonscriptions où les communes le sont tout autant du fait du redécoupage de 1986 pour les premières

1. Lacoste (Yves), dir., *Géopolitique des régions françaises*, t. 2 : *La façade occidentale*.

et de l'absence de résultats communaux en 1986 et 1988 (législatives) pour les secondes. On voudrait cependant risquer quelques hypothèses.

Si l'on compare le score du FN lors des élections européennes de 1984 à celui de V. Giscard d'Estaing lors du second tour de 1981, on s'aperçoit qu'il tend à s'élever lorsque l'on passe des zones de faiblesse de la droite modérée à ses zones de force : 6,5 % lorsque le président sortant n'atteignait pas 43 % des suffrages exprimés ; 7,2 % lorsqu'il se situait entre 43 et 49 % des voix ; 8,3 % lorsqu'il dépassait le score de 49 % des exprimés.

Cet ancrage prioritaire à droite est confirmé lorsque l'on examine le développement de l'électorat d'extrême droite selon les évolutions des voix de l'ensemble RPR/UDF/divers droite entre 1981 et 1984. L'expansion de J.-M. Le Pen est bloquée lorsque la liste dirigée par S. Veil et celles des divers candidats marginaux (G. Nicoud, Touati, F. Gomez) obtiennent plus de suffrages que V. Giscard d'Estaing en 1981 mais elle est, en revanche, tout à fait remarquable lorsque la droite modérée recule d'une manière importante. A contrario, le niveau du FN est tout à fait indépendant de l'ampleur de l'échec de la gauche en 1984 : il se situe autour de sa moyenne quelle que soit l'importance des reculs.

Les évolutions du FN entre 1986 et 1988 (présidentielle et législatives) semblent se comprendre prioritairement à partir des échanges avec la droite modérée. Si l'on considère le niveau des circonscriptions (tableau 3), on voit, en effet, que la progression du FN, des élections législatives de 1986 au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, est toujours moindre lorsqu'il y a progrès de la droite modérée et est peu sensible aux évolutions de la gauche. Jean-Marie Le Pen gagne 5 points lorsque les deux forces perdent des suffrages mais 3,2 seulement lorsque seule la gauche connaît l'insuccès ; il progresse de 4,8 points lorsque seule la droite modérée perd des voix mais de 2,1 lorsque les deux forces conquièrent des électeurs. L'examen des évolutions comparées de la gauche et de la droite modérée en fonction des gains du FN (tableau 4) montre que les gains de la gauche sont pratiquement indépendants de la progression de l'extrême droite ; en revanche, R. Barre et J. Chirac perdent d'autant plus de voix par rapport à l'ensemble RPR/UDF et divers droite de 1986 que J.-M. Le Pen progresse davantage.

De l'élection présidentielle aux élections législatives de juin (tableau 3), le recul du FN est, de même, toujours plus fort lorsque la droite modérée reconstruit son électorat, le recul ou la progression de la gauche intervenant seul fort peu. C'est qu'en fait, comme on le voit sur le tableau 5, une partie des électeurs ayant voté pour J.-M. Le Pen retourne à l'URC. Celle-ci gagne des suffrages lorsque le reflux de l'extrême droite est supérieur à 6 points et elle en perd davantage lorsque le FN se rétracte peu que lorsque les pertes sont moyennes. C'est que, dans ces deux cas, l'apport du FN ne peut pas compenser ce que la droite modérée cède à la gauche. En revanche, le recul de celle-ci est égal dans tous les cas, ce qui signifie que le ralliement de l'extrême droite est faible et ne peut compenser ce que la gauche donne à l'URC.

ÉTUDES DE CAS

Pour essayer d'aller plus loin dans l'analyse, nous avons choisi d'étudier, au niveau cantonal, deux départements (Ariège et Vendée) aux traditions politiques fortement contrastées. Alors que le premier est un bastion socialiste (c'est généralement là que la gauche obtient ses meilleurs scores nationaux)¹, le second, au contraire, en dépit des évolutions récentes qui touchent l'ensemble de l'Ouest intérieur, demeure un bastion conservateur². Le FN n'y obtient pas des résultats identiques le 24 avril 1988 : 10,3 % en Ariège et 8,6 % en Vendée. Le caractère légèrement paradoxal de ces scores (compte tenu de ce que nous avons montré au niveau global) invite au demeurant à une plus vive attention.

La Vendée (carte 2)

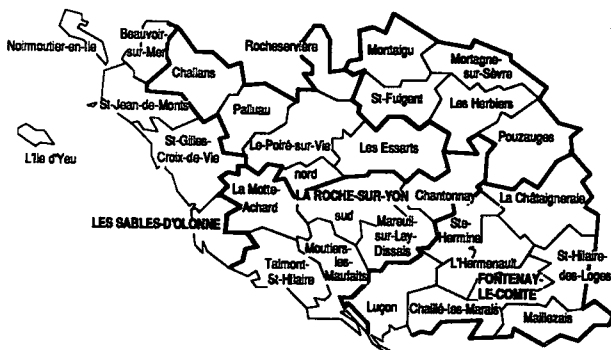
Sur la période 1984-1988, on n'observe pas de relation entre les scores du FN et ceux de la droite modérée d'une part, de la gauche d'autre part. C'est que l'analyse par classe cache

1. A titre d'exemple, 55,8 % des exprimés en 1984 ; 64,3 % en 1986 ; 57,7 % le 24 avril 1988.

2. La gauche obtient 29,6 % des exprimés en 1984 ; 34 % en 1986 ; 38,9 % le 24 avril 1988.

des phénomènes plus complexes dont rend bien compte la cartographie.

Carte 2. La Vendée

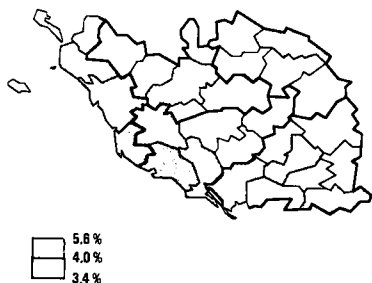


La carte 3 (celle des bastions vendéens du FN) montre une implantation très axée sur la côte atlantique, qui confirme, du canton de Beauvoir-sur-Mer au Nord à celui de Maillezois, au Sud-Est, le caractère balnéaire de l'implantation du FN. A comparer cette distribution géographique avec celle des fiefs de V. Giscard d'Estaing, le 10 mars 1981 (carte 4), les différences s'imposent : il manque à J.-M. Le Pen le « conservatoire » conservateur du Nord du département (à la seule exception de Montagne-sur-Sèvre où d'ailleurs l'extrême droite obtient un score moyen), c'est-à-dire les terres très catholiques du Haut-Bocage où, en 1956-1961, on comptait plus de 90 % de messalisants et où près de la totalité des enfants sont scolarisés à l'école privée¹.

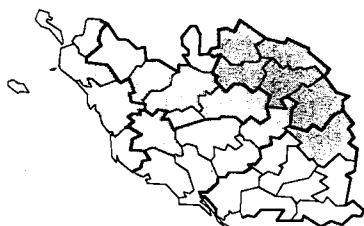
Une droite très pratiquante et très traditionaliste apparaît, ainsi, rétive au vote d'extrême droite. Il en va autrement dans les villes ou les cantons côtiers en milieu plus ouvert et où l'encadrement religieux est sans doute inférieur. Là, J.-M. Le Pen retrouve une certaine parenté avec le vote conservateur de 1981.

1. Cf. la carte et les données produites par Renard (Jean), dans son étude des Pays de Loire in Lacoste (Yves), *op. cit.*, p. 619-621.

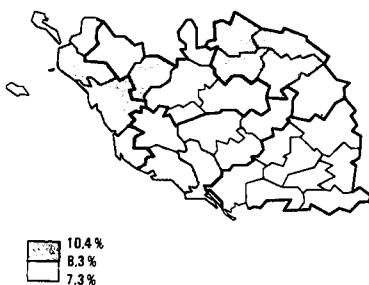
Carte 3. Fiefs du FN, 1984
(en % des inscrits)



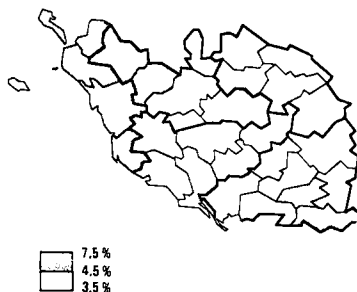
Carte 4. Fiefs de V. Giscard d'Estaing, 10 mai 1981
(% des inscrits)



Carte 5. Fiefs du FN, 24 avril 1988
(% des inscrits)



Carte 6. Fiefs du FN, juin 1988
(% des inscrits)



C'est que, sur cette côte, la géographie des suffrages du FN est liée à celle des reculs de la droite modérée entre 1981 et 1984. A l'inverse, la contribution de la gauche semble très marginale. Le FN ne s'installe jamais dans des cantons où l'ensemble extrême gauche/PC/PS/divers gauche perd le plus de suffrages par rapport au score de F. Mitterrand le 10 mai 1981 ; à la notable exception de Fontenay-le-Comte, les voix recueillies par J.-M. Le Pen en 1984 sont inférieures à sa moyenne départementale dans les bastions du député de la Nièvre (cantons de la Roche-sur-Yon ; Chaillé, Hermenault, Saint-Hilaire-des-Loges ; Sainte-Hermine, etc.).

S'il semble donc incontestable qu'en Vendée le vote FN est prioritairement le fait d'électeurs de droite, éloignés sinon de la pratique religieuse du moins de la « matrice catholique conservatrice » telle qu'elle peut fonctionner à l'état pur dans le Nord du département, les scrutins de 1986 et de 1988 montrent des éléments de permanence mais aussi de renouvellement.

Les suffrages vendéens du FN évoluent (tableau 6) un peu différemment des suffrages métropolitains : recul, de 1984 à 1986, dû à la concurrence du POE (2,8 % des exprimés) ; gains limités entre 1986 et le 26 avril 1988 (+ 3,5) ; reflux de la présidentielle aux législatives et stabilisation à un niveau un peu inférieur à celui de 1986. Cette présence continue à exercer, en 1986 et lors du scrutin présidentiel, une certaine pression sur l'électorat de la droite modérée (tableau 7).

A ces dates, c'est toujours dans les bastions du FN que la droite modérée obtient ses plus mauvais résultats ; c'est aussi là soit qu'elle progresse le moins (de 1984 à 1986), soit qu'elle reflue davantage (de 1986 au premier tour de l'élection présidentielle de 1988). Les résultats des législatives de 1988 semblent contraires à ces indications ; mais c'est dans la mesure où ils obéissent à la logique propre d'élections au scrutin majoritaire.

Les élections législatives de 1986 consacrent l'extrême stabilité des ancrages territoriaux du FN. En revanche, le 24 avril 1988 est caractérisé par des remaniements (carte 5). Si la côte demeure fidèle, le canton de Fontenay-le-Comte retourne à la gauche et en particulier à F. Mitterrand ; surtout J.-M. Le Pen gagne à lui certains cantons du Bocage (Montaigu, Saint-Fulgent, les Herbiers). On pourrait se demander pourquoi des terres si catholiques traditionnelles, rétives à l'extrême droite en 1984 et en 1986, lui accordent plus de suffrages : on peut faire l'hypothèse qu'à travers

une meilleure connaissance du leader du FN (temps qui passe et campagne électorale) s'est révélée une certaine proximité de valeurs. A moins que des facteurs locaux — attitudes du clergé par exemple — aient pu encourager ou légitimer ce glissement.

Les élections législatives de 1988, si elles témoignent d'un recul du FN par rapport à l'élection présidentielle et d'un score situé entre celui des européennes de 1984 et des législatives de 1986, s'accompagnent d'un important rétrécissement de la structure géographique (carte 6). C'est désormais à l'Ouest que se concentrent les forces de l'extrême droite. Les gains dans le Nord n'auront été qu'un feu de paille et la zone d'influence sur la côte s'étiolé. Les mouvements ne sont, en grande partie, que la conséquence du jeu des notables : c'est P. Mestre qui est présent dans la 2^e circonscription où le parti de J.-M. Le Pen perd Talmont-Saint-Hilaire et Moutiers-les-Mauxfaits ; c'est P. Mauger, ancien maire des Sables-d'Olonne, qui représente l'URC dans la 3^e circonscription ; P. de Villiers concourt dans la 4^e circonscription. Le poids des personnalités explique (tableau 7) que la droite recule dans les terres de faible et moyenne influence de J.-M. Le Pen le 24 avril, où la gauche est solidement implantée, où elle a aussi ses notables et où le FN ne peut presque rien lui apporter ; mais qu'elle progresse dans les zones de force présidentielles de l'extrême droite où la réserve est importante.

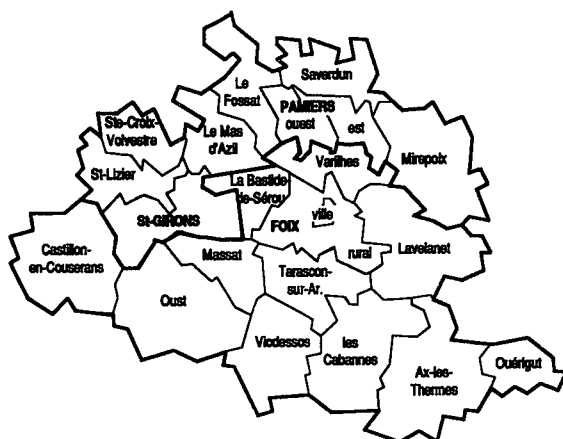
Au total, en Vendée, l'électorat d'extrême droite s'articule en priorité sinon en totalité sur le vote conservateur. Les forces du FN proviennent d'électeurs RPR/UDF ou divers droite radicalisés. Toutefois, cet électorat reste instable ou très sensible aux types de scrutin. Réalisés au niveau cantonal, les indices de corrélation pour les différentes élections restent faibles surtout pour un ensemble départemental aussi homogène : .84 entre 1984 et 1986 ; .71 entre 1986 et le 24 avril 1988 ; .59 entre le premier tour du scrutin présidentiel et les législatives de juin.

L'Ariège (carte 7)

Dans ce bastion historique de la gauche, le FN s'implante avec difficulté mais en amplifiant légèrement des mouvements enregistrés au niveau national : recul aux exprimés de plus de 2 points entre 1984 et 1986 ; progression de près de 6 points des législatives à la présidentielle de 1988 ; établissement en juin 1988

à un niveau intermédiaire entre ceux de 1984 et 1986 (tableau 8). L'hégémonie du PS et les difficultés rencontrées récemment par le PCF, qui est tombé de 1978 à 1986 de 22 à 3,4 % des voix, invitent à se demander si, ici, la gauche n'a pas participé à l'implantation du FN.

Carte 7. L'Ariège



L'analyse par classe ne permet pas d'établir avec certitude l'existence, en 1984, d'une forte liaison entre le score de J.-M. Le Pen et le niveau soit de la droite, soit de la gauche. De son côté, la géographie du vote Le Pen est loin de s'articuler entièrement sur celle de l'électorat conservateur du 10 mai 1981 (cartes 8 et 9). Le FN obtient, certes, ses meilleurs résultats dans les cantons plus modérés d'Ax-les-Thermes, Pamiers, Lavelanet, Saint-Girons ou encore Sainte-Croix-Volvestre et Saverdun. Il manque toutefois, à la géographie du lepénisme ariégeois, tout le Sud-Ouest du département, une partie du Nord (le Fossat) et même la région de Foix.

Le vote Le Pen n'apparaît pas plus structuré par le vote de gauche que par le vote de droite. Les zones de force relatives du leader de l'extrême droite ne correspondent à celles de F. Mitterrand, le 10 mai 1981, que dans les cantons des Cabannes

et plus modestement à Varilhes et à Mirepoix. La présence de ces unités peut cependant suggérer que l'électorat du FN se constitue plus qu'en Vendée à partir d'un double apport venant tantôt de la droite et tantôt de la gauche. C'est ce que confirme l'analyse des résultats du FN en fonction des reculs comparés de la gauche et de la droite modérée entre 1981 et 1984.

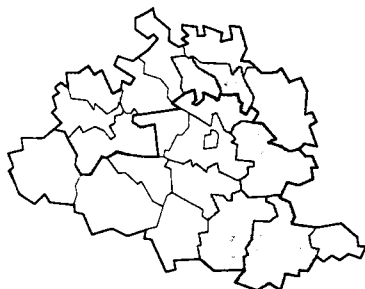
Certains cantons, en effet, se caractérisent par un important repli des voix du PC, du PS et de l'extrême gauche (supérieurs à 21 points aux inscrits), une moindre chute de la droite modérée et une bonne implantation de l'extrême droite. C'est notamment le cas de Pamiers, de Tarascon-sur-Ariège et des Cabannes. D'autres, en revanche, présentent des mouvements inverses : bonne tenue de la gauche, recul important des modérés. On trouve ici Ax-les-Thermes, Saint-Girons et Saverdun. Quant au canton de Lavelanet, il tient sa spécificité du fait que le succès du FN s'établit sur une perte d'influence conjuguée des deux forces.

Il faut souligner que ces évolutions électorales contradictoires, qui avantagent toutes le FN, concernent en priorité des régions en difficulté économique : crise de l'industrie papetière à Saint-Girons ; de la métallurgie à Tarascon-sur-Ariège ; de la sidérurgie autour de Pamiers ; du textile à Lavelanet ; inquiétudes à propos du tourisme à Ax-les-Thermes. Le vote FN pourrait bien témoigner, en 1984, des problèmes de reconversion qui affectent les parties les plus industrialisées d'un département qui trouve difficilement sa voie. Tout cela sur fond de menaces venant de l'élargissement de l'Europe et alors que les élites locales ne trouvent guère de solutions à la crise¹. Il n'y a rien de paradoxal dans le fait qu'une fraction de la gauche et de la droite exprime ses frustrations par un vote protestataire.

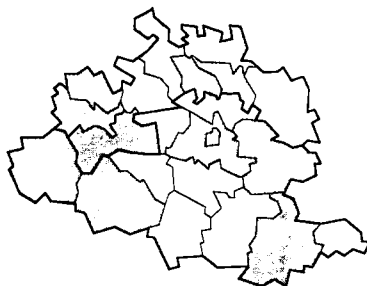
C'est, en fait, en 1986, que le FN trouve, en Ariège, ses structures stables qui, comme le montre la carte 10, se concentrent autour de quelques fiefs (Pamiers, Mirepoix et Lavelanet) qui, prolongés au Nord-Ouest par les cantons de Saverdun et le Fossat, au centre par celui de Foix ville et enfin au Sud-Est par celui d'Ax-les-Thermes, forment une unité géographique continue et homogène. Cette implantation nouvelle présente une certaine amputation qui correspond partiellement au retour à la logique notabiliaire. Celle-ci profite naturellement

1. Cf. Pambanel, « Midi-Pyrénées » in Lacoste (Yves), *op. cit.*, t. 2.

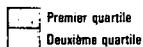
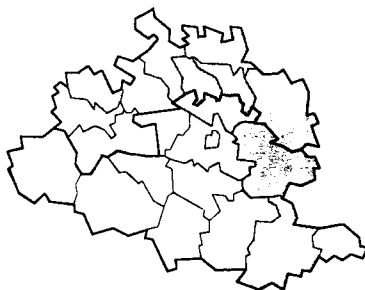
Carte 8. Fiefs du FN, 1984
(% des inscrits)



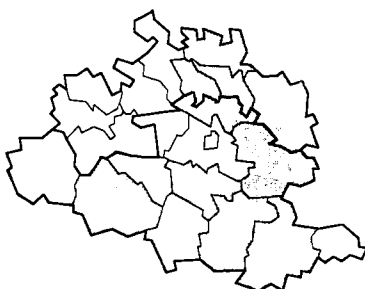
Carte 9. Fiefs de V. Giscard d'Estaing, 10 mai 1981
(% des inscrits)



Carte 10. Fiefs du FN, 16 mars 1986
(% des inscrits)



Carte 11. Fiefs du FN, 24 avril 1988
(% des inscrits)



au PS qui a le monopole de la représentation politique. C'est dans les zones de force du FN que la gauche progresse le plus entre 1984 et 1986 ; a contrario, c'est dans les bastions du PS que le FN recule davantage (tableau 9). Ce qui tend aussi à confirmer rétrospectivement que J.-M. Le Pen avait bien profité en 1984 d'un apport de gauche qu'il rend en 1986.

L'élection présidentielle de 1988 et les législatives qui suivent ne modifient guère le dispositif. J.-M. Le Pen améliore les résultats de son parti mais surtout là où celui-ci était déjà bien implanté. Ainsi, il ne gagne que 2,9 points (aux inscrits) là où le FN était faible en 1986 ; progresse de 3,9 là où l'influence était moyenne mais de 5,8 dans les zones de force. Certes, la structure géographique s'étend quelque peu (carte 11) sans cependant que les unités concernées soient celles qui donnent à l'extrême droite ses meilleurs scores.

La nature propre de l'élection présidentielle qui dégage les électeurs des affiliations locales a joué davantage comme mécanisme de renforcement que comme occasion d'extension. Au demeurant (tableau 10), ce renforcement semble bien, en 1988, s'effectuer plutôt au détriment de la droite modérée. Si l'on examine la progression du FN en fonction des zones d'influence de la gauche en 1986 et en tenant compte des échanges multiples entre les forces politiques, on s'aperçoit que la percée du leader d'extrême droite n'est liée ni au niveau de départ de la gauche ni à l'ampleur de son recul. En revanche, le destin de la droite modérée est, lui, en rapport avec le score du FN. Elle recule, en effet, davantage lorsque le repli de la gauche est faible et les gains du FN importants car, dans ce cas, ce qui lui vient d'anciens électeurs communistes ou socialistes est trop faible pour cacher ce qu'elle-même cède au FN.

En fait, l'électorat d'extrême droite, s'il s'est bien constitué, au départ, sur des prélèvements réalisés à gauche et à droite tend, lorsqu'il se développe, à s'articuler sur la droite. Ce qui n'empêche pas que la synthèse réalisée entre les diverses couches d'électeurs venus à des moments divers rende au bout du compte le vote FN en Ariège plus composite qu'il ne l'est en Vendée.

Au terme de ces deux études de cas, il apparaît que les mécanismes d'implantation du FN dans ses zones de faiblesse sont plus complexes que ne le montrait l'analyse globale. Mais c'est que, voulant vérifier si les traditions politiques exerçaient une influence sur les évolutions électorales de l'extrême droite,

nous avons rencontré, mêlée à la variable du tempérament politique, celle de la crise économique. Ce qui distingue la Vendée de l'Ariège, c'est peut-être moins l'orientation à droite de la première et à gauche de la seconde que la quiétude de l'une et les inquiétudes de l'autre. Il n'est toutefois pas sans signification de constater que, même lorsque le FN est faible, c'est, comme dans le modèle général, sur fond de crise que le FN réussit le mieux à réunir un électorat composite.

Tableau 1. Résultats du FN dans ses zones de faiblesse (1984-1988).

	Européennes 1984		Législatives 1986		Présidentielle 1988		Législatives 1988	
	%inscr.	%expr.	%inscr.	%expr.	%inscr.	%expr.	%inscr.	%expr.
Votants	59,1		80,7		83,7		69,7	
Exprimés	56,6		76,4		81,8		68,2	
Gauche	23,2	40,9	36,0	47,1	39,0	47,7	35,1	51,4
RPR/UDF/DVD	28,0	49,5	36,6	47,8	32,5	39,7	29,6	43,4
FN	3,5	6,3	3,7	4,8	7,3	9,0	3,3	4,9
Autres	1,9	3,3	1,2	0,3	3,0	3,6	0,2	0,3
	(5.669.757)	(3.207.367)	(5.748.397)	(4.393.942)	(5.811.722)	(4.752.694)	(5.802.066)	(3.957.325)

Calculs effectués au DEP du Figaro.

Tableau 2. Indices de corrélation entre les électorats successifs du FN.

	Départements		Circonscriptions		Villes
	Ensemble	Echantillon*	Ensemble	Echantillon*	Echantillon
FN 1986-Le Pen 1984	.85	.63	-	-	-
Le Pen 1988-FN 1986	.93	.62	.69	.37	-
FN 1988-Le Pen 1988	.93	.59	.66	.36	-
Le Pen 1988-Le Pen 1984	.90	.81	-	-	.75
FN 1988-FN 1986	.96	.47	.90	.52	-

* Il s'agit des départements, circonscriptions et villes qui appartiennent aux zones de faiblesse du FN telles qu'elles ont été précédemment définies.

Tableau 3. 1986-1988 : évolution du FN, recul de la gauche
et de la droite modérée (% inscrits).

	Évolutions P86/L86	Évolutions L88/P88
Recul de la gauche, recul de la droite modérée	+ 5	- 3
Recul de la gauche, progrès de la droite modérée	+ 3,2	- 5,1
Gains de la gauche, recul de la droite modérée	+ 4,8	- 3,9
Gains de la gauche, progrès de la droite modérée	+ 2,1	- 5,2
Ensemble	+ 3,6	- 4,0

Tableau 4. 1986-Avril 1988 : évolution de la gauche et de
la droite modérée selon la situation du FN
(% inscrits).

FN	Gauche	Droite modérée
Gains < 4	+ 3,3	- 2,3
Gains 4-6	+ 2,8	- 2,8
Gains > 6	+ 2,0	- 7,2
Ensemble	+ 3,0	- 4,1

Tableau 5. Avril-juin 1988 : évolution de la gauche et
de la droite modérée selon les évolutions
du FN (% inscrits).

FN	Gauche	Droite modérée
Recul < 4	- 2,9	- 3,6
Recul 4-6	- 3,4	- 2,8
Recul > 6	- 3,7	+ 0,4
Ensemble	- 3,9	- 2,9

Tableau 6. Résultats du FN en Vendée (%).

	Européennes 1984		Législatives 1986		Présidentielle 1988		Législatives 1988	
	%inscr.	%expr.	%inscr.	%expr.	%inscr.	%expr.	%inscr.	%expr.
Votants	60,0		82,3		86,1		70,7	
Exprimés	57,5		76,3		83,9		68,9	
Gauche	17,0	29,6	26,0	34,1	32,6	38,9	27,1	39,4
RPR/UDF/DVD	34,9	60,8	44,2	57,9	40,7	48,5	38,3	55,7
FN	3,5	6,1	4,0	5,2	7,3	8,7	3,4	5,0
Autres	2,0	3,5	2,2	2,8	3,3	3,9	-	-
	(347.820)	(199.826)	(355.808)	(271.481)	(364.447)	(305.841)	(364.837)	(251.230)

Tableau 7. Evolution des suffrages de la droite modérée et force du FN (% inscrits).*

	Droite modérée				Evolutions		
	1984	1986	P.1988	L.1988	1986-1984	P.1988-1986	L.1988-P.1988
FN faible	36,2	46,4	42,3	35,3	+ 10,2	- 4,1	- 7,0
FN moyen	35,7	44,3	42,0	38,9	+ 8,6	- 2,3	- 3,1
FN fort	33,4	42,4	37,5	40,7	+ 9,1	- 4,9	+ 3,2
Ensemble	34,9	44,2	40,7	38,3	+ 9,3	- 3,5	- 2,4

* Les zones sont définies, sauf pour 1984, en fonction des résultats de l'élection antérieure : 1984 pour 1986; 1986 pour la présidentielle de 1988; cette dernière pour les législatives.

Tableau 8. Résultats électoraux de l'Ariège.

	Européennes 1984		Législatives 1986		Présidentielle 1988		Législatives 1988	
	Ninscr.	Sexpr.	Ninscr.	Sexpr.	Ninscr.	Sexpr.	Ninscr.	Sexpr.
Votants	58,7		81,0		81,8		68,9	
Exprimés	57,5		77,4		80,3		68,3	
Gauche	32,1	56,2	49,6	64,3	46,2	57,6	45,2	66,2
RPR/UDF/DVD	19,6	34,1	24,2	31,2	23,0	28,6	18,9	27,7
FN	3,9	6,8	3,5	4,5	8,3	10,3	4,0	5,8
Autres	1,7	3,0	-	-	2,8	3,5	0,2	0,3
	(108.190)	(62.171)	(108.477)	(84.015)	(108.146)	(85.818)	(108.125)	(73.876)

Tableau 9. Juin 1984-mars 1986 : évolution du FN et de la gauche selon la situation du FN en 1984 (% inscrits).

	Gauche	FN
FN faible (<2,7%)	+ 15,3	- 0,2
FN moyen (2,7-4,1%)	+ 17,6	- 0,1
FN fort (> 4,1%)	+ 18,4	- 0,8

Tableau 10. Mouvements électoraux entre 1986 et 1988 et niveau de la gauche en 1986 (% inscrits).

Niveau de la gauche en 1986	Évolutions 1986-1988		
	Gauche	Droite modérée	FN
Moins de 40,5	- 2,1	- 2,5	+ 5,1
40,5 à 51,5	- 3,7	- 1,3	+ 4,6
Plus de 51,5	- 5,4	+ 0,7	+ 4,6

CHAPITRE 17

LE FN DANS LA DURÉE

LA CONSOLIDATION ÉLECTORALE (1988-1995) ¹

Après le tonitruant succès de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1988, le FN peut sembler en légère perte de vitesse dans les élections locales de la fin des années quatre-vingt.

Le premier ancrage municipal : les élections municipales des 12 et 19 mars 1989 ²

Cependant, profondément réorganisé fin 1988, le parti fait un effort pour être massivement présent aux élections municipales de mars 1989. Il décide d'investir avant tout le terrain urbain et choisit de ne pas se compter dans l'immense majorité des communes petites et moyennes. Présentes dans 214 des 390 villes de plus de 20 000 habitants, les listes frontistes y rassemblent 10,1 % des suffrages exprimés. Par rapport aux municipales de 1983, la poussée est considérable (+ 9,6 %) mais reflète la quasi-absence de candidatures aux précédentes municipales. La réussite électorale est évidente dans les villes situées à l'est de la ligne Le Havre-Valence-Toulouse : plus de 20 % à Dreux, Sevran, Mulhouse, Cagnes-sur-Mer, Antibes, Toulon et Perpignan. Le FN peut se maintenir au second tour dans trente villes et quinze secteurs de Paris, Lyon, Marseille. Devant le refus du RPR et de l'UDF de faire alliance, le FN se maintient surtout où il a atteint la barre des 10 % et appelle ailleurs à l'abstention. Pour la première

1. Partie rédigée par Pascal Perrineau.

2. Cf. Pascal Perrineau, « Le FN, une minorité de blocage », p. 27-28, dans *Le Figaro/Études politiques, Élections municipales 1989*, Paris, *Le Figaro*, 1989, 106 p.

fois, l'extrême droite entre en conflit ouvert et généralisé avec la droite classique. Cela lui réussit plutôt bien puisque les listes du FN maintiennent au second tour, peu ou prou, leurs scores du premier. Dans de nombreuses villes, le maintien du FN contribue à l'échec de maires sortants de la droite classique (Avignon, Strasbourg, Tourcoing, Maubeuge). Le FN est bien souvent une véritable minorité de blocage et commence à occuper pour la première fois de son histoire le terrain municipal : 963 conseillers municipaux d'extrême droite sont recensés dont 804 du FN.

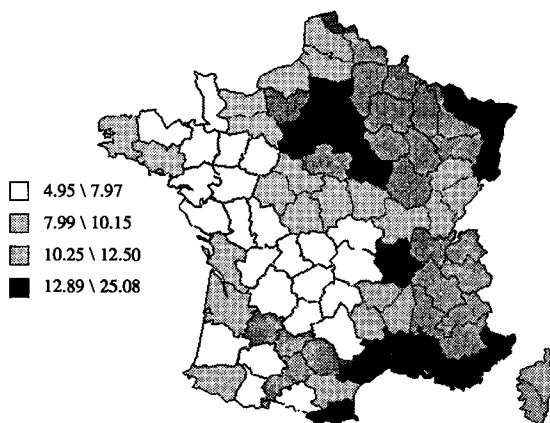
L'ébauche de nationalisation électorale : les élections européennes du 18 juin 1989

Quelques mois plus tard, la liste du FN, avec 11,8 % des suffrages exprimés (5,6 % des inscrits) aux élections européennes de 1989, retrouve son niveau de 1984 (11,2 % s.e., 6 % inscrits) (tableau 1). Cette identité de niveaux recouvre une identité de structures qui témoigne de l'implantation profonde et stable du phénomène lepéniste. Cependant, on assiste à l'ébauche d'un mouvement de nationalisation de son implantation géographique : l'essentiel des régions où il augmente sensiblement ses scores de 1984 sont dans des terres de mission : Midi-Pyrénées, Aquitaine et Limousin. Ce mouvement de nationalisation s'accompagne d'une relative homogénéisation de son électorat. Certaines clientèles jusqu'alors réticentes (femmes, personnes âgées, catholiques pratiquants) font davantage taire leurs préventions. Néanmoins, par rapport aux espérances de son leader, qui comptait dépasser son score présidentiel (14,4 %), le FN peut avoir l'impression de stagner. Surtout qu'après les élections européennes de juin 1989 s'ouvre une longue période sans élections. L'actualité des années 1989-1991 palliera cette absence d'échéances électorales. L'affaire du foulard islamique à l'automne 1989, la kyrielle de scandales politico-financiers du début des années quatre-vingt-dix, l'agitation endémique des banlieues remettent peu à peu le FN au cœur du débat.

La montée en puissance régionale : les élections régionales du 22 mars 1992

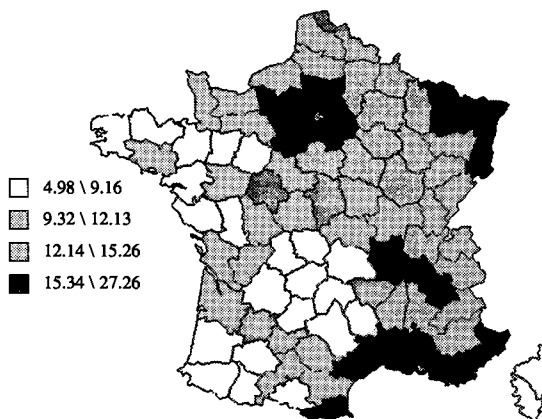
La campagne des élections régionales de mars 1992 s'ouvre sous « influence lepéniste ». Au soir des élections du 22 mars, les listes du FN rassemblent 13,5 % des suffrages contre 9,5 % six ans plus tôt. Jamais dans une élection locale, le FN n'avait atteint un tel score. Par

Carte 1 : La liste Front national aux élections européennes de 1989



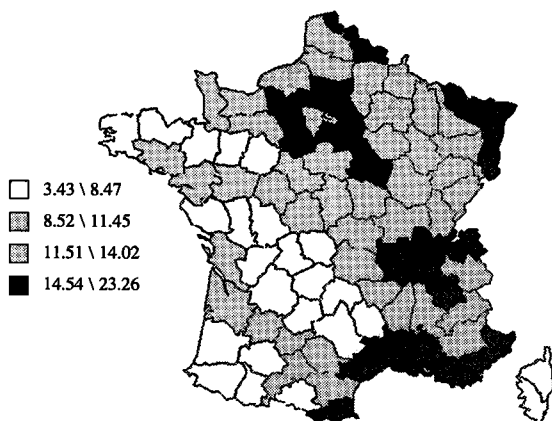
La carte est construite à partir de quartiles calculés à partir des scores
(en % des suffrages exprimés) du FN dans les départements

Carte 2 : Les listes Front national aux élections régionales de 1992



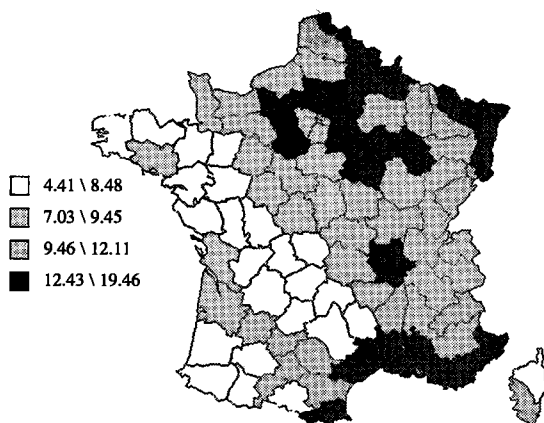
La carte est construite à partir de quartiles calculés à partir des scores
(en % des suffrages exprimés) du FN dans les départements

Carte 3 : Le Front national aux élections législatives de 1993



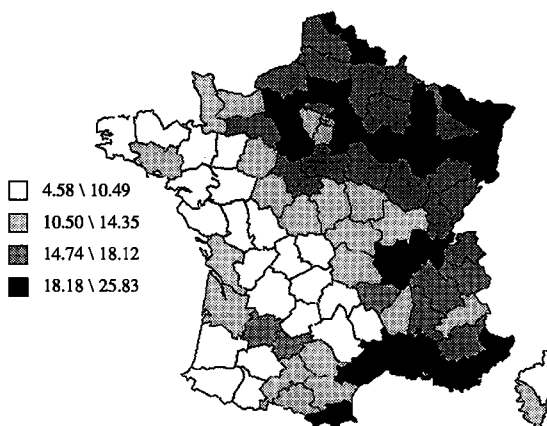
La carte est construite à partir de quartiles calculés à partir des scores
(en % des suffrages exprimés) du FN dans les départements

Carte 4 : La liste Front national aux élections européennes de 1994



La carte est construite à partir de quartiles calculés à partir des scores
(en % des suffrages exprimés) du FN dans les départements

Carte 5 : Le vote Le Pen à l'élection présidentielle de 1995



La carte est construite à partir de quartiles calculés à partir des scores
(en % des suffrages exprimés) du FN dans les départements

Tableau 1. Tableau général des suffrages d'extrême droite sous la Cinquième République (France entière)

	Élections	Suffrages extrême droite	% inscrits	% exprim.
1958	Législatives (1 ^{er} tour)	526 644	1,9	2,6
1962	Référendum (Accords d'Évian)	1 809 074	6,6	9,2
1962	Législatives (1 ^{er} tour)	139 200	0,5	0,8
1965	Présidentielle (1 ^{er} tour)	1 260 208	4,4	5,2
1967	Législatives (1 ^{er} tour)	124 862	0,4	0,6
1968	Législatives (1 ^{er} tour)	18 933	0,1	0,1
1973	Législatives (1 ^{er} tour)	122 498	0,4	0,5
1974	Présidentielle (1 ^{er} tour)	190 921	0,6	0,8
1978	Législatives (1 ^{er} tour)	210 761	0,6	0,8
1979	Européennes	265 911	0,8	1,3
1981	Législatives (1 ^{er} tour)	90 422	0,2	0,4
1984	Européennes	2 210 334	6,0	11,0
1986	Législatives	2 760 880	7,4	9,9
1988	Présidentielle (1 ^{er} tour)	4 375 894	11,5	14,4
1988	Législatives (1 ^{er} tour)	2 391 973	6,3	9,8
1989	Européennes	2 121 836	5,6	11,8
1992	Régionales	3 423 176	9,0	13,8
1993	Législatives (1 ^{er} tour)	3 229 462	8,3	12,7
1994	Européennes	2 050 086	5,2	10,5
1995	Présidentielle (1 ^{er} tour)	4 656 107	11,6	15,3

rapport à 1986, le FN accroît de 100 élus son effectif et rassemble 239 conseillers régionaux. Le parti de Jean-Marie Le Pen en profite pour jeter le trouble entre gauche et droite lors de l'élection de nombre d'exécutifs régionaux.

Une extension en tache d'huile : les élections législatives des 21 et 28 mars 1993 ¹

Un an plus tard aux élections législatives de mars 1993, le Front national poursuit son grignotage électoral : avec 12,4 % des suffrages, il réalise son meilleur score législatif. Son influence se diffuse dans l'espace national et il connaît une forte poussée dans le grand Bassin parisien, le Nord et l'Est lyonnais (cf. cartes 1 à 5). Le malaise urbain des grandes métropoles semble se diffuser bien au-delà des épicentres connaissant de graves problèmes d'insécurité. À cette extension de l'emprise géographique s'ajoute une diffusion sociale de l'influence électorale dans des couches traditionnelles inquiètes et se repliant sur du communautaire, qu'il soit national, local ou familial. Cette inquiétude identitaire recoupe celle d'une France populaire touchée par les accents populistes et anti-européens d'un Front national dopé par l'étonnante performance électorale du *non* à Maastricht (49,85 %).

Fort de son influence, le FN se maintient dans 100 circonscriptions au second tour mais n'obtient aucun élu, faute d'être inséré dans un système d'alliance. Le FN est plus que jamais une force solitaire.

Concurrence dans l'espace du nationalisme : les élections européennes du 12 juin 1994 ²

Celle-ci est d'ailleurs soumise à une concurrence dans l'espace même du nationalisme de droite. Depuis l'été 1992, un nouveau trio issu du RPR et de l'UDF s'est affirmé sur ce terrain : Charles Pasqua, Philippe Séguin et Philippe de Villiers. Celui-ci franchit le pas en déposant une liste aux élections européennes de juin 1994 où il recueille 12,4 % des suffrages exprimés.

1. Cf. Pascal Perrineau, « Le Front national, la force solitaire », p. 137-159 dans Philippe Habert, Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote sanction, Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1993, 349 p.

2. Pascal Perrineau, « L'élection européenne au miroir de l'Hexagone », p. 229-260 dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote des Douze, Les élections européennes de juin 1994*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1995, 315 p.

Dans les milieux de la tradition (personnes âgées, catholiques pratiquants), Philippe de Villiers contient l'ébauche de diffusion du lepénisme dans ces milieux sensibles en 1993. Dix ans après son apparition électorale de 1984 (11,2 % s.e.), la liste du FN plafonne en 1994 à 10,9 %. Soumise à la concurrence de la liste de Villiers qui capte les tentations nationalistes d'une France bourgeoise et traditionnelle, la liste du FN est rabattue sur le noyau dur de la protestation populaire : pour la première fois, Jean-Marie Le Pen dépasse 20 % des suffrages en milieu ouvrier (tableau 2). Bloqué sur sa droite, le FN va retrouver une dynamique sur sa gauche.

La dynamique gaucholepéniste : l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 1995 ¹

À l'approche de l'élection présidentielle de 1995, l'isolement du FN est profond. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, légifère avec fermeté sur les terrains de l'immigration et de l'insécurité ; Philippe de Villiers compte jouer les trouble-fête de l'élection présidentielle et enfin la campagne présidentielle obnubilée par l'affrontement Chirac-Balladur passe sous silence le discours lepéniste.

En dépit de cet ensemble de circonstances apparemment peu favorables, Jean-Marie Le Pen rassemble, au soir du 23 avril 1995, 15 % des suffrages et 11,4 % des électeurs inscrits. Jamais le FN n'avait atteint un tel niveau, confirmé quelques semaines plus tard aux élections municipales de juin où le parti de Jean-Marie Le Pen dépasse le seuil de 10 % dans 108 villes de plus de 30 000 habitants et remporte la victoire dans trois grandes villes : Marignane, Orange et Toulon.

L'électorat du FN connaît un double glissement d'ampleur. Toute une France de la désespérance populaire utilise le vote Le Pen pour faire entendre son malaise : 30 % des ouvriers, 25 % des chômeurs, 18 % des employés ont voté Le Pen. Cette étonnante dynamique populaire s'exprime avant tout dans un électorat resté longtemps fidèle à la gauche. Ce sont les terres où l'érosion socialiste a été la plus forte depuis 1988 qui ont apporté le plus de nouveaux électeurs à Le Pen. Ce « gaucholepénisme » électoral accompagne et amplifie une

1. Pascal Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen. Le poids du gaucholepénisme », p. 243-261 dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Département d'études politiques du *Figaro* et Presses de Sciences Po, 1995, 351 p.

Tableau 2. Évolution de la pénétration électorale du FN dans les
électorats de 1984 à 1995

	Euro. 1984	Lég. 1986	Prés. 1988	Lég. 1988	Euro. 1989	Lég. 1993	Euro. 1994	Prés. 1995	Évol. 84-95
Ensemble	11	10	14,5	10	12	13	10,5	15,5	+ 4,5
<i>Sexe</i>									
Hommes	14	11	18	12	14	14	12	19	+ 5
Femmes	8	9	11	7	10	13	9	12	+ 4
<i>Age</i>									
18-24 ans	10	14	16	15	9	18	10	18	+ 8
25-34 ans	11	10	17	9	8	10	15	18	+ 7
35-49 ans	12	11	17	8	12	13	10	15	+ 3
50-64 ans	12	9	11	10	15	13	12	17	+ 5
65 ans et plus	10	6	12	10	12	13	7	9	- 1
<i>Prof. interviewé</i>									
Agri., sal. agri.	10	17	13	3	3	13	+ 4	16	+ 6
Petit comm., art., ind., gros comm.	17	16	27	6	18	15	12	14	- 3
Cadre sup., prof. lib.	14	6	19	10	11	6	6	7	- 7
C. moyen., employé	15	11	13	8	9	13	9	16	+ 1
Ouvrier	8	11	19	19	15	18	21	30	+ 22
Inactif, retraité	9	8	12	9	13	12	9	11	+ 2
<i>Statut</i>									
Travaille à son compte	13	13	21	7	10	12	6	11	- 2
Salarié, sect. public	8	8	11	9	7	12	4	15	+ 7
Salarié, sect. privé	15	14	17	13	14	16	17	21	+ 6
Chômeur	-	-	12	-	-	-	28	25	-
Inactif	-	-	12	9	13	12	9	11	-
<i>Niveau d'instruction</i>									
Primaire	8	8	15	7	13	13	7	14	+ 6
Secondaire	12	15	13	12	14	16	16	17	+ 5
Technique, comm.	17	12	18	12	11	14	16	21	- 1
Supérieur	11	7	12	10	9	8	5	9	- 2
<i>Famille politique</i>									
Ext. gauche	1	3	2	3	1	3	4	6	+ 5
Gauche	4	2	5	3	5	8	3	9	+ 5
Centre	10	7	15	8	6	11	5	11	+ 1
Droite	9	9	13	10	8	9	2	13	+ 4
Ext. droite	42	41	53	35	48	33	42	36	- 6
Marais	8	7	18	12	7	7	16	24	+ 16
<i>Religion</i>									
Catho. prat. rég.	14	7	7	5	15	12	8	10	- 4
Catho. prat. irrég.	6	8	16	10	12	12	6	12	+ 6
Catho. non prat.	13	12	17	11	12	13	13	18	+ 5
Sans religion	5	7	9	9	10	15	11	14	+ 9

Source : sondages post-électorales Sofres.

évolution stratégique du parti à la recherche d'un « ressourcement social ». Cette évolution de l'électorat du FN montre que la question du FN n'est pas seulement une question politique posée à la droite autour du problème des alliances et des compromis mais aussi une question sociale posée à une gauche à la recherche de « son peuple ».

HOMMES ET FEMMES DU FN ¹

Les cercles dirigeants

Revenir sept ans après et en si peu d'espace sur les hommes et les structures du Front national est une gageure tant le parti dirigé par J.-M. Le Pen continue une mue organisationnelle tout aussi discrète que politiquement efficace. On peut cependant tenter de relever brièvement les acquis des années écoulées en questionnant les effets politiques et idéologiques de l'émergence d'une nouvelle génération de responsables et d'élus nationaux-frontistes.

Une nouvelle génération de responsables

L'élection présidentielle de 1995 a marqué l'émergence d'une nouvelle génération de nationaux-frontistes qui tendent à prendre des positions de pouvoir au sein d'un état-major renouvelé. Si aux avant-postes ce sont désormais Bruno Mégret et Bruno Gollnisch (depuis le 9 octobre 1995) qui se partagent désormais respectivement la délégation générale du FN et son secrétariat général, le parti a auto-promu certains de ses membres les plus fidèles en divers lieux à la fois symboliques et centres de pouvoir.

Le premier cercle de pouvoir se mesure à la lecture de l'organigramme national du parti. Outre J.-M. Le Pen, B. Mégret et B. Gollnisch, les hommes forts ont pour nom J.-P. Reveau (trésorier national, membre du bureau exécutif), S. Martinez (administration et personnel + trois fonctions au sein de la délégation générale), S. Maréchal (28 ans, patron du FNJ, adjoint au secrétaire général chargé des problèmes de la jeunesse et gendre de J.-M. Le Pen), Jean-François Jalkh (comité national d'investiture, secrétaire national aux élections) ou B. Antony (chargé des actions culturelles). C'est toujours au sein du

1. Partie rédigée par Guy Birenbaum en ce qui concerne les dirigeants du FN et Colette Ysmal en ce qui concerne ses cadres.

bureau exécutif du parti (composé de B. Gollnisch, B. Mégret, D. Chaboche – vice-président du FN –, J.-P. Reveau et B. Racouchot – directeur de cabinet du président) que se décide l'essentiel, même si le bureau politique (une trentaine de personnes) reste une instance à ne pas sous-estimer.

Deuxième cercle de pouvoir : le secrétariat général. On peut désormais y relever la présence de secrétaires nationaux, trentenaires pour la plupart : F. Timmermans aux fédérations, M. Bild à l'information et à la communication, A. Soyez aux adhésions, J.-F. Jalkh aux élections, J.-Y. Le Gallou aux élus (moins fondamental, J. Dore aux Français de l'étranger). On y trouve également huit conseillers fédéraux, pour la plupart des « anciens » du FN (M. Lehideux, M.-F. Stirbois, M. Bild, D. de Bouteiller, D. Chaboche, J. Colombier, J.-P. Reveau et J.-P. Schénardi). Toujours au sein du secrétariat général, la coordination des cercles nationaux est assurée par P. Descaves, tandis que R. Holeindre est chargé de mission sur la nouvelle citoyenneté.

Des élus en liberté surveillée

Troisième cercle de pouvoir : la délégation générale. La « chose » de B. Mégret intègre d'autres nationaux-frontistes souvent proches de lui : son délégué général adjoint, P. Olivier, et son directeur de cabinet, D. Bariller (29 ans). On retrouve notamment dans cette instance les noms d'Y. Blot, de J.-M. Brissaud, de S. Martinez et de P. Colombani. Il ressort de ce bref survol organisationnel que le pouvoir n'est plus systématiquement partagé entre les membres les plus anciens du FN et que des trentenaires arrivent à des postes de responsabilité avec notamment pour mission au sein des secrétariats nationaux de parvenir à générer des adhésions dans la perspective des législatives de 1998. Il reste que le subtil jeu de dosages entre générations successives de nationaux frontistes, familles originelles de pensée, affinités personnelles et rapport personnel au leader est toujours à l'œuvre. Ainsi J.-M. Le Pen continue de plus belle à diviser pour régner selon la méthode qui lui permet de fédérer son parti depuis bientôt vingt-cinq ans ; d'où le maintien de deux instances de pouvoir concurrentes directement placées sous sa responsabilité, les deux Bruno du FN se contrariant mutuellement à tour de rôle.

D'autres nationaux-frontistes détiennent des parcelles de pouvoir grâce à des mandats électifs. Outre près de 240 conseillers régionaux, le FN compte dans ses rangs onze députés européens : les trois incontournables patrons du parti (Le Pen, Gollnisch, Mégret) mais aussi

(J.-C. Martinez, C. Lang (ancien secrétaire général du pouvoir), B. Antony, Y. Blot, J.-M. Le Chevallier, F. Le Rachinel et J.-Y. Le Gallou). Cependant, leur mandat ne leur donne un poids certain dans l'appareil que dans la mesure où ils parviennent à le cumuler à d'autres ressources. De fait, la vraie grande nouveauté de l'année 1995 est évidemment l'élection de J. Bompard à la mairie d'Orange, de D. Simonpiéri à celle de Marignane et surtout celle de J.-M. Le Chevallier à Toulon, dans la treizième ville de France.

Après avoir d'abord tenté de « naviguer » chacun de manière autonome dans leurs villes respectives, en arguant en interne du caractère personnel et électoral de leurs légitimités respectives, les maires FN (tous trois membres « historiques » du parti) ont subi une sérieuse reprise en main de la part de leur patron qui les a engagés à entamer l'application du programme du FN dès octobre 1995. Si l'attention des médias est particulièrement focalisée sur la ville d'Orange du fait de sa tradition culturelle, les méthodes des trois maires FN vont dans le même sens et l'application d'une « préférence nationale » des plus orthodoxes est à l'ordre du jour. Simplement le camouflage est plus ou moins visible selon la personnalité de l'élu. Du coup, alors que J.-M. Le Chevallier et D. Simonpiéri font progresser les thèses du FN de manière relativement discrète, J. Bompard pratique, lui, la politique de la « terre brûlée ». Mais ces deux manières simultanées d'avancer ont toujours été à l'œuvre au sein du FN et l'existence d'un apparent dilemme stratégique respectabilité/démarcation est le grand classique sur lequel se sont toujours appuyés J.-M. Le Pen et ses séides. À chacun de gérer son orthodoxie en fonction du nombre et du type de ses ressources.

Les effets politiques de la nouvelle donne

La cohabitation interne entre membres historiques du parti, trente-naires aux « dents longues », élus régionaux, européens et maires de grandes villes n'est pas plus problématique que dans tout autre parti politique. Sans compter qu'à la différence d'autres appareils partisans le FN fonctionne selon un principe d'autorité que ni l'émergence d'une nouvelle génération de responsables, ni l'élection d'élus d'envergure nationale ne sont parvenus à démentir. C'est que J.-M. Le Pen reste à ce jour le seul fédérateur capable de rassembler ses troupes. Il n'en demeure pas moins que la perspective des législatives de 1998 entraînera forcément des troubles internes, notamment au moment de la distribution des investitures. Ce sont cependant des

troubles classiques dans tout parti politique, qui plus est lorsque s'affrontent des générations successives de fidèles dont les ressources sont différentes. Au bout, le processus de désignation des candidats se fera sous la houlette d'un J.-M. Le Pen incontournable dont procèdent à la fois le comité national d'investiture (assuré par J.-F. Jalkh, en même temps secrétaire national aux élections) et la commission discipline et conciliation (détenue par Y. de Verdilhac). La seule difficulté qui risque de compliquer la donne est assez paradoxale. En effet, la perspective des législatives est, à deux ans de l'échéance, déjà omniprésente dans le débat politique national. De ce fait, elle a pris corps encore plus tôt que d'habitude dans les esprits des responsables du FN qui pensent avoir là une chance électorale historique. C'est que le climat politique après un an de présidence Chirac rend les nationaux-frontistes optimistes quant à leur capacité à troubler le jeu politique encore davantage qu'à l'accoutumée. Les investitures vont donc valoir encore plus cher que d'habitude dans un parti où autrefois il fallut parfois recruter des candidats par petites annonces quand il ne s'agissait pas de faire figurer une famille au grand complet pour parvenir à « boucler » une liste locale.

Toute entente nationale semblant pour lors impossible entre candidats de droite classique et candidats FN, on s'achemine donc sans nul doute vers un nombre important de triangulaires qui viendront accréditer l'idée de la capacité de nuisance accrue du FN. D'où l'affirmation d'une ligne politique « ni droite ni gauche ¹ », qui au-delà du slogan vise à positionner le FN comme la « troisième force », voire la « troisième voie » entre des solutions politiques traditionnelles.

C'est, appuyé sur cette opportunité, que J.-M. Le Pen est reparti très tôt en campagne, singulièrement aidé dans sa tâche par la propension – toujours renouvelée – des acteurs politiques et médiatiques à tomber dans tous les pièges tendus par les membres du FN. De vaines polémiques sémantiques sur le lignage politique du FN qui ne serait pas d'extrême droite en provocations culturelles (de la demande d'interdiction des concerts de NTM – Nique ta mère – à la sélectivité des choix de livres dans la bibliothèque d'Orange) en passant par la profusion de droits de réponse du FN dans la presse écrite et ses

1. Voir notamment l'ouvrage de Samuel Maréchal, *Ni gauche, ni droite... Français*, Paris, Éditions Première ligne, 1994. Cette ligne ne fait pas l'unanimité dans le parti si l'on en juge par les vifs débats qu'elle a suscités, notamment dans les colonnes de *National-Hebdo*, 21-27 décembre 1995.

propos récents sur l'origine étrangère des footballeurs de l'équipe de France (*France-Soir*, 25 juin 1996), J.-M. Le Pen est déjà parvenu à polariser le jeu politique et à contraindre politiques, intellectuels, artistes et journalistes à se positionner par rapport à lui. Si cette tendance se confirme dans les mois qui viennent et s'il se trouve des politiques de droite et de gauche pour penser qu'ils peuvent exister en « faisant leur pelote » avec le FN, J.-M. Le Pen et ses amis ont de beaux jours en perspective.

Sociologie des cadres du FN (1990-1995)

Depuis le milieu des années 1980, le Front national est sorti de son état groupusculaire. Résultats électoraux aidant, le parti créé en 1972 par Jean-Marie Le Pen s'est développé et institutionnalisé. Si l'on ne sait rien du nombre exact de ses adhérents et de leur évolution, quelques signes témoignent du changement opéré à partir de 1984. Interrogés conjointement par la SOFRES et par le CEVIPOF en 1990¹, seuls 15 % des délégués au congrès du FN déclaraient avoir adhéré avant 1981, alors que 13 % avaient rejoint le parti dans les années 1982-1983 (au moment des premiers succès électoraux au niveau local), 22 % en 1984 (européennes), 24 % en 1985-1986 (législatives), enfin 25 % depuis 1987 avec une pointe lors de l'élection présidentielle de 1988 (12 %). Si le processus de recrutement lié aux succès électoraux ne s'est pas démenti, on peut supposer que, depuis 1990, le Front national s'est encore développé, alors que, par ailleurs, il n'a cessé de susciter des réseaux d'influence *via* des associations ou des syndicats créés par lui. À tous les égards, le FN n'a plus rien à voir avec le parti des années soixante-dix² et la sociologie de ses élites et de ses cadres (délégués aux congrès, candidats aux élections) s'est elle aussi transformée (tableau 3).

Étudiant en 1989 les élites du FN, nous décrivions, alors, un parti masculin et jeune. Si le premier trait ne s'est pas démenti, le second en revanche semble avoir disparu. Avec 18 % de femmes parmi les délégués et respectivement 12 et 10 % parmi les candidats aux législatives ou aux cantonales, le parti lepéniste ne se distingue cependant

1. Le questionnaire soumis aux délégués du FN lors de son congrès de 1990 a en effet mêlé des questions proposées par la SOFRES dans le cadre de ses études sur les délégués des partis politiques et d'autres soumises par moi-même dans le cadre d'une étude comparative entre le FN et le Movimento sociale italiano (MSI).

2. Voir *supra*, tableaux 1 à 8, chapitre 5.

Tableau 3. Sociologie des cadres du FN (1990-1994)

	Délégués 1990		Candidats FN 1993 *	Candidats FN 1994 *
	FN *	MSI *		
<i>Sexe</i>				
Homme	82	93	88	90
Femme	18	7	12	10
<i>Age</i>				
Moins de 30 ans	9	23	4	6
30-39 ans	14	28	15	15
40-44 ans	12	15	10	11
45-49 ans	11	8	16	14
50-54 ans	11	6	15	18
55-64 ans	23	14	24	20
65 ans et plus	18	6	16	16
<i>Profession</i>				
Agriculteur	2	2	4	2
Industriel, commerçant, artisan	11	15	19	22
Profession libérale	10	19	15	14
Cadre supérieur	10	8	10	12
Enseignant du second. et du sup.	5	10	8	6
Enseignant du primaire	1	1	2	1
Profession intermédiaire	13		12	13
Employé	6	26	4	2
Ouvrier	1	2	1	1
Autre	—	9	5	6
Inactif	41	8	20	21
<i>Niveau d'instruction</i>				
Primaire	7	1		
Secondaire	28	14		
Technique et commercial	18	19		
Supérieur	47	66		
<i>Niveau de revenu mensuel</i>				
Moins de 10 000 F	27			
10 à 15 000 F	20			
15 à 20 000 F	23			
Plus de 20 000 F	30			
<i>Religion</i>				
Catholique pratiquant régulier	41	52		
Catholique pratiquant irrégulier	35	10		
Catholique non pratiquant	9	31		
Autre religion	7	4		
Sans religion	8	3		

Sources : enquête CEVIPOF/SOFRES 1990 sur les délégués du FN, enquête de Piero Ignazi (1990) sur les délégués du MSI, données du Ministère de l'Intérieur sur les candidats FN 1993 et 1994.

pas profondément de ses homologues de gauche ou de droite¹. Au demeurant, les femmes, y compris au niveau électoral, semblent avoir quelques réticences à rejoindre un parti qui s'oppose aux conquêtes féminines des années soixante-dix et promeut l'image traditionnelle de la mère de famille. Celles qui le font ont un profil conforme à cette image. On constate en effet, et c'est là un trait propre au FN, que 60 % des déléguées et 80 % des candidates de 1993 et 1994 n'exercent pas de profession et que 62 % des déléguées sont catholiques pratiquantes régulières (contre 41 % de l'ensemble des délégués FN).

Le vieillissement semble en revanche une caractéristique de la période la plus récente. 55 et 54 % des candidats aux législatives de 1993 ou aux cantonales de 1994 ont en effet plus de 50 ans. C'est aussi le cas de 52 % des délégués qui, eux, apparaissent particulièrement âgés puisque cette tranche d'âge ne pèse que pour 26 % au sein du Movimento sociale italiano (MSI) mais aussi que pour 31 % au sein du RPR, 33 % au Parti républicain et 46 % au sein du CDS. Il y a là une conséquence des rythmes de recrutement propres au FN. Les vagues d'adhésion de la fin des années quatre-vingt n'ont, en effet, pas spécialement concerné de jeunes militants. Au contraire, l'âge moyen d'adhésion a considérablement augmenté avec le développement de l'organisation. Alors que les adhérents antérieurs à 1981 avaient en moyenne 34 ans lorsqu'ils ont rejoint le parti, ceux des années postérieures ont plus de 45 ans. S'il est vrai que les nouveaux adhérents n'ont majoritairement pas d'expérience partisane antérieure, il n'en reste pas moins que ce sont souvent de vieux routiers de l'extrême droite ou de la « droite nationale », mouvance à laquelle 60 % d'entre eux disent avoir appartenu antérieurement à 1981².

Dans l'ensemble, l'examen des professions exercées tant par les candidats que par les délégués montre l'appartenance du Front national au camp conservateur. On y note tout d'abord l'importance des inactifs liée à la fois à la structure d'âge et à la présence des « femmes au foyer ». On y remarque aussi la sous-représentation des catégories populaires (employés et ouvriers) qui ne représentent que 7 % des délégués, 5 % des candidats aux législatives de 1993 et 3 % de ceux

1. Voir les enquêtes réalisées par la SOFRES auprès des délégués aux congrès du CDS et du parti républicain, du PS et du RPR en 1990, dans SOFRES, *L'état de l'opinion 1991*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 199-234, et *L'état de l'opinion 1992*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 186-197.

2. Colette Ysmal, « Les cadres du Front national : les habits neufs de l'extrême droite », p. 181-196, dans SOFRES, *L'état de l'opinion 1991*, Paris, Le Seuil, 1991.

aux cantonales de 1994 en même temps d'ailleurs que la faible présence des professions intermédiaires. Certes, il y a là un trait constitutif de la plupart des partis politiques français mais il est clair que le parti lepéniste ne parvient pas à donner une place aux groupes sociaux (employés, ouvriers, chômeurs) qui constituent une part importante de son électorat. En revanche, c'est autour des travailleurs indépendants (patrons de l'industrie et du commerce ; membres des professions libérales) et des cadres supérieurs que se situe l'équilibre du FN : ceux-ci représentent, en effet, 36 % des délégués, 52 % et 54 % des candidats de 1993 ou 1994.

Pourtant, en ce domaine, le FN se distingue aussi bien de son homologue italien que de ses concurrents français conservateurs. Il apparaît en effet à la fois moins bourgeois, moins privilégié et moins intellectuel. D'une part, les travailleurs indépendants et les cadres supérieurs y sont sensiblement moins nombreux puisqu'ils composent 52 % des délégués du MSI, 42 % de ceux du RPR et 48 % de ceux du PR et puisqu'ils comptent respectivement pour 77 et 75 % au sein des candidats du RPR et de l'UDF en 1993. D'autre part, les patrons de l'industrie et du commerce, notamment chez les candidats, pèsent particulièrement lourd, alors que les cadres supérieurs, les enseignants et même les membres des professions libérales semblent plus marginaux (25 % parmi les délégués au lieu de 34 % au RPR, 39 % au CDS et au PR et 38 % au MSI). La relative faiblesse du capital intellectuel se lit à travers le taux de personnes ayant fréquenté l'université : 47 %, certes un peu plus qu'au sein du RPR (42 %) mais très loin du PR ou du CDS (56 et 62 %). Enfin, et toutes proportions gardées, les cadres du FN ne sont pas particulièrement aisés : 27 % d'entre eux vivent dans des foyers dont le revenu mensuel n'atteint pas 10 000 F, à l'inverse seuls 30 % gagnent plus de 20 000 F (39 % au RPR ; 43 % au PR et 48 % au CDS).

Au total, la sociologie du Front national s'apparente à celle d'un parti conservateur traditionaliste. Le poids des personnes âgées et peu instruites, des femmes au foyer et des retraités, des petits patrons et des catholiques pratiquants réguliers (41 % des délégués) par ailleurs très attachés à l'Église traditionnelle, ne le prédispose guère à comprendre un monde qui bouge mais plutôt à se replier sur le passé.

VARIATIONS D'UN PROGRAMME DE GOUVERNEMENT ¹

La défense de l'identité nationale

Dans son « Programme de gouvernement » publié en février 1993, *300 mesures pour la renaissance de la France* ², le Front national réaffirme sa raison d'exister, la défense de l'identité nationale : « Le Front national est [...] partisan d'une grande politique centrée sur l'identité nationale, visant à la défense de notre peuple, de notre patrimoine culturel et naturel ainsi qu'au renouvellement des valeurs qui nous ont faits ce que nous sommes. » (PG, p. 23.)

Telle est la voie de la « renaissance française » ou du « redressement national » (PG, p. 19-20). La première partie de ce programme anti-déclin, qui en comporte cinq, est consacrée à « l'identité », et comporte cinq chapitres : « Immigration. Renverser le courant », « Famille. Pour la préférence familiale », « Enseignement. Transmettre le savoir », « Culture. Défendre nos racines », « Environnement. Sauvegarder notre patrimoine ». Les quatre parties suivantes, moins développées que la première, sont dans l'ordre : « la prospérité », « la fraternité », « la sécurité », et « la souveraineté ». Autant de « grandes priorités qui permettront d'assurer la renaissance de la France », et qui doivent se traduire par des « actions prioritaires », énumérées dans la conclusion du programme : la préférence nationale, la réforme du Code de la nationalité, la suppression de la carte de séjour de dix ans renouvelable de plein droit, le revenu maternel ou parental, le chèque scolaire, [...], la peine de mort, la reconnaissance constitutionnelle du pouvoir médiatique (en vue de « mettre un frein [...] à la désinformation »), les référendums (« le recours élargi au référendum ainsi que le référendum d'initiative populaire », en vue de faire prévaloir « les options nationales et identitaires sur les entreprises mondialistes »).

Si l'identité nationale doit être défendue et « protégée », c'est qu'elle est menacée par diverses forces et divers processus, allant dans le sens du déracinement et de l'indistinction planétaire, dont l'immigration est à la fois un indice et un facteur d'accélération. L'ennemi est clairement désigné : « l'oligarchie mondialiste », « l'idéologie

1. Partie rédigée par Pierre-André Taguieff.

2. Bruno Mégret (dir.), *Front national. 300 mesures pour la renaissance de la France. Programme de gouvernement*, Paris, Éditions nationales, février 1993. Les citations qui en sont tirées sont référencées par les initiales PG, suivies du numéro de la page.

mondialiste », bref « le mondialisme » (PG, p. 23). L'alternative stricte et insurmontable est donc l'identité nationale ou le mondialisme. Ce qui revient à poser : nationalisme ou barbarie. Un nationalisme aussi bien culturel et ethnique qu'étatique : il s'agit de « défendre nos racines » tout en surveillant nos frontières, de faire prévaloir l'intérêt national en toutes choses et d'assurer « le retour de la civilisation ». Une politique nationaliste de l'identité se présente à la fois comme une « politique de réaffirmation des frontières stato-nationales, ethniques et culturelles » (PG, p. 18-23).

L'immigration constituant un danger pour l'identité nationale, la pratique politique du principe de la préférence nationale revient à « inverser les flux migratoires », selon une expression routinisée et faussement claire. Traitant des « méfaits de l'immigration », le « programme de gouvernement » du FN en précise d'emblée le principal aspect, à savoir la transformation subreptice et non désirée de la composition ethnique de la population vivant en France : « L'immigration planétaire subie aujourd'hui par la France est d'abord un danger pour l'identité nationale, car elle est en train de modifier en profondeur la nature de la population française. » (PG, p. 30.)

« La population de notre pays est restée homogène depuis ses origines », affirme sans sourciller Bruno Mégret, avant de préciser : « L'identité française est donc également liée au sang¹. » Si l'« immigration planétaire » menace la substance identitaire du peuple français, c'est qu'elle lui est inassimilable. La définition essentialiste de l'identité nationale commande la postulation de catégories d'inassimilables, représentés par divers groupes d'immigrés d'origine non européenne. À suivre les doctrinaires du FN, il y aurait donc deux grandes catégories d'étrangers, les assimilables (d'origine européenne et de religion ou de culture chrétienne, de préférence catholique) et les inassimilables (« les populations du tiers monde »). Le principe de la préférence nationale fonctionne comme un principe de discrimination selon l'origine ethnoculturelle ou l'appartenance civilisationnelle. Les 300 mesures postulent expressément cette vision à la fois essentialiste et discriminatoire : « La France est une nation européenne « venue du fond des âges », fixée depuis plus de deux millénaires [...]. Si elle a pu, depuis le milieu du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle,

1. Bruno Mégret, intervention au colloque « Immigration : les solutions » (Marseille, 16 novembre 1991), publiée sous le titre « Les cinquante propositions de Bruno Mégret », 3^e partie, introduction (*Présent*, 22 novembre 1991, p. 7). Voir B. Mégret, *L'alternative nationale. Les priorités du Front national*, Saint-Cloud, Éditions nationales, 2^e trimestre 1996, p. 79, 157.

absorber des étrangers, ces derniers étaient d'origine européenne, généralement catholique (Italiens, Polonais, Belges, Espagnols, Portugais). Il n'en va pas de même avec l'immigration des vingt dernières années, maghrébine, africaine, turque, indo-pakistanaise : la constitution de ghettos ethniques et la crise des banlieues montrent que les populations du tiers monde ne parviennent pas à s'assimiler. [...] Dès lors que des communautés étrangères s'installent durablement sur le sol français sans s'assimiler, il y a péril pour l'identité française, la paix civile et la souveraineté nationale. » (PG, p. 30-31.)

Le programme du FN présuppose cette vision du monde différentialiste, centrée sur la hantise du contact et du mélange, perçus comme conflictuels et destructeurs : « Aucun peuple ne peut assimiler et intégrer des populations étrangères [...] appartenant à des civilisations totalement différentes de la sienne. » La première conclusion politique en est qu'il faut « mettre en application [...] le principe selon lequel chaque peuple doit disposer d'un territoire qui lui soit propre » (PG, p. 37). Le principe ethno-nationaliste (« un peuple, une culture, un territoire ») doit être respecté pour remonter la pente du « déclin de la France », qui s'explique surtout par le « poids », le « coût » et les effets désintégrateurs de l'« immigration-invasion ». Car, à suivre les doctrinaires du FN, « 7 millions d'immigrés vivent en France, menaçant ainsi à la fois notre identité nationale, notre souveraineté [...], notre paix civile [...], notre sécurité et l'activité professionnelle des Français ¹ ».

Le second axiome politique du FN est que « le peuple français, dans ses profondeurs, adhère aux valeurs qui sont celles de notre combat ». Et le FN affirme prendre « le parti du peuple dont il est issu » (PG, p. 18-19). Le chapitre 18 et dernier du « programme de gouvernement » est significativement consacré au thème « Rendre le pouvoir au peuple ». Le FN y expose une critique de la « démocratie formelle », qui ne serait qu'une « démocratie confisquée », et dénonce « le pouvoir des lobbies, des féodalités et des oligarchies » qui contarie « le libre exercice de la souveraineté populaire » (PG, p. 396-397). Réaffirmer la souveraineté populaire, c'est établir les fondements institutionnels de la « démocratie directe » qui, « en plaçant les pouvoirs publics sous le contrôle du peuple français » et « en donnant aux citoyens, par le moyen de pétitions, l'initiative des lois », permet de rapprocher les gouvernants du peuple ². Il ne s'agit pas seulement

1. « Principes de renaissance nationale », *La lettre de Jean-Marie Le Pen*, 169, janvier 1993, p. 7.

2. 300 mesures..., *op. cit.*, p. 397. D'où la critique de la « démocratie représenta-

d'étendre le champ d'application du référendum : il s'agit surtout d'« inscrire la préférence nationale dans la Constitution » et de « créer le référendum d'initiative populaire ». Par l'effet de ces nouvelles pratiques et procédures, « les lobbies, les partis et l'ensemble de l'oligarchie ne pourront plus imposer leur volonté contre celle du peuple » (PG, p. 399, 401 et 410). La question de l'immigration ou celle de la peine de mort pourraient faire l'objet d'un référendum.

Une troisième conclusion politique est déduite par le FN de sa vision différentialiste du monde. Il s'agit donc d'« organiser le retour des immigrés dans leur pays d'origine » (PG, p. 38) : telle est la traduction, en langage euphémisé, de l'appel lepéniste à un « nettoyage ethnique » de la France. L'expulsion des indésirables, définie par leur origine non européenne, est le mot d'ordre conclusif, logiquement déductible du postulat d'inassimilabilité radicale de catégories ethniques/culturelles essentialisées. Si « être français cela s'hérite ou cela se mérite » (PG, p. 38), principe impliquant le rejet du droit du sol, la plupart des immigrés d'origine non européenne sont à considérer comme imméritants, c'est-à-dire comme « indésirables ». Le « retour au pays » de ces derniers doit trouver son fondement légal dans une réforme du Code de la nationalité ordonnée au seul droit du sang. Le mode « normal » d'acquisition de la nationalité française est donc la filiation, la naturalisation ne devant intervenir qu'à titre de procédure exceptionnelle, soumise à de multiples conditions censées mesurer l'assimilabilité du candidat : maîtriser la langue française, satisfaire à une enquête de moralité, prêter serment de fidélité et de service à la communauté nationale, passer par une « période probatoire » (PG, p. 39-40). Pour « arrêter toute nouvelle immigration », le FN propose de « mettre fin au regroupement familial », de « rendre impossible la double nationalité » et de « réformer le droit d'asile » (PG, p. 44-45), mais surtout, à suivre Bruno Mégret, il conviendrait de « remettre en cause les naturalisations accordées depuis 1974¹ ». Voilà qui confirme la visée discriminatoire de la politique lepéniste de l'immigration : la sélection des candidats à la nationalité française s'opère sur la base d'une discrimination selon l'origine ethnique, culturelle, nationale, civilisationnelle.

tive » ; cf. Jean-Yves Le Gallou, *Le livre Bleu-Blanc-Rouge. Plaidoyer pour une région enracinée*, Paris, Éditions nationales, 1991, p. 241-242.

1. B. Mégret, « Les cinquante propositions... », II^e partie, § 13. Voir aussi Jean-Yves Le Gallou, Philippe Olivier, *Immigration. Le Front national fait le point*, Paris, Éditions nationales/Centre d'études et d'argumentaires, janvier 1992, p. 33 et suiv., p. 81 et suiv.

La nationalisation du social

Depuis la parution des *300 mesures*, le FN s'est efforcé de fidéliser et d'élargir son nouvel électorat populaire par une « dédroitisation » de son image et une « socialisation » de son programme. Jusqu'à sa campagne présidentielle de 1988, Le Pen défendait un programme aux orientations ultralibérales, impliquant le démantèlement du système de protection sociale à la française. Un tournant s'est opéré en 1993, accentué en 1995 et radicalisé en 1996, avec la tentative de réinscrire des mesures sociales dans le cadre défini par la préférence nationale. Ce programme marque, par son contenu social, une rupture avec les orientations conservatrices-réactionnaires du passé. On y rencontre notamment la défense de la semaine de 39 heures et des cinq semaines de congés payés (PG, p. 228) ; la proposition d'améliorer le statut social des fonctionnaires, dont « des catégories entières [...] sont pour la plupart en voie de prolétarianisation ¹ » (PG, p. 230) ; l'appel à revaloriser les bas salaires (PG, p. 227) ; le projet de réhabiliter les zones urbaines sinistrées (PG, p. 116) ; la proposition de réaffirmer le SMIC (PG, p. 227), et celle de le porter à 7 000 F, slogan lancé lors de la fête nationale du 1^{er} mai 1996, repris par le Front national de la jeunesse lors de sa XII^e Université d'été, organisée du 12 au 19 juillet 1996 autour du thème : « Contre la fracture : justice sociale, sécurité nationale ».

Le discours prononcé par Le Pen le 1^{er} mai, à l'occasion de la « fête du travail et des travailleurs », et reproduit dans le numéro de *Présent* du 3 mai 1996, montre que le leader nationaliste, célébrant les protestations légitimes, les conquêtes et les victoires des travailleurs, s'efforce d'adapter sa thématique à l'imaginaire et aux attentes des classes populaires : « Cette fête nationale du 1^{er} Mai, cette fête du travail et des travailleurs a vu en d'autres temps la protestation passionnée et souvent violente de ceux qui, pour vivre, devraient vendre leur force de travail à un prix souvent dérisoire. Même si ces pulsions légitimes furent utilisées à des fins partisans et manipulées sans vergogne [...], il convient de saluer ici la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, plus de sécurité, plus de liberté dans le travail. »

Le Pen part d'un constat : « Aujourd'hui, ce n'est plus le travail qui opprime, mais le chômage. Mais le chômage n'est lui-même que l'effet d'un véritable complot : le mondialisme », dont les bénéficiaires et les instigateurs constituent « une minorité anonyme et conquérante » qui,

1. Samuel Maréchal, président du FNJ, lors de la XII^e Université de celui-ci, 12-19 juillet 1996.

par les « transferts financiers massifs de la spéculation », vise à « générer, sans contrôle, les plus grands profits possibles ». Les organisateurs du « complot mondialiste », c'est-à-dire « les tenants du Nouvel Ordre Mondial », veulent « parvenir à une domination complète de la planète dans tous les domaines ». Ils s'emploient à détruire les nations, à supprimer les frontières et les préférences nationales », à mettre en place des « politiques antinationalistes, d'immigration et de naturalisation massive ». En reconnaissant le « caractère sacré de la vie », le FN s'élève contre le recours à l'IVG et propose diverses mesures pour « encourager de nouvelles naissances » (PG, p. 58-60). S'il faut respecter le principe de la préférence familiale, il faut par ailleurs « assurer aux Français la priorité de l'emploi » (PG, p. 249), en application du principe de la préférence nationale. Ce qui implique d'abord de pratiquer « la préférence étrangère pour les licenciements », ensuite d'« organiser le départ des immigrés pour réduire le nombre des demandeurs d'emploi » (PG, p. 250).

On notera que, dans le cadre de cette « nationalisation » du social, la défense des acquis sociaux à la française implique une forme de protectionnisme parfaitement congruente avec la récusation, de plus en plus fortement affirmée, du « libre-échangeisme sans frein » qui « détruit les économies nationales au seul profit de l'idéologie cosmopolite » (PG, p. 127). Il faut donc mettre « l'économie au service de la nation » (PG, p. 137), la soumettre au principe de la préférence nationale. La position anti-mondialiste se traduit dès lors de moins en moins par un anti-internationalisme, composante d'un anticommunisme radical, et de plus en plus par un anti-libéralisme économique, visant en même temps les élites dirigeantes qui ont « trahi », et sont devenues les « valets » du complot mondialiste. C'est là le propre du néo-nationalisme ethnique qui, en réaction contre une « mondialisation » satanisée, paraît en cours d'autodéfinition.

Ni droite, ni gauche

Ce dont témoignent les diverses tentatives de repositionnement politique du FN, inséparables des reformulations de ses orientations tactico-stratégiques : de la « droite nationale populaire et sociale » réaffirmée en 1991 dans *Militer au Front*, en passant par une fugace autoprésention en « populiste » (« Populiste et fier de l'être » : thème de la X^e Université d'été du FNJ, tenue du 15 au 22 juillet 1994), jusqu'au slogan « ni droite, ni gauche... Français ! », lancé lors de la XI^e Université d'été du FNJ (1995). Le 1^{er} mai 1995, lors de la fête

de Jeanne d'Arc, Le Pen avait légitimé la « nouvelle stratégie » visant à donner une identité politique « dédroitisée » au FN, se posant en force de recours dans la perspective d'un échec de la droite au pouvoir : « Le Front national n'est pas un parti de droite, mais celui de la France ». Que droite et gauche s'équivalaient dans l'illusion et dans l'échec, c'était déjà le sens de l'expression polémique « la bande des Quatre ». Par le « Ni droite, ni gauche », le « mouvement national » s'affirme comme tel, se pose en force nouvelle d'alternance, dans le cadre d'une nouvelle bipolarité, du type « Front national *versus* Front républicain (droite et gauche mêlées) ». Le projet nationaliste à contenu social se situe par-delà le clivage droite/gauche, classé parmi les « fractures » désuètes. Il s'agit surtout de lutter contre la « fracture nationale », en édifant « une véritable cohésion populaire » et en réalisant la « justice sociale », afin de faire apparaître l'« alternative nationale politique »¹. Le 28 juin 1996, à l'occasion du sommet du G7, le Front national publie un communiqué montrant clairement sa volonté de monopoliser la critique du « capitalisme apatride, machine à broyer les peuples », et du « libre-échangeisme » : « Seul défenseur des travailleurs français, premier parti ouvrier de France, le Front national rappelle une nouvelle fois que le seul véritable clivage oppose dorénavant les défenseurs de la nation aux sectateurs du mondialisme. Il ne pourra y avoir de redressement de notre économie sans protection de nos frontières, sans instauration de la préférence nationale, sans surtout un authentique sursaut politique. » (*Présent*, 28 juin 1995, p. 1.)

La « dédroitisation » du FN est en même temps une tentative de désextrémisation de son image publique : s'il n'est pas de droite, le FN ne saurait non plus être d'extrême droite. L'idée maîtresse de la « politique générale » du FN, le premier objectif de son programme est « la défense de la nation », rappelle Le Pen dans son discours prononcé le 13 juillet 1996 à la XII^e Université d'été du FNJ, avant d'en inférer, selon une singulière logique, que le FN « n'avait donc

1. « Contre la fracture : justice sociale, sécurité nationale. Communiqué du FNJ », *Présent*, 3616, 29 juin 1996, p. 3 ; « “Ni droite, ni gauche” suite... », *National-Hebdo*, 625, 11-17 juillet 1996, p. 7. Samuel Maréchal, *Ni droite, ni gauche... Français ! Contre la pensée unique : L'autre politique*, préface d'Antoine Gaudino, Paris, Éditions Première Ligne, novembre 1995 ; « Un interview du “patron” du Front national de la Jeunesse », *Présent*, 3490, 28 décembre 1995, p. 6. Ni B. Mégret ni Jean Madiran (directeur politique de *Présent*) ni Martin Peltier (directeur de la rédaction de *National-Hebdo*) ne suivent jusqu'au bout S. Maréchal dans son entreprise de « dédroitisation » et de définition d'une troisième voie ; cf. M. Peltier, « Un slogan qui demande à être précisé », *National-Hebdo*, 596, 21-27 décembre 1995, p. 15.

rien à voir avec un parti d'extrême droite ¹ ». En 1984, dans *Les Français d'abord*, Le Pen affirmait : « Je suis un homme de droite, fier de l'être, d'origine populaire ² ». Quel démon stratégique l'a donc poussé à se montrer honteux de son droitisme ?

DES TERRAINS CONTRASTÉS ³

Le reflux parisien

Aux élections européennes de 1984, la capitale majorait la percée électorale du FN, en donnant à la liste conduite par Jean-Marie Le Pen plus de 15 % des suffrages exprimés, soit 4 points au-dessus de sa moyenne nationale. Depuis, l'écart s'est progressivement réduit, puis inversé, atteignant au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 une ampleur record de - 6 points (tableau 4). C'est un recul général, qui touche peu ou prou tous les arrondissements parisiens (tableau 5).

Tableau 4. Le vote FN à Paris et en métropole de 1984 à 1986 (% suffrages exprimés)

Élections :	Métropole	Paris	Écart
Européennes 1984	11,1	15,2	+ 4,1
Législatives 1986	9,9	11,0	+ 1,1
Présidentielle 1988	14,6	13,4	- 1,2
Législatives 1988	9,7	9,9	+ 0,2
Européennes 1989	11,8	14,1	+ 2,3
Législatives 1993	12,7	11,1	- 1,6
Européennes 1994	10,6	9,3	- 1,3
Présidentielle 1995	15,3	9,3	- 6,0

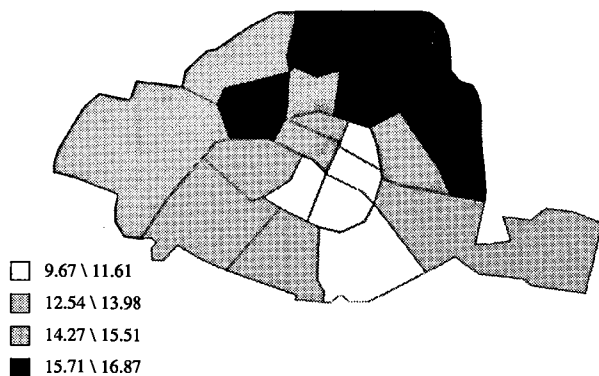
Source : Fichier électoral EDEN-CEVIPOF (1^{er} tours ou tours uniques)

1. Julie Forestier, « Le Pen à l'Université d'été du FNJ », *Présent*, 3627, 16 juillet 1996, p. 8. Jean Madiran s'est fait une spécialité de récuser l'expression d'« extrême droite », depuis 1981 (*Extrême droite ? Ah non, assez !*, brochure publiée par *Présent*, 3^e trimestre 1991, 34 p.). Depuis 1992-1993, J.-M. Le Pen est souvent intervenu dans ce sens ; voir par exemple la mise au point parue dans *Le Monde*, daté du 19-20 novembre 1995, p. 13 (« Le Front national récuse la qualification d'extrême droite »). Cf. S. Maréchal, *Ni droite, ni gauche... Français, op. cit.*, p. 42-52.

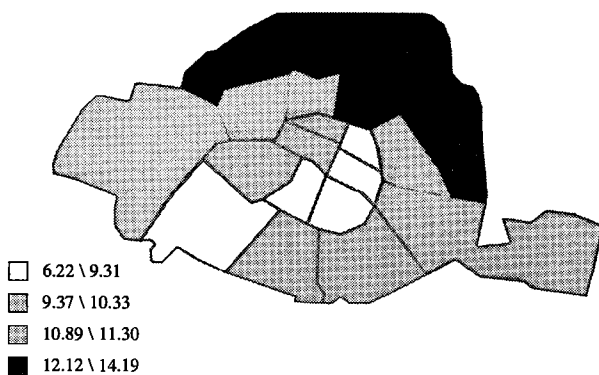
2. J.-M. Le Pen, *Les Français d'abord*, Paris, Carrère/Lafon, 1984, p. 172.

3. Partie rédigée par Nonna Mayer pour Paris, Colette Ysmal pour les « terres de mission » et Jean Viard pour Toulon, Orange et Marignane.

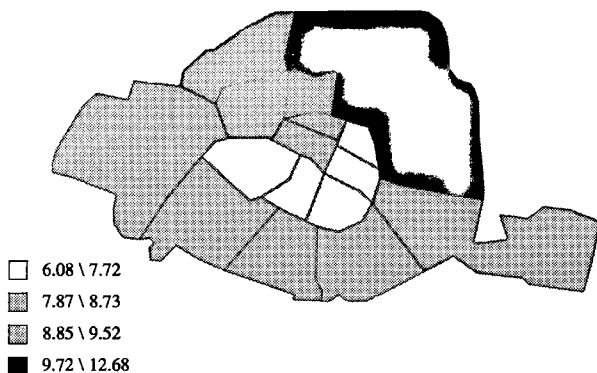
Élections européennes 1989 liste Front national



Élections législatives 1993 le Front national



Élections européennes 1994 liste Front national



Élection présidentielle 1995 Le Pen

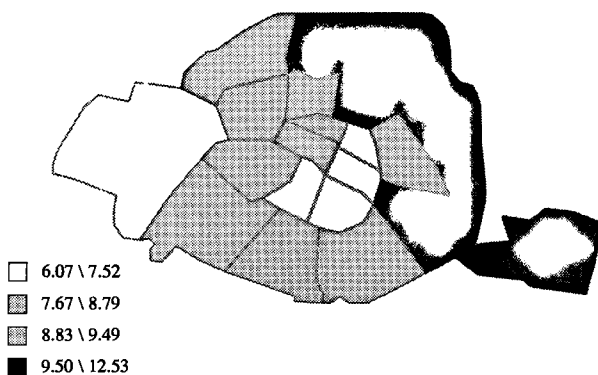


Tableau 5. Le vote FN à Paris par arrondissement de 1989 à 1995
 (% suffrages exprimés)

Arrondissement	Prés. 88	Euro. 89	Lég. 93	Euro. 94	Prés. 95	Écart 88-93	Écart 89-94	Écart 88-95
1 ^{er}	12,8	14,4	10,3	8,7	9,0	+ 1,0	- 5,6	- 3,8
2 ^e	13,9	13,9	10,3	9,4	8,8	- 0,1	- 4,5	- 5,1
3 ^e	11,7	11,5	7,6	7,3	7,1	- 0,3	- 4,3	- 4,6
4 ^e	10,6	11,3	8,6	6,6	6,9	+ 0,9	- 4,7	- 3,6
5 ^e	9,3	9,7	6,2	6,1	6,2	+ 0,6	- 3,6	- 3,1
6 ^e	9,1	11,2	7,4	6,4	6,1	+ 0,2	- 4,9	- 3,0
7 ^e	10,9	14,0	9,4	7,7	7,7	+ 0,8	- 6,3	- 3,2
8 ^e	12,7	15,8	11,0	8,9	8,7	- 0,6	- 7,0	- 3,1
9 ^e	14,0	15,2	10,9	9,2	8,8	+ 0,6	- 6,0	- 5,2
10 ^e	15,8	15,9	13,2	11,3	10,3	+ 1,3	- 4,6	- 5,5
11 ^e	14,7	14,3	11,3	9,7	9,2	+ 1,1	- 4,6	- 5,6
12 ^e	13,7	13,9	11,1	9,5	9,5	+ 1,2	- 4,4	- 4,2
13 ^e	12,1	11,6	9,9	8,7	9,2	+ 2,2	- 2,9	- 2,9
14 ^e	11,7	12,5	10,2	8,5	8,5	+ 1,9	- 4,0	- 3,3
15 ^e	11,4	12,7	9,3	7,9	7,9	+ 0,6	- 4,8	- 3,5
16 ^e	11,2	15,1	11,3	7,9	7,5	+ 0,7	- 7,2	- 3,7
17 ^e	14,0	15,5	12,1	9,5	9,5	+ 1,1	- 6,0	- 4,5
18 ^e	17,9	16,9	14,2	12,7	12,5	+ 1,2	- 4,2	- 5,4
19 ^e	16,4	16,4	14,1	12,0	11,7	+ 1,7	- 4,3	- 4,7
20 ^e	16,5	15,7	13,8	11,4	11,7	+ 0,9	- 4,3	- 4,8
Paris	13,4	14,1	11,1	9,3	9,3	+ 1,2	- 4,8	- 4,1

Source : Fichier électoral EDEN-CEVIPOF.

Si le niveau du vote FN baisse, sa structure géographique a toutefois peu varié depuis les législatives de 1986¹. Celles-ci marquent la percée électorale du parti lepéniste dans les quartiers populaires du nord-est de la capitale (cartes 6-9), et son recul relatif dans les quartiers bourgeois de l'est et du centre, où il faisait ses meilleurs scores en 1984. Depuis, quelle que soit l'élection, ce sont les 18^e, 19^e, 20^e et 10^e arrondissements qui donnent le plus de voix au Front national (tableaux 5 et 6). Ils cumulent les facteurs – forte présence immigrée, taux de chômage élevé, sur-représentation des ouvriers et des employés – favorables à un tel vote. Inversement, on retrouve systématiquement les arrondissements du 5^e, du 6^e, du 4^e et du 3^e dans le quartile inférieur des arrondissements classés par niveau décroissant

1. Cf. *supra*, chap. 12.

Tableau 6. Classement des arrondissements par niveau décroissant de vote FN (% exprimés)

Rang	Prés. 1988	Euro. 1989	Lég. 1993	Euro. 1994	Prés. 1995
1	18 ^e	18 ^e	18 ^e	18 ^e	18 ^e
2	20 ^e	19 ^e	19 ^e	19 ^e	19 ^e
3	19 ^e	10 ^e	20 ^e	20 ^e	20 ^e
4	10 ^e	8 ^e	10 ^e	10 ^e	10 ^e
5	11 ^e	20 ^e	17 ^e	11 ^e	12 ^e
6	17 ^e	17 ^e	11 ^e	17 ^e	16 ^e
7	9 ^e	9 ^e	16 ^e	12 ^e	13 ^e
8	2 ^e	16 ^e	12 ^e	2 ^e	11 ^e
9	12 ^e	1 ^{er}	8 ^e	9 ^e	1 ^{er}
10	1 ^{er}	11 ^e	9 ^e	8 ^e	9 ^e
11	8 ^e	7 ^e	1 ^{er}	1 ^{er}	2 ^e
12	13 ^e	2 ^e	2 ^e	13 ^e	8 ^e
13	14 ^e	12 ^e	14 ^e	14 ^e	14 ^e
14	3 ^e	15 ^e	13 ^e	15 ^e	15 ^e
15	15 ^e	14 ^e	7 ^e	16 ^e	7 ^e
16	16 ^e	13 ^e	15 ^e	7 ^e	16 ^e
17	7 ^e	3 ^e	4 ^e	3 ^e	3 ^e
18	4 ^e	4 ^e	3 ^e	4 ^e	4 ^e
19	5 ^e	6 ^e	6 ^e	6 ^e	5 ^e
20	6 ^e	5 ^e	5 ^e	5 ^e	6 ^e

Sources : Fichier électoral EDEN-CEVIPOF.

de vote FN (tableaux 5 et 6). Comparés à ceux du nord-est, ce sont des quartiers bourgeois, qu'on le mesure par le taux d'occupation des logements, le poids des classes moyennes et supérieures, ou le nombre de voitures par foyer. Mais il s'agit d'une population plus intellectuelle que celle de l'ouest ou du centre, si l'on en juge par le poids des enseignants, des hauts fonctionnaires, des professions libérales et des professionnels de l'information, de l'art et des spectacles, comparé à celui des patrons et des cadres d'entreprise. Or ce sont plutôt les catégories peu instruites qui adhèrent au discours anti-immigrés du FN et, depuis 1986, toutes les enquêtes montrent une liaison négative entre niveau de diplôme et vote Le Pen¹. L'implantation électorale du FN à Paris garde ses contrastes, même si la tendance sur le long

1. En 1995, moins d'un électeur de Le Pen à l'élection présidentielle sur quatre déclare un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat, proportion plus faible que dans tous les autres électors, même à gauche. Cf. Nonna Mayer, « Le vote Le Pen en 1995 », *Quintessences*, 6, janvier 1996, p. 1-3. Sur l'élection présidentielle de 1988 voir Nonna Mayer, Pascal Perrineau, « Pourquoi votent-ils pour le Front national ? », *Pouvoirs*, 58, 1990, p. 163-184.

terme est à une relative homogénéisation des votes, à un resserrement des écarts d'un arrondissement à l'autre ¹.

Chaque élection a sa spécificité. Les Européennes intéressent peu les Français et elles n'ont pas d'incidence directe sur la vie politique intérieure. Elles sont donc propices aux défoulements électoraux. On note que les électeurs des quartiers bourgeois s'y mobilisent beaucoup plus que ceux des quartiers populaires, et que le niveau du vote Le Pen, en 1989 comme en 1984, y est nettement plus élevé que pour des élections législatives ou présidentielle (tableau 5) ². Ainsi, en 1984, le 8^e arrondissement arrive en tête des arrondissements classés par niveau décroissant de vote Le Pen. En 1989, il est encore au quatrième rang, tandis qu'il dégringole à la neuvième place lors des législatives de 1993, et aux onzième et douzième rangs lors des deux scrutins présidentiels (tableau 6). De même le 16^e arrondissement, qui vient respectivement aux cinquième et huitième rangs lors des européennes de 1984 et 1989, se retrouve au seizième rang pour les deux scrutins présidentiels. Si le phénomène ne se reproduit pas aux européennes de 1994, c'est à cause de la candidature de Philippe de Villiers, qui obtient des scores supérieurs à 20 % dans les 8^e et 16^e arrondissements, récupérant au détriment du FN le vote protestataire des beaux quartiers. Dans les quartiers populaires en revanche, c'est l'effet Chirac qui, en 1995, trouble le jeu. Si les arrondissements du nord-est restent en tête du classement par niveau décroissant du vote Le Pen (tableau 6), c'est dans ces arrondissements qu'entre 1988 et 1995 le recul de ce vote est le plus marqué. Les électeurs n'y sont pas restés insensibles à la campagne du candidat, axée sur la réduction de la fracture sociale, et c'est là que Jacques Chirac a le plus progressé.

Ces résultats confirment que la présence des immigrés ne suffit pas à expliquer le vote pour le parti de Jean-Marie Le Pen. Alors que Paris, après la Seine-Saint-Denis, reste le département qui compte le plus d'étrangers dans sa population, et que leur poids y a même augmenté du recensement de 1982 à celui de 1990 ³, l'influence électorale du FN

1. C'est ce qu'illustre la baisse de l'écart-type (mesure de la dispersion d'une série statistique), de la distribution du vote FN par arrondissement, passé de 2,35 à la présidentielle de 1988 à 1,7 en 1995.

2. Si on cartographie le vote Le Pen mesuré en pourcentage des inscrits au niveau des quatre-vingts quartiers de la capitale, comme en 1984 ce sont les quartiers bourgeois que l'on trouve dans le premier quartile. Voir Nonna Mayer, « Presence of Immigrants and National Front Vote : the Case of Paris (1984-1989) », *National Political Science Review*, 3, 1992, p. 116.

3. Cf. Jérôme Harnois, « La localisation des étrangers en France », *INSEE Première*, 177, janvier 1992.

y décline régulièrement. En 1984, Paris était au neuvième rang des départements classés par niveau décroissant de vote FN. En 1986, il passe au vingtième rang, aux législatives de 1988 au trentième, au cinquante-troisième pour la présidentielle de 1988 et au quatre-vingt-troisième en 1995. De même, alors que la proportion d'étrangers a augmenté essentiellement dans les 10^e, 18^e et 19^e, c'est là que le vote Le Pen a le plus décliné d'une élection présidentielle à l'autre (tableau 5). Pour expliquer ces évolutions, il faut manifestement prendre en compte d'autres facteurs que le poids de l'immigration ou même la structure sociale des quartiers, en particulier les facteurs politiques comme la nature de l'élection ou la configuration des candidatures.

Les « terres de mission » (1988-1995)

Si la progression électorale du Front national entre 1988 et 1995 n'a pas épargné ses zones de faiblesse, elle n'a pas affecté la structure d'ensemble. Les départements qui, entre 1988 et 1995, ont constamment ou presque appartenu au quartile inférieur¹ de la distribution des suffrages du FN (carte 10), sont à peu près les mêmes que ceux de la période 1984-1988. Vingt départements sont communs : trois disparaissent (l'Allier, le Maine-et-Loire et la Sarthe) ; apparaissent, en revanche, la Haute-Corse, la Loire-Atlantique et les Pyrénées-Atlantiques. Ce sont ces vingt départements qui seront ici considérés comme

Tableau 7. Résultats du FN dans ses zones de faiblesse (1984-1995) *

	% des exprimés	Différence Résultats nationaux
Européennes 1984	6,1	- 5
Législatives 1986	4,7	- 4,2
Présidentielle 1988	8,8	- 5,8
Législatives 1988	4,6	- 5,3
Européennes 1989	6,8	- 5
Régionales 1992	7,8	- 6,1
Législatives 1993	6,8	- 5,9
Européennes 1994	5,5	- 5,1
Présidentielle 1994	8,6	- 6,7

* Premiers tours ou tours uniques.

1. L'ensemble des 96 départements métropolitains est divisé en quatre parts égales (24 dans chacune) appelées quartile. Le quartile inférieur est celui où une force politique – en l'occurrence ici le FN – obtient ses plus mauvais résultats.

Tableau 8. Indices de corrélation par cantons (1984-1995)

Élections	Ensemble	Zones de faiblesse	Ariège	Vendée
FN 1986 – Le Pen 1988	92	76	88	66
Le Pen 1988 – Le Pen 1989	83	66	91	86
Le Pen 1988 – FN 1992	90	66	95	92
Le Pen 1988 – FN 1993	85	57	92	81
Le Pen 1988 – Le Pen 1994	87	74	93	81
Le Pen 1988 – Le Pen 1995	86	79	90	87
Le Pen 1989 – FN 1992	84	75	91	86
Le Pen 1989 – FN 1993	78	52	86	87
Le Pen 1989 – Le Pen 1994	79	72	93	90
Le Pen 1989 – Le Pen 1995	67	63	94	87
FN 1992 – FN 1993	92	84	93	79
FN 1992 – Le Pen 1994	90	76	93	83
FN 1992 – Le Pen 1995	81	72	89	91
FN 1993 – Le Pen 1994	90	72	90	87
FN 1993 – Le Pen 1995	81	69	90	95
Le Pen 1994 – Le Pen 1995	91	81	95	92

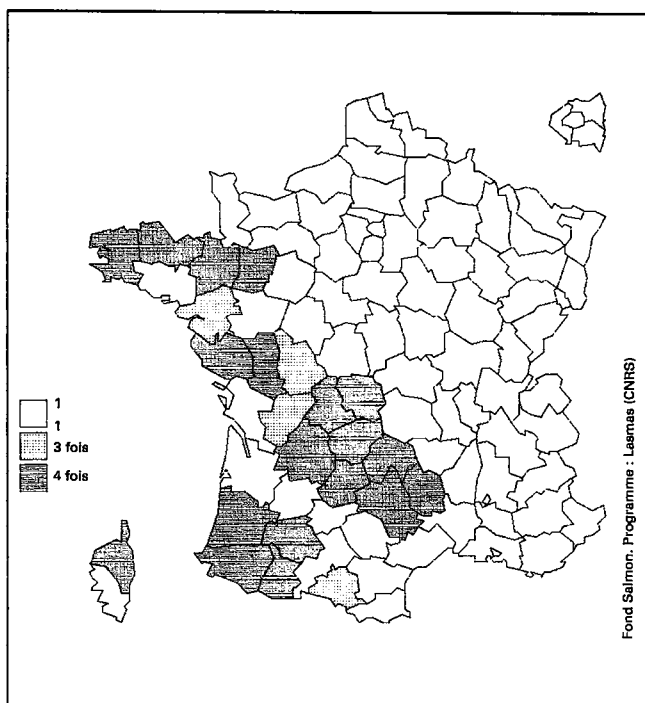
les « terres de mission du FN ». Le tableau 7 confirme que l'écart entre les résultats du parti lepéniste dans ces unités et dans l'ensemble de la France métropolitaine est resté relativement constant et qu'il traduit une forte zone de résistance à l'influence électorale du FN.

À regarder les résultats aussi bien que les écarts, on note aussi une certaine instabilité du vote que confirme le tableau 8 présentant, au niveau cantonal, les indices de corrélation entre les votes pour le FN par paires de scrutin¹. Alors que dans l'ensemble de la France les structures territoriales du vote d'extrême droite ne changent guère – dont témoignent les hauts indices de corrélation –, il semble que le vote reste dans les terres de mission plus erratique. D'une part, les indices de corrélation sont en général plus bas ; d'autre part, même en retrait, ils n'obéissent pas à la logique générale. On a le sentiment que le parti dirigé par Jean-Marie Le Pen n'arrive pas à optimiser son capital électoral dès lors que l'on passe d'élections se déroulant dans le cadre national (présidentielle ou européennes) ou à la proportionnelle (régionales) à des scrutins organisés au scrutin uninominal à deux tours dans les circonscriptions. Les indices de corrélation sont, en effet, particulièrement faibles entre le vote Le Pen en 1988 et le vote FN en 1993 (57), entre le vote Le Pen en 1989 et le vote FN en

1. Il n'a pas été possible de calculer les indices de corrélation avec les élections antérieures à 1986 dans la mesure où les résultats par cantons ne sont pas disponibles.

1993 (52) et entre le vote FN en 1993 et le vote Le Pen en 1995 (69). Tout semble se passer comme si le poids des élites locales issues du RPR et de l'UDF, couplé avec sans doute des difficultés d'implantation d'un personnel FN, freinait l'influence du parti lepéniste.

Carte 10 : Zones de faiblesse du FN (1989-1995)



On ne peut cependant pas ignorer le processus d'homogénéisation qui est, depuis la période 1984-1988, aussi à l'œuvre. D'une part, s'ils restent un peu plus bas, les indices de corrélations par département, circonscription et ville se sont améliorés depuis 1998 ; d'autre part, la différence entre les villes et les campagnes s'est nettement réduite : alors qu'elle atteignait, dans les villes de plus de 9 000 habitants, presque cinq points entre 1984 et 1988, elle se situe désormais autour

de deux points (9,3 % des s.e. aux régionales de 1992 contre 79,1 ; 7,8 % en 1993 au lieu de 6 % ; 6,4 % aux européennes de 1989 contre 5,1 % et, à la présidentielle de 1995, 9,9 % au lieu de 8 %).

Les résultats du FN dans les deux départements que nous avons choisis en 1989, pour illustrer les conditions de l'implantation du FN dans un département de gauche (l'Ariège) et un autre de droite (la Vendée), confirment aussi la constitution d'un électorat d'extrême droite assez étranger aux évolutions des autres forces politiques. En Ariège (tableau 9), le recul de la gauche, sensible dès les régionales de 1992, confirmé aux législatives de 1993 et aux européennes de 1994, profite essentiellement aux écologistes et à la droite modérée mais pas au FN. L'analyse par canton montre une très grande stabilité du vote d'extrême droite (tableau 8), juste troublée en 1994 par la réussite des listes Chasse, Pêche Nature et Tradition dont les électeurs en 1995 semblent se redistribuer marginalement sur E. Balladur, Jacques Chirac ou Philippe de Villiers, et plus fortement sur le FN. De fait, les zones de force restent les mêmes puisque sur les sept cantons qui appartenaient en 1988 aux bastions ariégeois de l'extrême droite (Ax-les-Thermes, Lavelanet, Mirepoix, Pamiers Est et Ouest, Saverdun et Tarascon-sur-Ariège), seul celui de Tarascon a disparu en 1995 au profit de celui de Les Cabannes proche d'Ax-les-Thermes.

La situation n'est guère différente en Vendée (tableau 10) en dépit de la présence en 1994 et en 1995 de Philippe de Villiers, député de la 4^e circonscription et qui chasse sur les terres du FN. Sans doute, celui-ci perd-il entre 1993 et 1994 3,7 points (de 8,3 % des s.e. à 4,6 %), mais il serait aventureux de ne pas voir dans ce recul un effet de la multiplication des listes et de la ponction exercée par d'autres candidats protestataires ou « hors système ». Si l'on se concentre sur les résultats de 1995 qui ont l'avantage de mettre hors du jeu les candidats marginaux, on peut voir que le FN ne retrouve pas en Vendée son score de 1988 (7,3 % contre 8,7 %). Le recul est toutefois très faible et si les électeurs du FN contribuent au succès du député de la Vendée c'est d'une manière très marginale et sans commune mesure avec l'apport des électeurs issus de la droite modérée. En 1994 et 1995, le FN obtient ses plus mauvais résultats dans la 4^e circonscription, mais ce n'est pas là une surprise. Depuis 1986, cela a toujours été le cas si bien que l'on pourrait affirmer que la présence de Philippe de Villiers bloque l'expansion du FN (8,9 % en 1988, 5,7 % en 1993, 3,8 % en 1994 et 6,5 % en 1995) comme il favorise le transfert d'électeurs du FN vers lui : dans sa circonscription, le recul du FN est, en effet, de 2,8 points par rapport à 1988 (1,4 % dans l'en-

semble). Dans les autres circonscriptions et dans les cantons qui leur appartiennent, il n'y a aucun lien entre les évolutions du score du FN et ceux de Philippe de Villiers. Tout se passe comme si le FN avait établi son territoire sur les lieux distingués en 1988 ou en 1989

Tableau 9. Résultats du FN en Ariège (en % des exprimés)

	Gauche	Écologistes	Droite modérée	Front national	Autres
Européennes 1984	55,8	2,8	32,3	6,8	2,3
Législatives 1986	64,4	—	31,1	4,5	—
Présidentielle 1988	57,6	3,5	28,6	10,3	—
Législatives 1988	66,2	—	27,7	6,1	—
Européennes 1989	50,9	9,6	24,4	8,0	7,1
Régionales 1992	42,5	9,6	38,3	8,4	1,2
Législatives 1993	47,7	6,7	34,2	8,5	2,9
Européennes 1994	49,8	3,4	33,4	5,7	7,7
Présidentielle 1995	51,2	3,5	34,4	10,5	0,4

Tableau 10. Résultats du FN en Vendée (en % des exprimés)

	Gauche	Écologistes	Droite modérée	Front national	Autres
Européennes 1984	29,7	3,1	56,3	6,1	4,8
Législatives 1986	34,1	—	60,7	5,2	—
Présidentielle 1988	38,9	3,9	48,5	8,7	—
Législatives 1988	39,3	—	55,7	6,5	—
Européennes 1989	27,9	9,4	48,7	9,2	7,6
Régionales 1992	23,7	17,2	50,0	9,2	—
Législatives 1993	21,8	8,6	57,9	8,3	3,4
Européennes 1994	27,5	4,0	55,4	4,6	8,5
Présidentielle 1995	28,7	3,3	60,4	7,3	0,3

et qui se déploierait essentiellement sur la côte atlantique. Là un Philippe de Villiers, issu de la Vendée profonde, ne peut guère contrôler des électeurs sans doute plus inquiets sur leur sort que sur la pérennité des idées contre-révolutionnaires.

Dans ces « terres de missions », le FN fait aussi son chemin et organise un électorat qui, pour être moins impressionnant en nombre, apparaît néanmoins structuré et vraisemblablement motivé. Une fois constitué, l'électorat du FN reste relativement imperméable aux appels qui peuvent lui être adressés notamment de la part de la droite modérée. Le cas de la Vendée reste, de ce point de vue, assez exemplaire.

Toulon, Orange et Marignane, un 18 juin pas comme les autres

Les élections municipales de juin 1995 prolongent clairement les tendances à l'œuvre dans le Sud-Est depuis dix ans. Pour faire image, on pourrait dire que toutes les municipalités des villes préfectorales ont changé de main : Marseille est passée d'un divers gauche à une alliance UDF/RPR, Avignon du PS au RPR, Toulon de l'UDF au FN, Nice du RPR à un dissident FN, Digne de la droite à la gauche.

Cette présentation-ci souligne que la triple victoire du FN s'est produite sur fond de mutations en cours et de situations non stabilisées – réalités d'autant plus à souligner que Jean-Claude Gaudin a gagné à Marseille mais avec... 544 voix de moins que la gauche, du fait d'un découpage électoral singulier.

Ajoutons que le FN a gagné en partie à contre-rythme de son évolution régionale, puisque J.-M. Le Pen, au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, n'a réuni que 21,57 % des voix, perdant trois points par rapport à 1988 (3,5 points sur la Côte d'Azur et 5 points à Marseille)¹. Mais le FN resta symboliquement le premier électorat du Sud-Est devant Edouard Balladur en deuxième position.

Cette dernière information est capitale, car si, au second tour de la présidentielle, le Sud-Est vote à 58,57 % pour Jacques Chirac, celui-ci n'était qu'en quatrième position au premier tour. La violence des affrontements internes à la majorité, notamment à Nice, à Toulon et à Marignane, compteront pour beaucoup dans les élections municipales suivantes.

Au-delà des chiffres, pour résumer les batailles électorales des dernières municipales dans cette région, disons qu'il y a trois types d'enjeux. Un enjeu droite/droite sur la Côte d'Azur dans une ambiance de luttes fratricides, un enjeu droite/gauche dans la partie la plus industrielle de la région – le long du sillon rhodanien et jusqu'à Marseille – pour l'instant à l'avantage de la droite, mais d'extrême justesse car la gauche a gardé Vitrolles, Aubagne, Martigues et gagné La Ciotat. Enfin un enjeu droite/gauche dans les villes moyennes de la Provence résidentielle à l'avantage de la gauche sur l'axe Arles, Apt, Pertuis, Manosque, Digne, Draguignan.

Dans ces contextes de multiples alternances, le FN s'enracine et

1. Cf. Daniel Van Eeuwen, « Toulon, Orange, Marignane. Le Front national au pouvoir : un maléfice méridional ? » dans J. Viard (dir.), *Aux sources du populisme nationaliste*, Éditions de l'Aube, 1996.

régresse légèrement en voix. Il gagne trois villes, passe de 94 élus municipaux à 192. Cela dit, sa régression doit être relativisée car elle est due sur la Côte pour une part à des dissidences, celle de M. Peyrat à Nice et celle de Yann Piat. Dans les Bouches-du-Rhône, en revanche, on doit accepter un effet de la période Tapie qui semble bien avoir recapitalisé à gauche une part de l'électorat socialiste.

En outre, partout, le RPR tend à consolider des positions qu'il a acquises aux législatives de 1993. Dans le contexte particulier de ces législatives, le RPR a su faire émerger des candidats jeunes au sein des bastions de gauche et c'est largement grâce à eux qu'Avignon et Marseille changeront de camp en 1995.

Demeure que, symboliquement, la triple victoire électorale du FN à des municipales fait de cette région le phare de l'installation de l'extrême droite dans notre paysage politique. Demeure aussi que l'effondrement des vieux clientélismes de droite et de gauche n'est pas fini et que l'avenir est fort incertain.

Partout, on assiste à une évolution du clientélisme vers une sorte de « clanisme sans racine » car le clientélisme a largement cessé d'être le cadre de la régulation des rapports politiques – du fait, nous l'avons souligné, des migrations Nord/Sud et de la réduction des avantages sociaux à distribuer. Alors les clans leaders sont devenus des entreprises à fin personnelle, aujourd'hui presque tous arrivés devant la justice. Le clientélisme organisant la société par des logiques de réseaux, son délitement laisse une culture politique déstructurée qui connaît peu la logique de la proximité, du terrain.

Dans un premier temps, des contre-feux ont été allumés avec des personnalités portées par les médias, Robert Vigouroux à Marseille, Michel Mouillot à Cannes, Bernard Tapie bien sûr. Cette logique nécessitait soit de forts investissements médiatiques permanents – donc *in fine* un retour devant la justice – soit une perte radicale de crédibilité ; ce qui fut le cas de Marseille où une bonne gestion publique sans relais politique mena le maire sortant à une pure et simple disparition.

Dans un second temps, des logiques de « contre » s'organisèrent. Le RPR sut porter des contre-attaques sur le terrain dans les quartiers populaires tenus par un clientélisme affaibli, et un PC réduit, mais où il n'y avait traditionnellement pas de présence UDF – Renaud Muselier en est le parfait exemple – et de « jeunes » socialistes attaquèrent dans des villes « périphériques » aux systèmes claniques départementaux dirigés des conseils généraux. C'est ainsi que Draguignan, Digne et Arles notamment changèrent de main. Ceux qui choisirent des

cibles au cœur des systèmes durent soit ne pas participer à l'épreuve – Elisabeth Guigou sur Avignon – soit être marginalisés comme Michel Pezet sur Marseille.

Le FN, quant à lui, avait dès l'origine choisi une stratégie de terrain complémentaire de l'image de son leader national. Il en tira bénéfice quand, à droite et à gauche, des batailles d'arrière-garde entre les vieux systèmes claniques empêchèrent des stratégies de disciplines républicaines. Il faut ici dire et répéter que les triomphes du FN sont des conséquences de l'inaptitude à la démocratie des autres grandes forces, tout à leurs querelles internes occupées. Le maire RPR de Nice malheureusement balladurien se trouva face à un proche d'Alain Juppé : dans la brèche, le dissident FN réussit à passer. Le maire de Toulon, ex du système Arreckx, se vit opposer au premier tour un dissident UDF qui contribua à casser son électorat et l'ancien maire socialiste de Bandol, pourtant un homme bien estimable, accepta de mener la gauche puis de se maintenir contre vent et marée. Le FN passa. À Marignane, ce fut la lutte fratricide de deux candidats de droite qui favorisa l'élection du FN. À Orange, un ex-socialiste, maire sortant, eut à affronter une liste dissidente de gauche qui l'affaiblit, puis une triangulaire qui l'emporta.

Cette histoire doit servir de leçon. Le FN gagne face à des luttes fratricides issues d'une mutation du politique où de vieilles forces sont prêtes à tout pour défendre des avantages acquis et des statuts. L'électorat, lui, aspire à un renouvellement. Par un vote majoritaire pour un candidat démocrate, si les grands partis sont capables de lui en proposer, comme à Avignon, Arles, Draguignan, Digne et Marseille où Renaud Muselier fut le « booster » de Jean-Claude Gaudin. En laissant passer le candidat FN quand l'enthousiasme est impossible face à des luttes obscures et des bénéfices très clairs.

Un an après ces élections, force est de constater que les positions des uns et des autres n'ont guère varié. Si, comme il est prévisible, une partielle a lieu à Vitrolles en 1996, face à un socialiste en difficulté personnelle, que vaudront les grands principes face aux réalités du terrain ? Sans doute un quatrième maire FN.

CONCLUSION

L'INTROUVABLE ÉQUATION LE PEN

Ce livre décevra ceux qui veulent mettre le vote Le Pen en équation et attribuer la percée du FN à un facteur unique d'explication. Le charisme de son leader, la montée du chômage, l'importance de la population immigrée, les angoisses devant la mondialisation, l'arrivée des socialistes au pouvoir, la crise des organisations politiques traditionnelles, le scrutin de liste à la proportionnelle, chacun de ces facteurs a joué, mais aucun ne suffit à expliquer le phénomène. Ces conditions sont aujourd'hui réunies dans d'autres pays d'Europe sans que l'extrême droite y atteigne le niveau enregistré en France depuis 1984. C'est l'alternance, dans un pays dominé depuis vingt-trois ans par la droite, qui va servir de détonateur. A la radicalisation des électeurs de l'opposition, exaspérés par le gouvernement des « socialo-communistes », répond le désenchantement des électeurs du 10 mai, déçus par la politique de rigueur menée à partir de 1983, rejoints en 1988 par les déçus de la cohabitation et en 1995 par les frustrés des alternances à répétition. C'est la conjonction de ces mécontentements et l'enchaînement d'élections favorables, par leur nature ou leur mode de scrutin, à leur expression, qui donnent au phénomène français toute son ampleur.

A ce schéma global d'interprétation s'ajoute la multiplicité des situations locales. Du Nord aux Bouches-du-Rhône, de la Vendée à la région parisienne, le vote Le Pen n'a ni la même ampleur ni la même signification. Ici c'est une tradition d'extrême droite qui a joué, là le poids d'un notable rallié au FN. Ailleurs, c'est la confrontation entre immigrés et rapatriés d'Afrique du Nord. Ici, c'est le déracinement des populations qui est en cause ou le ressentiment contre les « migrants de l'intérieur ». Parfois, il suffit que s'installe une caserne

Conclusion

de gendarmes mobiles pour que le vote Le Pen atteigne des sommets ¹.

LE PARTI DES MÉCONTENTES

On ne recherchera pas la spécificité du FN dans ses structures, calquées sur celles du PC, ni dans son recrutement, dont l'aspect interclassiste s'affirme d'élection en élection, ni dans sa doctrine faite de bric et de broc. Il réside plutôt dans les motivations de ceux qui le soutiennent. Adhérents, sympathisants ou électeurs, c'est la dimension protestataire de leur choix qui les distingue. A l'exception d'un noyau dur de taille restreinte, partisan et extrémiste, la majorité d'entre eux ne se considère ni « d'extrême droite », ni « proche du FN ». C'est contre les autres partis plutôt qu'ils se prononcent, ceux que J.-M. Le Pen appelle « la bande des quatre ». Contre une classe politique qu'ils estiment corrompue, contre les gouvernements successifs et leur impuissance – qu'ils soient de droite ou de gauche – à juguler la crise, contre un système dont ils se sentent exclus. Ainsi, le FN reprend à son compte cette « fonction tribunitienne » si longtemps exercée par le PC. Et si, contrairement aux idées reçues, il ne compte dans ses rangs qu'une proportion négligeable d'anciens communistes, c'est dans les mêmes catégories sociales qu'il recrute, chez les ouvriers, les chômeurs, les laissés-pour-compte.

LE PARTI DE LA PEUR

Plus que d'autres forces politiques, le FN se nourrit de la peur et des inquiétudes produites particulièrement par le milieu urbain. Le terrain des villes cosmopolites sur lequel le vote d'extrême droite prospère, secrète, plus que d'autres, des craintes diffuses vis-à-vis de l'immigré, de l'insécurité et du chômage. Comment l'univers urbain, longtemps perçu comme milieu de tolérance et d'extraversion, est-il

1. Par exemple dans la commune de Grenoble le quartier qui offre régulièrement ses meilleurs résultats au FN est celui de Beauvert où s'est installée en 1981 une caserne de gendarmerie, qui fournit un tiers des électeurs inscrits dans le quartier.

devenu le champ clos des haines et de l'introversion ? La ville française ne connaît plus, depuis quinze ans, de forte croissance ni de renouvellement. Les divers groupes sociaux et communautés ethniques y cohabitent sans véritable espoir de mobilité. Une perception inquiète de la crise économique et un scepticisme profond vis-à-vis de ses solutions politiques s'enracinent dans les esprits. C'est dans cet univers fini et anémié, où n'existe plus de « nouvelle frontière urbaine », qu'apparaissent et que s'avivent les frictions, les intolérances et les haines. Au début des années 1980, le FN, avec son message d'exclusion et de rejet, est la seule force politique en phase avec les rancœurs distillées par la crise de la société urbaine et par le constat d'impuissance du politique, à répondre aux défis de la crise économique. Au travers de thèmes au simplisme ravageur : « Trois millions de chômeurs = trois millions de chômeurs en trop », « immigration = insécurité », le FN a cristallisé politiquement les inquiétudes et les protestations de nombreux Français qui, déboussolés par plus de vingt années de crise, sont à la recherche de boucs émissaires : l'État, les immigrés, les délinquants, les minorités... Cette cristallisation a été rendue d'autant plus facile que l'attitude de la droite classique (à Dreux en 1983, dans certaines régions en 1986, dans les Bouches-du-Rhône en 1988) a légitimé le FN comme partenaire politique. D'autre part, la gauche au pouvoir a rendu plus « visibles » ces « pelés, ces galeux, d'où venait tout le mal ». Recrutement de fonctionnaires et nationalisations ont alourdi l'État. Les lois d'octobre 1981 sur l'entrée et le séjour des étrangers et sur la régularisation des clandestins ont stabilisé et enraciné la population immigrée. Enfin l'amnistie de 1981, la fin des juridictions d'exception et l'abolition de la peine de mort ont pris à rebrousse-poil une société qui connaît depuis 1980 un fort « vent d'autorité ». Il ne restait à J.-M. Le Pen et au FN qu'à offrir un débouché politique à toutes ces angoisses : crainte du chômage, hostilité vis-à-vis de l'immigré, sentiment d'insécurité. Toutes les études ont montré que celles-ci mêlaient fantasmes et dégradation objective des conditions de vie. Chômage mais surtout immigration et insécurité sont souvent « démonisés » par des électeurs à la recherche de boucs émissaires pour calmer leurs angoisses. Ce monde urbain, inquiet et sujet au fantasme, traduit un véritable état d'anomie sociale.

À la fin du XIX^e siècle, E. Durkheim constatait, dans son étude du suicide anémique, que « sur certains points de la société, il y a un manque de forces collectives, c'est-à-dire de groupes constitués pour

réglementer la vie sociale »¹. Le suicide était, dans son esprit, un des symptômes pathologiques de l'insuffisante intégration de l'individu dans des collectivités intermédiaires sociales et politiques. Toute proportion gardée, à la fin du xx^e siècle, la poussée du FN et les peurs qui la nourrissent sont aussi les symptômes d'une désintégration sociale et politique.

Dans son explication du vote Le Pen, H. Le Bras remarque que les départements qui ont voté pour le FN plus que leur proportion d'étrangers ne le laissait pressentir, sont tous ou presque situés dans le Bassin parisien (au sens large) et sur la côte provençale. La carte qui apparaît ainsi

...est bien connue et donne mieux la mesure de l'ébranlement en profondeur du système politique. Carte du suicide au début du siècle, carte de la richesse et des mouvements migratoires internes, c'est à peu près le négatif de la carte de la répartition des familles complexes... Bassin parisien et littoral provençal ont une structure politique dramatiquement simple : toute atteinte au prestige ou à l'identité nationale se répercute sans intermédiaire au niveau local et familial. Une crise d'identité de la France est ressentie comme une crise d'identité individuelle... Le vote Le Pen doit donc être pris au sérieux. Il indique une dégénérescence des forces politiques intermédiaires que filtraient jusqu'alors les impulsions immédiates².

Cette analyse générale du vote d'extrême droite comme symptôme d'une certaine anomie sociale et politique se retrouve au plan local. Les facteurs de l'immigration et de l'insécurité, qui alimentent le vote en faveur du FN, semblent jouer à plein lorsque les systèmes locaux d'intégration socio-politique sont grippés. La crise profonde à la fois des systèmes de gestion urbaine et des systèmes de représentation politique a ouvert une béance dans laquelle s'est engouffré le FN. La croissance urbaine est stoppée, la politique étatique en matière de ZUP et de ZAC incertaine, l'État se désengage et, par exemple à Marseille, « le notabilisme de clan et de clientèle est peu à peu remplacé par des spécialistes de la gestion urbaine qui tentent de reprendre la place abandonnée par l'État » mais ceux-ci « n'arrivent plus à contenir la ville et la souffrance de ceux qui s'y sentent abandonnés »³. Une immense vacance de l'organisation sociale s'installe, que vient combler vaille que vaille le FN. Anne Tristan parle, à Marseille, de

1. Durkheim (Emile), *Le suicide*, Paris, PUF, 1960 (1^{re} éd. 1887).

2. Le Bras (Hervé), *Les trois France*, Paris, Odile Jacob, 1986, p. 216.

3. Viard (Jean), « Succès de l'extrême droite : le signe d'une triple fracture ? », *Cahiers Pierre-Baptiste*, 4 juillet 1985, p. 123-137 (numéro consacré à « Marseille ou le présent incertain »).

« cette terre aride que n'irrigue plus aucune solidarité, de ce désert où sévit le mirage lepéniste ». Le FN fournit alors une ébauche de réseau de solidarité : « Autrefois, sur Marseille, les associations laïques de gauche proposaient des loisirs divers. Ce réseau a aujourd'hui disparu, les lepénistes tissent le leur ¹. » La force du FN est alors de faire entrer dans la visibilité sociale une population qui n'est plus accrochée par les structures politiques et associatives traditionnelles.

FORCES ET FAIBLESSES

Pour combien de temps encore le FN fera-t-il partie du paysage politique français ? La prudence s'impose face à un phénomène aussi évolutif. On peut toutefois classer les facteurs qui, à long terme, jouent en sa faveur et ceux qui jouent contre.

Le charisme du leader du FN est incontestable. Le personnage fascine jusqu'à ses adversaires. Le meilleur exemple en est ce propos entendu à la fin d'une manifestation organisée le 27 janvier 1988 à Paris par le PC pour protester contre son passage le soir même à « L'heure de vérité » : « On a juste le temps d'aller voir Le Pen à la télé ! » ². Depuis son premier passage à l'émission vedette de F.-H. de Virieu, le 14 février 1984, sa moindre apparition à l'écran lui attire plus d'audience que n'importe quel homme politique et fait grimper sa cote de popularité à des sommets que la formation qu'il préside n'a jamais atteints.

Il arrive toutefois au leader du FN de déraiper. Ses propos sur les chambres à gaz lors du Grand jury *RTL-Le Monde* (13 septembre 1987), qualifiées de « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale », son jeu de mot sur « Durafour-crématoire » (2 septembre 1988), ont suscité l'indignation jusque chez ses partisans. A chaque fois sa cote de popularité s'en ressent. Dans le même temps, il mobilise contre lui une fraction croissante de l'électorat, dont plus des deux tiers estiment aujourd'hui qu'il représente « un danger pour la démocratie » contre 38 % seulement en octobre 1983 (Graphique 1). Tandis

1. Tristan (Anne), *Au Front*, Paris, Gallimard, 1987, p. 253 et p. 85.

2. *Libération*, le 28 janvier 1988.

Conclusion

qu'au sein de l'UDF et du RPR, les partisans d'une alliance nationale ou locale avec le FN ne sont plus majoritaires¹.

Ses formules choc, inlassablement martelées, sur les méfaits de l'immigration, les pièges du communisme ou les dangers de la décadence morale, font mouche. Ceux qui se déclarent d'accord avec ses idées sont toujours deux à trois fois plus nombreux que ses électeurs, formant un réservoir potentiel d'électeurs disponibles au gré de la conjoncture électorale.

Pourtant, depuis 1984, la proportion de ceux qui se déclarent « pas d'accord » avec ses idées est en hausse, passant de 57 % en 1984 à 67 % en 1985 et à 79 % en 1994 (Graphique 2). Et ses idées ne sauraient lui tenir lieu de programme électoral. En affirmant qu'il suffisait de renvoyer les immigrés et de licencier les fonctionnaires pour fournir des emplois, d'abolir l'impôt sur le revenu pour créer de la richesse et de supprimer le remboursement de l'avortement pour relancer la natalité, le président du FN a surtout prouvé qu'il n'avait, pour sortir de la crise économique et du chômage, aucune solution concrète. Parmi ses électeurs du 23 avril 1995, 6 % d'entre eux seulement lui reconnaissent la stature d'un chef d'État².

Le groupuscule qu'il crée en 1972 est devenu un parti politique à part entière qui revendique aujourd'hui quelque 60 000 adhérents. Sous l'impulsion de ses secrétaires généraux successifs, il s'est étoffé en militants et en cadres. Aux activistes des débuts sont venus s'ajouter des transfuges respectables du RPR, du PR ou du CNIP. Parallèlement aux fédérations s'est tissé un réseau parallèle de clubs et de cercles en direction des jeunes, des femmes, des retraités et des « socio-professionnels ». Et s'il a perdu toute représentation parlementaire, il lui reste plus de 200 conseillers régionaux et onze députés au Parlement européen.

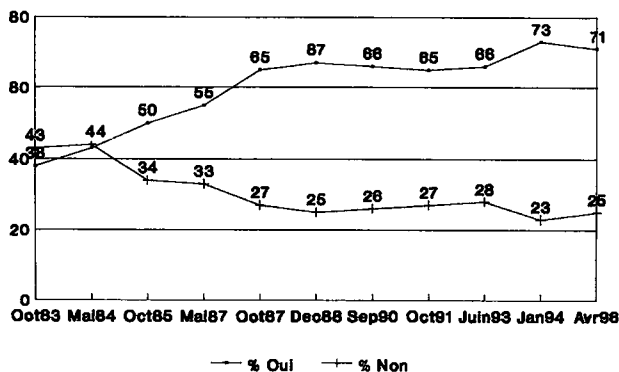
Mais son parti est aujourd'hui profondément divisé. Les partisans de la ligne dure, ni gauche, ni droite, qu'incarnait J.-P. Stirbois affrontent ceux qui rêvent d'un grand parti conservateur. Nombre de notables, ralliés lors des élections législatives de 1986, ont quitté le parti.

L'audience électorale du FN est indéniable. Elle ne se limite pas à la seule France urbaine et industrialisée à forte densité immigrée. Au

1. Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), « La puissance et le rejet ou le lepénisme dans l'opinion », *SOFRES, État de l'opinion*, 1993, p. 63-78.

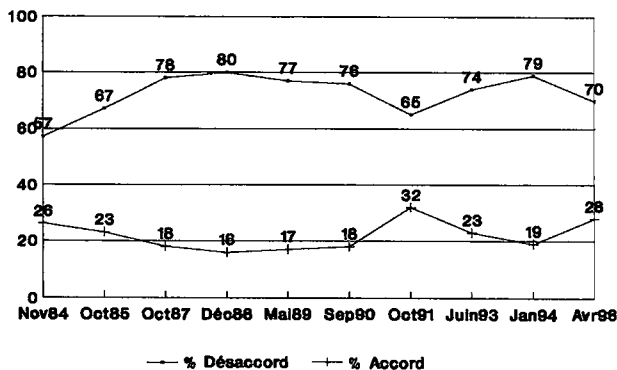
2. Sondage BVA-France 2-Europe 1-*Paris-Match*, réalisé le 23 avril 1995 auprès de 6 343 électeurs venant de voter (*Le Monde*, 25 avril 1995).

Graphique 1. Pensez-vous que J.-M. Le Pen et son parti représentent un danger pour la démocratie en France ?



Sondage SOFRES 1993-1996

Graphique 2. Diriez-vous que vous êtes tout à fait / plutôt d'accord / en désaccord avec les idées défendues par J. M. Le Pen ?



Sondage SOFRES 1993-1996

Conclusion

premier tour de l'élection présidentielle de 1995, il obtient plus de 10 % des suffrages exprimés dans environ quatre départements sur cinq et partout plus de 5 %, sauf dans le seul fief chiraquien et rural de la Corrèze. Et si les ouvriers et les chômeurs se montrent plus enclins à voter pour lui, dans aucune catégorie socio-professionnelle, à l'exception des cadres et professions intellectuelles, il ne recueille alors moins de 10 % des suffrages exprimés.

Mais cet électorat témoigne d'une certaine instabilité et la dimension protestataire de son vote le rend imprévisible. Entre le premier tour de l'élection présidentielle et celui des législatives de 1988, J.-M. Le Pen a perdu près de deux millions d'électeurs. Des européennes de 1994 au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, il en a gagné plus de deux millions et demi.

HORIZON 2000

Ces forces et ces faiblesses du mouvement s'inscrivent dans un contexte social et politique dont il faut bien évidemment tenir compte. Tant que la France ne sera pas sortie de la crise, tant qu'il y aura des chômeurs, il y aura des électeurs potentiels pour le leader du FN. Tant que la gauche et la droite classique resteront divisées par des querelles de tendances ou de personnes, tant que les affaires éroderont la confiance dans les partis de gouvernement, il y aura un espace politique pour l'extrême droite dont la santé est inversement proportionnelle à celle de ses adversaires.

Il faut tenir compte, enfin, du contexte européen et des inquiétudes suscitées par la construction européenne. L'Europessimisme et la tentation de transformer l'Europe en bouc émissaire des difficultés et des inquiétudes nationales servent le nationalisme de rétraction véhiculé par le FN.

Ce risque n'est pas limité à la France. Dans toute l'Europe, l'extrême droite est en plein essor électoral¹. En Belgique les scores législatifs du Vlaams Blok auprès de l'électorat flamand dépassent les 12 % en 1995. En Italie, grâce à son alliance avec le parti de Berlusconi, l'Alleanza nazionale de Gianfranco Fini (ex-MSI) obtient 13,5 % des suffrages aux législatives de 1994 et entre au gouverne-

1. Voir notamment Betz (Hans-Georg), *Radical right-wing populism in Western Europe*, New York, St. Martin's Press, 1994.

ment. Aux législatives de 1996 elle a encore progressé de 2 points. L'Autriche enfin, où plus d'un électeur sur cinq vote pour le FPÖ (parti libéral) de Jörg Haider (22,6 % aux législatives de 1994 et 22,1 % en 1995), est le pays de l'Union européenne où le niveau électoral de l'extrême droite bat tous les records.

Aujourd'hui, en Belgique, en Italie, au Danemark, en Hollande, en Autriche, l'extrême droite bénéficie d'une représentation parlementaire nationale. Elle dispose également d'une tribune au Parlement européen où sa représentation est passée de 5 à 25 députés entre 1979 et 1994¹. Combien en aura-t-elle lors des élections de 1999, si elle parvient à mobiliser contre l'Europe un front du refus ? C'est alors qu'il faudra compter les voix du FN.

Cette éventuelle reprise électorale du FN autour du thème traditionnel de la nation française menacée par le « cosmopolitisme économique » doit appeler à la prudence les dirigeants de la droite modérée et de la gauche socialiste, qui vantent sans retenue les charmes et les délices de la monnaie unique. Cependant, pour l'heure, les raisons profondes de l'implantation du FN sont moins à chercher dans le contexte européen que dans le contexte social et politique franco-français. Même dans le cadre de ce dernier, l'ascension du FN n'est pas inéluctable.

LES FREINS

La poussée du FN rencontre d'abord des obstacles politiques parmi lesquels le mode de scrutin majoritaire et la revivification d'organisations et de cultures politiques en crise. La réforme du mode de scrutin et le retour au classique scrutin d'arrondissement avaient déjà été utilisés par les ministres de l'Intérieur, à la fin du XIX^e siècle, pour lutter contre le boulangisme. La réforme Pasqua mettant fin à la représentation proportionnelle pour les élections législatives a privé le FN de toute représentation parlementaire depuis 1988.

La réponse politique au lepénisme ne serait qu'artifice si elle se résumait au seul maintien du mode de scrutin majoritaire pour les échéances électorales majeures. En effet, les succès électoraux du FN ont mis en évidence la crise des vieilles organisations et cultures poli-

1. Quatre pour l'Italie et un pour la Grèce en 1979 ; onze pour la France, onze pour l'Italie, trois pour la Belgique en 1994.

tiques de droite et de gauche. A droite, la culture catholique d'ordre et d'harmonie sociale craque sous les coups d'une déchristianisation accélérée. La culture gaulliste oublie, avec le RPR, ses penchants étatiste, plébien et nationaliste pour se rallier corps et biens au néolibéralisme. A gauche, la culture politique d'égalité et de solidarité sociale, longtemps véhiculée par le PC et le mouvement syndical, se désagrège sans que le PS, à l'organisation encore trop chétive, ne puisse s'y opposer. De nombreuses couches sociales, sans repères politiques et sociaux, sont alors prêtes à céder aux premières sirènes populistes venues. Le défi, pour les organisations traditionnelles de gauche comme de droite, est de réintégrer tout ou partie de ces couches en devenant ou en redevenant de grandes organisations populaires.

Expression d'un malaise social, le FN ne peut être l'objet d'une réponse uniquement politique. Le traitement social s'impose. Ici et là, il est déjà à l'œuvre mais l'ampleur du phénomène nécessite une action volontariste et globalisante.

L'ancrage du FN dans les tissus sociaux en voie de délitement n'est pas inéluctable. Le Pas-de-Calais résiste mieux que les Bouches-du-Rhône. Le Mans est plus à l'abri que Mulhouse. Au sein d'une même ville, tel quartier périphérique cède alors que tel autre tient bon. Par exemple, à Grenoble, le FN fait un de ses meilleurs résultats à Teisseire, grand ensemble HLM, jadis bastion du PCF, et actuellement en voie de désintégration sociale et politique. Le PCF y est en chute libre, le chômage y bat des records, le cadre de vie se dégrade, le tissu associatif craque : le terrain est propice à la poussée du FN. En revanche, à quelques centaines de mètres de là, le quartier de Villeneuve, grand ensemble des années 1960, connaît une certaine résistance du tissu associatif et militant tissé par le socialisme municipal des années 1960 et 1970 : le FN y est mal implanté¹. La désintégration de l'encadrement politique et associatif des zones urbaines de grands ensembles n'est pas uniforme.

L'anomie urbaine et ses effets politiques sont ici et là enrayés par des pouvoirs locaux bien enracinés, présents sur le terrain de l'action sociale et culturelle des communautés étrangères. Des monographies communales consacrées à l'analyse du FN dans deux localités de la

1. C'est à Teisseire qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, J.-M. Le Pen fait son deuxième meilleur score, juste après Beauvert (18,4 et 20,7 % des suffrages exprimés), contre 7,6 % à l'Arlequin, où se trouve le grand ensemble de la Villeneuve. Nous remercions Pierre Bréchon qui nous a communiqué les résultats grenoblois par section de vote.

banlieue populaire de Grenoble, à très forte concentration immigrée, ont montré que la poussée de l'extrême droite pouvait être contenue par l'action de municipalités et d'associations entretenant une certaine densité du tissu social¹. Dans ces communes, les municipalités, en liaison avec le réseau associatif, s'efforcent par le biais de commissions (immigration, attribution de logements), d'opérations d'information, d'actions en milieu scolaire (entraide scolaire pour les enfants d'immigrés, dégustation de cuisine étrangère à l'école) ou encore de fêtes (semaines de l'immigration de Fontaine, festival annuel des peuples de Saint-Martin-d'Hères), de mettre en relation populations française et étrangère et d'associer les habitants à la lutte contre le chômage et la délinquance (conseil communal de la délinquance, service emploi). Cette action municipale volontariste a développé et entretenu une véritable « culture d'immigration » dans des communes qui connaissent souvent une immigration massive (jadis italienne) depuis un demi-siècle. Objet d'un soin et d'un encadrement attentifs, le tissu social et politique garde sa cohérence et parvient à endiguer une crise urbaine qui, ailleurs, fait le lit de l'extrême droite.

L'implantation électorale du FN est résistible, surtout si le traitement social de la crise urbaine est mené à une grande échelle. Le développement d'initiatives anciennes (par exemple, la commission nationale pour le développement social des quartiers) et la prise de nouvelles mesures (création d'une mission interministérielle à la ville et au développement social urbain, revenu minimum d'insertion, moyens dégagés pour des travaux d'urgence dans les quartiers dégradés, zones franches) peuvent être les premiers éléments d'une riposte qui ne se contente pas de discours contre le FN mais en vient à l'action résolue sur le terrain².

1. Cf. Sasso (I.), Saunier (F.), *Le Front national à l'épreuve d'une municipalité de gauche*, mémoire de diplôme, IEP de Grenoble, 1987 ; Reynaud-Paligot (C.), Roche (A.), *Vote Front national et présence d'immigrés à Saint-Martin-d'Hères*, rapport de conférence de méthodes, IEP de Grenoble, 1987 ; Diaz (A.), Bouttier (N.), Degeneve (S.), *Étude du Front national à Saint-Martin-d'Hères*, rapport de conférence de méthodes, IEP de Grenoble, 1987.

2. Voir notamment Taguieff (Pierre-André), « Antilepnisme : les erreurs à ne plus commettre », p. 213-230 in Martin-Castelnau (David) éd., *Combattre le Front national*, Paris, Vinci, 1995.